

CAHIER DE JURISPRUDENCE

Récolte de décisions de
droit pénal juvénile
mauritanien



**Réalisé par Cherif Mohamed Barry
Supervision Stefano Perosino et Guglielmo Taffini**

**Cette publication a été réalisée grâce au financement de l'Union
Européenne. Les opinions et les analyses exprimées dans cet ouvrage sont
celles de L'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union
Européenne**

Préface

La Mauritanie a adopté l'ordonnance n°2005.015 du 5 décembre 2005 portant protection pénale de l'enfant, texte fondamental en matière de justice des mineurs qui traduit le souci du législateur d'offrir à l'enfant une protection à même de contribuer à la concrétisation des nouveaux droits que lui reconnaissent les normes internationales.

La première partie de ce texte renferme un code pénal spécifique aux enfants qui a pour objectif de déterminer l'ensemble des peines susceptibles d'être appliquées par les magistrats des enfants en vue de leur rééducation.

Pour ce faire, elle comprend un titre préliminaire consacré à l'atténuation de la responsabilité de l'enfant et trois livres dont le premier traite des crimes et délits contre l'enfant, le second réprime les crimes et délits contre les biens de l'enfant et le troisième renferme des dispositions communes à l'ensemble des infractions définies dans cette partie.

Les modalités de jugement et de placement de l'enfant délinquant en tenant compte des objectifs de sa resocialisation, de la fragilité et de la spécificité de sa personne sont au centre du dispositif procédural de ce texte.

La deuxième partie est tout simplement un code de procédure pénale adapté aux enfants comprenant quatre livres. Le livre premier traite des poursuites et de l'enquête préliminaire en préservant les droits fondamentaux de l'enfant.

Le livre deuxième est consacré au jugement des infractions commises par l'enfant en définissant les procédures à suivre et les juridictions saisies dont la composition doit comprendre des spécialistes en matière de l'enfance.

Le livre troisième spécifie les procédures d'exécution des peines applicables aux enfants délinquants en veillant à leur adaptation à la personnalité des enfants.

Le livre quatrième renforce les dispositions protectrices de l'enfant placé auprès des institutions ou de personnes recevant des enfants en conflit avec la loi. Ce texte est accompagné par un ensemble de dispositions qui facilitent son application et qui ont trait à l'assistance judiciaire aux enfants, aux cours criminelles qui leurs sont spécifiques et des mesures alternatives à leur détention. La Mauritanie a en outre adopté en application de l'ordonnance précitée le décret n°2009-069 du 2 mars 2009 portant détermination des mesures alternatives applicables aux mineurs en conflit avec la loi. Ce texte institue préalablement aux mesures alternatives applicables par le parquet, la possibilité des l'interpellation du mineur au procureur de la République, au juge d'instruction des enfants ou au président du tribunal pour enfants de recourir à un règlement amiable par une tentative de conciliation entre la victime et le mineur auteur de l'infraction.

Après une décennie de mise en œuvre, ce texte a généré une jurisprudence

abondante et diversifiée dont l'analyse constitue un impératif pour mesurer les acquis de l'enfant dans ce domaine. Le présent cahier de jurisprudence, établi par TDH Italie répond à cet exercice. TDH Italie est le Partenaire historique du centre d'Accueil et de réinsertion sociale des enfants en conflit avec la loi. Elle accompagne techniquement dans le travail bénéfique qu'il réalise au profit des enfants depuis sa création en vue d'une réinsertion efficace et qui a été salué par le rapporteur spécial des nations Unies pour la prévention de la Torture en faisant un label dans la sous- région.

Le présent cahier met à la disposition des praticiens et des chercheurs une analyse de la jurisprudence des mineurs qui contribuera sans aucun doute à améliorer encore plus le traitement des enfants en conflit avec la loi. L'usage qui en sera fait et la diffusion qui en résultera sont un gage de réinsertion des enfants en conflit avec la loi.

Pr Haimoud Ramdan

Introduction

la Mauritanie à l'instar de la communauté internationale, accorde un intérêt particulier à la protection pénale de l'enfant en conflit avec la loi, et conformément aux conventions internationales et traités dans ce domaine.

Mais pendant longtemps, la protection pénale des mineurs a été absente de la pratique judiciaire en Mauritanie. Les acteurs judiciaires se contentaient de faire simplement application des dispositions procédurales ou de fond en matière pénale, éparpillées ça et là dans les codes, à savoir les articles 60, 61 62 et 63 du code pénal, relatifs à l'atténuation légale de minorité, à titre d'exemple, et de diriger des cabinets d'instruction des mineurs créés dès le début des années 90, appliquant le droit commun.

Voilà, depuis près de quinze ans qu'en Mauritanie, les juges, magistrats et policiers appliquent un code spécial dédié aux mineurs, répondant aux normes internationales, régi par l'ordonnance 015/2005.

Au cours de cette période relativement courte, plusieurs décisions judiciaires pénales, dans toute leur nature et étendue, ont été rendues par les juges du fond chargés des mineurs.

Ces décisions portent sur les infractions les plus récurrentes qui sont celles qui touchent à l'intégrité physique, psychique, à l'honneur, à la vie, aux mœurs et à la propriété. Cependant, les infractions relatives à l'extorsion, à l'escroquerie à l'abus de confiance, au recel, destruction, dégradation, détérioration, au préjudice d'un enfant et la violation de la réglementation de l'accès des enfants à certains établissements, prévus par les articles 80 et suivants sont totalement ignorés des autorités chargés de la répression.

C'est pour cette raison que les partenaires de la Mauritanie dans le domaine de la protection des mineurs ont vu la nécessité d'établir un Cahier de jurisprudence des mineurs de 2005 à 2015 pouvant servir comme un outil de base de travail ou de formation dédié au corps judiciaire.

Ce cahier de jurisprudence traitera les décisions judiciaires choisies, en deux parties dont l'une est consacrée aux mineurs-auteurs (première partie) et l'autre aux mineurs-victimes (deuxième partie).

Remerciements

Je ne saurai terminer ce Recueil de jurisprudence inédit dans l'histoire judiciaire de la Mauritanie, sans exprimer ma profonde gratitude et reconnaissance, à l'endroit de M. Perosino, Représentant de TDH Italy à Nouakchott et à tous ceux qui, par leurs remarques, corrections et suggestions ont bien voulu m'accompagner dans la mise en œuvre de ce sobre document, censé être un outil de travail, pour les juges, magistrats ou juristes.

1. Affaire Moys et consorts

• Juridictions

La cour criminelle du tribunal de la wilaya a condamné le sieur Moys, personne mineure à la peine de mort-Talion, aux peines de 2 ans de prison ferme contre les sieurs Mossod et Mok tous deux majeurs et aux frais et dépenses au profit du trésor public.

La chambre pénale de la Cour d'Appel en matière criminelle a réformé le jugement n°162 du 17/05/011 rendu par la cour criminelle du tribunal de la wilaya, partiellement et condamné l'accusé Moys, mineur, étant né en 1992 à Nouakchott, à une peine de 12 ans d'emprisonnement, une peine d'amende de 120.000 ouguiyas et à la Diya estimée à 3.000.000 UM, en faveur des héritiers de la victime, La'aboud.

La chambre pénale de la cour suprême a déclaré le pourvoi recevable en la forme et rejeté au fond.

• Les questions juridiques

Les questions juridiques traitées par la cour criminelle ont porté sur l'imputabilité des faits d'homicide volontaire, l'atténuation de la responsabilité pénale du mineur et la tentative punissable.

La chambre pénale de la cour d'appel a traité les questions juridiques ayant trait à La minorité sous l'angle du code civil, du statut personnel et des mineurs et à l'application, en l'espèce, des dispositions du code des mineurs.

La cour suprême en chambre pénale a soulevé les questions juridiques portant sur le défaut de qualité soulevée par la défense, l'interprétation donnée aux articles 60 et 61 du code pénal et le privilège donné à l'application des articles 147 et 148 du code des mineurs.

• Les faits

Les mineurs Moys, Mossod et Mok, après avoir repérer la boutique où ils voulaient commettre un vol pendant la nuit, s'étaient rendus sur le lieu après avoir vérifié que le commerçant avait, effectivement, fermé les portes de son épicerie. Ils se partagèrent alors les différents rôles que chacun devait jouer. Le mineur Moys devait ouvrir la porte en fer du magasin, donc amorcer l'exécution. Pendant qu'il ouvrait la porte, le commerçant, assoupi, se réveilla et un promeneur interféra audacieusement en faisant usage de son bâton. Alors,

la bande se dispersa et, au cours de leur fuite effrénée, le nommé Moys saisit le bout de la chemise de la victime; à ce moment précis, une vive altercation l'opposa à la victime qui reçut un coup de couteau en pleine poitrine.

Les coauteurs de l'action délictueuse, les mineurs Mossod et Mok, prirent le la victime agonisant dans leurs bras et le déposèrent au domicile de sa sœur. Il succomba, quelques instants plus tard, à la suite de blessures.

• La procédure

Devant la police judiciaire du commissariat d'El mina 1, ils reconnurent les faits à eux reprochés, en l'occurrence l'accusation relative au vol, sans la présence d'une assistance sociale, d'un avocat ou un médecin informé (cf. 101 al 3, 102 al 1 et 103 al 3).

Le procureur de la République saisi, mit en mouvement l'action publique et demanda l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction qui, au terme de son instruction préparatoire, renvoya par ordonnance, l'affaire devant la cour criminelle pour y être jugée, conformément à la loi.

A l'issue de la condamnation à la peine de mort prononcée par cette instance, l'avocat de la défense a fait appel. En appel, la cour d'appel a réformé le jugement des premiers juges et, enfin la défense des accusés s'est pourvue en cassation devant la chambre pénale de la cour suprême. Cette dernière a rejeté le pourvoi au fond.

1. Jugement de la cour criminelle au tribunal de la wilaya de Nouakchott-Ouest

Au cours de l'audience tenue par la cour criminelle de Nouakchott-Sud, dans sa composition ordinaire pour majeurs, statuant en premier ressort, à charge d'appel, pour toutes les infractions qualifiées de crimes commis dans sa zone de compétence territoriale, l'accusé Moys a, en l'espèce, pendant l'instruction définitive menée à la barre ou à l'audience, rejeté l'accusation portant sur le meurtre à lui notifier, en précisant qu'il n'a pas tué la victime, mais poursuivant son récit, il précisa qu'il l'aurait transportée dans ses bras jusqu'au domicile de sa sœur, en compagnie des autres membres de la bande.

L'accusé Mossod a, en rejetant à son tour l'accusation d'homicide, précisé que la victime était avec le nommé Moys lors de la débandade ; il l'a retrouvée, avec ce dernier, blessée suite à un coup de couteau à la poitrine.

Le nommé Mok a reconnu qu'au cours de la nuit du vol, il a rejoint ses acolytes et lors de l'exécution de ce forfait, un individu les avait poursuivis. Et pendant leur fuite, l'accusé Moys poignarda la victime qu'ils transportèrent au domicile de sa sœur.

Puis, en présentant ses réquisitions orales à l'audience, le procureur de la République a, d'entrée de jeu, précisé que les preuves contenues dans ce dossier sont, on ne peut plus, précises et concordantes à l'encontre des accusés, des chefs du concours matériel d'infraction portant sur les deux infractions de vol et d'homicide à eux reprochées.

La défense a soutenu l'absence d'organisation ou de préméditation en vue de commettre les crimes de vol et d'homicide, l'excuse de minorité et attiré l'attention sur les dénégations des accusés. Le collège des avocats de défense a, par ailleurs insisté sur la tentative de vol et non du vol lui-même consommé car il y a eu un commencement d'exécution et l'absence de désistement volontaire (a martelé Me Kabr).

Et, conformément au code de procédure pénale, la cour a, suite à la mise de l'affaire en délibéré, retenu la responsabilité pénale des auteurs pour l'une ou l'autre des infractions selon les cas, décidé la disqualification des faits de vol aggravé contenu dans l'article 357 du code pénal en vol simple ou larcin prévu et puni par l'article 372 du même code, en recel aux termes de l'article 437 du même code et sur les circonstances atténuantes.

Ainsi, sur la base des aveux obtenus auprès des accusés, lors de l'enquête préliminaire, le témoignage fait par le nommé Jefer, l'unique témoin dans cette affaire - qui les avait pourchassés - les déclarations de la partie civile selon lesquelles il avait trouvé le cadenas de la porte de sa boutique cassée, puis repliée, et des aveux à la barre de l'accusé Mok qui a donné des précisions sur les circonstances du vol et de la course-poursuite, la cour a, en premier ressort, condamné le mineur Moys de 17 ans (cf. les données contenues dans le fichier national des populations), à la peine de mort-Talion - peine plus grave - pour meurtre et les accusés Mossod et Mok à deux ans de prison ferme pour vol, en les déchargeant des fins de poursuites pour l'homicide volontaire dont ils étaient aussi poursuivis. La cour a, en l'espèce, au comble de l'erreur, considéré que les circonstances atténuantes de minorité contenues dans l'article 61 du code pénal, ne s'appliquent qu'au mineur de 16 ans.

1. a. L'imputabilité des faits d'homicide volontaire

L'homicide volontaire est le fait de donner intentionnellement la mort à une personne. Cet acte répréhensible est puni de mort-Talion ou ghissas, si la victime et le coupable sont de la même religion – musulmans – ou en matière d'assassinat c'est-à-dire le meurtre avec les circonstances aggravantes de préméditation, discrétion, et guet-apens, sur la base des articles 272 et 280 du code pénal mauritanien qui tirent leur source de la charia islamique ou du droit musulman. Il ressort des pièces de la procédure, en l'espèce, qu'une altercation avait opposé le mineur Moys et la victime, pendant la débandade. L'accusé de

meurtre, Moys, lui asséna un coup de couteau à la poitrine, suite à une vive protestation consécutive à l'acte de moquerie que ce dernier avait fait à son égard, en saisissant son boubou, certes pour lui faire peur, pendant que chacun cherchait à s'échapper.

Il est désormais constant qu'aux termes des pièces du dossier, le mineur Moys est l'auteur du meurtre, d'autant plus que ses compagnons ont fait des témoignages précis et concordants à son encontre. Et, dans un attendu célèbre « attendu que toutes les preuves contenues dans le dossier de la procédure, sous-tendent la décision de condamnation rendue par les premiers juges aux termes de laquelle l'accusé Moys est l'auteur du meurtre et vol tenté », la cour a retenu la responsabilité de l'accusé pour le meurtre et la tentative de vol et appliqué la peine la plus élevée, sans tenir compte de l'atténuation de responsabilité liée à la minorité de ce dernier (cf. 147 de l'OPPE).

1. b. L'atténuation de la responsabilité pénale du mineur

L'ordonnance 2005/015 portant protection pénale de l'enfant divise la minorité pénale en Mauritanie en trois parties : les mineurs de 0 à moins de 7 ans qui sont réputés être présumés irréfragablement irresponsables , les mineurs de 7 à moins de 15 ans qui sont considérés responsables de leurs actes, peuvent alors être poursuivis mais ne peuvent être mis en détention (placés dans un centre semi-ouvert), puis enfin les mineurs de 15 à moins de 18 ans qui sont responsables de leurs actes, peuvent être poursuivis en justice, détenus et condamnés à des peines d'emprisonnement de 12 ans maximum et une amende ne dépassant pas 120.000 UM, aux termes des articles 147 et 148 de l'ordonnance sur la protection pénale de l'enfant, citée ci-haut.

En revanche l'article 4 de cette même ordonnance ne s'applique qu'en matière délictuelle et contraventionnelle où la peine du mineur ne peut dépasser la moitié de la peine prévue, à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu 18 ans. Les premiers juges en ont fait application sur les faits qualifiés de tentative punissable de vol.

1. c. La tentative punissable

L'infraction punissable peut être tantôt consommée, tantôt tentée, manquée ou impossible. L'article 2 du code pénal mauritanien dispose que la tentative punissable du crime n'est punie que de peines correctionnelles ou Ta'azir. Cet article dégage un principe tiré du droit musulman selon lequel les dispositions pénales de la charia ne punissent des peines Ghissas ou talion et Houdoud ou sanctions pénales fixées et contenues dans le coran, que si les infractions sont consommées.

Dans cette affaire, les trois condamnés ont commis une tentative de vol qualifié

qui s'est matérialisée par un commencement d'exécution et une absence de désistement volontaire. Dès lors que les deux conditions, citées ci-haut, sont réunies, la tentative du crime ou délit devient punissable.

2. Arrêt de la chambre pénale de la cour d'Appel

Aux termes de l'article 456 du code de procédure pénale, l'appel interjeté par le condamné à mort a été déclaré recevable en la forme, par la cour d'appel de Nouakchott.

A l'audience, après avoir entendu l'accusé sur les faits de meurtre, le représentant du ministère public a réitéré les mêmes réquisitions que celles présentées en première instance donc celles relatives à la peine capitale, mais en revanche dans ses réquisitions écrites, il a demandé à la juridiction d'appel de tenir compte de la minorité du condamné.

La défense constituée par Me Ichidou et Me Diallo a demandé l'application du code des mineurs au lieu et place du code pénal, de procéder à la disqualification de l'homicide volontaire à l'homicide non intentionnel et de condamner l'auteur à la Diya.

A l'issue du délibéré la chambre pénale de la cour d'Appel dans sa composition collégiale de cinq (5) magistrats a décidé et réformé le jugement rendu par les premiers juges, sur la base des articles 5 , 61 et 449 du code pénal , 15 du code des obligations et contrats , 162 du code du statut personnel, les articles 147 et 148 du code de la protection pénale des mineurs et la doctrine du jurisconsulte du droit musulman Derdiri et condamné le mineur Moys à la peine de 12 ans de prison ferme.

Ce jurisconsulte considère que « ... en cas de complicité de meurtre impliquant un majeur et un mineur, c'est le premier qui doit être condamné à mort et le mineur à la moitié de la Diya, car il n'est pas pleinement responsable... ».

2. a. La minorité sous l'angle du code civil, du statut personnel et des mineurs

Les articles 15 du code des obligations et contrats, 162 du code de statut personnel et 1 et 4 de l'ordonnance sur la protection pénale de l'enfant fixent l'âge de la capacité civile ou de la responsabilité pénale à 18 ans révolus. Ainsi, il est permis d'affirmer que le sieur Moys poursuivi des chefs de meurtre et de tentative de vol qualifié - ayant fait l'objet d'une disqualification par les premiers juges - est mineur et les deux autres étaient majeurs au moment des faits.

2. b. L'application, en l'espèce, des dispositions du code des mineurs

Les juges de la seconde instance de la chambre pénale de la cour d'appel ont fait application des dispositions des articles 147 et 148 du code des mineurs.

L'article 147 de l'ordonnance sur la protection pénale de l'enfant dispose in fine «La cour criminelle pour mineurs ne peut prononcer à l'encontre des enfants âgés de plus de 15 ans, une peine privative de liberté supérieure à la moitié de la peine encourue. Si la peine encourue est la réclusion à perpétuité, ils ne peuvent prononcer une peine supérieure à 12 ans de réclusion criminelle». Dans le même sillage l'article 18 de la loi n°035/2005 relative au terrorisme dispose que le mineur ne peut être condamné à une peine supérieure à 12 ans de réclusion, pour les crimes commis en matière de terrorisme. La législation mauritanienne dans ce domaine est bien uniforme. C'est pour cette raison que la cour suprême dont le rôle principal est d'uniformiser l'application du droit, a rejeté le pourvoi en cassation tendant à la réduction de la peine de 12 ans.

3. Arrêt de la chambre pénale de la cour suprême

Dans cette affaire, l'avocat de la défense de l'accusé, le sieur Moys, personne mineure, s'est pourvu en cassation contre l'arrêt n°73/2011 du 12/12/011, rendu par la chambre pénale de la cour d'Appel de Nouakchott, statuant en matière criminelle, par la teneur duquel celui-ci fut condamné à une peine de 12 ans d'emprisonnement et à une d'amende de 120.000 ouguiyas.

Il soutient, sans ambages, dans ses mémoires en soutien à ses prétentions tendant à l'annulation de l'arrêt entrepris par la cour d'Appel que le condamné étant un mineur, la peine à laquelle il a été condamné était lourde.

Le procureur général de la cour suprême a requis le rejet en la forme du pourvoi en cassation pour défaut de qualité de l'avocat qui est sans mandat du condamné, et ce, après la lecture du rapport par le conseiller rapporteur de ladite cour.

Ainsi, la chambre pénale de la cour suprême, en composition collégiale de cinq (5) magistrats, a déclaré sur la base des articles 60 et 61 du code pénal et, 147 et 148 du code des mineurs, le pourvoi recevable en la forme et son rejet au fond, car elle a estimé que l'application faite par la cour d'appel des dispositions de ses articles est correcte.

3. a. Le défaut de qualité soulevée par la défense

Ne peuvent ester en justice que ceux qui ont qualité et capacité pour agir afin de faire valoir leurs droits. Le demandeur doit avoir un intérêt légitime pour l'exercice de son action. En présentant sa requête en cassation, l'avocat doit être muni du mandat de représenter son client et signer sa requête, sinon elle est sujette à caution et rejetée pour vice de forme. Mais la cour suprême a passé outre cet aspect soulevé par la défense. Elle n'en a pas du tout tenu compte et a déclaré la requête en cassation recevable en la forme.

3. b. L'interprétation faite des articles 60 et 61 du code pénal

Les cas du mineur de moins de 16 ans ayant agi avec ou sans discernement sont régis par les articles 60 et 61 du code pénal. Lorsqu'il a agi sans discernement, le mineur de cet âge peut être remis à ses parents ou à un citoyen honorable, afin d'assurer sa garde ; cette disposition s'apparente, particulièrement, à celles contenues dans le code des mineurs. C'est pour cela, il est permis de penser que cet article 60 du code pénal est devenu obsolète ou même n'a plus sa raison d'être appliquée, par les juges. Par contre, si celui-ci a agi avec discernement, il encourt une peine équivalente, au plus, à la moitié de la peine appliquée au majeur. Cette disposition de l'article 61 du code pénal demeure très intéressante à plus d'un titre et mérite d'être conservée, même après la parution du code des mineurs, car elle met en exergue la peine de mort qui est la peine la plus forte. Et, c'est cette peine qui manque dans l'article 147 de l'OPPE.

La cour suprême a donné une interprétation large des dispositions de ces deux articles, en énonçant qu'elles s'appliquent au mineur au sens large, c'est-à-dire à tout celui qui n'a pas 18 ans révolus. C'est d'ailleurs le sens de l'orientation faite par le législateur dans le code des mineurs.

3. c. Le privilège donné à l'application des articles 147 et 148 du code des mineurs

La chambre pénale de la cour suprême a considéré dans sa décision que l'arrêt de la cour d'appel est motivé, eu égard aux textes de loi auxquels elle a fait application, notamment les articles 147 et 148 de l'ordonnance sur la protection pénale de l'enfant.

Enfin, il y a lieu de souligner que cette décision de la cour suprême sur l'affaire Moys et consorts est largement suivie par les cours d'appel, même si l'on peut aisément constater que les cours criminelles continuent, encore récemment, de faire des interprétations malencontreuses des dispositions des articles 60, 61 du code pénal et 147 de l'OPPE, en condamnant les mineurs à la peine de mort-Talion ; peine considérée comme cruel, inhumain et dégradant (au lieu de contre-nature) en droit des mineurs.

2. Affaire Mme Araibya et autres

- **Juridiction**

L'affaire Mme. Araibya et autres a été traité : en premier ressort, par la Cour Criminelle au Tribunal de la Wilaya de Nouakchott-Sud; et en deuxième ressort par la Cour d'Appel de Nouakchott.

- **Questions juridiques**

Les questions juridiques traitées dans l'affaire Mme. Araibya et autres sont les suivantes: a) la définition d'association de malfaiteurs ; b) l'incitation de mineurs à la délinquance; c) l'aveu judiciaire; d) l'atténuation de responsabilité quand l'auteur du délit est un mineur entre 16 et 18 ans; e) les circonstances atténuantes; f) la réparation du dommage

- **Les faits**

Sis mineurs (E., H, K., A., M., De.), sous la direction de Mme. Araibya, ont constitué une association de malfaiteurs, dans le but de commettre des vols avec effraction ; après entente préalable, ils ont agi de concert et ils ont exécuté une série de vols dans la ville de Nouakchott, au préjudice de plusieurs plaignants qui se sont constitués parties civiles.

Les membres de cette association de malfaiteurs ont recouvert les rôles suivants:

- Mme. Araibya, personne majeure, après avoir créé, organisé et administré cette organisation, a participé activement aux vols, et s'est occupée de transporter les choses volées dans sa voiture. Elle a reconnu avoir transporté un coffre-fort volé par les jeunes dans une maison situé dans le quartier de Bouhadida jusqu'au mur de la poste de Dar Naim, où ils ont ouvert ledit coffre et partagé son contenu. Aussi, elle a reconnu avoir participé activement à un autre vol commis, avec effraction, dans une épicerie située au Ksar, au cours duquel ils ont emporté un lot de voiles. Mme. Araibya s'est emparée des parures, des montres et des voiles, après partage. Quand elle a été arrêtée, elle était en possession des voiles et des colliers volés.

- Le mineur E. a déclaré qu'il a participé à plusieurs vols avec ses acolytes, en compagnie de Mme. Araibya, sa tante maternelle, qui transportait l'ensemble des choses volées, après l'exécution de chaque opération de vol, notamment à l'issue de ceux commis dans une épicerie au Ksar, dans deux

maisons à Bouhadida, où ils ont emporté un coffre-fort dans l'une et un ordinateur, dans l'autre.

- Le mineur H. a reconnu avoir participé aux vols, par eux, commis en présence de Mme. Araibya, dont le rôle était de transporter les choses volées et de vendre les voiles. Aussi, il a déclaré avoir reçu 43000 um après le partage du butin.
- Le mineur K. a déclaré avoir participé au vol commis dans une épicerie à Bouhadida, aux côtés de ses acolytes, et a reçu un montant de 7000 um du butin.
- Le mineur A. a reconnu avoir participé aux vols commis par le groupe, et à l'issue du vol exécuté dans une maison où le coffre-fort fut emporté, il a reçu une quote-part de 43000 um ; il ajouta que Mme. Araibya s'était emparée de l'or qui était dans le coffre.
- Le mineur M. a déclaré avoir assisté aux vols commis dans des épiceries à Bouhadida, au Ksar et dans une blanchisserie à Arafat.
- Le mineur Da. a reconnu avoir participé activement aux vols exécutés par le groupe auquel il est affilié. Après le partage du butin, il a bénéficié de vêtements et du linge. Par ailleurs, il a ajouté qu'il fut approché et recruté par Mme. Araibya et son neveu E.

• La procédure

Suite à l'enquête préliminaire, le procureur de la République de Nouakchott-Sud a exercé l'action publique et a requis l'ouverture d'une information contre Mme. Araibya, pour les faits d'incitation de mineurs à la délinquance, appartenance et organisation d'une association de malfaiteurs, et contre les mineurs E., H., K., A., M. et Da, pour complicité d'association de malfaiteurs dans le but de commettre des vols avec effraction, sur la base des articles 46, 61, 246, 248, 356, 357, 437, 372 du code pénal.

A la fin de l'instruction in rem, après avoir rassemblé les preuves suffisantes contre les inculpés, le juge d'instruction chargé de l'affaire a adopté une ordonnance de renvoi devant la cour criminelle du lieu de la commission de l'infraction afin qu'ils soient jugés conformément à la loi.

La Cour Criminelle du Tribunal de la Wilaya de Nouakchott-Sud a condamné Mme. Araibya, à une peine de 6 ans de travaux forcés à temps, les mineurs E., H., K., A. et M, à la peine de 3 ans de prison ferme et le mineur Da. à la peine de 3 ans de prison avec sursis, pour les mêmes faits que ces derniers, à une amende de 200.000 um pour chaque condamné, aux frais et dépens et au dédommagement solidaire des parties civiles au montant de 6.800.000 um à Mme. Aissetou et 2.500.000 um à Mme. Mariam.

Successivement, la chambre pénale de la Cour d'Appel de Nouakchott a ré-

formé la décision rendue par la Cour de Nouakchott-Sud, jugé et condamné Mme. Araibya pour les faits qui lui sont reprochés, à la peine de 4 ans de prison ferme, 2 ans de prison ferme à l'encontre des mineurs E., H., K., A., M., soumis les parties civiles aux prestations de serment en vue de déterminer les montants des biens volés, et confirmé les autres parties du dispositif du jugement entrepris par la cour de Nouakchott-Sud.

La Cour d'Appel a motivé son jugement sur la base des aveux obtenus des accusés pendant toutes les étapes de la procédure et a réduit le quantum de la peine en considérant le caractère non récidiviste des accusés, leur jeune âge et leurs conditions matérielles et sociales, en application des dispositions de l'article 658 du code de procédure pénale.

- **Commentaire**

- a. Compétence*

Les mineurs ont été jugés, avec l'inculpée majeure, devant la Cour Criminelle ordinaire, et non devant la Chambre pour les mineurs.

L'article 117, qui prévoit : «Si l'enfant a des coauteurs ou complices majeurs, ces derniers seront, en cas de poursuites correctionnelles, renvoyés devant la juridiction compétente pour enfants et jugés suivant le droit commun; la cause concernant l'enfant sera disjointe pour être jugée conformément à la présente législation», n'a pas été observé.

- b. La définition d'association de malfaiteurs*

D'abord, il faut distinguer entre l'association de malfaiteurs et la bande organisée.

L'association de malfaiteurs est un groupement d'individus formé en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'un ou plusieurs crimes, d'un ou plusieurs délits, punis d'au moins 5 ans d'emprisonnement.

Or, la bande organisée est tout groupement formé ou entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'un ou plusieurs crimes, d'un ou plusieurs délits, liés aux infractions de proxénétisme, de traite d'êtres humains, de trafic de stupéfiants, de terrorisme, blanchiment, de fausse monnaie, d'actes de tortures et de barbarie, d'extorsion, d'enlèvement et de séquestration de personnes, de destruction, dégradation et détérioration de biens et vol.

On constate alors aisément que la notion d'association de malfaiteurs à un champ d'application plus générale que celle de la bande organisée. L'association de malfaiteurs est aussi une infraction à part entière qualifiée de crime

contre la paix publique, alors que la bande organisée est une circonstance aggravante des infractions ci-dessus énumérées. La bande organisée est préméditée et hiérarchisée entre ses membres.

L'article 246 du code pénal mauritanien définit l'association de malfaiteurs comme «toute association formée, quelle que soit sa durée ou le nombre de ses membres, toute entente établie dans le but de préparer ou commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés, constitue un crime contre la paix publique». Les dispositions de l'article 247 de ce même code punissent l'association de malfaiteurs de la peine de réclusion, mais les personnes impliquées dans les faits qualifiés de crime d'association peuvent être exemptées de cette peine, si avant toute poursuite, elles ont révélé aux autorités constituées l'entente ou l'existence d'association.

Par contre la bande organisée, considérée comme circonstance aggravante, est prévue et punie par l'article 248 du code pénal, à la peine de travaux forcés à temps.

D'ailleurs, en l'espèce, la Cour Criminelle de Nouakchott-Sud a fait application des dispositions de l'article 248 du code pénal, en condamnant Mme. Araibya à une peine de 6 ans de travaux forcés qui est le maximum de la peine prévue pour l'infraction d'incitation de mineurs à la délinquance (plutôt la peine des travaux forcés à temps est prévue par l'article 248 pour punir les directeurs de l'association de malfaiteurs).

c. L'incitation de mineurs à la délinquance

Le procureur a aussi poursuivi Mme. Araibya des faits d'incitation de mineurs à la délinquance, prévus et punis de la peine de 1 à 3 mois d'emprisonnement et de 120000 à 200000 um par les dispositions de l'article 46 du code des mineurs.

Les mineurs impliqués dans leur ensemble en qualité de coauteurs ou complices d'association de malfaiteurs ont reconnu à toutes les étapes de la procédure qu'ils ont été poussés par Mme. Araibya, à commettre les crimes à eux reprochés.

d. L'aveu judiciaire

L'autorité de poursuite, d'enquête ou de jugement prend en compte les aveux libres, volontaires et conscients des individus prévenus de crimes, de délits ou de contraventions ; c'est-à-dire ceux qui sont obtenus en dehors de toute forme de torture, de contrainte ou de violence. L'aveu obtenu dans ces formes n'a pas de valeur (article 1 du Code de Procédure Pénale Mauritanien).

Il faut se demander si on devrait parvenir à des conclusions différentes à l'égard des mineurs. Les enfants sont des sujets qui ont une capacité limitée et qui

peuvent être particulièrement susceptible aux pressions de tout type et même à la simple présence d'une adulte en fonction d'autorité. C'est pour ça que l'OPPE prévoit à l'article 101 par. 3 que : «L'interrogatoire de l'enfant ne peut avoir lieu qu'en présence d'une assistance sociale de l'enfant» ; et à l'article 103 par. 3 «L'audition de l'enfant doit se faire en présence de son avocat. Ce dernier doit signer le procès-verbal et émettre ses observations dont mention est faite à toutes fins utiles dans le procès-verbal».

La discipline mentionnée peut mettre en discussion le principe selon lequel l'aveu est toujours utilisable.

En ce qui concerne les personnes privées de leur liberté, l'article 58 du CPP dispose que «il est interdit de maltraiter moralement ou physiquement un détenu». Cela signifie alors que les aveux obtenus à l'issue des séances de maltraitance, sous toutes ses formes, n'ont aucune valeur juridique ou judiciaire, et peu importe que le prévenu soit majeur ou mineur.

e. L'atténuation de responsabilité quand l'auteur est un mineur

Le régime des peines pour les mineurs entre 16 et 18 ans, est un système autonome de détermination des peines, qui sont fixées par l'OPPE à l'article 4 dans la moitié. L'article 4 prévoit: «Lorsque l'infraction, commise par un enfant âgé de plus de quinze ans, est un délit ou une contravention, la peine qui pourra être prononcée ne pourra être supérieure à la moitié de celle à laquelle il aurait été condamné s'il avait eu dix-huit ans ». Le principe est aussi confirmé à l'article 147, qui prévoit: «La cour criminelle pour enfants ne peut prononcer à l'encontre des enfants âgés de plus de quinze ans une peine privative de liberté supérieure à la moitié de la peine encourue. Si la peine encourue est la réclusion à perpétuité, ils ne peuvent prononcer une peine supérieure à 12 ans de réclusion criminelle».

L'adoption de l'OPPE a impliqué l'abrogation partielle implicite des articles 60-63 du CP.

Il s'agit d'une abrogation implicite car le législateur mauritanien a omis de prévoir une disposition, qui affirme clairement que depuis l'entrée en vigueur de l'OPPE, la discipline des peines pour mineurs prévu par le Code Pénal est abrogée.

Il s'agit d'une abrogation partielle car l'OPPE ne règle pas la peine de mort, prévu par l'art.61 du Code Pénal comme peine applicable aussi aux mineurs entre 16 et 18 ans.

Face au silence de l'OPPE par rapport à la peine de mort:

- en suivant une interprétation littérale de la loi, on peut conclure que l'art. 61 du Code Pénal reste en vigueur en ce qui concerne la peine de mort, et par conséquent cette peine reste applicable aux mineurs entre 16 et 18 ans;

- au contraire, une interprétation extensive de l'OPPE nous permet de remplir la lacune de tel texte législatif, et enfin conclure que aussi l'alinéa de l'article 61 qui prévoit la peine de mort est abrogé implicitement par l'OPPE.

Grace à l'abrogation des articles 60-63 du Code Pénal, la minorité n'est plus une condition d'atténuation de la peine, mais concerne l'imputabilité ou la responsabilité pénale, et, à l'atténuation de la responsabilité correspond un régime spéciale et autonome des peines.

Ca signifie entre d'autres que la discipline des peines pour les enfants n'est pas assimilable à celle des circonstances atténuantes.

f. Les circonstances atténuantes

Elles sont un fait ou un contexte qui permet d'atténuer la gravité d'une sanction pénale liée à une infraction qualifiée de crime ou délit. Elles permettent alors au juge d'apprécier librement la peine encourue non seulement au regard de la situation dans laquelle a été commis l'acte punissable, mais aussi au regard de la qualité de la personne condamnable.

Parmi, les situations qui peuvent se présenter et amener le juge à atténuer la peine encourue, il y a lieu de citer: les bons antécédents du coupable, sa mauvaise éducation, son âge, son repentir, les mobiles, les passions, l'influence exercée sur lui par l'un de ses acolytes, sa misère, son ignorance de la loi, la non importance du dommage, devant le délit impossible, tenté ou manqué, le crime instantané ou absence de préméditation...etc.

La cour criminelle a fait application des dispositions de l'article 437 du code pénal qui autorise le juge à condamner à des peines situées en dessous du minimum légal, en faisant jouer les circonstances atténuantes liées à la gravité de l'infraction de tentative de vol, aux conditions sociales et matérielles et à l'âge. Ainsi, les accusés E., H., K. et M., par exemple, a été condamné à une peine de 3 ans de prison ferme et le nommé A. à une peine de 3 ans avec sursis, en application des articles 323 du code pénal, en sus de l'amende et des dommages et intérêts.

g. La réparation du dommage

Tout dommage né d'un crime ou d'un délit doit nécessairement donner lieu à une réparation à la partie lésée, si elle le requiert. Dans cette affaire la cour a condamné les auteurs de l'infraction à une réparation solidaire, en application des articles 10 et 45 du code pénal.

3. Affaire Hader n°126/2014

- **Juridiction**

L'affaire Hader n° 126/2014 a été traité par la Chambre Criminelle du Tribunal de Nouakchott-Ouest.

- **Questions juridiques**

Les questions juridiques posées par l'affaire concernent la définition d'homicide, la distinction entre homicide volontaire et involontaire, la fixation du quantum de la peine pour l'homicide involontaire, et l'arrangement amiable ou pardon, en matière d'homicide.

- **Les faits**

Le mineur auteur, Salsa, a, pendant son placement au centre de rééducation des mineurs en conflit avec la loi, sur décision de la Chambre Criminelle du Tribunal de Nouakchott-Ouest, causé la mort de Hadera, mineur, lui aussi placé dans ledit centre, suite à une rixe qui a opposé l'auteur à un autre mineur répondant au nom de Sida, au cours de laquelle la victime est intervenue en faveur de Sida, jugé plus vulnérable. A ce moment, l'auteur a fait usage d'une arme blanche (tournevis) en sa possession et asséné un coup au cou à la victime. Celle-ci décédait, suite aux blessures quelques minutes après, à l'hôpital national de Nouakchott. L'auteur n'a jamais nié les faits mais a toujours déclaré qu'il n'avait pas l'intention de tuer.

- **La procédure**

Le 11 février 2014, la Chambre Criminelle de la wilaya de Nouakchott-Sud a, par jugement rendu contradictoirement en premier instance, condamné le mineur Salsa, multirécidiviste, âgé de moins de 15 ans, étant né en 1999 à Nouakchott sans autres précisions, à une peine de 6 mois de prison ferme, aux frais et dépens, et ce après avoir décidé la disqualification des faits d'homicide volontaire prévus et punis des articles 271 et 280 du code pénal - pour lesquels il est initialement poursuivi - aux faits d'homicide involontaire réprimés par l'article 295 du même code et renvoyé la partie civile au contenu du protocole signé, au montant de 3.000.000 UM, avec les parents de l'accusé, plus précisément le père de celui-ci.

• **Commentaire**

a. L'homicide

Tout acte ayant conduit à une mort d'homme constitue un homicide. Celui-ci peut alors être volontaire ou intentionnel et/ou involontaire ou non-intentionnel. Cette infraction, la plus grave parmi les crimes de sang, est qualifiée par l'élément psychologique.

D'ailleurs, l'article 271 du CP prévoit que «l'homicide commis volontairement est qualifié meurtre»; ce crime est puni de mort conformément aux dispositions de l'article 280 du CP, qui dispose que «le meurtre emportera la peine de Ghissass (œil pour œil, dent pour dent), lorsque la victime et le coupable sont de la même religion (...) dans les autres cas, il pourra bénéficier de la grâce, soit à titre onéreux ou à titre gratuit de l'un des ayants droits de la victime».

Puis, l'article 295 du CP définit l'homicide involontaire comme: «Quiconque, par maladresse, imprudence, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide ou en aura involontairement été la cause, sera condamné à une Diya, sans préjudice d'une peine d'emprisonnement de 3 mois à un an».

La Cour a qualifié le crime comme homicide involontaire sur la base de «la confusion qui s'opère entre la maladresse et l'intention coupable» à l'égard du mineur en général, dès lors que le code pénal mauritanien, d'essence charaïque, ne prévoit pas la répression des actes intentionnels ayant entraîné la mort sans l'intention de la donner. Cette qualification, qui est commune dans le droit continental européen, correspond à l'homicide volontaire en charia islamique, qui punit les résultats de l'acte volontaire.

b. La fixation du quantum

La Cour, en faisant application de l'article 295 du CP, a condamné le mineur Salsa à la peine de 6 mois de prison ferme, en faisant application de l'article 4 de l'OPPE, qui prévoit que les peines prévues pour les adultes, soient réduites à la moitié.

c. Les effets juridiques de l'arrangement amiable ou pardon, en matière d'homicide

Le règlement amiable ou retrait de plainte, régit tantôt par l'article 280 du CP et tantôt par les articles 155 et suivants de l'OPPE, soit détermine une réduction de la peine, soit l'extinction de la procédure.

En matière de crime de sang, le meurtre par exemple, lorsque les ayants droit de la victime procèdent au règlement amiable, l'auteur du crime bénéficie de la

grâce, c'est-à-dire qu'il ne serait pas punis avec la peine du talion (article 180 du CP). La peine qu'il encourt, à l'issue du pardon octroyé par les propriétaires du sang ou ayants droit, sera celle du Ta'azir (peine correctionnelle) ou peine correctionnelle d'emprisonnement d'un an maximum ou de la flagellation de 100 coups de fouets.

Par contre, dans l'OPPE, le paragraphe 2 de l'article 155 dispose, en matière correctionnelle seulement, que «la médiation a pour effet d'arrêter les poursuites pénales, du jugement et de l'exécution». Cette disposition permet au mineur de ne pas souffrir ultérieurement des effets néfastes d'une condamnation qui pourra être inscrite dans son casier judiciaire et hypothéquera ainsi gravement son avenir.

4. Affaire Jacoh et consorts

- **Juridiction**

L'affaire Jacoh et consorts n°707/2012 a été traité: en premier instance par la Chambre des mineurs auprès du Tribunal de la Wilaya de Nouakchott-Ouest; en deuxième instance, par la Cour d'Appel de Nouakchott; en dernier instance, par la Cour Suprême, qui a renvoyée l'affaire devant la Cour Criminelle de Nouakchott-Ouest.

- **Question juridique**

La question juridique principale concerne la compétence.

- **Les faits**

Les accusés Jacoh, né en 1995 à Nouakchott, Bécr né en 1995 à Nouakchott, Tapha né en 1996 à Nouakchott, Taphass né en 1999 à Nouakchott, mineurs au moment des faits, de concert avec Mazouz, Sidah, Medsou, Heib, Meda et Ebay, personnes majeures, ont commis plusieurs vols dans la ville de Nouakchott, à l'issue desquels ils furent arrêtés et poursuivis aux termes des articles 356, 357, 372 et 437 du CP.

L'inculpé Jacoh a reconnu les faits à lui reprochés devant les officiers de police judiciaire et de même les sieurs Bécr, Tapha, Taphass et Mazouz ont avoué pendant toutes les étapes de la procédure. Aussi, les accusés Sidah et Medsou, interrogés, ont reconnu les faits qui font l'objet de l'inculpation. Cependant les accusés Heib, Meda et Ebay ont, tout au long de la procédure, nié les faits dont ils sont accusés.

- **La procédure**

Suite aux poursuites exercées par le ministère public, tendant à l'ouverture de l'information devant le juge d'instruction du quatrième cabinet, chargé des mineurs en conflit avec la loi, contre les mineurs Bécr, Tapha, Taphass, Mazouz et consorts, accusés pour les infractions prévues et punies par les articles 356 et 372 du CP, le juge d'instruction a, suite à la clôture, prononcé une ordonnance de renvoi de l'affaire devant la Chambre des mineurs (ou Tribunal des enfants ex article 123 OPPE) pour qu'ils y soient jugés, conformément à la loi.

Le 22 janvier 2013, avec l'arrêt n°7/2013, la Chambre des mineurs a déclaré son incompétence, à partir du moment où les mineurs sont renvoyés pour des faits qualifiés comme étant un crime par l'article 356 du CP.

Ce jugement d'incompétence rendu par la Chambre des mineurs auprès du Tribunal de la wilaya de Nouakchott-Ouest, a été confirmé par la Cour d'Appel de Nouakchott, saisi par la défense, avec l'arrêt n°15/2013 du 04 février 2013. La Cour Suprême, saisie par le procureur général près de la cour d'appel pour décider sur la qualification des infractions et sur la compétence, en chambre de conseil a décidé en faveur du renvoi de l'affaire devant la Chambre Criminelle des mineurs de Nouakchott-Ouest, pour compétence.

Enfin, cette-ci a condamné publiquement et contradictoirement le sieur Jacoh pour vol qualifié, à la peine de 2 ans de prison ferme et à une amende de 100000 UM et pour la même infraction, les sieurs Mazouz, Bekr, Tapha et Taphass à une peine de 2 ans de prison avec sursis et à une amende de 50000 um chacun, et de même pour recel de choses volées, les sieurs Sida et Medsou à une peine d'an de prison avec sursis et à une amende 50000 UM chacun et acquitté les sieurs Heib, Meda et Ebay pour défaut de preuves suffisantes.

• **Commentaire**

a. La classification des infractions selon les peines

Selon la classification classique des infractions, celles-ci sont divisées sur la base des peines en crimes, délits et contraventions.

Ainsi le législateur mauritanien a qualifié les crimes comme toute infraction punie de peines criminelles, en l'occurrence, le talion ou Ghissass, la peine capitale ou de mort, la flagellation, la lapidation, l'amputation, la dégradation, la perpétuité, les travaux forcés à temps, la réclusion et l'emprisonnement de plus de 5 ans; les délits, toute infraction punie de peines correctionnelles, c'est-à-dire un emprisonnement de plus d'un mois à 5 ans et de plus de 10.000 UM d'amende, l'interdiction de séjour et la perte à temps de certains droits; et les contraventions, toute infraction punies de peines de prison de plus d'un jour à 30 jours.

C'est sur la base de cette division tripartite que la compétence pour les crimes est attribuée à la Cour Criminelle des majeurs ou mineurs, pour les délits à la chambre correctionnelle ou à la chambre des mineurs le cas échéant, et pour les contraventions au Tribunal du Cadi des Moughataas ou départements.

b. La compétence

La cour a décidé que l'une des infractions constituait un crime, dès lors qu'elle est caractérisée par des circonstances aggravantes d'effraction, d'escalade, de nuit et d'association, «attendu que l'infraction de vol reprochée aux accusés est punie par l'article 356 du CP qui prévoit une peine criminelle». Celle-ci est de 5 à 10 ans de réclusion.

Aussi, la Cour Suprême, en chambre du conseil, a aussi décidé une autre question, celle de la compétence par matière - qui est d'ordre public - relatif à la qualité des accusés qui étaient mineurs au moment des faits, et en conséquence a affirmé que l'affaire relève de la compétence de la Cour Criminelle des mineurs conformément à l'article 142 de l'OPPE.

5. Affaire Hamett et consorts

- **Juridiction**

L'affaire n° 1113/2007 a été traitée : en première instance, par la Cour Criminelle de Nouakchott; en appel, par la Cour d'Appel de Nouakchott.

- **Question juridique**

La question juridique principale de l'Affaire concerne la définition de viol et des agressions sexuelles.

- **Les faits**

Les accusés Hamett, né en 1984 à Nouakchott, Hamz, né en 1985 à Atar, et Khalif né en 1984 à Nouakchott, ont été poursuivis pour des faits d'association de malfaiteurs dans le but d'agresser des personnes innocentes et pour un détournement suivi de viol au préjudice d'une mineure dénommée Mah.

Pendant toutes les étapes de la procédure, ils ont reconnu avoir enlevé, conduit à l'intérieur d'un mur non habité et violé une jeune fille, l'un après l'autre.

Après avoir accompli leur forfait, ils ont, en outre, menacé leur victime de ne pas divulguer l'affaire ou d'en informer ses parents.

- **La procédure**

Le procureur de la République a exercé l'action publique et demandé l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction qui, au terme de son instruction préparatoire, a renvoyé l'affaire, par ordonnance, devant la Cour Criminelle de Nouakchott.

A l'issue du renvoi, la Cour Criminelle a considéré établi la culpabilité des accusés susnommés, sur la base des aveux obtenus à toutes les étapes de la procédure, exception faite de celle relative à la phase du jugement, au cours de laquelle les deux accusés sont revenus sur leurs aveux.

La Cour Criminelle a, par ailleurs, soulevé la question de l'absence de planification et de coordination dans la préparation, l'exécution de l'infraction de viol et le retrait de la plainte consécutif à l'arrangement amiable.

Tout ce faisceau de motifs a conduit la Cour Criminelle à disqualifier les faits objet de poursuites, c'est-à-dire d'association de malfaiteurs et de détournement de mineure suivi de viol (puni par l'article 309 du CP), aux faits d'agressions sexuelles prévus et punis par l'article 26 du code des mineurs, régi par

l'ordonnance 2005/015.

La Cour a enfin condamné les accusés sur la base de l'article 26 de l'ordonnance 2005 /015, à la peine de 2 ans de prison ferme. Cet article dispose que «les agressions sexuelles autre que le viol sont punis de deux à quatre ans d'emprisonnement, de 120.000 Um à 160.000 Um d'amende, lorsqu'elles sont commises à l'égard d'un enfant».

La cour a, alors, retenu le minimum de la peine fixé par cet l'article, même si l'avocat de la défense avait sollicité la Cour à prendre en considération la période passée en détention préventive et d'appliquer le sursis à l'égard des accusés.

La défense interjeta, donc, appel contre ce jugement.

La Cour d'Appel a fait sienne la motivation retenue par la Cour Criminelle et confirmé le jugement prononcé par cette dernière dans toutes ses dispositions. Cette dernière a disqualifié le viol en agressions sexuelles et acquitté de l'inculpation de malfaiteurs pour défaut d'entente, de coordination ou préparation préalables, et ce après que les accusés soient revenus sur leurs aveux à l'audience.

• **Commentaire**

a. Les différences entre viol et agressions sexuelles

- Le viol

Le viol est un acte de pénétration sexuelle, de quelque nature que ce soit, commis sur la personne d'autrui, soit par violence, contrainte ou surprise. C'est l'absence du consentement de la victime qui qualifie le viol. Il est alors différent du zina qui exige une pénétration sexuelle consentante entre deux personnes majeures de sexe différent, prouvée par la présence de quatre témoins oculaire de l'acte sexuel, l'aveu ou la grossesse (en droit islamique).

Contrairement au viol qui est puni en droit mauritanien de travaux forcés à temps, sans préjudice de la peine de la flagellation, si le coupable est célibataire, ou de la peine de mort, si l'accusé est marié, le zina est puni de la peine de la flagellation de 100 coups de fouets et /ou d'une peine d'emprisonnement d'une année.

La tentative de l'infraction de viol est aussi punie de la peine des travaux forcés à perpétuité, au mépris du principe dégagé par l'article 2 du code pénal qui dispose que toute tentative de crime est punie de peines correctionnelles (cf esprit de la charia islamique).

Le consentement valable ou vicié ou l'absence de celui-ci est déterminant en matière d'infraction sexuelle entre personnes majeure et mineure. Le consentement d'une personne mineure, c'est-à-dire n'ayant pas atteint l'âge légal au

mariage, est réputé vicié. Celle-ci ne doit pas alors être considérée comme consentante au rapport sexuel. Ce qui signifie que la personne mineure ne peut pas être poursuivie de Zina, mais plutôt elle doit être considérée comme étant victime de viol ou d'agressions sexuelles.

- Les violences ou agressions sexuelles

L'agression sexuelle est un geste à caractère sexuel, avec ou sans contact physique, commis par un individu sans le consentement de la personne visée ou par une manipulation affective ou par du chantage chez les enfants. L'agression sexuelle porte alors atteinte aux droits fondamentaux de la personne humaine, particulièrement à son intégrité physique, psychologique et à sa sécurité.

6. Affaire Osman

- **Juridiction**

L'affaire Osman a été traitée: en première instance, par la Cour Criminelle du Tribunal de la Wilaya de Nouakchott-Ouest; en deuxième instance, par la Cour d'Appel de Nouakchott.

- **Question juridique**

La question juridique principale de l'Affaire concerne la portée des articles 3 et 147 de l'Ordonnance n° 2005/015 portant protection pénale de l'enfant.

- **Les faits**

Dans la nuit du 16 mars 2014, pendant que l'accusé Osman était en train d'assister aux festivités d'un mariage, organisées pas loin de chez lui, une vive altercation l'a opposé à la victime, un ami nommé Jouma, à l'issue de laquelle il a fait usage d'une arme blanche, un couteau, et il a poignardé Jouma à la poitrine. Cet-ci succomba suite à ses blessures, peu de temps après.

- **La procédure**

L'enquête préliminaire conclue, le procureur de la république a exercé l'action pénale et saisi le juge d'instruction aux fins de l'ouverture d'une information contre Osman pour homicide volontaire sur la personne de Jouma. Le juge d'instruction a renvoyé l'inculpé devant la Cour Criminelle (pour enfants?) pour qu'il soit jugé conformément à la loi.

Au cours de l'audience publique, l'accusé a reconnu les faits à lui reproché, tout en précisant que l'arme utilisée appartenait à la victime et que c'est au cours de la rixe qu'il est arrivé à lui subtiliser l'arme du crime. Il ajouta à la barre que ce sont les injures proférées à son encontre par la victime qui ont été la cause de l'altercation.

L'avocat de la partie civile a précisé que l'article 3 de l'OPPE interdit la correctionnalisation du meurtre ou homicide volontaire et que le couteau appartenait bien à l'accusé. Il a conclu sa plaidoirie par les demandes tendant à l'application du Talion ou la peine de mort, après l'échec des initiatives relatives au règlement amiable.

Pour le représentant du ministère publics, l'accusé ayant dépassé l'âge de 16 ans, il ne serait plus mineur au regard des dispositions de l'article 61 du code pénal, et par conséquent, il ne peut pas bénéficier des circonstances atté-

nuantes.

La défense de l'accusé a rappelé que l'accusé était mineur au moment des faits, du fait qu'il est né en 1997 et que les dispositions de l'article 147 du code de la protection pénale des mineurs s'appliquent donc à lui. En conséquence, sa peine ne peut pas dépasser 12 ans de réclusion.

Il a souligné en outre que les ayants droit de la victime avait sollicité le payement de 7.000.000 um en contrepartie du retrait de la plainte, mais, compte tenu de la difficile situation matérielle de la famille de l'accusé, ce dédommagement n'a pas pu être honoré.

A l'issue de cette audience, la Cour Criminelle a retenu la responsabilité pénale de l'accusé et l'a condamné à la peine de mort -Talion sur la base des articles 271 et 280 du CP.

• **Commentaire**

a. La portée de l'article 3 de l'OPPE

L'article 3 dispose in fine que «tous les crimes, sauf ceux entraînant la mort d'homme, peuvent être correctionnalisés en considération de la nature de l'infraction, de sa gravité, de l'intérêt lésé, de la personnalité de l'enfant et des circonstances de l'affaire».

Cela signifie que les crimes emportant la peine de mort ne peuvent faire l'objet de disqualification en délit, mais cependant cette peine de mort peut être commuée en une peine de réclusion de 12 ans, au profit du mineur de plus de 15 ans. Certains juges du fond font très souvent recours à la disqualification du crime emportant la peine de mort en délit d'homicide involontaire afin d'atténuer la peine en emprisonnement mais ce procédé est celui emprunté par les juges avant la parution de L'OPPE ou code des mineurs. Mais, aujourd'hui, le juge du fond doit directement appliquer les dispositions de l'article 147 du code des mineurs lorsqu'ils encourent la peine de mort.

Les dispositions de cet article, tout en restant soumises aux principes directeurs de la charia islamique, ne s'opposent pas à l'atténuation de la peine de mort – Talion, à une peine de 12 ans de réclusion à l'encontre d'un mineur de 15 à 18 ans. La peine de 12 ans de prison n'est pas une peine correctionnelle. Et, l'article 3 n'entre pas en contradiction avec le contenu de l'article 147 de l'OPPE.

b. L'esprit du législateur dans l'article 147 de l'OPPE

«La cour criminelle pour enfant ne peut prononcer à l'encontre des enfants âgés de plus de 15ans une peine privative de liberté supérieure à la moitié de la peine encourue. Si la peine encourue est la réclusion à perpétuité, ils ne peuvent prononcer une peine supérieure à 12 ans de réclusion criminelle». La

Diya peut être considérée comme une peine de substitution et d'atténuation de la peine de mort, ce qui donne droit au juge de commuer la peine de mort-Talion en Diya, sans préjudice de l'emprisonnement d'une durée d'un an lorsque l'accusé bénéficie du pardon des héritiers de la victime.

Il faut souligner aussi que la Cour Suprême a réitéré dans l'Affaire Moys et consorts (cf son arrêt n°73/011 du 12/12/011) que l'article 61 du code pénal accorde l'excuse légale de minorité à tous ceux qui n'ont pas atteint 18 ans. Dans le cas sous examen, le condamné à la peine de mort -Talion a versé au dossier son acte de naissance tiré du registre national des populations attestant qu'il était bien mineur au moment des faits.

Enfin, nous apprenons au moment de la rédaction de ce recueil que ce condamné s'est évadé de la prison de Dar Naim, de Nouakchott, lors d'une émeute.

7. Affaire Salim et Soulé

- **Juridiction**

L'affaire Salim et Soulé a été traitée: en première instance, par la Chambre des mineurs auprès du Tribunal de Nouakchott; en appel, par la Cour d'Appel de Nouakchott; et en dernier ressort, par la Cour Suprême.

- **Question juridique**

La question juridique principale de l'Affaire concerne la notion de discernement et la portée de l'article 2 de l'OPPE.

- **Les faits**

Le 18 avril 2014 le corps sans vie de Souleymane Diallo, talibé de nationalité Guinéenne, a été retrouvé avec le visage recouvert de sang dans une chambre abandonnée située aux alentours du marché Mansiya dans le quartier du PK 13, loin de la maison où il séjournait avec son marabout, chargé par sa famille de l'initier à la récitation du Coran.

Selon la version de l'accusé Salim, mineur né en 2000, qui a reconnu que le soir du 18 avril 2014, il avait joué avec l'accusé Soulé, mineur né en 2002, au ballon pendant la nuit sous un éclairage public où une bagarre éclata entre lui et Souleymane Diallo; Soulé était intervenu et avait donné un coup de couteau sur la tête à Souleymane, le sang avait commencé à gicler, et il était tombé à terre. Salim le traina dans une chambre non habitée.

L'accusé Soulé a déclaré, quant à lui, que la soirée du fait, il était en train de jouer avec Salim et Souleymane pendant la nuit sous un éclairage public et, au cours du jeu au ballon, Salim s'était bagarré avec la victime. Salim avait fait usage de son couteau dont le manche était à moitié cassé, en lui assénant deux coups au niveau de la tête, et la victime avait poussé un cri de douleur. Puis Salim avait mis sa main sur sa bouche pour l'empêcher de crier en lui donnant de nouveaux coups qui l'avait porté à terre. Enfin il l'a trainé vers une chambre non habitée derrière le marché Mansiya.

- **La procédure**

Suite aux poursuites exercées par le procureur de la république, une information avait été ouverte auprès du juge d'instruction, qui a - à l'issue de la clôture de l'instruction – renvoyé l'affaire devant la Cour Criminelle pour mineurs afin qu'ils y soient jugés conformément à la loi.

La Cour Criminelle, dans sa décision, s'est fondée sur: a) les aveux des deux accusés contenus dans le procès-verbal de la police judiciaire; b) le témoignage de Malik Ousmane, qui a précisé qu'au moment où il quittait l'aire de jeu, pour rentrer chez lui, l'accusé Salim était entrain de se bagarrer avec la victime en saisissant le col de sa chemise; c) le témoignage du Brahim, qui avait fait la toilette funéraire de la victime et a attesté avoir remarqué que celle-ci portait plusieurs coups de couteau sur le visage, à la tête, aux paumes des mains; d) le fait que l'enquête avait pu réunir plusieurs éléments de preuve aptes à établir la responsabilité pénale des deux accusés; e) enfin, sur le plan juridique, les dispositions des articles 271 et 280 du code pénal, et de l'article 6 de l'OPPE dont la particularité est de punir plus sévèrement le meurtre commis sur la personne d'un enfant de 8 à 15 ans de prison, même quand l'auteur est absous par le pardon des ayants droit de la victime.

Dans ses réquisitions, le procureur a demandé non seulement l'application de la sanction adéquate, mais aussi de tenir compte des aveux des accusés pendant l'enquête préliminaire, et ça après les plaidoiries de la partie civile ayant pour objet l'indemnisation des ayants droit de la victime.

L'avocat de la défense a demandé l'application des articles 60 et 61 du code pénal, faisant remarquer que les deux accusés n'avaient pas encore le discernement et qu'en conséquence la condamnation des deux mineurs ne serait pas conforme à la loi.

Le 5 mai 2015, avec l'arrêt n° 94/2015, la Cour a condamné les accusés à une peine de 10 ans d'emprisonnement chacun et à une indemnisation solidaire des héritiers de la victime de la somme de 11.000.000 Um.

Les avocats de la défense des accusés ont interjeté appel contre ce jugement.

• **Commentaire**

a. La notion de discernement

En matière pénale, le discernement est considéré comme déterminant la possibilité de tenir compte de la volonté, l'opinion d'un enfant ou de lui imputer des responsabilités civile ou pénale.

Ainsi, toute personne dont le discernement est affaiblie ou exclus par l'âge, ou la maladie n'a pas de volonté consciente ou libre et ne peut pas par conséquent exercer les prérogatives de la personne physique. A cause du manque ou de la diminution de la capacité, cette personne doit être soumise à une protection.

b. La portée de l'article 2 de l'OPPE

L'article 2 dispose que «l'enfant âgé de moins de 7 ans est présumé irréfragable n'avoir pas la capacité de d'enfreindre la loi pénale. Cette présomption devient réfragable pour l'enfant âgé de 7 ans révolus».

Donc, selon les dispositions de cet article le discernement est atteint à partir de 7 ans révolus. C'est seulement à partir de cet âge que les poursuites pénales et les mesures éducatives, selon le cas, peuvent être diligentées par l'autorité judiciaire, jusqu'à l'âge de 15 ans.

Il faut aussi remarquer que, selon le deuxième paragraphe de l'article 2 «les enfants dont l'âge se situe entre sept et quinze ans (comme les accusés Salim et Soulé) ne peuvent être soumis qu'à des mesures de protection».

Le cas pose les mêmes questions qu'on a vue dans les affaires n°1186/2009, Mme Araïbya et autres et Osman: la valeur des aveux des enfants si rendu sans la présence de l'assistant sociale et/ou de l'avocat, l'abrogation implicite des articles 60 à 63 du CP, le rapport entre le CP et l'OPPE.

8. Affaire David et consorts

- **Juridiction**

L'affaire David et consorts a été traitée par la Chambre des mineurs du Tribunal de la Wilaya de Dakhlet-Nouadhibou.

- **Question juridique**

La question juridique principale de l’Affaire concerne la sanction pénale contre les enfants âgés plus de 15 ans et moins de 18 ans.

- **Les faits**

Le 11 mars 2012, une habitante du quartier Areiguib de la ville de Nouadhibou, a informé la permanence de la police de ladite localité qu’une femme était en train de se quereller avec un homme à l’intérieur d’une chambre voisine. L’officier de la police s’est rendu sur les lieux de la bagarre et a recueilli les faits selon lesquels Monsieur David retenait Mademoiselle Bint Moulim dans sa chambre où elle l’avait suivi et passé plusieurs heures seule avec lui. Sur le point de le quitter, elle avait tenté d’emporter un montant de 5.000 Um, ce qui fut la cause de la querelle, aux termes de ses déclarations. Au moment de l’intervention de la police, la fille Bint Moulim, mineure, portait un pantalon et une chemise.

- **Procédure**

A la fin de l’enquête préliminaire, le procureur de la République de la Wilaya de Nouadhibou a requis l’ouverture d’une information devant le juge d’instruction, qui ordonna le renvoi de l’affaire devant la Chambre des mineurs du Tribunal de la wilaya de Dakhlet-Nouadhibou, pour qu’ils y soient jugés conformément à la loi.

Avant de statuer sur le fond, le Tribunal pour enfants déclara sa compétence, compte tenu du fait que l’accusée était mineure, c’est à dire moins de 18 ans, conformément aux dispositions de l’article 4 de l’OPPE ou code des mineurs, et que les faits objet de poursuites étaient qualifiés comme un délit d’atteintes aux mœurs de l’islam, prévus et punis par l’article 306 du code pénal.

A l’audience, le procureur a motivé ses réquisitions, tendant à la condamnation à une peine d’emprisonnement d’un an avec sursis, en s’appuyant sur le fait que les accusés s’étaient retrouvés seuls dans la chambre où habitait David, en

intimité, sans qu'ils ne soient liés par aucun contrat de mariage, d'autant qu'ils n'y a aucun empêchement au mariage, édicté par les règles du droit musulman; c'est à dire qu'ils ne sont ni frères germains, utérins ou consanguins.

La défense des accusés a insisté sur les circonstances atténuantes liées à l'excuse légale de minorité au bénéfice de l'accusée mineure. Et, à la fin des débats, l'accusé comparant David, ayant la parole le dernier, a sollicité la relaxe et la restitution de son document de voyage ou passeport.

Le tribunal a, statuant en juge unique, considéré, dans le secret de son délibéré, que les deux accusés étaient en intimité dans une chambre, sans que cette situation ne soit régie par un mariage, appréhendés en flagrant délit conformément aux dispositions de l'article 46 du code de procédure pénale, et les aveux libres, volontaires et conscients de l'accusé David.

Il a, en outre, justifié l'attribution des circonstances atténuantes aux accusés sur la base de l'absence d'antécédents judiciaires qui, peuvent, ipso facto, entraîner l'application de la peine d'emprisonnement avec sursis, prévue par l'article 658 du CPP. Par contre, l'accusée mineure non comparante, jugée par défaut (cf art 376 du cpp) - car le tribunal n'avait aucune justification que la convocation à elle adressée est, effectivement, parvenue à son destinataire – a, à juste raison, bénéficié de l'excuse légale de minorité prévue par les articles 147 et 148 de l'OPPE, et un placement au centre de rééducation des mineurs pour une période de 2 ans (cf 123, 130 , 131 et 166 de l'OPPE), nonobstant la peine d'emprisonnement d'une année avec sursis qu'elle a aussi écopée (cf 123 par. 4 de l'OPPE).

Le 3 juin 2012, avec l'arrêt 3/2012, la Chambre des enfants du Tribunal de la Wilaya de Dakhlet-Nouadhibou a condamné: David à une peine de 2 ans avec sursis et à une amende de 60.000 Um; Mint Moulin à une peine d'un an avec sursis, à une amende de 20.000 UM, et a aussi ordonné son placement au centre de rééducation des mineurs en conflit avec la loi, pour une période de 2 ans.

• **Commentaire**

a. La sanction pénale contre les mineurs de 15 à moins de 18 ans

Le législateur mauritanien, à l'instar des autres législateurs, incite les praticiens du droit ou juges à appliquer les recommandations contenues dans l'article 123 de l'OPPE qui prévoit que «le tribunal pour enfants pourra prononcer suivant les cas, les mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui sembleront appropriées ... il pourra cependant lorsque les circonstances et la personnalité du délinquant lui paraîtront l'exiger prononcer à l'égard de l'enfant de plus de 15 ans une condamnation pénale... le tribunal pour enfant ne peut prononcer une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis, qu'après

avoir motivé le choix de cette peine».

La condamnation à une peine d'emprisonnement, avec ou sans sursis, contre l'enfant de 15 à moins de 18 ans, doit être le dernier recours du juge des mineurs. Un enfant de cet âge ne peut être condamné à une peine d'emprisonnement, avec ou sans sursis, que lorsque les faits revêtent un caractère de gravité ou qu'il est récidiviste, voire même multirécidiviste ou sans attache familiale certaine. De même, il ne peut être condamné à un placement dans un centre de rééducation pour une durée de 2 ans nécessaire pour sa réhabilitation, cumulative à une autre peine d'emprisonnement avec sursis qu'il serait amené à exécuter s'il commet une nouvelle infraction, dans le délai de 5 ans, à compter du jour où la première condamnation est devenue définitive. Cette situation ne milite pas en faveur de la rééducation ou réinsertion d'un enfant en conflit avec la loi, d'autant plus que son casier judiciaire sera extrêmement chargé, et que le juge ne pourra pas, en aucune manière, ordonner la suppression de ces peines, conformément aux dispositions de l'article 183 de l'OPPE.

b. La portée des dispositions des articles 176, 177, 178 et 179 de l'OPPE, dans la phase du jugement

Dans le cadre du souci de reclassement ou d'amendement des mineurs en conflit avec la loi, le législateur a exhorté les juges à appliquer la dispense et l'ajournement de peine, à l'issue du délai d'un an, conformément aux dispositions des articles 176, 177, 178 et 179 de l'OPPE. Le juge doit placer l'enfant sous le régime de la mise à l'épreuve pendant un délai qui ne peut être supérieur à un an, lorsqu'il paraît que le reclassement du coupable est en voie d'être acquis, le dommage est en voie d'être réparé ou le trouble résultant de l'infraction va cesser, conformément aux articles 176 et 179 de l'OPPE.

9. Affaire Héron et Tapha

- **Juridiction**

L'affaire Héron et Tapha a été traitée, en première instance, par la Chambre des mineurs du Tribunal de la Wilaya de Nouakchott-Ouest et en appel, par la Chambre correctionnelle de la Cour d'Appel de Nouakchott.

- **Question juridique**

Les questions juridiques principales de l'affaire portent sur la notion de légitime défense, le contenu de l'article 287 CP et la portée des articles 4 et 170 de l'OPPE.

- **Les faits**

Le 23 octobre 2014, au cours d'un match de football, l'accusé Heron, né en 1996, mineur au moment des faits, se disputait avec la victime répondant du nom de Tapha. Le premier a fait usage de son arme blanche, un couteau, et a blessé grièvement la victime à l'œil gauche, qui plus tard a été déclaré non fonctionnel, d'après le certificat médical délivré par le médecin spécialiste ou ophtalmologue. L'accusé Héron a, par contre, toujours fait savoir qu'il a lui aussi été victime de coups et blessures.

- **Procédure**

Le procureur a poursuivi les deux accusés pour coups et blessures réciproques, en requérant l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction qui, à l'issue de l'information, a décidé le renvoi devant la Chambre des mineurs du Tribunal de la Wilaya de Nouakchott-Ouest.

Le 5 mars 2015, avec l'arrêt n° 8/2015, la Chambre des mineurs a condamné Heron pour les faits de coups et blessures volontaires, ayant occasionné la perte de l'œil, à la peine d'un an d'emprisonnement dont 6 mois avec sursis et à une amende de 10.000 Um, et en sus le Tribunal a réservé les droits de la partie civile, en la personne de Tapha.

La défense a fait appel contre la décision du Tribunal de première instance.

Le 26 juin 2015, à l'issue de l'arrêt n°75/2015, la Chambre correctionnelle de la Cour d'Appel, en disqualifiant les faits objet de poursuites, relatifs aux coups et blessures volontaires, en coups et blessures involontaires prévus et punis par les dispositions de l'article 296 du CP, a condamné l'accusé à la

moitié de la Diya, et confirmé les autres dispositions du premier jugement. Cet article dispose que «s'il est résulté ... des blessures...ayant entraîné une incapacité de travail, le coupable sera puni d'un mois à 1an d'emprisonnement et d'une amende de 5.000 à 50.000 Um...en plus du paiement de la Diya , déterminée ci-après :

-La moitié de la Diya, si les blessures et les coups n'ont entraîné que la privation d'une partie des membres paires de l'organisme... ».

Dans cette affaire, à partir du moment où la victime a perdu un œil, il va de soi qu'aux termes de l'article susmentionné, l'auteur encourt la moitié de la Diya, en guise de réparation. La moitié de la Diya est estimée à 50 têtes de chameaux, conformément aux principes de la charia islamique de rite malékite appliqués en Mauritanie, pour les coups et blessures involontaires. Mais très souvent compte tenu des faibles moyens dont dispose les parties, celles-ci peuvent s'accorder sur le versement d'un montant de 1.500.000 Um, par exemple.

• **Commentaire**

a. La notion de légitime défense

Pour qu'il y ait légitime défense, il faut que l'agression soit injuste, grave, imminente contre la personne de l'agressée ou ses biens ou contre autrui. L'accusé Héron, en se défendant, n'a pas pu apporter la preuve nécessaire justifiant son acte comme étant celui de défense légitime.

b. Le contenu de l'article 287 du CP

Cet article dispose que «lorsque les blessures et les coups ou autres violences et voies de fait n'auront pas réuni les conditions de la peine de Ghissas ou de Diya, le coupable sera puni d'une peine d'emprisonnement de 10 jours à 2 ans et d'une amende de 5.000 à 20.000 Um».

Pour que les conditions de la peine du Ghissas ou Talion soient réunies, il faut la réunion de 6 conditions qui sont les suivantes:

- La victime et le coupable sont de la même religion
- Le coupable n'a pas bénéficié de la grâce de la victime, soit à titre onéreux ou à titre gratuit
- Si la blessure n'est pas grave, à tel point que le Ghissas ne risquerait pas de mettre la vie du coupable en danger...
- Lorsque le membre endommagé ne fait pas défaut chez le coupable
- Lorsque le membre endommagé n'est pas frappé d'incapacité
- S'il est possible de procéder à l'évaluation proportionnelle du préjudice.

Dans le cas d'espèce, il est à craindre que l'application du Ghissas ne soit de nature à endommager l'œil de l'auteur s'il est condamné au talion ou œil pour œil ou de mettre sa vie en danger.

Ainsi, tenant compte de cet état de fait, le procureur a requis la condamnation de l'accusé à la peine d'un an d'emprisonnement, c'est-à-dire à la moitié de la peine de 2 ans, à laquelle il serait condamné s'il avait 18 ans révolus.

c. La portée des articles 4 et 170 de l'OPPE

Aux termes de l'article 4, lorsque le mineur commet un délit ou une contravention, il ne doit être condamné qu'à la moitié de la peine à laquelle il serait puni s'il avait 18 ans.

Dans le même sillage, l'article 170 de ce même code incite les magistrats du siège, c'est-à-dire les tribunaux pour mineurs, à prononcer le sursis simple en faveur des mineurs, afin d'éviter qu'ils ne séjournent dans les lieux de détention.

L'esprit du législateur mauritanien, depuis l'avènement de l'ordonnance sur la justice des mineurs, est d'aller dans le sens de l'atténuation de la sanction, à l'instar des pays de la communauté internationale. Cependant, cette juridiction de première instance a omis de prendre en compte, le renvoi devant elle, des deux accusés au lieu d'un seul. Il devait alors acquitter l'autre accusé à partir du moment où ses blessures sont légères, ou par défaut de preuves, avant de le considérer comme une victime à part entière.

La Cour d'Appel en chambre correctionnelle a confirmé la démarche des premiers juges, dans l'atténuation de la peine, en ce qui concerne l'appelant.

10. Affaire Khalal et consorts

- **Juridiction**

L'affaire Khalal et consorts a été traitée par la Cour Criminelle du Tribunal de la Wilaya de Nouakchott-Ouest.

- **Question juridique**

Les questions juridiques de l'Affaire concernent la peine du mineur complice des personnes majeures et la correcte application de l'article 147 de l'Ordonnance n° 2005/015 portant protection pénale de l'enfant.

- **Les faits**

Il est désormais constant qu'il résulte de leurs déclarations devant l'enquête préliminaire que dans l'après-midi du 21 décembre 2014, le nommé Abdallah Ould Mohamed Lemine s'est rendu au commissariat d'Arafate 3, transportant le cadavre de sa fille mineure, victime d'un viol collectif suivi d'assassinat accompagné d'actes de barbaries, de viol de mineure, d'enlèvement et séquestration. L'officier de police a immédiatement délivré une réquisition à médecin, afin qu'elle puisse être soigné en urgence.

Ce jour la bande, composé par Khalal (personne majeure né en 1995), Haz (personne mineure né en 1998) et Amr (personne mineure né en 2000), comme à l'accoutumée, avait pris position à côté du mur abandonné où ils avaient l'habitude de séjourner pour s'adonner à l'usage du stupéfiant, par le moyen d'aspiration de certaines substances enivrantes (du diluant, de l'eau de roche et de la colle, versées sur un morceau de tissu, jusqu'à enivrement). Subitement, le nommé Haz a aperçu la jeune fille qui marchait dans leur direction le long de la rue aux abords de laquelle ils étaient assis.

Puis, Haz attira l'attention des autres membres de la bande sur la présence de la victime qui commença à s'approcher d'eux, et à ce moment précis le nommé Khalal l'interpella, se dirigea vers elle, la terrassa, sollicita l'aide de ses acolytes pour la transporter à l'intérieur du mur abandonné afin d'accomplir leurs crimes en toute tranquillité et à l'abri des regards indiscrets.

Dès qu'elle fut installée à l'intérieur de cet espace abandonné, ils l'immobilisèrent sur le dos et l'accusé Khalal la viola le premier pendant que l'accusé Haz tenait les jambes, en la maintenant en position écartée. Pendant ce temps, Amr tenait les mains.

Malgré qu'elle se soit débattue contre ses agresseurs, ceux-ci n'ont néanmoins eu aucune peine à accomplir leur viol, chacun à son tour, le plus âgé précédent

le moins âgé.

A la fin du viol, ils lui ligotèrent les mains et les pieds, avec un ruban blanc qui traînait dans l'enceinte de ce mur. Puis, l'accusé Khalal décida de se débarrasser de leur victime, après qu'elle eût demandé «les raisons qui les avaient poussés à faire cet acte sur sa personne». Ils décidèrent de l'asperger de la substance du diluant en leur possession et de la brûler vive, avant de l'abandonner sur le lieu du crime.

• Procédure

A l'issue des poursuites, une information fut ouverte devant le juge d'instruction chargé des mineurs - sur réquisition du procureur portant sur les faits d'association de malfaiteurs suivis d'assassinat accompagné d'actes de barbaries, de viol de mineure, d'enlèvement et séquestration - aux termes de laquelle le renvoi de l'affaire devant la cour criminelle fut décidé, par le juge d'instruction.

Les trois inculpés ont rejeté du début les chefs d'inculpation dont ils faisaient l'objet, à savoir les faits d'association de malfaiteurs suivis d'assassinat accompagné d'actes de barbaries, de viol de mineure, d'enlèvement et séquestration, et soutenu que ils étaient torturés par la police.

En dépit qu'ils soient revenus sur leurs aveux, la Cour s'est fondée, pour condamner les accusés sur la jurisprudence née de l'affaire de cette dame mariée, accusée d'adultère et jugée par le prophète Mohamed, paix et salut sur Lui, qui après avoir recueilli les aveux du domestique suspecté d'avoir forniqué avec elle, a envoyé Euness pour interroger celle-ci et recueillir ses aveux, le cas échéant. Le Prophète lui avait suggéré d'exécuter, à son encontre, la peine de la lapidation, jusqu'à que mort s'en suive, si elle reconnaissait les faits d'adultère, à elle reprochés sur plainte de son mari.

La Cour a, par ailleurs, souligné dans sa motivation que la preuve, en matière d'homicide ou d'assassinat était libre, d'autant que le droit pénal mauritanien ne la subordonne à aucune condition particulière d'établissement, et que les accusés n'ont fourni aucun élément de justification. Seulement l'atténuation de la peine sur la base de l'OPPE (qui donne droit à tout celui qui n'a pas 18 ans d'être condamné à une peine atténuée et ne pouvant dépasser une peine maximale de 12 ans de réclusion, quelle qu'en soit l'infraction) a été retenue. Le 15 juillet 2015, avec l'arrêt 192/2015, la Cour a condamné Khalal et Haz (personne mineure) à la peine de mort-Talion, et le mineur Amr à 12 ans de réclusion et au tiers de la Diya estimée à 4.178.555 ouguiyas.

Les avocats de la défense des condamnés ont interjeté appel contre cette décision.

• **Commentaire**

a. La peine du mineur, complice des personnes majeures

La doctrine du droit musulman a, toujours, retenu que lorsque le mineur ou personne âgée de moins de 18 ans, est complice d'un majeur dans une affaire d'homicide, doit bénéficier de l'excuse légale de minorité, consacrée aujourd'hui, par les dispositions de l'article 147 de l'OPPE, et doit être condamné à une peine estimée à la moitié de la Diya ou le tiers de celle-ci, s'ils sont trois, et c'est le cas en l'espèce.

b. L'application faite de l'article 147 du code des mineurs

Avant l'entrée en vigueur de l'OPPE, seulement les dispositions de l'article 61 et suivants du code pénal, constituaient le socle de l'excuse légale de minorité et appliquées par les juges, au bénéfice des mineurs en conflit avec la loi. Compte tenu de son ambiguïté, son interprétation fut toujours controversée. Mais, dès la parution du code des mineurs l'application de l'atténuation légale de minorité devient plus autonome et celle-ci est consacrée dans les dispositions de l'article 147 dudit code spécial.

Cet article dispose que «La cour criminelle pour enfants ne peut prononcer à l'encontre des enfants de plus de 15 ans, une peine privative de liberté supérieure à la moitié de la peine encourue. Si la peine encourue est la réclusion à perpétuité, ils ne peuvent prononcer une peine supérieure à 12 ans de réclusion criminelle».

La simple lecture de cette disposition laisse supposer que la peine la plus grave en droit penal mauritanien est la réclusion à perpétuité.

Le code pénal mauritanien, ayant comme source principale la charia islamique, prévoit la peine de mort-Talion ou Ghissass et/ou peine de mort. Celle-ci est alors la peine la plus grave, en droit mauritanien, à laquelle le mineur ne peut pas être condamné. Le mineur de plus de 15 ans, en pareille circonstance, verra sa peine commuée en une réclusion de 12 ans.

Néanmoins, Haz, mineur au moment de la commission des faits, accusé dans cette affaire, a été condamné à mort, pour défaut de date de naissance précise. Enfin, est-il nécessaire de préciser que ce défaut est constitutif de doute qui doit, en droit, profiter au prévenu.

11. Affaire Goz

- **Juridiction**

L'affaire Goz a été traitée devant le cabinet d'instruction spécialisé dans les affaires pénales des mineurs.

- **Question juridique**

Les questions juridiques de l'Affaire concernent: la constitution de partie civile devant le juge d'instruction; la médiation dans le cadre de la justice des mineurs.

- **Les faits**

Le 26 avril 2012, l'accusé Goz, personne mineure, a été poursuivi pour avoir commis les faits d'homicide involontaire prévus et punis par l'article 295 du code pénal, en blessant mortellement par un jet de pierre au niveau du cou, sa victime, le mineur Yali.

- **La procédure**

Dès la fin de l'enquête préliminaire diligentée par la police, le ministère public a requis l'ouverture d'une information devant le cabinet d'instruction spécialisé dans les affaires pénales des mineurs, conformément à l'article 71 du code de procédure pénale, qui dispose que l'instruction est obligatoire pour les infractions où les mineurs sont mis en cause.

Le juge d'instruction saisi, a ouvert une information contre Goz, à l'issue de laquelle une ordonnance de suspension des effets de poursuites a été rendue aux termes des articles 155, 156 et 157 de l'OPPE, qui règlent le mécanisme de la médiation.

- **Commentaire**

a. La constitution de partie civile devant le juge d'instruction

La partie lésée peut se constituer partie civile devant le juge d'instruction afin de faire valoir tous ses droits qui se présentent sous forme de droit d'indemnisation ou réparation du préjudice subi dans toute sa dimension.

Le père de la victime, ayant accepté l'arrangement à l'amiable, signait, avec le tuteur de l'accusé, le protocole d'accord le désintéressant de toute action civile ultérieure. Ce protocole d'arrangement à l'amiable ou médiation portait sur le versement d'un montant de 800.000UM, en contrepartie du retrait de plainte

en faveur de l'accusé.

b. La portée de la médiation dans le cadre de la justice des mineurs, sur la base des articles 155 et 156 de l'OPPE

La médiation est définie par l'article 155 OPPE comme «un mécanisme qui vise à conclure une conciliation entre l'enfant auteur d'une infraction ou de son représentant légal avec la victime, son représentant ou ses ayants droits». L'article 156 prévoit que celle-ci peut-être appliquée à toute étape de la procédure, même pendant la phase d'exécution de la peine.

Les paragraphes 3-7 de l'article 156 prévoient que: «La police peut procéder à la médiation en matière de contravention et de délit commis par les enfants sous le contrôle du procureur de la république compétent.

L'assistance sociale peut tenter la médiation en cas de contravention ou de délit commis par les enfants ou impliquant les enfants.

A tout moment et jusqu'à l'ouverture de l'instance, le procureur de la république peut tenter la médiation en matière d'affaires de mineurs.

A chaque étape de l'instruction, le juge d'instruction peut tenter la médiation également.

Le président du tribunal des mineurs peut tenter la médiation jusqu'au prononcé du jugement».

Il faut remarquer que la médiation n'est permise qu'en matière de délit et de contravention, donc jamais pour les crimes.

La médiation a pour objectif d'arrêter les effets des poursuites pénales, permettant ainsi aux mineurs poursuivis de se soustraire à la sanction pénale qui pourrait être inscrite au casier judiciaire et hypothèquerait gravement leur insertion sociale ou leur avenir.

La procédure pour la médiation est réglée par l'article 157, qui prévoit: «La requête de la médiation est présentée au délégué de la protection de l'enfance soit par l'enfant soit par son représentant légal. A défaut de l'existence de celui-ci au service des affaires sociales compétent qui veille à la conclusion d'une conciliation entre les différentes parties concernées.

L'acte de médiation sera rédigé dans un écrit signé et soumis à l'instance juridique compétente qui l'approuvera et le revêtira de la formule exécutoire tant qu'il ne portera pas atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Le juge des enfants compétent peut modifier l'acte de médiation en fonction de intérêt supérieur de l'enfant».

12. Affaire Becr

- **Juridiction**

L'affaire Becr a été traitée devant le cabinet d'instruction spécialisé dans les affaires pénales des mineurs.

- **Question juridique**

La question juridique de l'Affaire concerne la portée de l'ordonnance de suspension des effets de poursuites.

- **Les faits**

Le mineur Becr, a été poursuivi pour avoir commis une agression sexuelle, prévue et punie par l'article 26 du code des mineurs.

A l'issue de la procédure suivie contre lui, l'inculpé Becr a reconnu avoir rencontré la victime, forniqué avec elle plusieurs fois et ajouté qu'elle n'était pas vierge. Il a, en outre, déclaré que la fille mineure avait aussi des relations amoureuses avec le vendeur du gasoil de la place et d'autres individus.

- **Procédure**

Le ministère public a requis l'ouverture d'une information devant le cabinet d'instruction spécialisé dans les affaires pénales des mineurs, conformément à l'article 71 du code de procédure pénale, qui dispose que l'instruction est obligatoire pour les infractions où les mineurs sont mis en cause.

La victime a demandé une réparation des dommages subis. Elle a signé et soumis, sur réquisitions favorables du ministère public, l'acte de médiation au juge d'instruction, qui l'a approuvé et l'a revêtu de la formule exécutoire, ainsi en prononçant une ordonnance de suspension des effets de poursuites.

- **Commentaire**

La portée de l'ordonnance de suspension des effets de poursuites

Parmi les innovations apportées par l'OPPE, l'ordonnance de suspension des effets de poursuites du juge d'instruction est importante car elle permet d'interrompre les poursuites à toute étape de la procédure.

La base juridique de l'ordonnance de suspension des effets de poursuites est constituée par l'article 157, paragraphe 2, qui prévoit : «L'acte de médiation sera rédigé dans un écrit signé et soumis à l'instance juridique compétente qui l'approuvera et le revêtira de la formule exécutoire tant qu'il ne portera pas

atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs».

L'effet juridique produit par l'ordonnance détermine la cessation des effets des poursuites pénales, permettant ainsi aux mineurs poursuivis de se soustraire à la sanction pénale qui pourrait être inscrite au casier judiciaire et hypothèquerait gravement leur insertion sociale ou leur avenir.

13. Affaire Adou et Khayar

• Juridiction

L'affaire Adou et Khayar a été traitée par le Tribunal pour enfants de la Wilaya de Dakhlet-Nouadhibou.

• Questions juridiques

Les questions juridiques traitées dans l'affaire Adou et Khayar sont les suivantes: a) la portée des aveux recueillis, en garde à vue, devant l'officier de police judiciaire ; b) les crimes et les délits flagrants; c) la sanction des mineurs; d) le doute judiciaire.

• Les faits

L'inculpé Adou, mineur, a été accusé d'avoir donné un coup de couteau à la victime, au niveau de l'épaule gauche; l'inculpé Khayar, mineur, d'avoir fourni l'arme du crime.

• La procédure

Suite à la plainte, adressée au procureur de la République, déposée par M. Chaibani, le tuteur de la victime mineure, les policiers du commissariat Jedida 1 ont procédé à l'interpellation des inculpés.

Après l'interpellation, ils furent mis en garde à vue et successivement ils ont été interrogés par le procureur, qui a requis au juge d'instruction l'ouverture d'une information. Ce dernier a ordonné le renvoi des accusés devant le Tribunal pour enfants de la Wilaya de Dakhlet-Nouadhibou.

Le 9 juin 2014, le Tribunal pour enfants, avec l'arrêt n. 5/14, a condamné l'inculpé Adou à une peine d'un an d'emprisonnement avec sursis, à une amende de 10.000 UM, aux frais et dépens estimés à 10.000 UM, au bénéfice du trésor public et au placement au centre de rééducation des mineurs en conflit avec la loi pour une période de 2 ans; et a acquitté l'inculpé Khayar.

Le Tribunal est parvenu à la condamnation de l'inculpé Adou sur la base des aveux recueillis, en garde à vue, devant l'officier de police judiciaire.

Le Tribunal a acquitté l'inculpé Khayar car la preuve de sa participation à la bagarre n'a pas été établie.

• Commentaire

a. La portée des aveux recueillis, en garde à vue, devant l'officier de police

judiciaire

L'enfant mineur est défini par l'article 1er des dispositions préliminaires du code des mineurs, comme étant celui qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans.

Ce code divise les mineurs en conflit avec la loi, en fonction de leurs âges, en trois catégories:

- Les mineurs âgés de 0 à moins de 7ans qui sont déclarés irréfragablement irresponsables lorsqu'ils commettent des infractions.
- Les mineurs âgés de 7 à moins de 15 ans qui peuvent être poursuivis de chefs d'inculpation, mis sous protection judiciaire, mais ne peuvent être mis ni en garde à vue, ni détenus préventivement ou emprisonnés.
- Les mineurs de 15 à moins de 18 ans qui peuvent être mis dès leur arrestation en garde à vue - pour une durée de 24 heures renouvelable, par le procureur de la République ou le juge chargé de l'information, une seule fois pour la même période - poursuivis pour les crimes, délits et contraventions qu'ils auront commis et condamnés, le cas échéant, à des peines d'emprisonnement avec ou sans sursis ou mis sous protection judiciaire.

Les mineurs de 7 à moins de 18 ans doivent, dès leur arrestation, être interrogés par l'officier de police judiciaire, en présence de l'assistance sociale et l'avocat choisi ou commis d'office, et ce après que les parents ou tuteurs aient été avisés dès leur arrestation, de la mesure prise à leur encontre, quelle qu'en soit la nature de l'infraction (article 101 de l'OPPE). La présence des personnes indiquées ci-haut est aussi obligatoire durant l'interrogatoire diligenté par le procureur de la République, le juge d'instruction et la juridiction de jugement (article 110 de l'OPPE).

b. Les crimes et les délits flagrants

L'article 46 du code de procédure penale prévoit que: «Est qualifié flagrant, tout crime ou délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre. Il y a également crime ou délit flagrant lorsque, dans un temps voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique ou est trouvée en possession d'objets ou présente des traces ou indices laissant penser qu'elle a participé au crime ou au délit.

Est assimilé au crime ou délit flagrant tout crime ou délit qui, même non commis dans les circonstances prévues à l'alinéa précédent, a été commis dans une maison dont le chef requiert le Procureur de la République ou un officier de police judiciaire de le constater».

La procédure de flagrance prévoit que: «Lorsque l'auteur présumé d'un crime flagrant est conduit devant lui, le procureur de la République, si l'enquête est complète et si les faits paraissent établis par des témoignages et des indices

précis et concordants, peut interroger l'inculpé sur son identité et sur les faits qui lui sont reprochés et décerner contre lui un mandat de dépôt dont la validité est limitée à un mois. Il avise obligatoirement l'inculpé qu'il a le droit, dans la suite de la procédure, d'être assisté d'un avocat défenseur de son choix.

Le procureur de la République invite les témoins à se tenir à la disposition de la justice et transmet immédiatement le dossier au procureur général, qui prescrit l'ouverture d'une information ou saisit directement la cour criminelle dans les conditions prévues par les articles 202 et suivants du présent code».

Le quatrième paragraphe de l'article 61 du CPP prévoit que la procédure de flagrance est inapplicable aux enfants en conflit avec la loi, et ainsi, rend l'instruction préparatoire obligatoire pour les crimes commis par les mineurs.

c. La sanction des mineurs

La condamnation à une peine d'emprisonnement, avec ou sans sursis, contre l'enfant de 15 à moins de 18 ans, doit être le dernier recours du juge des mineurs. Un enfant de cet âge ne peut être condamné à une peine d'emprisonnement, avec ou sans sursis, que lorsque les faits revêtent un caractère de gravité ou qu'il soit récidiviste, voire même multirécidiviste ou sans attache familiale certaine. De même, il ne peut être, aussi, condamné à un placement dans un centre de rééducation pour une durée de 2 ans nécessaire pour sa réhabilitation cumulativement avec une autre peine d'emprisonnement avec sursis qu'il serait amené à exécuter, même après sa majorité, s'il commet une nouvelle infraction, dans le délai de 5 ans, à compter du jour où la première condamnation est devenue définitive. Cette situation ne milite pas en faveur de la rééducation ou réinsertion d'un enfant en conflit avec la loi d'autant plus que son casier judiciaire sera, extrêmement, chargé, et que le juge ne pourra, en aucune manière, ordonner la suppression de ces peines dudit casier, conformément aux dispositions de l'article 183 de l'OPPE (voire la jurisprudence contenue dans le jugement n° 03/012, du 06/03 /012, aff. David et consorts).

En l'espèce, le tribunal des mineurs a, après avoir condamné le premier accusé, relaxé le deuxième au bénéfice du doute.

d. Le doute judiciaire

En principe, les infractions peuvent être établies par tout mode de preuve et le juge décide d'après son intime conviction. Alors, les jurés, comme les juges, sont donc appelés à juger d'après leur intime persuasion. Ils ont une large liberté d'appréciation de la valeur des preuves présentées par les parties. Au cours de cette appréciation des preuves, lorsque le doute s'installe, ils doivent juger en faveur de l'accusé, car il doit profiter à ce dernier.

14. Affaire Houda

- **Juridiction**

L'affaire Houda a été traitée par le Tribunal pour enfants de la Wilaya de Dakhlet-Nouadhibou.

- **Questions juridiques**

Les questions juridiques traitées dans l'affaire Houda sont les suivantes: a) la valeur juridique des aveux réitérés du prévenu; b) la peine d'emprisonnement avec sursis; c) la peine complémentaire d'expulsion.

- **Les faits**

Lors de l'arrêt du train minéralier à Inal, un des surveillants du wagon des passagers a informé la gendarmerie de la présence d'un jeune qui fumait, en précisant que l'odeur de la fumée qui s'y dégageait était spéciale, pas semblable à celle de la cigarette.

La gendarmerie procéda à l'arrestation de Houda, car le produit qu'il était en train de fumer était de la drogue.

Houda reconnaît les faits à lui reprochés devant la gendarmerie et déclarait que l'usage de la drogue lui permet de lutter contre le sommeil et de se maintenir en forme.

- **La procédure**

Suite à l'enquête préliminaire, le procureur de la République a exercé l'action publique et a requis l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction. Ce dernier ordonna le renvoi de l'affaire devant le Tribunal pour enfants à l'issue de la clôture de son instruction préparatoire pour compétence.

Le 11 décembre 2012, le Tribunal pour enfants de la Wilaya de Dakhlet-Nouadhibou, avec l'arrêt n. 9/12, sur la base des éléments du dossier relatifs aux aveux faits par l'inculpé à toutes les étapes de la procédure, a condamné le mineur Houda pour des faits d'usage de stupéfiants, prévu et punis par les articles 36 et 39 de la loi relative à la lutte contre les stupéfiants et produits psychotropes, à une peine d'emprisonnement de six mois avec sursis, à une amende de 20.000 Um et aux frais et dépense évalués à 10 000 Um.

• **Commentaire**

a. la valeur juridique des aveux réitérés du prévenu

L'aveu n'est juridiquement valable que lorsqu'il est libre, volontaire, sans équivoque et conscient.

L'inculpé Houda a reconnu les faits à lui reprochés à toutes les étapes de la procédure, y compris pendant la phase de l'instruction devant le Tribunal pour enfants.

Les allégations de ce prévenu ont porté sur l'usage des stupéfiants, qualifié comme délit aux termes des dispositions de l'article 39 de la loi n°93 /037, relative à la répression de la détention, la vente et l'usage des stupéfiants.

Ainsi, à la lumière de ces aveux réitérés, le Tribunal pour enfants a condamné le prévenu à une peine d'emprisonnement de six mois avec sursis, en application des dispositions de l'article 170 de l'OPPE.

b. la peine d'emprisonnement avec sursis

Le Tribunal pour enfants peut, lorsque les circonstances et la personnalité du délinquant paraîtront l'exiger, prononcer à l'égard de l'enfant âgé de plus de 15 ans une condamnation pénale, par exemple une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis.

Le quatrième paragraphe de l'article 123 OPPE prévoit que: «Le tribunal pour enfants ne peut prononcer une peine d'emprisonnement, avec ou sans sursis, qu'après avoir motivé le choix de cette peine».

Le législateur Mauritanien a, depuis l'entrée en vigueur de l'OPPE, incité le tribunal des mineurs à éviter la condamnation des mineurs de plus de 15 ans à des peines d'emprisonnement ferme, en ligne avec l'esprit de l'article 170 de l'OPPE, qui prévoit que «les juridictions pour enfants doivent recouvrir autant que possible au sursis simple, afin d'éviter aux enfants un contact avec les centres de détention».

De même, l'article 171 prévoit que «les juridictions pour enfants doivent faire appel au sursis avec mise à l'épreuve plus fréquemment», afin d'éviter de faire subir à l'enfant une peine d'emprisonnement.

La mise à l'épreuve liée au sursis est donc une exigence légale que le juge du fond des affaires des mineurs est tenu de respecter.

c. la peine complémentaire d'expulsion

Lorsque le condamné est un étranger, le tribunal ou toute juridiction de condamnation peut ordonner son expulsion du territoire national, après qu'il ait, le cas échéant, exécuté la peine principale.

Cependant, s'il s'agit d'un mineur la situation est plus délicate. Par conséquent, il y a lieu de gérer la situation du mineur avec des procédures spéciales favorables à la réhabilitation, car la protection judiciaire des mineurs a une dimension planétaire.

Dans le cas d'espèce, le mineur n'a pas été condamné à la peine d'expulsion, quand bien même le ministère public l'a requis.

15. Affaire Chagar

- **Juridiction**

L'affaire Chagar a été traitée par le Tribunal pour enfants de la Wilaya de Dakhlet-Nouadhibou.

- **Questions juridiques**

Les questions juridiques traitées dans l'affaire Chagar sont les suivantes: a) l'application de présomptions; b) la portée de l'article 118 du code des obligations et contrats, relatif au dommage.

- **Les faits**

Le 03 décembre 2012, M. Yarg a porté plainte contre le mineur Chagar pour avoir commis des atteintes sexuelles sur la personne de la fille mineure de son frère, Diouka.

Suite au transport sur les lieux de l'infraction, la police a procédé à l'arrestation de Chagar et a chargé un médecin gynécologue d'examiner la victime. L'enquête préliminaire a révélé que la jeune fille s'était rendue, le même jour, à l'atelier de couture de Chagar, avec trois autres petites filles de son âge, afin de chercher des morceaux de tissu, pour confectionner manuellement des jouets. Puis dans la même journée lorsque la victime est revenue seule, sans ses copines, le tailleur Chagar a saisi l'occasion et a agressé sexuellement Diouka. Les résultats des examens médicaux passés par la victime ont révélé l'existence d'égratignures récentes sur l'organe sexuel de la fille, qui sont la conséquence d'une violence ou agression exercée sur elle.

- **La procédure**

A la fin de l'enquête préliminaire, le procureur de la république a requis l'ouverture d'une information auprès du juge d'instruction. Ce dernier a décidé le renvoi de l'affaire devant le Tribunal des enfants à la fin de l'instruction préparatoire.

Le Tribunal des enfants a déclaré la saisine régulière dès lors que le renvoi a été fait par le juge d'instruction des mineurs, que la victime d'agressions sexuelles était mineure au moment des faits et qu'il s'agit d'un délit.

Au fond, le Tribunal a, en l'absence d'aveux du prévenu et de témoignages, fait application de présomptions fortes réunies en son encontre, pour parvenir à le condamner.

Ainsi, le 11 décembre 2012, le Tribunal des enfants, avec l'arrêt n. 12/2012, a condamné Chagar, pour les faits d'agressions sexuelles, à une peine d'emprisonnement de 2 ans, à une amende de 120.000 Um, aux frais et dépens évalués à 20.000 Um et au montant de 100.000 Um de dommages et intérêts à la partie civile.

• **Commentaire**

a. L'application des présomptions

Les cinq faits secondaires suivants ont été la base du raisonnement factuel par présomption élaboré par le juge pour établir la preuve du fait principal (l'agression sexuelle) et condamner Chagar pour agressions sexuelles:

- Le fait que la victime ait de façon innocente informé ses parents immédiatement, après la commission des faits;
- Le fait que le prévenu soit voisin de la famille de la victime, et qu'elle ait l'habitude de fréquenter son atelier;
- Le jeune âge de la victime et l'absence d'animosité entre Chagar et la famille de la victime d'où on peut considérer démontré la bonne foi de la victime;
- Le fait que Chagar a reconnu devant le Tribunal que la victime était effectivement venue seule à son atelier le jour où elle a porté plainte contre lui, et qu'il était seul dans cet atelier;
- Le fait, enfin, que le médecin gynécologue ait attesté que l'organe sexuel de la victime portait des égratignures ou signes de violence.

Toute cette liste de présomptions a constitué le socle de la décision rendue à l'encontre de l'agresseur sexuel, sans oublier les réquisitions du ministère public tendant à la condamnation et les demandes de la partie civile qui n'a de cesse sollicité l'indemnisation pour les dommages subis consécutifs aux violences sexuelles objet de poursuites.

b. La portée de l'article 118 du code des obligations et contrats, relatif au dommage

La Tribunal pour enfants a fait application des dispositions de l'article 118 du COC, pour condamner Chagar à la réparation des dommages subis par la victime.

Cet article prévoit que «les dommages, dans le cas de délit ou quasi délit sont la perte effective éprouvé par le demandeur, les dépenses nécessaires qu'il a dû faire afin de réparer les suites de l'acte commis à son préjudice»

Le préjudice peut alors être matériel, corporel ou moral. Et c'est le juge qui

doit l'évaluer à ses justes proportions. Dans le cas d'espèce, le président du Tribunal des enfants a évalué les dommages résultant des perturbations psychologiques dont la victime a souffert et des dépenses engagés suite à l'agression.

16. Affaire Hacen

- **Juridiction**

L'affaire Hacen a été traitée par le Tribunal pour enfants de la Wilaya de Dakhlet-Nouadhibou.

- **Questions juridiques**

Les questions juridiques traitées dans l'affaire Hacen sont les suivantes: a) les éléments constitutifs du vol; b) la portée juridique des articles 131 et 132 de l'OPPE; c) la réservation des droits de la partie civile.

- **Les faits**

Le mineur Hacen a été surpris par les victimes Soufi et Neh, tandis qu'il était en train de voler leurs bagages déposés dans un magasin, et ça pour la troisième fois consécutive.

- **La procédure**

Après avoir été arrêté en flagrant délit de vol, Hacen fut mis en garde à vue, interrogé en présence d'une assistante sociale et d'un avocat, après que le médecin et ses parents furent informés de son arrestation, conformément aux dispositions des articles 101, 102 et 103 de l'OPPE.

A la fin de l'enquête, Hacen fut déféré devant le procureur de la République de Nouadhibou, qui a requis l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction afin que ce dernier puisse élucider cette affaire et décider des mesures préalables à prendre en faveur du mineur en conflit avec la loi.

Après la clôture de l'instruction préparatoire, le juge d'instruction a ordonné le renvoi de l'affaire devant le Tribunal des enfants, pour compétence.

A l'audience devant le Tribunal, le ministère public a requis l'application des mesures de protection judiciaire en faveur du mineur. Hacen, ayant eu la parole le dernier, après la plaidoirie de son avocat tendant à son placement, a reconnu les faits de vol, punis par les dispositions de l'article 372 du code pénal, qualifié de larcin ou vol non entouré de circonstances aggravantes (Nachle).

Le 10 mars 2014, le Tribunal des enfants, avec l'arrêt n. 1/14, a condamné le mineur Hacen pour vol au placement au centre de réinsertion des mineurs de Nouadhibou pour une durée d'une année, aux frais et dépenses évalués à 10 000 Um, et à la réservation des droits de la partie civile absente à l'audience.

Cette mesure de protection judiciaire est strictement nécessaire, compte tenu

d'abord de l'âge du mineur, de l'absence d'antécédents judiciaires en matière de vol et de la fragilité du cadre éducatif familial.

• **Commentaire**

a. Les éléments constitutifs du vol

Le vol se définit comme la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui. On peut déduire de cette définition que le vol ne peut être établi qu'avec les conditions suivantes:

- il faut que la chose soit mobilière pour qu'elle puisse être soustraite;
- qu'elle ait une valeur ou utilité, et qu'elle soit, soigneusement, gardée ou conservée par son propriétaire;
- il faut, enfin, que l'auteur du vol ait l'intention frauduleuse de s'approprier la chose d'autrui.

Le législateur mauritanien a adopté la même définition mais l'a assortie de 11 conditions légales nécessaires pour punir le vol de l'amputation de la main droite ou peine Houdoud.

Ainsi, il faut que les 11 conditions suivantes soient satisfaites:

- 1) si le voleur est sain d'esprit et majeur;
- 2) si la soustraction est frauduleuse;
- 3) si la chose est susceptible d'appropriation;
- 4) si le coupable n'a droit à aucune revendication légitime vis-à-vis de la victime de vol;
- 5) la valeur de la chose soustraite est supérieure ou égale à ¼ de diner en or;
- 6) si le vol n'a pas pour mobile une nécessité de fait;
- 7) si la soustraction a été opérée dans un lieu de gardiennage ou de conservation;
- 8) si le coupable n'est pas autorisé à entrer dans le lieu de gardiennage;
- 9) si le coupable n'est pas un ascendant de la victime de vol;
- 10) si la chose volée est sortie des lieux;
- 11) s'il n'existe aucun lien conjugal entre l'auteur et la victime.

Il ressort de cette énumération que le mineur est exclu par la première condition, c'est-à-dire qu'il ne peut pas être condamné à l'amputation de la main.

En l'espèce, le prévenu mineur est poursuivi de larcin «nachle», vol non aggravé ou vol de chose dont la valeur vénale n'est pas très importante. Ce type de vol est puni par l'article 372 du code pénal de 2 ans à 5 ans de prison ou d'une amende seulement, de 10 000 à 400 000 Um.

En revanche, eu égard à sa minorité, le prévenu n'a été condamné qu'à une protection judiciaire.

b. La portée juridique des articles 131 et 132 de l'OPPE

Les dispositions de ces articles donnent au juge la faculté de mettre un mineur de 15 ans ou plus sous une protection judiciaire (c'est-à-dire procéder à son placement dans un centre de rééducation), dont la durée est discrétionnairement fixée par le juge, comme en matière d'indemnisation liée à l'évaluation du *pretium doloris*.

c. La réservation des droits de la partie civile

La partie civile est la victime qui s'est constituée devant l'OPJ, le juge d'instruction ou le président de l'instance du jugement. Ce dernier peut réserver les droits de la partie civile, lorsque les conditions permettant de les évaluer ne sont pas réunies, surtout quand la partie civile n'est pas présente à l'audience ou le président devrait fixer le quantum de l'indemnisation.

17. Affaire Zeid

- **Juridiction**

Le 07 juin 2007, avec l'arrêt n° 21/07, le Tribunal pour enfants de la wilaya de Nouakchott s'est déclaré incompétent et a renvoyé le ministère public à se pourvoir ainsi qu'il appartiendra.

- **Question juridique**

La question juridique qui se pose dans cette affaire est liée à la compétence *ratione materiae*.

- **Les faits**

La fille mineure répondant au nom d'Aïcha, née en 1991 à Dakar, a porté plainte devant le commissariat spécial des mineurs à Nouakchott, contre Zeid pour avoir tenté de la violer et exercer des violences sur sa personne.

Devant l'enquête préliminaire, le prévenu a reconnu avoir usé des violences sur la victime, après que cette dernière l'avait défié.

Ces faits ont été qualifiés de tentative de viol.

- **La procédure**

Le 26 décembre 2006, le Tribunal pour enfants a été saisi par ordonnance de renvoi du juge d'instruction, pour des faits qualifiés de tentative de viol, pour compétence à juger d'un délit qui a pour victime une mineure

Le Tribunal pour enfants, en affirmant que la tentative de viol est un crime, s'est déclaré incompétente.

- **Commentaire**

Les articles 38 de la loi n°2007/012 du 08 Février 2007, portant sur l'organisation judiciaire, 122 et 142 de l'OPPE, définissent clairement les compétences *ratione materiae* et *ratione loci* des instances juridictionnelles en matière délictuelle touchant des mineurs.

L'article 122 de l'OPPE prévoit que la compétence dévolue aux Tribunaux des enfants est correctionnelle, c'est-à-dire qu'elle ne connaît que des délits et des contraventions commis par les mineurs ou à l'encontre des mineurs.

a. La portée de l'article 309 du CP

Le deuxième paragraphe de l'article 309 du CP punit la tentative de viol d'une

peine de travaux forcés à temps; mais lorsque cette infraction de viol est consommée, bien évidemment, ce sont les peines du Had (lapidation), pour celui qui est marié, et la flagellation, si le coupable est célibataire, qui s'appliquent. La Charia ne punit des peines Houdoud (peines contenues dans le saint Coran) et Ghissass (talion) que lorsque les infractions sont consommées. Ainsi, étant donné que la peine prévue pour la tentative de viol, est une peine criminelle du Tazir (peines du droit positif), en l'occurrence, la peine des travaux forcés à temps, et que celle-ci est classée, selon la gravité, parmi les peines criminelles, la tentative de viol est un crime, aux termes des dispositions de l'article 7 du CP.

Pourtant, l'article 2 du CP mauritanien dégage un principe directeur en matière de droit pénal général, lorsqu'il énonce que toute tentative de crime est punie de peines correctionnelles, c'est-à-dire que celle-ci cesse d'être un crime, mais plutôt un délit relevant donc de la compétence des juridictions correctionnelles.

b. Le contenu de l'article 2 du CP

Cet article dispose que «toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme crime passible de peines correctionnelles». Mais, en dépit que cette infraction de tentative de crime soit considérée comme crime par le législateur, elle devient un délit dès lors que les peines sont correctionnelles (emprisonnement de 5 ans maximum), d'autant plus que les infractions sont toujours, classiquement, classées par la gravité de leurs peines.

Cependant, en considérant que l'article 309 du CP punit la tentative de viol de la peine de travaux forcés à temps, la compétence de la Cour criminelle est alors justifiée, par ce fait même. C'est alors, à bon droit, que le Tribunal pour enfants se soit déclaré incompétent car la compétence matérielle, strictement définie par la loi, est d'ordre public, et le juge peut la soulever d'office, afin de permettre que le prévenu soit jugé par ses juges naturels, c'est-à-dire la Cour criminelle.

Il faut souligner que cette contradiction entre l'article 309 du CP qui punit la tentative de viol de travaux forcés à temps qui est une peine criminelle, et le principe dégagé par l'article 2 du CP qui dispose que toute tentative de crime est punie de peines correctionnelles, est toujours posée.

Enfin, il faut rappeler que, pour qu'il y ait tentative punissable, il faut un commencement d'exécution et une absence de désistement volontaire de l'auteur. Ainsi, la complicité d'une tentative punissable est aussi punissable, contrairement à la tentative de complicité qui n'est pas punie par la loi.

18. Affaire Rougad

- **Juridiction**

Le 22 juin 2008, avec l'arrêt n. 18/08, le Tribunal des enfants de la Wilaya de Nouakchott a décidé la remise du mineur Rougad à ses parents.

- **Questions juridiques**

La problématique juridique est de savoir si les faits qualifiés délit sont imputables au mineur en tant que complice, et si la décision prise à l'encontre de ce mineur, à savoir la remise à ses parents, est justifiée, compte tenu des faits, de la personnalité du délinquant et de la consistance ou sérénité de la sphère familiale.

- **Les faits**

Le 1 mars 2007, la victime Aissetou bint Cheihk a conduit au commissariat de police spécial pour les affaires des mineurs le mineur Rougad, âgé de 14 ans, pour suspicion de vol de téléphone portable. Celui-ci a reconnu les faits devant l'officier de police judiciaire et précisé qu'il était avec un ami quand ils avaient vu un téléphone portable posé à l'intérieur d'une maison, en l'absence de son propriétaire. En connivence avec son compagnon, ils dérobèrent le téléphone et prirent la fuite, mais il fut seul rattrapé par la foule, puis conduit par la victime à la police où il fut remis à ses parents (le deuxième paragraphe de l'article 101 de l'OPPE prévoit que le placement en garde à vue est interdit pour les enfants de moins de 15 ans), en attendant la fin de l'enquête préliminaire à l'issue de laquelle il fut conduit devant le procureur de la République.

- **La procédure**

Le ministère public a qualifié les faits comme délit de vol, plus exactement de larcin, prévu et puni par l'article 372 du CP, considéré que le mineur était complice de son compagnon considéré auteur principal, en fuite avec leur butin, ledit téléphone.

Après la qualification des faits, le procureur requerra l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction qui renvoya l'affaire devant le Tribunal des enfants pour compétence.

Le Tribunal pour enfants a prononcé, conformément à l'article 130 de l'OPPE, la remise du mineur Rougad à ses parents.

• **Commentaire**

a. L'imputabilité des faits au mineur

Le mineur poursuivi dans cette affaire a solennellement reconnu les faits à lui reprochés à toutes les étapes de la procédure, en l'occurrence la phase du jugement. C'est à ce titre que les faits lui sont imputables.

b. La complicité

La complicité s'accomplit par la provocation, la fourniture de moyens, de l'aide ou assistance en faveur de l'auteur principal. Est également complice celui qui par don, promesse, menace, ordre, abus d'autorité ou de pouvoir, aura provoqué une infraction ou donné des instructions pour la commettre.

Il est, parfois, difficile de différencier l'auteur principal et le coauteur (ceux qui réalisent matériellement ou physiquement l'action) du complice (celui qui support l'auteur ou est l'auteur moral de l'infraction) d'un crime ou délit d'autant que les cloisons ne sont pas toujours étanches. Le complice participe, alors, par délégation à la commission de l'infraction. Donc, l'engagement de sa responsabilité est subordonné à celui de l'auteur et risque ainsi la même peine que lui. Pour qu'il y ait complicité punissable, il faut qu'il y ait un fait principal punissable, un acte de complicité déterminé par la loi et une participation intentionnelle.

Dans le cas sous examen, le mineur poursuivi n'est pas complice, considéré qu'il était physiquement sur les lieux et a participé activement à la réalisation de l'infraction. Il devrait être considéré plutôt un coauteur de celui qui est en fuite et non poursuivi par le ministère public, dans cette affaire.

c. La remise du mineur à ses parents

La remise du mineur à ses parents est régie par les articles 130 et 131 de l'OPPE. Ce code des mineurs prévoit alors, si l'infraction est établie à l'encontre d'un enfant âgé de 7 à 15 ans, et même plus, le tribunal correctionnel ou la cour criminelle des mineurs pourra prononcer, par décision motivée, l'une des mesures suivantes:

- remise à ses parents, à son tuteur, à la personne qui en avait la garde ou à une personne digne de confiance.

- Placement dans une institution ou établissement public ou privé d'éducation ou de formation professionnelle, etc.

Cette mesure qui consiste en la remise du mineur à ses parents, est consacrée

pour les enfants de 7 à 15 ans et plus, dans le cadre d'une rééducation, lorsque l'infraction n'est, en principe, pas grave ou le mineur d'un très jeune âge n'est pas récidiviste ou le milieu éducatif familial est aussi réceptif.

19. Affaire Meiloud

- **Juridiction**

L'affaire Meiloud a été traitée : en première instance, par la Cour Criminelle d'Aleg ; en appel, par la Cour d'Appel d'Aleg.

- **Question juridique**

La problématique juridique, devant la Cour criminelle, porte sur l'applicabilité de l'article 54 de l'OPPE, l'absence de consentement valide de la victime mineure, l'appréciation de la valeur juridique des aveux proférés par l'accusé, la recevabilité de l'adage «nul n'est censé ignorer la loi».

La question juridique traitée en appel porte sur la confirmation du principe de la responsabilité de l'accusé, la mauvaise détermination de la peine prononcée et la légalité de la peine mixte.

- **Les faits**

Il ressort des pièces du dossier que l'accusé Meiloud a voyagé d'Airé Mbar à Boghé avec la victime, mineure âgée de 17 ans (élève au collège du village d'Airé Mbar et sœur de l'épouse de l'accusé, de laquelle il avait divorcé) sans le consentement de ses parents. Celle-ci a été retrouvée 24 heures après dans la ville de Boghé, suite aux investigations menées par la police.

Dans sa plainte le père de la jeune fille a précisé que l'accusé a pris cette dernière de force, pendant qu'elle se rendait au collège avec ses copines.

L'accusé a déclaré devant la police qu'il avait un projet de mariage avec la jeune fille, après avoir divorcé de sa sœur aînée, et assez souvent, il se rendait à Boghé avec elle, afin de lui acheter certaines choses dont elle en avait besoin.

- **La procédure**

A l'issue de l'enquête - pendant que l'accusé était en garde à vue -, l'accusé fut transféré devant le procureur de la République qui requerra, lors de l'exercice de l'action publique, l'ouverture de l'information devant le juge d'instruction. Celui-ci ordonna, dès la fin de l'information, le renvoi de l'affaire devant la Cour criminelle pour qu'il y soit jugé conformément à la loi. Cette cour, en formation collégiale, composée de trois juges professionnels et de deux jurés, a jugé et condamné l'accusé à un emprisonnement ferme. Puis, ce verdict a été frappé d'appel par l'avocat du condamné. La Cour d'Appel, en formation collégiale composée de cinq juges professionnels, réforma partiellement le ju-

gement de la première instance.

• **Commentaire**

1. Jugement de la Cour criminelle

Le 17 mars 2015, la Cour criminelle d'Aleg a, avec l'arrêt n. 01/2015, condamné l'accusé Meiloud, pour des faits d'enlèvement de mineure, faits prévus et punis par l'article 54 de l'OPPE, à la peine de deux ans de prison ferme, à une amende de 200.000 Um et aux frais et dépens évalués au montant de 30.000 Um.

L'appréciation des premiers juges du fond a, essentiellement, porté sur l'applicabilité de l'article 54 de l'OPPE, l'absence de consentement valide de la victime mineure, l'appréciation de la valeur juridique des aveux proférés par l'accusé, la recevabilité de l'adage «nul n'est censé ignorer la loi».

a. L'applicabilité de l'article 54 de l'OPPE

Pour qu'il y ait enlèvement, il faut la personne enlevée soit, par fraude ou violence, déplacée du lieu où elle était mise par ceux à l'autorité ou à la direction desquels, elle était soumise ou confiée.

Il est défini par l'article 54 de l'OPPE comme étant un crime et puni d'une peine de 10 à 20 ans d'emprisonnement. Par contre, lorsque le mineur enlevé est libéré volontairement avant le septième jour, l'enlèvement devient un délit punissable d'une peine de 3 ans de prison. Le fait que le mineur soit consentant à l'enlèvement n'éteint pas le caractère délictueux de l'acte.

b. L'absence de consentement valide de la victime mineure

Le consentement de la victime n'influe ni sur les éléments constitutifs de l'infraction ni sur l'octroi des circonstances atténuantes, en matière d'enlèvement de mineurs, car le consentement de la personne mineure n'est pas pris en compte ou importe peu.

c. L'appréciation de la valeur juridique des aveux proférés par l'accusé

En matière pénale, les infractions peuvent être établies par tout mode de preuve, conformément à la loi. Le juge, sur la base des moyens de preuve, se prononce d'après son intime conviction, à supposer même que la personne poursuivie soit passée aux aveux. D'ailleurs, pendant longtemps, la justice a souffert, des aveux fantaisistes et souvent extorqués.

Jadis, l'aveu était considéré comme la preuve par excellence. Cependant de nos jours, surtout à cause de l'évolution scientifique, l'aveu n'est plus considé-

ré comme la mère des preuves.

d. La recevabilité de l'adage «nul n'est censé ignorer la loi»

Cet adage signifie qu'aucun individu ne peut se prévaloir de son ignorance de la loi pour se disculper de l'accusation faite à son encontre.

En l'espèce, l'accusé a déclaré qu'il ignorait qu'il était interdit par la loi de voyager, en compagnie d'une mineure, sans l'autorisation de ses parents. L'ignorance de la loi ne vaut pas en justice. C'est la raison pour laquelle les juges du fond de la première et la seconde instance ont rejeté cet argument de l'accusé, qui est, à juste raison, considéré comme étant un aveu tacite. D'ailleurs, les aveux libres, volontaires et conscients de l'accusé, à toutes les étapes de la procédure, ont aussi été considérés comme des aveux judiciaires, ayant permis aux juges de la Cour d'Appel de confirmer l'arrêt des premiers juges.

2. L'arrêt de la Cour d'Appel

Le 13 mai 2015, la Cour d'Appel de ladite ville a, par arrêt n. 03/015, déclaré, de prime abord, la recevabilité de l'appel en la forme et réformé le jugement entrepris par la cour criminelle sur cette affaire, en condamnant l'accusé Meiloud à la peine d'une année de prison ferme, l'autre année avec sursis et confirmé toutes les autres parties du premier jugement.

La Cour d'Appel a confirmé le principe de la responsabilité de l'accusé. La réformation partielle du jugement de la Cour criminelle a été commandée, par la mauvaise appréciation, effectuée par les premiers juges, des circonstances réelles et personnelles - contenues dans le dossier de l'affaire- qui ont conduit au choix de la peine.

a. La confirmation du principe de la responsabilité de l'accusé

Elle a alors adhéré à l'imputabilité et la mise en jeu de la responsabilité de l'accusé, des faits objet de poursuites, telles qu'ils ont été appréciés par les premiers juges du fond.

En revanche, cette juridiction d'appel a, eu égard à l'effet dévolutif et suspensif de l'appel, réformé la peine prononcée.

b. La mauvaise appréciation de la peine prononcée

Lors de la motivation de sa décision, la Cour d'Appel a précisé que les juges de la Cour criminelle n'ont pas pris en compte les circonstances liées à la réalisation de l'infraction et à la vie socio-familiale de l'accusé, pendant le choix de la peine, dans le silence de leur délibéré.

C'est pour cette raison que la Cour, en appréciant celles-ci, opta pour l'atténuation de la peine, en condamnant l'accusé à une peine mixte, c'est-à-dire une

année avec sursis et l'autre ferme.

c. Légalité de la peine mixte

En matière pénale, les juges du fond ont la faculté, après avoir retenu la responsabilité de l'accusé, de le condamner à une peine mixte, c'est-à-dire à une peine ferme et une autre assortie du sursis simple ou avec mise à l'épreuve, aussi bien à l'égard des mineurs que des majeurs.

20. Affaire Medsalim

- **Juridiction**

L'affaire Medsalim a été traitée: en premier ressort, par la Chambre des mineurs du Tribunal de la Wilaya de l'Assaba; et en deuxième ressort par la Cour d'Appel.

- **Questions juridiques**

Les questions juridiques traitées dans l'affaire Medsalim sont les suivantes: a) la portée juridique de la condamnation à l'emprisonnement avec sursis des mineurs; b) l'indemnisation du préjudice; c) la remise de l'enfant à ses parents; d) le rejet des demandes nouvelles par les juges de la Cour d'Appel.

- **Les faits**

Hiyak a porté plainte à la police contre les mineurs Medsalim et Dems, pour avoir, délibérément, mis sa fille mineure en danger de mort par brûlures. Ceux-ci ont mis le feu à ses vêtements, en particulier le voile qu'elle portait sur elle. Elle a subi des brûlures du premier et du second degré aux membres supérieurs et admise à l'hôpital pour des soins intensifs.

Aux termes de ces soins, le médecin a délivré un certificat attestant d'une incapacité permanente du 50%.

La victime a déclaré avoir rencontré les deux petits garçons dans la voie publique, et que le nommé Medsalim mit du feu à son voile.

Au cours de l'enquête préliminaire, les deux mineurs nièrent les faits jetant la responsabilité l'un sur l'autre.

- **La procédure**

Après la fin de l'enquête préliminaire, le mineur suspect et son complice furent déférés devant le procureur de la République qui a exercé l'action publique et requis seulement contre le mineur Medsalim l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction. Ce dernier a, à l'issue de la clôture de l'instruction, renvoyé le dossier de l'affaire devant le tribunal des enfants, pour compétence. La chambre des mineurs du Tribunal de la Wilaya de l'Assaba a été régulièrement saisie par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction, dès lors qu'il s'agit d'un délit mettant en cause une personne mineure.

Le 23 juin 2013, la chambre des mineurs, avec l'arrêt n. 01/2013, a condamné le mineur Medsalim, âgé de 8 ans, à une peine d'emprisonnement de 6 mois

avec sursis et aux dommages-intérêts évalués à 1.500.000 Um, au bénéfice de la partie civile, la mineure Selma.

L'avocat du condamné interjeta appel contre ce jugement et demanda à la Cour d'Appel, en audience publique, d'acquitter son client pour défaut de preuves.

Le 8 avril 2014, la Cour d'Appel a, par arrêt n. 16/2014, décidé la réformation partielle du jugement des premiers juges, par la remise de ce mineur de 8 ans à ses parents et la confirmation des autres parties du dispositif du jugement, en l'occurrence le montant de l'indemnisation évaluée à 1.500.000 Um et les frais et dépens.

• **Commentaire**

A. La décision de la chambre des mineurs

La chambre des mineurs a condamné Medsalim, mineur de 8 ans, à une peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis.

1. La portée juridique de la condamnation à l'emprisonnement avec sursis de ce mineur

De prime abord, il faut rappeler le principe de droit pénal selon lequel « il n'y a ni crime ni délit sans loi » (principe de légalité).

Ainsi, les faits reprochés au mineur poursuivi sont prévus et punis par l'article 28 de l'OPPE qui dispose que « le fait d'exposer directement un enfant à un risque immédiat, de mort ou de blessures de nature à entraîner des séquelles, une mutilation ou une infirmité permanente, par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière, de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement, est puni de 6 mois d'emprisonnement et de 100.000 UM à 180.000 UM d'amende ».

Sur la base des preuves contenues dans le dossier de l'accusation, le Tribunal pour enfants a condamné le mineur Medsalim à un emprisonnement avec sursis, en se référant à l'article 28 et à l'article 123 de l'OPPE qui dispose que « le tribunal pour enfants pourra prononcer suivant les cas, des mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation qui sembleront appropriées... il pourra cependant, lorsque les circonstances et la personnalité du délinquant lui paraîtront l'exiger, prononcer à l'encontre d'un enfant âgé de plus de 15 ans une condamnation pénale ... ». De même l'article 5 de l'OPPE abonde dans le même sens en disposant que « en matière criminelle comme en matière correctionnelle, l'emprisonnement ne peut être prononcé à l'encontre de l'enfant qui n'a pas encore atteint l'âge de 15 ans, conformément au dernier alinéa de l'article 2 de la présente ordonnance ».

Au comble de l'erreur, Medsalim, mineur de 8 ans, ne peut donc pas être

condamné à une peine d'emprisonnement qu'elle soit ferme ou avec sursis, peu importe sa coloration dans ce domaine-ci, car la peine avec sursis est toujours considérée comme une condamnation retardée ou soumise à une condition suspensive, à savoir que le condamné à cette peine ne doit pas commettre une nouvelle infraction dans le délai de 5 ans, au risque de se voir contraint à l'exécuter, en sus de la condamnation éventuelle pour les nouveaux faits. Aussi, l'alinéa 2 de l'article 2 de l'OPPE dispose que « néanmoins, les enfants dont l'âge se situe entre 7 et 15 ans, ne peuvent être soumis qu'à des mesures de protection ». Donc ce mineur âgé de 8 ans ne doit être soumis qu'à une protection judiciaire.

2. L'indemnisation du préjudice

Contrairement à la responsabilité pénale qui est strictement personnelle, la responsabilité civile peut être engagée pour le fait d'autrui. Ainsi, les parents d'un enfant mineur, sont considérés civilement responsables, des dommages qu'il a causés à autrui. La mise en jeu de cette responsabilité civile du fait d'autrui est aussi légalement prévue à l'égard des commettants, curateurs et tuteurs. Ils sont alors rendus responsables du fait qu'ils n'ont personnellement pas commis, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait générateur de responsabilité civile.

En l'espèce, les parents du mineur Medsalim doivent répondre du fait de ce dernier et payer à la victime la moitié de la Diya évaluée par le tribunal des mineurs à 1.500.000 Um.

B. La décision de la Cour d'Appel

La cour d'Appel a réformé le jugement émis par les premiers juges du fond, en prononçant la remise du mineur Medsalim à ses parents, au lieu de l'emprisonnement avec sursis.

1. La remise de l'enfant à ses parents

Aux termes de l'article 130 de l'OPPE – pour le mineur dont l'âge varie entre 7 et 15 ans - le Tribunal peut prononcer, par décision motivée, la remise de celui-ci à ses parents. Compte tenu de l'âge de l'enfant dans le cas d'espèce, la Cour d'Appel a décidé la remise de celui-ci à ses parents dès lors que le cadre familial est réceptif et favorable à la rééducation, d'autant plus que le placement de l'enfant dans son milieu naturel doit être privilégié par rapport au placement dans un centre de rééducation ou de réhabilitation.

La Cour d'Appel, en réformant le jugement sur ce point précis, a par ailleurs confirmé, celui relatif à la réparation du dommage à elle causé.

2. Le rejet des demandes nouvelles par les juges de la Cour d'Appel

La Cour d'Appel a estimé que les demandes nouvelles formulées par l'avocat de la partie civile relatives à l'augmentation du quantum de la réparation du préjudice, sont inadmissibles puisqu'il n'a pas fait appel contre la décision des premiers juges, étant donné que l'appel a un effet suspensif et dévolutif. Il ne peut donc pas prétendre à une augmentation de l'indemnisation en appel, dans ce cas.

Par ailleurs, en appel, l'avocat de la partie civile a soulevé l'absence de condamnation du deuxième mineur Dems qui n'a pas fait l'objet de poursuites judiciaires, ni par la mise en mouvement de l'action publique du ministère public, ni par la voie de la mise en examen du juge d'instruction. Devant la seconde instance, il est donc impossible de récupérer en appel cette cause perdue.

21. Affaire Mbaré

- **Juridictions de jugement**

La cour criminelle de la Wilaya du Brakna a jugé et condamné, après disqualification, le mineur Mbaré, poursuivi pour des faits d'homicide volontaire ou meurtre.

- **Question juridique**

Les questions juridiques traitées dans l'affaire Mbaré sont les suivantes: a) la disqualification en homicide involontaire des faits objet de poursuites, lesquels, au début des poursuites ont été qualifiés comme meurtre; b) le placement du mineur; c) la Diya légale au bénéfice des ayants droit de la victime.

- **Les Faits**

Au cours de la querelle qui opposa les deux petits bergers, le mineur Mbaré, âgé de 16 ans, a fait usage de son couteau et blessé mortellement son petit ami Nohé. Cette querelle a eu pour cause le fait que leurs deux différents troupeaux de moutons, dont ils avaient la garde, s'étaient mélangés.

A partir du premier accrochage, la victime a pris le dessus sur l'auteur du meurtre qui, en se trouvant plein de rancune et remords, après que d'autres petits bergers les eurent séparés, a donné le coup fatal à sa victime.

La gendarmerie informée, se transporta sur les lieux du crime, en pleine brousse et mit aux arrêts le mineur suspect.

- **Procédure**

A la fin de l'enquête préliminaire, le ministère public a, suite au déferrement, mis l'action publique en mouvement et requis l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction, contre le mineur Mbaré, pour des faits d'homicide volontaire. Ce juge d'instruction a, à l'issue de l'information, renvoyé l'affaire devant la cour criminelle territorialement compétente, c'est-à-dire celle d'Aleg, afin qu'il y soit jugé, conformément à la loi.

- **Commentaire**

Ce commentaire va, essentiellement, porter sur la disqualification des faits objet de poursuites et l'attribution ou application de la Diya, objet du jugement n°02/015, en date du 01/07/015, rendu en audience publique et contradictoire, par la cour criminelle d'Aleg, en présence d'un avocat désigné d'office, pour

la défense de l'accusé (art.110 de l'OPPE).

1. La nécessité d'une disqualification des faits objet de poursuites

Il résulte du raisonnement utilisé par les juges du fond que le mineur Mbaré, né en 1999, n'était pas doué de discernement car il n'avait pas 17 ans accomplis au moment des faits. Ils ont considéré que le discernement dont parle le Prophète Mohamed, Paix et Salut sur Lui, dans un célèbre Hadith raconté par Aicha, ne s'accomplit qu'à l'âge de 17 ans. Dans ce Hadith celui-ci a dit « la responsabilité pénale ne peut être retenue chez le somnambule, jusqu'à qu'il se réveille, chez le mineur jusqu'à qu'il devienne majeur, chez le fou jusqu'à qu'il devienne conscient ». Cela signifie que le mineur est considéré comme le somnambule et le fou c'est-à-dire ceux qui agissent sans discernement.

Partant de ce raisonnement, la cour a décidé de disqualifier les faits objet de poursuites, relatifs au meurtre, prévus et punis par les dispositions des articles 271 et suivants du CP, aux faits d'homicide involontaire, prévus et punis par l'article 295 du CP, de trois (3) mois à un (1) an de prison. Mais, suite à la disqualification vers une disposition pénale plus souple, la cour a décidé la protection judiciaire, en plaçant ce mineur de 16 ans au centre de rééducation des mineurs à Nouakchott (art.118 du code des mineurs), pour une durée de trois (3) ans. Il en découle donc que ce mineur restera au placement, après sa majorité, à moins que le juge ne le révoque, sur la demande du mineur.

D'ailleurs, l'article 131 de l'OPPE dispose que « les mesures de protection judiciaire ne peuvent se prolonger au-delà de la majorité de l'enfant que si celui-ci en fait la demande.

Et, toujours est-il que l'enfant, placé ou détenu dans un centre, doit faire l'objet d'une visite mensuelle du procureur de la République, du juge des enfants et semestrielle du procureur général (arts. 167 et 168 de l'OPPE) de la cour d'appel, afin de s'enquérir principalement sur l'état d'évolution de la réhabilitation du mineur ou ses conditions de détention ou de placement, par exemple, si la répartition par sexe, par âge et du régime juridique est respectée (Art.165 OPPE). Ce contrôle s'avère nécessaire dans la mesure où le régime pénitentiaire ou de placement doit avoir but l'amendement et le reclassement des mineurs, et le chef de l'établissement doit veiller à la réalisation dudit but, sous peine de sanction d'amende (art. 166 OPPE). Il est, à cette occasion, nécessaire de faire remarquer que le juge des enfants tient lieu de juge d'exécution des peines, à l'issue des avis qu'il donne à l'administration pénitentiaire ou de placement en vue du reclassement social des mineurs concernés (art.169 OPPE).

2. Le placement du mineur

Si la preuve de l'infraction, est établie à l'égard d'un enfant âgé de plus de 15

ans, la cour ou le tribunal, prononcera l'une des différentes mesures de protection, à savoir le placement dans un centre de réhabilitation (art. 118 OPPE), par exemple, dont la durée ne doit pas dépasser cinq (5) ans (art.131 OPPE). Sur la base de cette disposition légale, le mineur a été placé au centre de rééducation pour mineurs en conflit avec la loi, et en sus la cour a condamné les ayants droits du mineur-auteur à la Diya.

3. La Diya, peine de substitution ou réparation

La Diya est le prix du sang dont le meurtrier doit s'acquitter dans certains cas, lorsque la loi du Talion n'est pas appliquée, du fait du pardon accordé par la victime ou ses ayants droit, et parfois du fait de l'impossibilité d'appliquer le Talion dont l'exécution pourrait mettre l'auteur en danger de mort, en cas de diaifa, c'est-à-dire les coups de poignard dans le ventre ou en cas de mamouma, c'est-à-dire que les blessures ont endommagé le cerveau ou en cas de damigha, c'est-à-dire que les blessures ont atteint le cerveau ou en cas de mounaghila, c'est à dire que les blessures ont endommagé un os.

Cependant, certains juristes du droit musulman considèrent la Diya comme une sanction pénale ou peine du fait non seulement de son caractère personnel ou individuel mais aussi du fait qu'elle est préalablement fixée par la loi charaïque, de façon différente selon qu'il s'agisse de crime de sang volontaire ou involontaire.

a. La Diya due en cas de crime de sang volontaire : La Diya n'est clairement pas fixée par la Charia islamique, mais aux termes de l'arrangement, elle peut d'un commun accord être fixée soit à moins de cent (100) têtes de chameaux ou à cent (100) ; la valeur de cette centaine pourrait être estimée, aujourd'hui, au montant de 12 millions d'ouguiyas, même si la cour suprême l'estime en deçà. Elle doit être acquittée par l'auteur lui-même, sur ses biens propres, sans qu'il n'est besoin de faire recours à l'aide des parents Acebs, parents mâles ou Aghila. C'est ce qui explique le caractère répressif de la Diya, et lui donne le sens d'une peine.

b. La Diya due en cas de crime de sang involontaire : En droit charaïque mauritanien, de rite malikite, elle est fixée à 100 têtes de chameaux de différents âges et, est différente de la compensation financière ou dommages-intérêts qui est fixée à 3 millions d'ouguiyas en cas d'accident de voiture, par exemple. Cette Diya est acquittée par les parents Acebs de l'auteur du crime involontaire, à la différence de celle attribuée en cas de crime volontaire (voire ci-dessus). C'est ce qui lui donne le sens d'une indemnisation ou dommages-intérêts.

A cette différence de nature juridique, s'ajoute l'autre différence, non moins importante, liée à l'attribution, paraissant particulariste, de la Diya, selon qu'il s'agisse d'une femme ou d'un homme. La Diya est fixée, en cas d'homicide

involontaire, à 100 têtes de chameaux, si la victime est un homme, et 50 têtes de cette même espèce animale, si la victime est une femme.

Cette différence crée, à première vue, une discrimination entre les deux sexes mais cela s'explique par le fait que l'homme a des devoirs financiers plus importants que ceux de la femme. On comprend donc, aisément, si dans une société musulmane donnée, à un moment donné de son histoire, les devoirs financiers de la femme deviennent plus importants que ceux de l'homme, il va de soi que ce partage déséquilibré pourrait alors s'inverser ou du moins devenir paritaire.

22. Affaire Merzough

Jugement n° 04/2015 en date du 01/07/2015

- **Juridiction**

La cour criminelle de la Wilaya du Brakna, dans sa formation ordinaire collégiale, chargée des mineurs a, par jugement en date du 01 Juillet 2015, condamné le sieur Merzough à 5 ans d'emprisonnement ferme et aux frais et dépens estimés à 40.000 UM, pour crime de viol, ayant engendré une grossesse, sur mineure.

- **Question juridique**

La première question juridique est de savoir si la cour peut condamner sur la base des dispositions de l'article 24 de l'OPPE, une personne majeure ayant commis une infraction de nature sexuelle sur mineure, au lieu et place des dispositions de l'article 309 du code pénal, puis la deuxième question juridique a trait à la grossesse considérée comme moyen de preuve en matière de fornication ou d'adultère en droit islamique et la troisième question juridique a porté sur la portée juridique du consentement de la victime mineure.

- **Les faits**

Le 23/05/2015, le sieur Aloueymine, père de la victime s'est présenté à la brigade de la gendarmerie de Boghé, afin de porter plainte contre Merzough, pour avoir violé sa fille mineure. Celle-ci a soutenu avoir été kidnappée pendant la nuit, au moment où elle revenait d'une soirée de fête familiale, et violée par l'accusé qui a reconnu avoir eu des relations amoureuses avec la victime, des rapports sexuels consentants avec elle, et qu'elle n'était pas vierge.

- **La procédure**

Après la fin de l'enquête préliminaire, Merzough est présenté devant le procureur de la république, qui à l'issue de l'interrogatoire diligenté devant lui, a demandé l'ouverture d'une information judiciaire à son encontre pour des faits de viol sur mineure, prévus et punis par l'article 24 de l'OPPE. Le juge d'instruction saisi de l'information a, par ordonnance de renvoi, décidé de saisir la cour criminelle dans sa formation collégiale et spéciale, pour qu'il y soit jugé conformément à la loi.

• **Commentaire**

La cour criminelle de la wilaya du Brakna, dans sa formation spéciale chargée des mineurs a été régulièrement saisie par ordonnance de renvoi du juge d'instruction pour des faits qualifiés de crime de viol, prévus et punis par les dispositions de l'article 24 de l'OPPE.

Au cours de l'audience, l'accusé a déclaré n'avoir jamais violé la mineure Aïché, mais que celle-ci était consentante aux rapports sexuels hors mariage ; et qu'il la fréquentait quotidiennement pendant la relation amoureuse. Il a aussi fait remarqué, pendant cette session, qu'elle n'était pas vierge au moment des faits.

Devant la cour, la victime a déclaré avoir fait la connaissance de Merzough, depuis un certain temps, et qu'elle n'avait aucune relation d'affection avec ce dernier. Elle affirme avoir fait l'objet d'un rapt nocturne suivi de viol, de la part de Merzough, au moment où elle rentrait chez elle, venant d'une soirée de fête à laquelle elle venait d'assister.

Le ministère public a, dans son réquisitoire, fait remarquer que la victime est une mineure qui a été entraînée et abusée par l'accusé, que celui-ci a reconnu les faits à toute les étapes de la procédure; puis il a, ainsi, requis la condamnation de Merzough à une peine de cinq (5) ans de prison ferme et à des frais et dépens évalués à 40.000 UM.

L'avocat commis d'office pour la défense de l'accusé dans cette affaire, a souligné, au cours de cette audience, que les aveux du sieur Merzough dénote son innocence, sa franchise; et qu'il n'a commis cette infraction que sous la pression de la victime consentante. En outre, l'avocat a rappelé que, selon son client, la fille n'était pas vierge au moment des faits. Ainsi, partant de l'ensemble de ses éléments, la cour est bien à même de pouvoir statuer en tenant compte des circonstances atténuantes, au bénéfice de l'accusé.

Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, l'accusé ayant de droit eu la parole le dernier, a exprimé tous ses regrets et demandé le pardon et l'acquittement.

La décision rendue, en l'espèce, par la cour criminelle d'Aleg est sous-tendue par l'analyse faite par celle-ci des questions juridiques relatives à la condamnation effectuée sur la base des dispositions de l'article 24 de l'OPPE, à l'encontre d'une personne majeure ayant commis une infraction de nature sexuelle sur mineure, au lieu et place des dispositions de l'article 309 du code pénal ; à la grossesse considérée comme moyen de preuve en matière de fornication ou d'adultère en droit islamique ; et à la portée juridique du consentement de la victime mineure.

1. La portée juridique du consentement de la victime mineure

Les mineurs comme les majeurs protégés par la loi bénéficient d'une protection toujours spécifique, que ce soit en matière civile ou pénale. Cette protection se justifie par la faiblesse intrinsèque de ces individus, liée à la fragilité de leur personnalité due à l'âge ou à une altération des facultés physique ou psychique.

Dans certaines législations pénales, par exemple, certaines infractions tel que le viol exige l'absence de consentement de la victime mineure, d'un certain âge, pour que l'infraction puisse être constituée. Donc, la victime mineure doit prouver que l'atteinte sexuelle a eu lieu sans son consentement, par le biais de violences exercées sur elle.

En revanche, en droit mauritanien, il est de jurisprudence constante que le consentement du mineur n'est pas pris en compte, en matière d'atteintes ou d'agressions sexuelles simples, viol et Zina (pénétration sexuelle volontaire et consentie hors mariage, en droit islamique). Alors, ceci étant, la victime mineure ne peut être poursuivie pour zina, par exemple, mais plutôt pour viol, dès l'instant où il y a eu pénétration sexuelle. En l'espèce, la victime mineure n'a pas été poursuivie de Zina, en dépit des allégations de l'auteur du viol et de l'élément de preuve irréfragable de grossesse.

2. La grossesse considérée comme moyen de preuve en matière de fornication ou d'adultère et de viol en droit islamique

Le code pénal mauritanien d'obédience charaïque punit les rapports sexuels hors mariage, qualifiés de Zina ou de viol. Ces deux infractions sont, respectivement, sanctionnées par les dispositions des articles 307 et 309 du code pénal, des peines de la flagellation de 100 coups de fouets et d'un an de prison ferme, si les auteurs ne sont pas mariés, et de la lapidation (Rajoum) jusqu'à que mort s'en suive, s'il sont mariés ou divorcés; pour le viol, par contre, à des peines de travaux forcés à temps, sans préjudice des peines de la flagellation, si le coupable est célibataire et la peine capitale, si les auteurs sont mariés.

En matière de zina, la preuve peut être rapportée, soit par quatre témoins qui ont vu l'acte de pénétration sexuelle s'accomplir matériellement, soit par l'aveu et la grossesse. Par contre, le viol peut être prouvé par les violences physiques constatées par un médecin, soutenues par les allégations de la victime et les circonstances matérielles qui ont émaillé la commission de l'infraction. Mais, en l'espèce, la cour a condamné le sieur Merzough, personne majeure, pour viol sur mineure sur la base de l'article 24 du code des mineurs, à une peine de 5ans d'emprisonnement ferme et à des frais et dépens estimés à 40.000 UM.

3. La condamnation effectuée sur la base des dispositions de l'article 24 de l'OPPE

Cette disposition pénale de l'OPPE, sanctionne, effectivement, le viol commis sur mineur par un mineur, à l'encontre duquel les peines de la flagellation et des travaux forcés ne peuvent être prononcées. Les dispositions de cet article 24 punissent le viol de la peine de 5 à 10 ans de prison ferme. L'esprit du législateur est donc de consacrer le principe de l'atténuation légale de minorité à l'égard des mineurs délinquants à travers cet article 24 de l'OPPE.

La cour aurait dû condamner sur la base de l'article 309 du code pénal, à partir du moment où l'auteur est majeur et la peine plus sévère.

23. Affaire Bilal

Jugement n° 07/2012 en date du 06 Mars 2012

- **Juridiction**

Le 6 mars 2012, la chambre des mineurs du tribunal de Dakhlet-Nouadhibou a décidé le placement du mineur Bilal, âgé de 16 ans, au centre pour mineurs de ladite ville, pour une période d'une année, et condamné celui-ci aussi à une peine de deux ans avec sursis, une amende de 20 000 UM, aux frais et dépens estimés à 10 000 UM, pour des faits de vol non aggravé.

- **Question juridique**

La question juridique consiste à savoir si le juge des mineurs a la faculté de procéder au cumul de peines, en plaçant ce mineur, par l'application des mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation édictées au profit des mineurs, sur la base des articles 123, 133 et 170 de l'OPPE, en le condamnant aussi à des peines d'emprisonnement avec sursis et aux frais et dépens estimés à 10 000 UM.

- **Les faits**

Dans le cadre des enquêtes de la police suite aux vols répétés des sommes d'argent, le nommé Bilal a été appréhendé - après les dénonciations de la police de Zoueirat - dans un train reliant Nouadhibou et Zoueyrat, en possession d'une somme de 299 320 UM sans pièces justificatives.

Reconnaissant les faits à lui reprochés devant l'officier de police du centre de Nouadhibou, il précise avoir pris cette somme dans un magasin à Nouakchott appartenant au sieur Ew Ould Elhadj.

Placé en garde à vue, il est transféré au parquet de la république après la fin des enquêtes préliminaires.

- **La procédure**

A l'issue de l'enquête préliminaire, le procureur de la république a requis l'ouverture d'une information judiciaire auprès du juge d'instruction, sur les faits qualifiés de larcin, prévus et punis par l'article 372 du CP, contre le mineur Bilal. Le juge d'instruction a, par ordonnance de renvoi, décidé de saisir la chambre des mineurs pour qu'il y soit jugé.

• **Commentaire**

La chambre des mineurs a été régulièrement saisie par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction pour des faits qualifiés de délit de vol puni par l'article 372 du CP commis par ce mineur.

A l'issue de l'audience, le prévenu a d'emblée reconnu les faits à lui reprochés et précisé avoir soustrait le montant de 300 000 UM au préjudice de son employeur, le sieur Ew Ould Elhadj, qui l'avait employé comme domestique dont le rôle se résumait en préparateur de thé.

Le ministère public a requis au cours de cette audience le placement de ce mineur au centre de réinsertion pour mineurs en conflit avec la loi.

Par contre, l'avocat requis d'office pour assurer la défense du mineur, a demandé au tribunal de décider la remise du mineur à ses parents, s'il en existe ou si ces derniers sont connus.

Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, le prévenu, ayant le privilège d'avoir toujours la parole le dernier, tiré des principes sacrés et constitutionnels des droits de la défense, a demandé au tribunal de lui accorder des excuses ou relaxe, étant donné que la partie civile a retiré sa plainte.

a. Applicabilité de l'article 123 au cas soumis

Aux termes des dispositions de l'article 123 du code des mineurs ou OPPE, régi par l'ordonnance 2005/015, les mineurs de 7 à 15 ans doivent faire l'objet de mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation, sans que la durée du placement ne puisse s'étendre jusqu'à sa majorité (art. 133 de la même ordonnance). Cependant, lorsque le mineur aura plus de 15 ans, il peut encourir une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis que le juge est obligatoirement tenu de motiver, en appréciant les circonstances matérielles liées à l'infraction et la personnalité du délinquant.

On comprend alors aisément que le législateur mauritanien incite le juge des mineurs à porter son choix sur les mesures de protection judiciaire ou sur la peine d'emprisonnement avec sursis, selon l'âge du mineur. C'est donc en fonction de l'âge qu'il doit placer ou condamner, le cas échéant.

b. Portée de l'article 170 de l'OPPE

Les dispositions de l'article 170 du code des mineurs sont impératives dès lors qu'elles exigent du juge du fond des mineurs de recourir, tant que faire se peut, au sursis simple, afin d'éviter que le mineur de plus de 15 ans ait un contact avec les centres de détention ou en d'autres termes que celui-ci ne se familiarise avec les délinquants endurcis. Mais, ce sursis simple doit s'accompagner de la mise à l'épreuve, en matière de rééducation, pour les mineurs de

plus de 15 ans, afin d'éviter de faire subir une peine à celui-ci (art. 171 de la même ordonnance). Donc, en l'espèce, il serait plus judicieux de condamner le mineur Aminou à une peine d'emprisonnement avec sursis assorti d'une mise à l'épreuve, sans procéder au cumul de peines, à savoir le placement, le sursis, l'amende, les frais et dépens auxquels il fait l'objet.

24. Affaire Aminou

Jugement n° 02/2011 en date du 01 Janvier 2011

- **Juridiction**

Le 1 Janvier 2011, la chambre des mineurs du tribunal de Dakhlet-Nouadhibou a décidé le placement du mineur Aminou, récidiviste, âgé de 16 ans au centre de mineurs de ladite ville, pour une période de deux ans, et condamné à une peine d'une année avec sursis et aux frais et dépens estimés à 10 000 UM, pour des faits de menaces et tentative de vol non qualifié.

- **Question juridique**

La question juridique consiste à savoir si le juge des mineurs a la faculté de procéder au cumul en plaçant, par l'application des mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation au profit des mineurs sur la base des articles 123, 133 et 170 de l'OPPE et en le condamnant à des peines d'emprisonnement avec sursis et aux frais et dépens estimés à 10 000 UM.

- **Les faits**

Le mineur Aminou a été arrêté par le commissariat de police de Dakhlet-Nouadhibou, suite aux menaces à l'arme blanche qu'il a fourbie à l'endroit du Sieur Ahmed au marché Mauritel, et ce après que ce dernier l'eût empêché de voler au préjudice des clients présents en ce moment-là.

Au cours de sa garde à vue, les sieurs Khaled, Abhaydeh et Ely se sont présentés au commissariat, et ont déclaré avoir été victimes d'une série de vols.

- **La procédure**

Après la fin de l'enquête préliminaire, le mineur Aminou est présenté devant le procureur de la république, qui après l'avoir entendu, a demandé l'ouverture d'une information judiciaire à son encontre pour des faits de menaces et tentative de larcin, faits prévus et punis respectivement par les articles 282 et 372 CP. Le juge d'instruction a, à l'issue de l'information, par ordonnance de renvoi, décidé de saisir la chambre des mineurs, pour qu'il y soit jugé, conformément à la loi. Celle-ci, dans son audience du 01/02/2011, a décidé, par Jugement n° 02/2011 en date du 01 Janvier 2011, et en sa séance de juge unique, condamné le mineur Aminou, récidiviste, âgé de 16 ans au placement au centre des mineurs de ladite ville, pour une période de deux ans, et à une peine d'une

année avec sursis et aux frais et dépens estimés à 10 000 UM, pour des faits de menaces et tentative de vol non qualifié.

• **Commentaire**

La chambre des mineurs a été régulièrement saisie par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction pour des faits qualifiés de délit de menaces et tentative de vol non qualifié punis par les articles 282 et 372 du CP.

A l'audience, le prévenu a nié les faits à lui reprochés, déclaré qu'il n'était pas en possession d'arme blanche et que c'est un complot ourdi contre lui.

Au cours de cette même audience le père de l'intéressé, présent a sollicité sa relaxe afin qu'il puisse continuer d'assurer sa garde et sa rééducation.

Puis, le procureur, dans son réquisitoire a qualifié le prévenu de récidiviste, pris en flagrant délit de possession d'un couteau. Ce représentant du ministère public a aussi ajouté que ce mineur a fait usage de menaces et tenté à plusieurs reprises de commettre des larcins; ainsi, il requit la condamnation du prévenu pour ces mêmes faits, à une peine minimale prévue par les dispositions des textes en la matière.

Les avocats commis d'office pour la défense d'Aminou ont souligné que les faits imputés à leur client ne sont pas prouvés et qu'aucun témoin, ni partie civile n'étaient présents à l'audience. Il a alors demandé au tribunal d'innocenter Aminou, et de le placer chez son père d'autant plus que celui-ci est disposé à accueillir son fils en vue de sa rééducation.

La défense réitéra dans sa plaidoirie que le but recherché, en l'espèce, est plutôt la rééducation et non la sanction pénale au sens propre du terme.

Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, le prévenu, ayant eu la parole le dernier, conformément aux principes généraux du droit de la défense, a demandé au tribunal de le relaxer, puisqu'il n'a rien commis.

1. Applicabilité de l'article 123 au cas soumis

Aux termes des dispositions de l'article 123 et 133 du code des mineurs ou OPPE, les mineurs de 7 à 15 ans doivent faire l'objet de mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation, sans que la durée du placement ne puisse s'étendre jusqu'à sa majorité. Cependant, lorsque le mineur aura plus de 15 ans, il peut encourir une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis que le juge est obligatoirement tenu de motiver, en appréciant les circonstances matérielles liées à l'infraction et à la personnalité du délinquant.

On comprend alors, aisément, que le législateur mauritanien incite le juge des mineurs à porter son choix sur les mesures de protection judiciaire ou sur la peine d'emprisonnement avec sursis, selon l'âge du mineur. C'est donc en fonction de l'âge qu'il doit placer ou condamner, s'il y a lieu.

2. Portée de l'article 170 de l'OPPE

Les dispositions des articles 170 et 171 du code des mineurs sont obligatoires dès lors qu'elles exigent du juge du fond des mineurs de recourir, tant que faire se peut, au sursis simple, afin d'éviter que le mineur de plus de 15 ans ait un contact avec les centres de détention ou en d'autres termes que celui-ci ne se familiarise avec les délinquants endurcis. Mais, ce sursis simple doit s'accompagner de la mise à l'épreuve, en matière de rééducation, pour les mineurs de plus de 15 ans, afin d'éviter de faire subir une peine à celui-ci. Donc, en l'espèce, il serait plus favorable de condamner le mineur Aminou à une peine d'emprisonnement avec sursis assorti d'une mise à l'épreuve, sans procéder au cumul de peines, à savoir le placement, le sursis, l'amende, les frais et dépens auxquels il fait l'objet (cf. la jurisprudence du cas Bilal).

25. Affaire Youb et consorts

Jugement n° 08/2011 en date du 03 Mai 2011

- **Juridiction**

Le 3 Mai 2011, la chambre des mineurs du tribunal de Dakhlet-Nouadhibou a décidé le placement des prévenus Youb, Brahim, et Yacine, mineurs âgés de 16 ans, au centre de mineurs d'Elmina de Nouakchott, pour une période de deux ans, leur condamnation à une peine de six mois avec sursis et aux frais et dépens estimés à 10.000 UM, pour agression d'un agent public à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. La chambre a condamné, dans la même affaire, Madame Amoys, mère du mineur Youb et Habib, à une peine d'une année avec sursis et une amende de 20 000 UM, pour les mêmes faits.

- **Question juridique**

La question juridique consiste à savoir si le juge des mineurs a la faculté de procéder au cumul de peines, en plaçant ces mineurs, par l'application des mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation à leur profit sur la base des articles 123, 133 et 170 de l'OPPE et 658 du CPP, en les condamnant à des peines d'emprisonnement avec sursis et aux frais et dépens estimés à 10 000 UM.

- **Les faits**

Le Sieur Lam, agent de protection civile(pompier), en service à Nouadhibou, s'est présenté au commissariat de police de ladite ville, afin de porter plainte contre Youb, madame Amoys, Habib, Brahim, et Yacine pour l'avoir agressé par jet de pierres, et déchiré sa tenue pendant l'exercice de sa mission qui consistait, ce jour, à éteindre le feu qui se propageait au quartier 10 de Tarhil.

- **La procédure**

Dés leur arrestation, les mineurs de 16 ans furent mis en garde à vue - dans un commissariat spécial pour mineurs - pour une durée de vingt quatre (24) heures renouvelables pour la même durée aux termes des dispositions de l'article 101 du code des mineurs. Au cours de leur interrogatoire, les avocats commis pour la défense des mineurs, en amont, l'assistance sociale ont été invités à assister, conformément aux dispositions des articles 101 et 103 du code des mineurs. Pendant cette garde à vue, le médecin est aussi désigné par les soins du procureur de la République ou de l'officier de police judiciaire, en vue des consta-

tions ou examens sur l'enfant (102 du même code).

Après la fin de l'enquête préliminaire, Mohamed et consorts sont présentés devant le procureur de la république, qui après les avoir entendus, demanda l'ouverture d'une information judiciaire à leur encontre pour des faits d'agression à l'agent public dans l'exercice de ses fonctions, faits prévus et punis par les articles 212 et 437 du CP. Le juge d'instruction a, par ordonnance de renvoi décidé de saisir la chambre des mineurs pour qu'ils y soient jugés, conformément à la loi.

• **Commentaire**

La chambre des mineurs a été régulièrement saisie par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction pour des faits qualifiés de délit d'agression d'agent public dans l'exercice de ses fonctions, des faits prévus et punis par les articles 212 et 437 du CP.

Au cours de l'audience, le prévenu Youb a déclaré qu'il était venu observer un incendie et, qu'il avait fui avec ses amis à l'arrivée du véhicule des pompiers. Au cours de leur fuite, il a été appréhendé et molesté par un agent de protection civile. Suite à l'intervention de sa mère et du public qui cherchaient à le délivrer, la tenue de l'agent a été déchirée.

La prévenue Amoy a, quant à elle déclaré, qu'elle a intervenu pour délivrer son fils des mains de l'agent de la protection civile qui lui assénait des coups. A l'audience, le prévenu Brahim a précisé avoir aperçu une dame et l'agent de protection civile, en altercation, ce après la maîtrise du feu. Celle-ci tentait de délivrer son fils, et qu'il n'avait, lui-même, rien avoir avec cette affaire.

Le ministère public a, à l'issue des débats et compte tenu des preuves obtenues qui sous-tendent la culpabilité des prévenus, requis, en conséquence, la condamnation à six mois d'emprisonnement avec sursis contre les mineurs Youb, Brahim et Yacine et une année d'emprisonnement avec sursis contre la dame Amoy et Habib.

L'avocat commis d'office pour la défense dans cette affaire, a rappelé que l'objectif n'est pas la sanction pénale, en matière de justice des mineurs, mais la réhabilitation. Ainsi, il demanda la relaxe de ses clients ou une peine avec sursis, si le tribunal dans le silence de son délibéré retient le principe de la condamnation, d'autant qu'en aucun moment ses clients n'ont reconnu les faits à eux imputés.

Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, les prévenus ont demandé au tribunal la clémence et le pardon.

1. Contenu des articles 123 et 133

Parmi les orientations légales faites au juge du fond des mineurs, le sursis avec

mise à l'épreuve - régi par les dispositions de l'article 171 de l'OPPE - est la plus favorable pour l'enfant car il permet le suivi de celui-ci en milieu ouvert et d'éviter le cumul ou l'amalgame de peines souvent appliquées, comme dans le cas d'espèce.

Aux termes des dispositions de l'article 123 et 133 du code des mineurs ou OPPE, les mineurs de 7 à 15 ans doivent faire l'objet de mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation, sans que la durée du placement ne puisse s'étendre jusqu'à sa majorité. Cependant, lorsque le mineur aura plus de 15ans, il peut encourir une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis que le juge est obligatoirement tenu de motiver, en appréciant les circonstances matérielles liées à l'infraction et à la personnalité du délinquant.

On comprend alors, aisément, que le législateur mauritanien incite le juge des mineurs à porter son choix sur les mesures de protection judiciaire ou sur la peine d'emprisonnement avec sursis, selon l'âge du mineur. C'est donc en fonction de l'âge qu'il doit placer ou condamner, s'il y a lieu.

2. Le sens et la corrélation entre les articles 658 CPP et 170 ; 171 de l'OPPE

A l'instar du code spécial pour mineurs, le code de procédure pour majeurs ou de droit commun prévoit en son article 658 que les juges du fond des tribunaux ou des cours d'appel peuvent recourir au sursis, par décision motivée, en cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si le condamné n'a pas fait l'objet de condamnation antérieure, pour crime et délit de droit commun. Ce sursis peut être assorti de conditions particulières, d'assistance et de contrôle destinées à faciliter le reclassement du condamné, chez les majeurs. Cela signifie que cet article 658 du CPP est le socle des dispositions spéciales pour mineurs, en cette matière.

Les dispositions des articles 170 et 171 du code des mineurs sont obligatoires dès lors qu'elles exigent du juge du fond des mineurs de recourir, au sursis simple, afin d'éviter que le mineur de plus de 15 ans ait un contact avec les centres de détention ou, en d'autres termes, que celui-ci ne se familiarise avec les délinquants endurcis. Mais, ce sursis simple doit s'accompagner de la mise à l'épreuve, en matière de rééducation, pour les mineurs de plus de 15 ans, afin d'éviter de faire subir une peine à celui-ci. Donc, en l'espèce, il serait plus favorable de condamner les mineurs Youb, Brahim et Yacine à une peine d'emprisonnement avec sursis assorti d'une mise à l'épreuve, sans procéder au cumul de peines, à savoir le placement, le sursis, l'amende, les frais et dépens auxquels il fait l'objet (cf. la jurisprudence du cas Bilal et Aminou).

26. Affaire Cissé

Jugement n° 20/09 en date du 13/04/09

• Juridictions

La cour criminelle de Nouakchott a, après avoir disqualifié les faits objet de poursuites portant sur le viol suivi de grossesse, condamné le sieur Cissé à une peine de deux ans de prison ferme et aux frais et dépens.

En deuxième ressort, la Cour d'appel dans sa formation criminelle a, par un arrêt n°20/09 en date du 13/04/09, déclaré l'appel recevable en la forme et son rejet au fond, et décidé la confirmation du jugement du premier degré, en l'assortissant du sursis.

• Questions juridiques

Les questions juridiques, en l'espèce, portent sur la signification du concept «atteintes aux mœurs de l'islam» et la disqualification des faits de poursuites du viol en délit d'atteintes aux mœurs de l'islam, pour le jugement de première instance.

En appel, les questions juridiques sont relatives à la recevabilité de l'appel et les conditions du sursis au sens des articles 170 de l'OPPE et 658 du CPP.

• Les faits

Le 06/05/08, la plaignante nommée Rania s'est présentée au commissariat spécial des mineurs, afin de porter plainte contre le sieur Cissé pour avoir violé sa fille mineure de 16 ans; à l'issue de cette plainte, elle a, en outre, précisé que sa fille est en état de grossesse consécutive à ce viol.

Le suspect a déclaré devant la police des mineurs qu'il entretenait des relations amoureuses avec la jeune fille, depuis cinq ans, qu'ils se rencontraient sans aucune contrainte ou violences exercées sur elle. Il a aussi précisé qu'il forniquait avec elle et qu'il est l'auteur de sa grossesse.

• La procédure

Dès son arrestation, le suspect a été mis en garde à vue et soumis à la procédure des majeurs, en la matière, qui fixe la durée de celle-ci à quarante-huit heures (48h) renouvelables pour la même durée.

A l'issue de l'enquête préliminaire, le suspect fut conduit par les soins des agents de ce commissariat devant le procureur de la République, devant qui l'interrogatoire mené en vue de l'inculpation a été diligenté. Au terme de cet

interrogatoire, le ministère public a requis l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction qui dès la fin de son instruction a décidé le renvoi du dossier de l'affaire devant la Cour criminelle afin qu'il puisse y être jugé, conformément à la loi.

• **Commentaire**

A l'issue du procès tenu par la Cour criminelle de Nouakchott dans cette affaire, celle-ci a rendu en premier ressort, le jugement n°58 /09 du 09/02/2009, condamnant l'accusé à une peine de deux ans d'emprisonnement ferme et aux frais et dépens. Cette décision fut frappée d'appel, par la diligence de l'avocat du condamné, au terme duquel la Cour d'appel a rendu l'arrêt n° 20/09 en date du 13/04/09, confirmant la décision de la première instance, en condamnant le sieur Cissé à la même peine, mais en l'assortissant du sursis.

A. La décision de la cour criminelle, juridiction de première instance

La Cour, dans sa composition collégiale de cinq membres dont trois magistrats professionnels et deux jurés, a fondé sa décision sur le fait que l'accusé est revenu à l'audience de la Cour sur l'ensemble des aveux qu'il a faits, pendant les étapes précédentes, c'est-à-dire à la phase de l'enquête préliminaire, devant le procureur de la République et le juge d'instruction. Lorsqu'un accusé revient sur son aveu, en charia islamique, cela entraînera une suspicion de nature à créer un doute chez le juge. Et, dès l'instant qu'il y a un doute, celui-ci doit profiter au prévenu.

C'est ce raisonnement juridique tiré de la charia islamique qui a commandé la décision prise par les juges de cette instance, procédant ainsi à la disqualification des faits de viol objet des poursuites, en délit d'atteintes aux mœurs de l'islam dont la notion mérite d'être expliquée.

1. La signification du concept « atteintes aux mœurs de l'islam ».

La notion d'atteintes aux mœurs de l'Islam, érigée en infraction en droit pénal mauritanien, signifie toutes les atteintes aux principes de cette religion ou la commission des interdits qui ne sont pas punies de peines Ghissas (le talion) ou Houdoud (toutes les peines contenues dans le coran). Ce délit d'atteintes aux mœurs de l'Islam est puni des peines du Ta'azir, c'est-à-dire celles que le législateur déterminera dans les lois et l'exécutif dans ses décrets et arrêtés.

Il est de pratique courante que le ministère public, pendant l'exercice des poursuites et les juridictions du jugement, au moment de la prise des décisions, fassent application de cette notion, pour disqualifier lorsque la qualification préliminaire du procureur ou du juge d'instruction est relative au Zina (pénétration sexuelle hors mariage entre deux individus de sexes différents), au viol et atteintes sexuelles, nonobstant le caractère impératif de l'article 24 de

l'OPPE (cf. la jurisprudence dans l'Affaire Keit et consorts).

2. La nécessité d'une disqualification

En l'espèce, la disqualification des faits de crime de viol, puni de travaux forcés à temps sans préjudice des peines du had, en délit d'atteintes aux mœurs de l'Islam, puni de deux (2) ans de prison maximum, n'était pas nécessaire car il s'agit d'un viol avéré suivi de grossesse, d'une fille mineure de 16 ans dont le consentement n'est pas pris en compte, d'autant plus aussi que l'auteur a reconnu les faits devant l'officier de police judiciaire, le procureur de la République et le juge d'instruction. Il devrait alors écoper d'une peine plus sévère à la mesure de la gravité du fait de viol commis et confessé.

D'ailleurs, on constate que la chambre criminelle de la cour d'appel est aussi allée dans le même sens que les premiers juges, en enfonçant le clou, c'est-à-dire en le condamnant à la même peine d'emprisonnement assortie du sursis.

B. La décision de la Cour d'appel, juridiction de second degré

La Cour, après avoir considéré comme sienne la motivation de la décision des juges de la première instance, a axé sa décision sur la recevabilité de l'appel et le bénéfice du sursis.

1. La recevabilité de l'appel

L'appel n'est recevable que lorsqu'il est fait dans les délais légaux, par celui qui a la qualité et l'intérêt de l'interjeter. Les délais d'appel commencent à courir à partir de la notification de la décision. Lorsque la décision est rendue par défaut, les délais d'appel commencent à courir à partir de la fin des délais d'opposition. Ces règles qui régissent l'appel, sont aussi indistinctement applicables aux cas des mineurs, contrairement au sursis.

2. Les conditions du sursis au sens des articles 170 de l'OPPE et 658 du CPP

A l'instar du code spécial pour mineurs, le code de procédure pour majeurs ou de droit commun prévoit en son article 658 que les juges du fond des tribunaux ou des cours d'appel peuvent recourir au sursis, par décision motivée, en cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si le condamné n'a pas fait l'objet de condamnation antérieure, pour crime et délit de droit commun. Ce sursis peut être assorti de conditions particulières, d'assistance et de contrôle destinées à faciliter le reclassement du condamné, chez les majeurs. Cela signifie que cet article 658 du CPP est le socle des dispositions spéciales pour mineurs, par exemple, l'article 170 de l'OPPE, en cette matière.

Partant des conditions énoncées ci-haut, la Cour a accordé des circonstances atténuantes au condamné, en appliquant le sursis simple.

27. Affaire Hafet

• Juridiction

La cour criminelle de Nouakchott a, par jugement en date du 01/06/2009, condamné, et ce après disqualification, le sieur Hafet à la peine de 2 ans de prison ferme, aux dommages et intérêts évalués à 500.000 UM au profit de la victime et aux frais et dépens, pour des faits de viol de mineure. En outre, cette juridiction l'a acquitté pour toutes les autres poursuites dont il faisait l'objet, notamment le détournement de mineur.

Au terme de l'appel interjeté, la chambre criminelle de la cour d'appel a confirmé le jugement entrepris par les premiers juges.

• Questions juridiques

Les questions juridiques portent sur l'opportunité de la disqualification des faits de viol en atteintes sexuelles et sur l'impossibilité de disjoindre le détournement de mineure et le viol qui lui est très souvent consécutif.

En appel, les mêmes questions juridiques ont été soulevées et traitées par la cour d'appel.

• Les faits

Le sieur Solé s'est rendu à la brigade des mineurs, en compagnie de sa sœur cadette, âgée de 14 ans, afin de porter plainte contre le suspect Hafet, boutique de la place, âgé de plus d'une cinquantaine d'années, pour avoir détourné et violé celle-ci, et suite à ce détournement suivi de viol, elle fut en état de grossesse.

Selon la victime le suspect l'a déjà invitée dans sa chambre en compagnie de sa copine. Dès leur arrivée, il lui a fait boire une substance qui lui provoqua un profond sommeil. Après qu'elle se réveillât, elle constata qu'elle était nue, et que sa copine n'était plus là. Puis, le suspect l'a sommée de n'en informer aucune personne, sinon il la "marabouterait" ou lui jetterait un mauvais sort. Suite à cette plainte, ce suspect recherché est arrêté par la police spéciale pour mineurs.

Aux termes des interrogatoires auxquels il est soumis, le sieur Hafet nie les faits de détournement de mineure et de viol à lui reprochés et précise que cette jeune fille est cliente dans sa boutique, et qu'elle visite son lieu de commerce comme tous les clients de la place.

Devant les dénégations du suspect, la mère de la victime stupéfaite a, quelques jours après, en compagnie de deux adultes pouvant servir de témoins, tendu un

piège au suspect en ordonnant à la jeune fille de le contacter et, lui proposer de la rejoindre à sa chambre. Dès son arrivée, il entra avec la jeune fille et ferma la porte sur eux, devant lesdits témoins. Et, il a été pris en flagrance et arrêté.

• La procédure

Dès son arrestation, il fut mis en garde à vue dont la durée est de quarante huit heures (48 h), renouvelables pour la même durée, tout en bénéficiant de l'ensemble des garanties de la défense, à savoir le choix d'un avocat, au tout début de la prolongation de cette durée, le cas échéant, puis l'information des suites de son arrestation, donnée à ses proches et le droit de communiquer avec son avocat pour une durée de 30 minutes, en présence d'un officier de police judiciaire.

Sur la base de ces faits, le suspect fut déféré devant le procureur de la République qui, d'entrée de jeu, a requis l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction. Ce dernier a, à la fin de son instruction, saisi la cour criminelle par ordonnance de renvoi afin qu'il puisse être jugé conformément à la loi.

• Commentaire

Ce commentaire a pour objet de discuter les questions juridiques contenues dans ces décisions judiciaires. D'abord, celles qui sont relatives au jugement de la cour criminelle et à la décision de la chambre criminelle de la cour d'appel, le cas échéant.

1. La décision de la cour criminelle, juridiction de premier ressort

La cour a, à l'issue du procès, condamné l'accusé à la peine de 2 ans de prison ferme, aux dommages et intérêts évalués à 500.000 UM au profit de la victime et aux frais et dépens.

a. L'opportunité de la disqualification des faits de viol, en atteintes sexuelles
La cour criminelle a procédé à une disqualification des faits de poursuites de viol en atteintes sexuelles, c'est-à-dire de l'article 24 du code des mineurs, à l'article 26 du même code, donc du crime puni de 5 à 10 ans, au délit simple, puni de 2 à 4 ans d'emprisonnement. Cette disqualification était-elle opportune?

A première vue, en droit moderne romano-germanique, à partir du moment où les preuves contenues dans le dossier, à savoir les fortes présomptions et les témoignages sont palpitants, la disqualification ne s'imposait pas dans cette affaire, eu égard aussi à l'âge de la mineure qui est de 14 ans et de sa grossesse consécutive au viol. Par contre en droit musulman de rite malékite ou maurita-

nien, les preuves étant limitatives et strictes, à savoir la grossesse, les quatre témoins et l'aveu, la disqualification en atteintes sexuelles s'impose, en l'espèce. Mais rien ne devait amener les juges du fond à abandonner le détournement de mineure qui aurait permis de condamner l'auteur à une peine plus sévère, et ce après avoir abandonné l'accusation de viol.

b. L'impossibilité de disjoindre le détournement de mineure du viol

Les faits de viol et de détournement ou d'enlèvement de mineure sont, dans la majeure partie des cas, en corrélation constante, c'est-à-dire qu'ils sont intrinsèquement liés.

Il est rarissime que le viol de mineure se réalise sans être accompagné de détournement de la victime.

L'article 332 du code pénal définit le détournement de mineur comme «quiconque aura, par fraude ou violence, enlevé ou fait enlever des mineurs ou les aura entraînés, détournés ou déplacés, ou les aura fait entraîner ou déplacer des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés, subira la peine de la Réclusion ».

« (...) si le mineur ainsi enlevé ou détourné est âgé de moins de 15 ans, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité » (art.333).

En l'espèce, nonobstant les dénégations de l'accusé, les preuves de l'affaire comportent des présomptions suffisantes, précises et concordantes contre lui, de nature à entraîner sa condamnation, à la peine la plus sévère.

Il serait alors plus judicieux de condamner l'accusé aussi bien pour le détournement que pour les atteintes sexuelles, en pareille circonstance en droit mauritanien car il y a cumul matériel d'infractions avéré qui doit conduire au choix de la peine la plus grave.

2. La portée de l'arrêt de la cour d'appel

La décision de la cour d'appel est un arrêt de confirmation. La cour a déclaré, en l'espèce, l'appel recevable en la forme et non au fond et confirmé la décision des premiers juges, dans toutes ses dispositions. Donc, la cour d'appel a emboité le pas aux premiers juges dans la façon de trancher ces questions juridiques.

Enfin, elle a fait comme sien le raisonnement de la juridiction du premier degré.

28. Affaire Keit et consorts

- **Juridiction**

La Cour criminelle de Nouakchott a condamné les trois accusés Keit, Gay et Othman, pour des faits de viol collectif, commis à l'encontre de Mademoiselle Dia, fille mineure, âgée de 14 ans - à une peine de 3 ans de prison ferme, chacun.

La cour d'appel de Nouakchott a, sur la base de l'appel interjeté contre ce jugement rendu par la cour criminelle, réformé, partiellement, cette décision, en disqualifiant les faits, condamné les trois accusés à une peine de 2 ans de prison ferme, chacun.

- **Questions juridiques**

Les questions juridiques portent sur la disqualification des faits objet de poursuites et sur la valeur des aveux donnés puis rapportés, en phase du jugement. En appel, les mêmes questions juridiques ont été soulevées et traitées par la Cour d'appel, à l'exception des circonstances atténuantes accordées aux condamnés.

- **Les faits**

Sur plainte de la victime, qui a déclaré avoir été forcée et violée collectivement par les trois jeunes majeurs, pendant la nuit, à leur domicile, ils furent arrêtés et mis en garde à vue.

Les trois suspects ont reconnu les faits de viol collectif à eux reprochés, devant l'officier de police judiciaire et le procureur de la République. Cependant, ils ont, en outre, ajouté que la victime était consentante.

- **La procédure**

Dès leur arrestation, il furent mis en garde à vue dont la durée est de quarante huit heures (48 h), renouvelables pour la même durée, tout en bénéficiant de l'ensemble des garanties de la défense, à savoir le choix d'un avocat, au tout début de la prolongation de cette durée, le cas échéant, l'information des suites de son arrestation, donnée à ses proches et le droit de communiquer avec son avocat pour une durée de 30 minutes, en présence d'un officier de police judiciaire.

Sur la base de ces faits, les suspects furent déférés devant le procureur de la République qui, d'entrée de jeu, a requis l'ouverture d'une information devant

le juge d'instruction. Ce dernier a, à la fin de son instruction, saisi la Cour criminelle par ordonnance de renvoi afin qu'il puisse être jugé conformément à la loi.

• **Commentaire**

Ce commentaire a pour objet de discuter les questions juridiques contenues dans ces décisions judiciaires. D'abord, celles qui sont relatives au jugement n°43/10, en date du 07/03/2010 de la Cour criminelle et à la décision de la chambre criminelle de la cour d'appel n°62/010 en date du 10/05/010, le cas échéant.

1. Décision de la Cour criminelle, juridiction de premier degré

La Cour a, à l'issue du procès, condamné les trois accusés, chacun, à la peine de 3 ans de prison ferme, à une amende de 120.000 UM, et aux frais et dépens, sur la base de la déclaration de la partie civile contenue dans le procès-verbal de la police et des aveux rapportés, en application des dispositions de l'article 26 du code des mineurs.

a. La nécessité d'une disqualification des faits de viol, en atteintes sexuelles

La Cour criminelle a procédé à une disqualification des faits de poursuites de viol en atteintes sexuelles, c'est-à-dire des articles 24 du code des mineurs et 309 du code pénal, à l'article 26 de ce code des mineurs, donc du crime puni de 10 ans au délit simple, puni de 2 à 4 ans d'emprisonnement. Cette disqualification était-elle nécessaire?

En droit romano-germanique, si l'on considère les aveux clairs et sans équivoques des accusés donnés devant l'enquête préliminaire et le procureur de la République, les déclarations concordantes de la victime, le juge du fond doit condamner pour le crime de viol collectif, d'autant plus que la victime a perdu sa virginité, et est restée psychologiquement marquée par cet événement, même si elle n'a pas comparu à l'audience publique du jugement.

Par contre, en droit islamique - lorsque les aveux faits à certaines étapes de la procédure sont rapportés, c'est-à-dire que l'accusé est revenu sur ses aveux - cette situation crée une suspicion de nature à engendrer un doute qui doit nécessairement profiter au prévenu. C'est ce qui explique le raisonnement des premiers juges qui a consisté à procéder à la disqualification des faits constitutifs d'un crime de viol en délit d'atteintes sexuelles simples.

En revanche, le législateur mauritanien a lié le juge du fond des mineurs, dans l'article 24 de l'OPPE, en disposant que lorsque les conditions de l'article 309 du CP ne sont pas remplies, c'est-à-dire que la peine Houdoud n'est pas applicable, la peine qui convient serait celle de la réclusion de (5) cinq à dix (10). Donc, il n'y a pas lieu de procéder à une disqualification des faits d'autant plus

que le certificat médical est toujours édifiant sur la perte de virginité récente. Il y a lieu de préciser ou même de tirer sur la sonnette d'alarme, que la disqualification des faits du crime de viol sur mineure, par un majeur, en délit d'atteintes sexuelles, pose d'énormes problèmes de dysfonctionnement judiciaire car cela a toujours permis à ces violeurs de rester en liberté, dès qu'ils se rétractent.

b. La valeur des aveux donnés puis rapportés, en phase du jugement

La phase du jugement est considérée comme étant celle de l'instruction définitive, qui permet au juge du fond de fonder son intime conviction voire sa décision de condamnation ou de relaxe.

Comme il a été précisé dans le précédent paragraphe, le juge du droit musulman est toujours autorisé à fléchir sa position, en reconsidérant les premiers faits, généralement constitutifs de crime, en infraction atténuée de délit, lorsque l'accusé revient sur ses aveux.

D'ailleurs, la Cour d'appel a suivi le même raisonnement juridique, pour confirmer les premiers juges sur le principe de la responsabilité pénale et la condamnation.

2. Arrêt de la chambre criminelle de la Cour d'appel

La décision de la Cour d'appel est un arrêt de confirmation. La Cour a déclaré, en l'espèce, l'appel recevable en la forme et partiellement au fond et réformé la décision des premiers juges. Donc, la Cour d'appel a emboité le pas aux premiers juges dans la façon de trancher ces questions juridiques, mais en faisant jouer, en sus, les circonstances atténuantes.

Enfin, elle a, partiellement, considéré comme sien le raisonnement de la juridiction du premier degré.

29. Affaire M.Ile Zéna

- **Juridiction**

La Cour criminelle a condamné M.Ile Zéna à une peine de flagellation de 100 coups de fouets, à 10 ans de travaux forcés et aux frais et dépens, pour des faits de fornication (Zina) et d'infanticide.

La Cour d'appel de Nouakchott a, sur la base de l'appel interjeté contre ce jugement rendu par la Cour criminelle, réformé, cette décision, en disqualifiant les faits du crime d'infanticide au délit de délaissement d'un enfant par un ascendant et condamné M.Ile Zéna à une peine de 2 ans de prison ferme, à 240.000UM d'amende et aux frais et dépens évalués à 30.000 UM.

- **Questions juridiques**

Les questions juridiques ont porté sur l'établissement des preuves du Zina et l'application des peines Houdoud et du Ta'azir, en même temps.

En appel, devant la Cour d'appel de Nouakchott la question juridique a porté sur la disqualification des faits en délit de délaissement, puni par l'article 29 du code des mineurs.

- **Les faits**

De la relation amoureuse hors mariage entre M.Ile Zéna et un jeune marocain, tous deux célibataires, un bébé de sexe féminin est né dans les toilettes d'Hôpital militaire. Juste après sa délivrance, M.Ile Zéna tord le cou du bébé et lui donne la mort, car il ressort de ses déclarations devant la police, le procureur de la République et le juge d'instruction qu'elle était née vivante.

Immédiatement après la découverte du cadavre du bébé, les soupçons ont porté sur elle.

- **La procédure**

Dès son arrestation, elle fut mise en garde à vue dont la durée est de quarante huit heures (48 h), renouvelables pour la même durée, tout en bénéficiant de l'ensemble des garanties de la défense, à savoir le choix d'un avocat, au tout début de la prolongation de cette durée, le cas échéant, l'information des suites de son arrestation, donnée à ses proches et le droit de communiquer avec son avocat pour une durée de 30 minutes, en présence d'un officier de police judiciaire.

Sur la base de ces faits, la suspecte fut déférée devant le procureur de la Ré-

publique qui, d'entrée de jeu, a requis l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction. Ce dernier a, à la fin de son instruction, saisi la Cour criminelle par ordonnance de renvoi afin qu'elle puisse être jugée conformément à la loi.

• **Commentaire**

Ce commentaire a pour objet de discuter les questions juridiques contenues dans ces décisions judiciaires. D'abord, celles qui sont relatives au jugement n°157/09, en date du 01/06/2009 de la Cour criminelle et à la décision de la chambre criminelle de la Cour d'appel n°45/010 en date du 14/07/09, le cas échéant.

A. Décision de la Cour criminelle, juridiction de premier degré

La Cour a, à l'issue du procès, condamné l'accusée, à une peine de flagellation de 100 coups de fouets, à 10 ans de travaux forcés et aux frais et dépens, pour des faits de fornication (Zina) et d'infanticide, sur la base des articles 307 et 276 du code pénal, en dépit qu'elle fût revenue sur ses aveux, et que son avocat eût demandé son acquittement.

1. Le concept du Zina

La notion de Zina est une forme particulière d'atteinte sexuelle apparue, après la révélation, dans le Saint Coran, dans la Sourate Den Nissâ, au verset, au VII^e siècle.

a. Définition

Elle signifie la pénétration sexuelle consentante et hors mariage entre deux individus de sexes différents. Elle s'établit par l'aveu ou quatre témoins ayant vu d'eux-mêmes, l'acte sexuel s'accomplir matériellement et par la grossesse.

b. La grossesse, preuve irréfragable

Généralement, la grossesse se présente comme étant la preuve irréfutable du crime de Zina car les deux autres moyens de preuves à savoir l'aveu et les quatre témoins sont souvent difficiles à rassembler l'un, l'autre. Elle devient alors la seule preuve suffisante, en la matière, lorsqu'elle s'installe, pour permettre au juge de condamner à la flagellation de 100 coups de fouets et à 1 an de prison (article 307 du code pénal), puisqu'ils sont célibataires.

Cette peine de la flagellation est une peine de Houdoud, tandis que celle d'un an (1) d'emprisonnement est du Ta'azir.

2. Les notions de Houdoud et du Ta'azir et leur application

A l'instar du crime de Zina, ces deux notions relèvent du droit musulman et lui sont donc propres. Elles sont de nature et de signification différentes. Et, leur application simultanée pose, aujourd'hui quelques problèmes.

a. La notion des peines Houdoud

Les peines Houdoud sont celles qui sont fixées par le Saint Coran. Elles sont immuables, et le juge pénal ne peut, en principe, y déroger lorsque les preuves sont fournies. Exceptionnellement, lorsque l'accusé revient sur ses aveux, le juge du droit musulman peut disqualifier en délit, juger et condamner, le cas échéant.

b. La signification du Ta'azir

La peine du Ta'azir est une peine d'emprisonnement ou d'amende, celle laissée à l'appréciation du juge du fond, en matière pénale. Elle est fixée par le législateur, hormis les cas de Zina ou d'homicide volontaire (après le pardon des ayants droit), par exemple, où elle est, préalablement, déterminée par la doctrine religieuse à un an d'emprisonnement ferme.

c. Leur application

En l'espèce, le juge de la Charia Islamique est autorisé à condamner cumulativement à ces deux peines de nature très différente, c'est-à-dire la flagellation plus un an de prison (pour le Zina), ou la Diya et un an d'emprisonnement (pour l'homicide volontaire). Leur application s'opère l'un par la flagellation à 100 coups, dans un endroit public et accessible au public, à l'aide d'un fouet et l'autre par un enfermement dans un endroit conçu, légalement, par l'autorité habilitée (la prison).

Mais, aujourd'hui, l'application de la flagellation, en elle-même, pose d'énormes disfonctionnements judiciaires, en aval, car le pouvoir exécutif rechigne à faire exécuter cette peine depuis 1984. Cette situation a conduit dans plusieurs affaires à l'intervention des jurisconsultes du droit musulman, par le biais de la Fatwa (interprétation de la loi par les doctrinaires musulmans en vue de donner une solution à un problème de droit), lorsque le condamné(e) purge sa peine de prison et attend, indéfiniment, la flagellation. Certaines Fatwas ont, par l'essence de leurs textes, autorisé de sursoir à la flagellation, jusqu'à la libération des condamnés en fin de peines de prison, et qu'il était donc inutile de les garder en prison, en attente de celle-ci, devenue hypothétique, par la réticence des pouvoirs publics.

Aussi, est-il nécessaire de souligner qu'en l'espèce, les premiers juges auraient

dû condamner pour le cumul matériel d'infractions à la plus haute peine prévue pour l'un des chefs d'inculpation, à savoir le Zina ou l'infanticide. Cette peine a été jugée grossière par les seconds juges.

B. Arrêt de la chambre criminelle de la Cour d'appel

La décision de la Cour d'appel est un arrêt de réformation ou d'infirmerie. Celle-ci a déclaré, en l'espèce, l'appel recevable en la forme et au fond, et réformé, totalement, la décision des premiers juges, en disqualifiant les faits de poursuites, c'est-à-dire des crimes de Zina et d'infanticide, puni, respectivement, de la flagellation de 100 coups de fouets et de la peine de mort, en délit de délaissement de mineur par un ascendant, puni d'une peine de 2 à 5 ans d'emprisonnement et d'une amende de 240.000UM.

Donc, la Cour d'appel, en opérant la disqualification et la condamnation à une peine délictuelle de 2 ans de prison ferme et 240.000 UM (art. 29 de l'OPPE), a jugé les peines appliquées par les premiers juges, excessives et cumulatives, en se sens qu'ils ont condamné M.lle Zéna à deux peines principales de caractère afflictif et infamant, à savoir la flagellation et 10 ans de travaux forcés.

Enfin, cette peine de deux (2) ans prononcés par la cour d'appel a permis d'éviter la flagellation et les travaux forcés cumulés.

30. Affaire Maata

• Juridictions

La cour criminelle de la Wilaya d'Adrar, chargée des mineurs a, par jugement en date du 09 mars 2011, condamné le sieur Maata, à 2 ans et six mois d'emprisonnement ferme, une indemnisation de la victime évaluée à 100.000 UM et aux frais et dépens estimés à 20 000 UM, pour crime de viol sur une fille mineure, âgée de 15 ans.

En appel, la chambre pénale de la Cour d'Appel de Nouakchott a, par arrêt n° 59/2011 en date du 21/06/2011, réduit la peine d'emprisonnement à 6 mois seulement, et confirmé toutes les autres parties du dispositif du jugement de première instance.

• Questions juridiques

Les questions juridiques liées à la décision de la cour criminelle de la wilaya d'Adrar, portent sur les conditions d'application du Houdoud en matière de viol et la responsabilité légale atténuée de minorité, tirée des dispositions de l'article 147 de l'OPPE.

La chambre pénale de la Cour d'Appel de Nouakchott a traité une seule question juridique liée au bénéfice des circonstances atténuantes matérielles, tout en appliquant les dispositions de l'article 147 de l'OPPE, relative à la responsabilité légale atténuée de minorité.

• Les faits

La Dame Mbeyrika, mère de la victime s'est présentée à la Brigade de la Gendarmerie d'Awjeft, afin de porter plainte contre le sieur Maata, né en 1993 dans ladite ville, donc personne mineure de 17 ans, au moment des faits, pour avoir violé sa fille Vata, mineure de 15 ans.

• La procédure

Après avoir été arrêté pour suspicions de viol, il fut mis en garde à vue, interrogé sans la présence d'une assistance sociale et d'un avocat, sans que le médecin et ses parents ne fussent informés de son arrestation, contrairement aux dispositions des articles 101, 102 et 103 de l'OPPE (car dans certains coins reculés du pays, il reste encore difficile de remplir les conditions légales énoncées dans les dispositions ci-haut mentionnées). Mais, pour quelque raison, cette situation bien que réelle ne couvre pas cette nullité manifeste ou ne

constitue pas une excuse en droit.

Après la fin de l'enquête préliminaire, Maata fut présenté devant le procureur de la république, qui après l'avoir entendu, demanda l'ouverture d'une information judiciaire à son encontre pour des faits de viol sur mineure, prévus et punis par les dispositions de l'article 24 de l'OPPPE.

Le juge d'instruction a, par ordonnance de renvoi, décidé de saisir la cour criminelle de la wilaya de l'Adrar, chargée des mineurs pour qu'il y soit jugé conformément à la loi.

• **Commentaire**

La cour criminelle de la wilaya d'Adrar chargée des mineurs a régulièrement été saisie par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction pour des faits qualifiés de crime de viol, prévus et punis par les dispositions de l'article 24 de l'OPPE.

Au cours de l'audience de la chambre criminelle de la cour d'appel, l'accusé Maata a déclaré - n'avoir jamais violé la mineure Vata - que les aveux obtenus au cours des interrogatoires antérieurs, ont été donnés sous la contrainte.

Le ministère public, dans son réquisitoire a demandé à la cour de prendre en compte l'âge encore immature de l'accusé qui peut, en l'espèce, constituer une atténuation légale de responsabilité voire de sanction.

L'avocat commis d'office pour la défense dans cette affaire, a souligné qu'en l'espèce, il fallait prouver les faits par quatre témoins, la grossesse ou l'aveu de l'accusé, et dans ce dossier, il n'y a rien qui puisse asseoir juridiquement la condamnation de son client; en conséquence il demanda l'acquittement pur et simple de ce dernier.

Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, la partie civile étant absente, la parole fut donnée de droit, en dernier lieu, à l'accusé qui demanda à la cour de l'acquitter.

1. Le contenu du jugement de la cour criminelle

La cour criminelle a considéré, de prime abord, que l'infraction de viol est établie à l'encontre de l'accusé Maata, mais elle lui a, cependant, accordé l'atténuation légale de minorité tirée de l'application de l'article 147 de l'OPPE, en le condamnant à la peine de 2 ans et 6 mois d'emprisonnement qui est la moitié du minimum de la peine encourue par les majeurs, à partir du moment où celui-ci ne peut, légalement, pas être condamné au Had.

a. Définition et conditions d'application des "Houdoud" en matière de viol

- Définition. En droit moderne, par exemple français, le viol se définit comme étant toute pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la

personne d'autrui, par violence, surprise, contrainte ou menace, par voie vaginale, anale (sodomie) , buccale (fellatio) ou par la main ou les objets (cf la jurisprudence aff.31,Yékiya).

En revanche, en droit musulman, le viol se définit, comme étant tout rapport sexuel forcé, hors mariage. Cette définition est consacrée en droit mauritanien.

-Moyens de preuves. Hormis les preuves scientifiques d'ADN (pas encore développées en Mauritanie), le viol est prouvé par l'aveu, les indices ou présomptions, les confrontations, auditions ou témoignages, la grossesse et les examens médicaux. Cependant en droit mauritanien, les preuves retenues en matière de viol sont les mêmes que celles du Zina, à savoir l'aveu, les quatre témoins ayant observé l'acte sexuel s'accomplir matériellement et la grossesse. En l'espèce, l'accusé, Maata, a reconnu les faits de viol, devant l'officier de police judiciaire, même s'il s'est rétracté par la suite. Certes, les arguments et déclarations contenus dans les procès-verbaux établis par l'officier de police judiciaire, ne tiennent, qu'à titre de renseignement, pour le juge. Ils n'ont donc pas, légalement, la force probante devant l'autorité judiciaire.

Pourtant, les premiers juges de la cour criminelle d'Atar, ont considéré que le viol sur mineure, par un mineur, était établi, et fait ainsi bénéficier l'accusé de l'atténuation légale de sanction liée à la minorité, tirée de l'application de l'article 147 de l'OPPE.

Dès l'instant où cette infraction de viol est prouvée, elle est soit sanctionnée par les dispositions de l'article 309 CP, de la peine des travaux forcés à temps, sans préjudice de la peine de la flagellation, si le coupable majeur est célibataire, s'il est marié, c'est la peine capitale, par le biais du "Rajmou", qui est prononcée, soit par l'article 24 de l'OPPE qui la punit de la peine de 5 à 10 ans de prison.

Il y a lieu de rappeler que si le viol est prouvé, il est alors puni des peines ci-dessus indiquées; mais s'il n'est pas prouvé, c'est la victime qui sera poursuivie et punie pour dénonciation calomnieuse, par la diligence de l'accusé acquitté.

Cette procédure judiciaire exceptionnelle est difficilement applicable, voire même impossible, lorsque la victime est mineure.

b. La responsabilité légale atténuée de minorité, tirée des dispositions de l'article 147 de l'OPPE

Pendant plusieurs décennies, les mineurs en conflit avec la loi étaient soumis à la procédure ordinaire de poursuites et de jugement applicables aux majeurs. Les juges faisaient, durant cette longue période, référence à certaines dispositions-cadres du code pénal, relatives à l'excuse légale atténuante de minorité, par exemple, celles contenues dans les articles 60 et 61 du code pénal, aux-

quelles les juges continuent encore de faire application par habitude certes ou par ignorance du contenu de l'article 147 de l'OPPE, adoptée en 2005.

Cet article dispose, in fine, que « La cour criminelle pour enfants ne peut prononcer à l'encontre des enfants de plus de 15 ans, une peine privative de liberté, supérieure à la moitié de la peine encourue. Si la peine encourue est la réclusion à perpétuité, ils ne peuvent prononcer une peine supérieure à 12 ans de réclusion criminelle».

La simple lecture de cette disposition légale laisse supposer que la peine la plus forte en droit positif mauritanien est la réclusion à perpétuité, loin s'en faut. Le code pénal mauritanien, ayant comme source principale la charia islamique, prévoit la peine de mort-Talion ou Ghissass et/ou peine de mort tout court, tirée du droit positif. Celle-ci est alors la peine la plus forte, en droit mauritanien, à laquelle le mineur ne doit pas être condamné, c'est peut être ce qui explique l'absence de cette peine dans le corpus juridique des mineurs, plus précisément dans l'article 147 de l'OPPE. Alors, par le jeu de la responsabilité légale atténuée de minorité, le mineur de plus de 15 ans, en pareille circonstance, verra sa peine atténuée en une réclusion de 12 ans, si la peine prévue est la peine de mort ou la perpétuité.

C'est ce qui explique la décision - des premiers juges de la cour criminelle - de condamnation sans disqualifier, en faisant ainsi simplement application, en l'espèce, des dispositions de l'article 147 de l'OPPE et en divisant le minimum de la peine prévue par l'article 24 de l'OPPE qui sanctionne le viol de la peine de 5 à 10 ans de prison.

Et, par la diligence de l'avocat de la défense, cette décision de condamnation a été frappée d'appel.

2. La teneur de l'arrêt infirmatif de la cour d'appel

L'appel, étant une voie de recours ordinaire, a un effet dévolutif et suspensif. Ces deux effets donnent à la Cour d'appel, en tant que juridiction du fond (des faits et du droit), la faculté de reprendre l'instruction de l'affaire et de changer, le cas échéant, la qualification préliminaire. Elle n'est, certes, pas liée par les qualifications antérieures.

Lorsqu'elle infirme, totalement ou partiellement, un jugement, elle doit apporter, en conséquence, une nouvelle motivation de sa décision. Cependant, en l'espèce, la cour d'appel a, partiellement, infirmé le jugement de la première instance, en réajustant cette fois, la peine prononcée, de façon plus favorable au condamné, c'est-à-dire en conjuguant la sanction légale atténuée de minorité (147 de l'OPPE) et le bénéfice des circonstances atténuantes personnelles et matérielles.

La cour d'appel a pris en compte deux situations dont l'une est légale liée à la

minorité (art . 147 de l'OPPE) de l'auteur et l'autre atténuante donc liée au fait qu'il ne soit pas récidiviste, pour atténuer la peine prononcée par les premiers juges, jugée trop excessive et non justifiée, dans un attendu « ...que la peine de 2ans et 6 mois prononcée est excessive, qu'il convient alors de le condamner à la peine de 6 mois d'emprisonnement, jugée suffisante, dont le but est d'aider à sa réhabilitation ... ».

Enfin, elle a, par ailleurs, confirmé le principe de la condamnation, le quantum de l'indemnisation et les frais et dépens, prononcés.

31. Affaire Yéki

• Juridictions

Le 7 mars 2010, la Cour criminelle de la Wilaya de Nouakchott, chargée des mineurs, a - après avoir disqualifié les faits qualifiés de viol en délit d'agressions sexuelles, par jugement n° 47 - condamné le sieur Yahya, à 3 ans d'emprisonnement ferme, à une amende de 120 000 UM et aux frais et dépens.

Le 10 mai 2010, la chambre pénale de la Cour d'appel de Nouakchott a, par arrêt n° 61/2010, confirmé le jugement du tribunal de première instance, ci-dessus, dans toutes ses dispositions.

• Questions juridiques

Les questions juridiques portent sur les preuves du viol et la nécessité d'une disqualification du crime de viol en délit d'agressions sexuelles.

Il n'est peut-être pas superflu de préciser que la cour d'appel a repris les mêmes questions juridiques dès lors qu'elle a confirmé la décision des premiers juges dans toutes ses dispositions.

• Les faits

La Dame Mohacen s'est présentée à la Brigade des mineurs de Nouakchott, afin de porter plainte contre le sieur Yéki, pour avoir violé sa domestique Selmé, fille mineure de 13 ans, pendant que cette dernière était restée seule à la maison, ce jour-là.

Selon les déclarations de la victime, pendant qu'elle était seule à la maison, un individu avait frappé à la porte. C'était Yéki, qui, après s'être engouffré dans la maison, avait sollicité qu'elle lui servît à boire; puis il commença à l'embrasser et la viola.

Le suspect a, toujours, reconnu s'être retrouvé seule, ce jour-là, avec la victime, dans ladite maison. En revanche, il a, énergiquement, réfuté le viol.

• La procédure

Après la fin de l'enquête préliminaire, Yéki est présenté devant le procureur de la république, qui après l'avoir entendu, demanda l'ouverture d'une information judiciaire à son encontre pour des faits de viol sur mineure, prévus et punis par les dispositions de l'article 24 de l'OPPE.

Le juge d'instruction a, par ordonnance de renvoi en date du 18/11/2009, décidé de saisir la cour criminelle de la wilaya de Nouakchott, chargée des mineurs

pour qu'il y soit jugé, conformément à la loi.

• **Commentaire**

La cour criminelle de la wilaya de Nouakchott chargée des mineurs a été régulièrement saisie par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction pour des faits qualifiés de crime de viol, des faits prévus et punis par les dispositions de l'article 24 de l'OPPE.

Au cours de l'audience de la cour criminelle de Nouakchott, chargée des mineurs, l'accusé Yéki a nié les faits à lui reprochés.

Le ministère public a fait une présentation de la situation en démêlant les tenants et les aboutissants de cette affaire. L'accusé, selon le ministère public, a profité de la présence de la jeune fille, seule dans la maison pour abuser d'elle. Et, de fil en aiguille, le fait qu'il lui proposa une somme d'argent en guise de réparation du préjudice, en contrepartie du retrait de la plainte de la victime est une preuve de sa culpabilité. En conséquence, Il requit la condamnation de l'accusé, en application des dispositions de l'article 26 de l'OPPE.

L'avocat commis d'office pour la défense dans cette affaire, a souligné, qu'en l'espèce, les preuves présentées ne sont pas suffisantes pour qualifier ces faits de viol, et par conséquent il demanda l'atténuation de la peine, si la cour devrait, par extraordinaire, condamner son client.

Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, la parole fut donnée - eu égard aux principes sacrés des droits de la défense - en dernier lieu, à l'accusé qui demanda au tribunal de l'innocenter.

1. Le contenu du jugement de la cour criminelle

La cour criminelle a considéré, de prime abord, que l'infraction de viol n'est pas établie, et que seuls les faits d'agressions sexuelles sont imputables à son auteur, le sieur Yéki. C'est ce qui l'a conduite à procéder à la disqualification des faits de viol en agressions sexuelles.

a. Définition de la notion de viol

En droit moderne, le viol se définit comme étant toute pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui, par violence, surprise, contrainte ou menace, par voie vaginale ou pénétration sexuelle normale, anale ou sodomie, buccale ou fellation, ou par la main ou les objets. Les agressions sexuelles, quant à elles, sont tout contact ou attouchement entre la victime et son agresseur, soit par violence, menace, contrainte ou surprise.

En revanche, en droit musulman, le viol se définit, comme étant tout rapport sexuel forcé, hors mariage. C'est cette définition qui est retenue en droit mauritanien. Et, il convient de souligner que cette définition a omis plusieurs actes

de nature sexuelle pouvant être définis comme constitutifs de viol, tels l'usage des objets ou de la main, de la sodomie ou de la fellation (le sexe mis dans la bouche de la victime).

Il existe plusieurs sortes de rapports sexuels hors mariage dont l'une ne fut pas punie par la loi:

- Les rapports sexuels du Maître musulman avec ses esclaves, même non consentantes, car l'Islam considère que le Maître est légalement le propriétaire du corps de son esclave, qu'il peut en disposer comme il le souhaite, il ne s'agit alors pas d'un viol. On peut penser au temps du Jihad ou aujourd'hui les combattants de l'Etat islamique en Syrie et en Irak qui considéraient leurs victimes de viol comme leurs esclaves.
- La fornication : les rapports sexuels consentis hors mariage, avec une femme célibataire, divorcée, répudiée ou veuve. C'est l'équivalent du Zina, en droit islamique.
- L'adultère : les rapports sexuels consentis hors mariage, entre une femme et un homme dont l'un est au moins marié. C'est de même l'équivalent du Zina, en droit musulman.
- Le viol est le rapport sexuel non consenti et hors mariage avec une femme, quelle qu'en soit sa religion. S'il s'agit des individus de même sexe, il y a, par contre, crime d'homosexualité.

Cette infraction de viol est punie par les dispositions de l'article 309 CP, de la peine des travaux forcés à temps, sans préjudice de la peine de la flagellation, si le coupable est célibataire, s'il est marié, c'est la peine capitale qui est prononcée, et l'article 24 de l'OPPE le punit de la peine de 5 à 10 ans de prison.

Aussi, il y a lieu d'ajouter que si le viol est prouvé par les moyens de preuves strictement islamiques ci-haut indiqués, il est alors puni par l'article 309 du CP, s'il n'est pas prouvé par ces moyens mais plutôt par des indices ou présomptions, les preuves scientifiques, il est toujours disqualifié en délit d'atteintes sexuelles, en droit mauritanien. Et, il est nécessaire de constater qu'en cas d'acquiescement, c'est la victime qui sera poursuivie et punie pour dénonciation calomnieuse. Mais, dans le cas de la victime mineure cette procédure judiciaire de dénonciation calomnieuse reste hasardeuse voire impossible.

b. Les preuves du viol

Hormis les preuves scientifiques d'ADN (lesquelles ne sont pas encore utilisées en Mauritanie), le viol est prouvé en droit moderne par l'aveu, les indices, les confrontations, auditions ou témoignages, la perte de virginité, grossesse et les examens médicaux.

Cependant, en droit pénal mauritanien, il est prouvé par l'aveu, la grossesse et les quatre témoins ayant vu l'acte sexuel se réaliser matériellement, à l'instar

du Zina. Il faut remarquer que l'énumération limitative des moyens de preuves du viol en charia islamique a très souvent permis aux auteurs du viol de se soustraire à la sanction adéquate.

De plus en Mauritanie, il arrive quotidiennement que le certificat médical atteste seulement que la victime a perdu sa virginité. Donc, le juge finit toujours par faire une disqualification en délit d'atteintes sexuelles, devant les dénégations de l'accusé.

En l'espèce, l'accusé a reconnu être resté avec la victime, seuls, dans la maison où elle travaillait comme domestique; aussi le certificat médical atteste que Mlle Selmé porte des signes d'agressions sexuelles. Nonobstant les preuves et présomptions fortes, tout porte à croire que le viol est consommé, d'autant plus que la victime possédait des signes d'agressions sexuelles au vagin, et que l'auteur était très réticent à répondre à l'appel de la dame qui employait la victime, juste après les faits.

Cette infraction reste toujours difficile à prouver, à partir du moment où elle se réalise, toujours, en cachette. La police n'a généralement que la déclaration de la victime contre les dénégations du suspect.

Il est alors nécessaire de traiter ce genre d'infraction avec prudence, avant d'amorcer toute disqualification en agressions sexuelles, considérée comme une perspective favorable à l'accusé du crime de viol.

c. La nécessité d'une disqualification

La procédure de disqualification de faits constitutifs d'infraction pénale qualifiée crime, délit ou contravention est faite par le juge, dès lors que les preuves de la qualification préliminaire paraissent faibles ou non établies. Dans ces cas, c'est le juge d'instruction ou le juge du jugement qui opère la disqualification en infraction plus grave ou légère.

Elle peut être faite, aussi bien, par les juges de la première instance que ceux de la cour d'appel.

2. La teneur de l'arrêt confirmatif de la cour d'appel

L'appel, étant une voie de recours ordinaire, a un effet dévolutif et suspensif. Ces deux effets donnent à la Cour d'appel la faculté de reprendre l'instruction de l'affaire et de changer la qualification préliminaire. Elle n'est pas liée par les qualifications antérieures.

Lorsqu'elle confirme un jugement, elle fait sien le raisonnement du premier juge. En l'espèce, la cour d'appel a confirmé le jugement de la première instance, dans toutes ses dispositions.

32. Affaire Sénabou

• Juridiction

Le 6 mai 2009, la Cour criminelle de la Wilaya du Trarza (Rosso), chargée des mineurs a, par jugement n°10/09, condamné Mlle Sénabou, fille mineure, à la flagellation de 100 coups de fouets et à un emprisonnement d'un an de prison ferme, des chefs de mise en examen pour Zina.

En appel, la chambre pénale de la cour d'appel de Nouakchott a, par arrêt sans numéro, en date du 13/07/2009, infirmé le jugement de la Cour criminelle, en condamnant l'accusée, à la même peine assortie du sursis.

• Questions juridiques

Les questions juridiques traitées sont relatives à l'administration des preuves en matière du crime de Zina et sur le choix de la peine charaique.

Devant la cour d'appel, les questions juridiques traitées touchent au rejet du principe "nul n'est censé ignorer la loi" et au bénéfice des circonstances atténuantes.

• Les faits

Sur dénonciations, Mlle Sénabou allaitant son bébé a été arrêtée par la police de Rosso, pour suspicions du crime de Zina. D'emblée, elle a reconnu les faits à elle reprochés, en arguant du fait qu'elle a eu des relations amoureuses avec le suspect Moussé, qui fut arrêté dans la même affaire; et que ce dernier était le père de son enfant, né hors mariage.

Par contre, le suspect Moussé a toujours réfuté avoir commis les faits de Zina avec Mlle Sénabou.

• La procédure

Après la fin de l'enquête préliminaire, Le sieur Moussé et Mlle Sénabou, fille mineure - même si son âge n'a pas été précisé - furent déférés devant le procureur de la république, qui après les avoir entendus, demanda l'ouverture d'une information judiciaire à leur encontre pour des faits de Zina, faits prévus et punis par les dispositions de l'article 307 du code pénal.

Le juge d'instruction a, par ordonnance de renvoi, décidé de saisir la Cour criminelle de la wilaya du Trarza, chargée des mineurs pour qu'elle y soit jugée, conformément à la loi.

• **Commentaire**

La Cour criminelle de la wilaya du Trarza, chargée des mineurs a été régulièrement saisie par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction pour des faits qualifiés de crime de Zina, faits prévus et punis par les dispositions de l'article 341 du code pénal.

Au cours de l'audience de la Cour criminelle du Trarza, chargée des mineurs, l'accusée Mlle Sénabou a reconnu les faits à elle reprochés, tout en précisant qu'elle était orpheline et ne savait pas que le Zina était interdit, et ce, pendant que son acolyte Moussé était resté sur ses dénégations.

Le ministère public a, après avoir fait un exposé exhaustif des faits et des circonstances qui ont émaillé cette affaire, requis l'application de la peine du Zina. Aussi, il a précisé dans son réquisitoire que Mlle Sénabou n'était pas censée ignorer la loi et a reconnu les faits de poursuites.

L'avocat commis d'office pour la défense dans cette affaire, a souligné, qu'en l'espèce, le sieur Moussa, accusé comme coauteur dans cette affaire de Zina a appâté la fille mineure en lui promettant un mariage, puis a abusé d'elle. Il a, en outre, précisé que l'accusée Mlle Sénabou est orpheline de père et de mère, et est mineure, à première vue, bien que son âge n'ait pas pu être précisé, faute de parents et référence d'état civil.

Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, la parole fut donnée - eu égard aux principes sacrés des droits de la défense - en dernier lieu, aux accusés qui demandèrent au tribunal qu'ils soient acquittés.

1. Le contenu du jugement de la cour criminelle

La Cour criminelle a considéré, de prime abord, que l'infraction de Zina est établie, et est imputable à Mlle Sénabou. Mais, elle a acquitté le sieur Moissé de toutes poursuites. Donc, à l'issue de ce procès, seule Mlle Sénabou a été condamnée à la flagellation de 100 coups de fouets et à 1 an de prison. Cela signifie que la Cour criminelle de Rosso n'a pas pris en compte les dispositions de l'article 147 de l'OPPE dont l'application s'imposait au dossier de cette mineure. Et, une question s'impose alors, peut-on poursuivre une mineure de Zina ou la condamner à une peine afflictive et infamante (la flagellation).

a. Les moyens de preuve du Zina

Il convient, de prime abord, définir le Zina avant d'aborder ses moyens de preuve qui sont limitativement énumérés par la loi, dans les dispositions de l'article 307 du code pénal. Le Zina est la pénétration sexuelle, consentante et hors mariage, entre deux individus de sexes différents. Elle est établie par des modes de preuve spécifiques.

Hormis l'aveu, l'infraction du Zina peut aussi être prouvée par la grossesse et les quatre témoins oculaires ayant vu l'acte sexuel s'accomplir matériellement.

b. La peine du Zina

La peine prévue pour le Zina est une peine Houdoud, fixée dans le Saint Coran, à 100 coups de fouets, lorsque l'auteur est majeur, de l'un ou l'autre sexe, en sus d'une peine du Ta'azir d'un an d'emprisonnement ferme. Ces deux peines sont cumulativement prononcées, et offrent l'aspect d'une double peine.

2. La teneur de l'arrêt infirmatif de la Cour d'appel

La Cour d'appel justifie sa décision de condamnation avec sursis par le rejet du principe " nul n'est censé ignorer la loi" et le bénéfice des circonstances atténuantes à l'accusée.

a. Le rejet du principe «nul n'est censé ignorer la loi»

Il est assez courant que les juges ou les administrateurs justifient leur décision de rejet par l'adage «nul n'est censé ignorer la loi», lorsque l'individu visé par cette décision, prétend avoir agi dans l'ignorance de la disposition légale. Dès que l'accusée a prétendu, à l'audience, qu'elle ignorait que le Zina était interdit, le ministère public a rétorqué que "nul n'est censé ignorer la loi". Mais la Cour d'appel a, en rejetant ce principe, considéré que Mlle Sénabou, délinquante primaire et orpheline, souffrait de l'absence d'éducation de base et, par conséquent, elle lui accordait les circonstances atténuantes.

b. Le bénéfice des circonstances atténuantes.

Les circonstances atténuantes» sont l'ensemble des circonstances réelles et personnelles qui sont antérieures, concomitantes à la réalisation de l'infraction ou même postérieures à celle-ci, selon une jurisprudence extensive et récente. Elles sont arbitrairement appréciées et appliquées souverainement par le juge du fond, dans une affaire déterminée, en vue de faire abaisser en dessous du minimum légal, la peine jugée trop sévère prévue par le législateur. On dit souvent dans ce cas que le «juge légifère».

En l'espèce, la Cour d'appel a fait seulement application des circonstances atténuantes liées au manque d'éducation de base ou à l'ignorance de Mlle Sénabou, mineure, orpheline et non récidiviste.

C'est ce qui a permis à celle-ci de condamner l'accusée à la même peine mais assortie du sursis.

Le régime des peines pour les mineurs, est un système autonome de détermination des peines, qui sont fixées par l'OPPE à l'article 4 dans la moitié. L'article 4 prévoit: «Lorsque l'infraction, commise par un enfant âgé de plus de quinze ans, est un délit ou une contravention, la peine qui pourra être prononcée ne

pourra être supérieure à la moitié de celle à laquelle il aurait été condamné s'il avait eu dix-huit ans ». Le principe est aussi confirmé à l'article 147, qui prévoit: «La cour criminelle pour enfants ne peut prononcer à l'encontre des enfants âgés de plus de quinze ans une peine privative de liberté supérieure à la moitié de la peine encourue. Si la peine encourue est la réclusion à perpétuité, ils ne peuvent prononcer une peine supérieure à 12 ans de réclusion criminelle».

L'adoption de l'OPPE a impliqué l'abrogation implicite des articles 60-63 du CP.

La minorité n'est plus une condition d'atténuation de la peine, mais concerne l'imputabilité ou la responsabilité pénale, et, à l'atténuation de la responsabilité correspond un régime spéciale et autonome des peines.

Ca signifie entre d'autres que la discipline des peines pour les enfants n'est pas assimilable à celle des circonstances atténuantes.

33. Affaire Zoueina

- **Juridictions de jugement**

Le 10 mars 2014, la Cour criminelle de Nouakchott a condamné Mlle Zoueina, par jugement n°77/2014, à la peine de mort-Talion ou Ghissass, et aux frais et dépens au profit du trésor public.

- **Questions juridiques**

Les questions juridiques ont porté sur la notion du concours matériel d'infractions et l'application de la peine la plus forte lorsqu'il y a ce concours.

- **Les faits**

De la relation amoureuse hors mariage entre Mlle Zoueina et le sieur Brahim, majeurs et tous deux célibataires, un bébé est né puis retrouvé mort et jeté dans les poubelles environnantes. Mlle Zoueina a prétendu que son bébé a trouvé la mort au moment de sa délivrance, lorsqu'il a chuté sur le perron des toilettes, sachant qu'elle a accouché par la position debout.

Quelques heures après sa naissance, le bébé a été retrouvé mort, avec un morceau de tissu dans la bouche, puis attaché derrière sa nuque, donnant l'impression qu'il a été asphyxié.

Immédiatement après la découverte du cadavre, les soupçons ayant porté sur Mlle Zoueina, ladite fut arrêtée par la brigade des mineurs. Cependant, son acolyte, le suspect Brahim n'a pas été retrouvé, sur la base des signalements obtenus.

- **Procédures**

Dès son arrestation, elle fut mise en garde à vue dont la durée est de quarante huit heures (48 h), renouvelables pour la même durée, tout en bénéficiant de l'ensemble des garanties de la défense, à savoir le choix d'un avocat, au tout début de la prolongation de celle-ci, le cas échéant, l'information des suites de son arrestation, donnée à ses proches et le droit de communiquer avec son avocat pour une durée de 30 minutes, en présence d'un officier de police judiciaire. Sur la base de ces faits, la suspecte fut déférée devant le procureur de la République qui, d'entrée de jeu, a requis l'ouverture d'une information devant le juge d'instruction. Ce dernier a, à la fin de son instruction, saisi la cour criminelle par ordonnance de renvoi afin qu'elle puisse être jugée conformément à la loi.

• **Commentaire**

Ce commentaire a pour objet de discuter les questions juridiques contenues dans la décision n° 77/2014 en date du 03/10/2014.

a. La décision de la cour criminelle, juridiction de premier degré

La Cour a, à l'issue du procès, condamné l'accusée, à une peine de mort-Talion ou Ghissass, pour des faits de fornication(Zina) et d'infanticide, sur la base des articles 307 et 276 du code pénal, en dépit qu'elle fût revenue sur ses aveux, et que son avocat eût demandé son acquittement. Elle a porté son choix sur cette peine de mort-Talion parce qu'elle est la plus forte, entre ces deux infractions.

1. La notion du concours matériel d'infractions

Le concours d'infractions se définit comme étant la commission de plusieurs infractions pénales distinctes, commises par le même auteur, de façon successive ou simultanée, et non séparées par une condamnation pénale définitive. Il est alors différent du délit continu (ex. un élément constitutif continu, la séquestration) et d'habitude (ex. la réitération d'un comportement instantané, exercice illégal de la médecine) ou de la récidive (l'un des faits a fait l'objet d'une condamnation définitive).

Lorsque cette situation se présente, l'auteur doit légalement faire l'objet d'une poursuite unique et bénéficier du principe du non cumul des peines, c'est-à-dire, c'est la peine la plus grave qui est retenue.

Ce principe est adopté par la France et par les systèmes qui partagent la même tradition juridique, comme le système mauritanien.

Aussi dans les pays anglo-saxons, de tradition de Common Law, le juge, dans la majorité des cas, doit appliquer le principe du non cumul des peines (concurrent sentences). Seulement dans certaines situations particulières, prévus par la loi (par exemple le fait que les crimes étaient particulièrement graves, ou que l'accusé était en liberté conditionnelle), le juge peut appliquer le cumul des peines (cumulative sentences), ou le cumul partiel des peines (partial cumulation).

Le concours d'infraction, ainsi définit, peut être matériel ou idéal. Il est matériel ou réel lorsque les faits sont séparés, et idéal si les faits sont liés entre eux.

2. Définition des deux infractions, en concours

La notion de Zina est une forme particulière d'atteinte sexuelle apparue, après la révélation, dans le Saint Coran, dans la Sourate Den Nissâ ou les femmes, au verset 2, au VII^e siècle.

Elle signifie la pénétration sexuelle consentante et hors mariage entre deux in-

dividus de sexes différents. Elle s'établit par l'aveu ou quatre témoins ayant vu d'eux-mêmes, l'acte sexuel s'accomplir matériellement et la grossesse. Donc, au regard du droit français, le Zina est une fornication ou un adultère selon qu'ils sont célibataires ou mariés.

Alors que l'infanticide est le fait de donner intentionnellement la mort à son enfant, en d'autres termes, le meurtre ou l'assassinat d'un nouveau-né. Cette infraction est la même qu'en droit romano-germanique.

3. Les preuves obtenues

Pour retenir la responsabilité et l'imputabilité, le juge du fond fait recours à la recherche des preuves par le biais de l'instruction définitive à l'audience.

En cette matière, généralement, la grossesse se présente comme étant la preuve irréfutable et la plus récurrente du crime de Zina car les deux autres moyens de preuves à savoir l'aveu et les quatre témoins sont souvent difficiles à rassembler l'un, l'autre. Elle devient alors la seule preuve suffisante, en la matière, lorsqu'elle s'installe, pour permettre au juge de condamner.

En l'espèce, la preuve de l'infanticide ressort des déclarations faites devant la police, devant le procureur de la République et devant le juge d'instruction, ou l'accusée affirmait que le bébé était né vivante.

b. Les peines prévues pour ces deux infractions

Les infractions d'infanticide et de Zina sont, respectivement, punies à la peine de mort-Talion, et la flagellation de 100 coups de fouets et à 1 an de prison (article 307 du code pénal), s'ils sont célibataires ou à la lapidation jusqu'à que mort s'en suive, pour celui ou celle qui est mariée.

Cette peine de mort-Talion et la flagellation sont des peines du droit musulman dénommées Houdoud, c'est-à-dire, étymologiquement, celles, préalablement, fixées par le Coran. Elles sont réputées immuables, et le juge pénal ne peut, en principe, y déroger, lorsque les preuves sont fournies. Exceptionnellement, lorsque l'accusé revient sur ses aveux, par exemple, le juge du droit musulman peut disqualifier en délit, juger et condamner, le cas échéant.

Tandis que celle d'un an d'emprisonnement est du Ta'azir, c'est-à-dire celle prévue par les lois et règlements.

34. Affaire Memet

- **Juridiction**

Le tribunal des mineurs de la Wilaya de Nouakchott a jugé et condamné le mineur Memet, âgé de 8ans, poursuivi pour des faits d’homicide involontaire.

- **Question juridique**

La question juridique porte sur la responsabilité du fait d’autrui ou des pères et mères et l’attribution de la Diya à la partie civile.

- **Les faits**

Il ressort des investigations préliminaires plusieurs déclarations contradictoires:

- Selon la première, le mineur accusé a déclaré qu’il était parti avec la victime, ce jour-là, jeter les ordures, en dehors des habitations. Sur ces lieux, ils étaient dans un trou pour enlever du sable servant pour construction, puis les bordures du fossé se sont effondrées sur eux. Il est réussi à en sortir pendant que son ami y est resté asphyxié sous les amas de sable. Dès son retour, il a informé sa mère de ce qui s’était réellement passé. Mais celle-ci lui ordonna de déclarer qu’il aurait laissé la victime à la boutique voisine.

- Selon la seconde déclaration, il était entrain de lutter avec la victime quand celle-ci, en voulant lui redonner un coup, a chuté dans le fossé et trouvé la mort par asphyxie.

Il fut alors arrêté, pour suspicion d’homicide involontaire.

- **Procédure**

Après avoir été arrêté pour suspicions d’homicide involontaire, il fut mis en garde à vue non prolongée (art.101), interrogé en présence d’une assistante sociale et d’un avocat. Pendant ce temps, le médecin et ses parents furent informés de son arrestation, conformément aux dispositions des les articles 101, 102 et 103 de l’OPPE.

A la fin de l’enquête préliminaire, le ministère public a, suite au déferrement, mis l’action publique en mouvement et requis l’ouverture d’une information devant le juge d’instruction, contre le mineur Memet, pour des faits d’homicide volontaire. Ce juge d’instruction a, à l’issue de l’information, renvoyé l’affaire devant le Tribunal des mineurs de Nouakchott, afin qu’il y soit jugé, conformément à la loi.

• **Commentaire**

Ce commentaire va, essentiellement, porter sur les questions relatives à la responsabilité des père et mère et l'attribution de la Diya, objet du jugement n°44/07, en date du 08/11/2007, rendu par le tribunal des mineurs de Nouakchott, à l'issue duquel la mesure de protection de la remise à ses parents a été prononcée à l'encontre du mineur Memet, en sus, à la Diya d'un montant de 1.200.000 um, au profit des ayants droit, et ce après avoir déclaré que la preuve de l'infraction d'homicide involontaire est établie contre lui. Cette condamnation à la Diya sera, légalement, garantie par les père et mère de l'auteur.

1. La responsabilité des père et mère

La responsabilité des parents est l'une des formes de responsabilité du fait d'autrui. Cette responsabilité est mise en œuvre lorsque leur enfant mineur cause un dommage à un tiers. Donc du fait du lien de parenté et de la cohabitation avec ce mineur fautif, la responsabilité délictuelle et présumée des père et mère se trouve engagée.

Ce type de responsabilité est régie par les dispositions de l'article 105 du code mauritanien des obligations et contrats, qui dispose que «on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre.

Le père, le curateur ou le tuteur sont responsables des dommages causés par le mineur insolvable dont ils répondent...la responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père, curateurs...ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ».

L'on comprend aisément que la responsabilité des parents n'est engagée que lorsqu'il s'agit:

- d'un enfant mineur et insolvable (en droit musulman seulement) car si le mineur est solvable, il doit supporter lui-même le fardeau de la réparation, et l'article 1384 al. 4 du code civil français n'évoque pas cette condition liée à la solvabilité du mineur ou non.
- du lien de filiation (père et mère); en principe c'est la filiation qui crée l'autorité parentale, lorsque cette dernière est perdue, il ne peut plus y avoir de responsabilité parentale.
- de la cohabitation effective, soit avec le père ou la mère ou les deux à la fois auquel cas c'est le père seul qui supporte parfois virtuellement la charge de la réparation ou Diya (en droit musulman et traditionnel africain).
- de la garde effective du mineur, corollaire de la cohabitation; et tout dépend de celui qui a la garde, en cas de divorce, le père ou la mère.
- d'une faute, mais la jurisprudence récente tend vers la responsabilité même

sans faute du mineur.

2. La notion de Diya

La Diya est le prix du sang dont le meurtrier doit s'acquitter dans certains cas, lorsque la loi du Talion n'est pas appliquée, du fait du pardon accordé par la victime ou ses ayants droit, et parfois du fait de l'impossibilité d'appliquer le Talion dont l'exécution pourrait mettre l'auteur en danger de mort.

Aussi, certains jurisconsultes du droit musulman considèrent la Diya comme une sanction pénale ou peine du fait non seulement de son caractère personnel ou individuel, mais aussi du fait qu'elle soit préalablement fixée par la loi charaïque, de façon différente selon qu'il s'agisse de crime de sang volontaire ou involontaire (voire la jurisprudence Mbaré).

Certes, les parties peuvent, aussi d'un commun accord, fixer la Diya à un montant qui est inférieur à celui légalement fixé.

Ainsi, en l'espèce, le Tribunal des mineurs a condamné le mineur Memet à la Diya d'un montant de 1.200.000 UM.

35. Affaire Cheikh et consorts

Arrêt n° 65/2010 en date du 10/05/2010

• Juridiction

Le 07 mars 2010, la Cour criminelle de la Wilaya de Nouakchott, chargée des mineurs, après avoir disqualifié les faits qualifiés de crime viol, en délit d'atteinte aux mœurs de l'islam, a condamné respectivement le sieur Cheikh à 2 ans d'emprisonnement ferme, une amende de 60.000 UM et les sieurs Jaafar, Chamokh, Soueidi à une année d'emprisonnement avec sursis et une amende de 30.000 UM.

Le 10 mai 2010, la chambre pénale de la Cour d'appel de Nouakchott a confirmé le jugement de la cour criminelle dans toutes ses dispositions.

• Questions juridiques

Les questions juridiques portent, en l'espèce, sur les effets juridiques de la rétractation des aveux par l'accusé en charia islamique, la disqualification et le sursis.

• Les faits

La victime Bint Abiyay et sa tante maternelle, se sont présentées à la Brigade des mineurs de Nouakchott, afin de porter plainte contre les sieurs Cheikh, Jaafar, Chamokh et soueidi, pour viol collectif.

Bint Abiyay a déclaré avoir fait l'objet d'agressions sexuelles de la part d'un groupe de jeunes de son quartier quand elle les a rejoints dans leur chambre, suite à une invitation de l'un d'eux. Après son refus de consentir à des rapports sexuels, ils la violèrent collectivement. C'était en ce moment que le nommé Brahim (Brahim n'a pas été nommé) arrivât pour la délivrer des mains de ce groupe, sur sa demande. Ce dernier la viola aussi, à son domicile, avant qu'un de ses amis ne fût venu la délivrer de nouveau et l'eût ramenée chez elle.

• La procédure

Après la fin de l'enquête préliminaire, les accusés se sont présentés devant le procureur de la république, qui, après les avoir entendus, demanda l'ouverture d'une information judiciaire à leur encontre pour des faits de viol sur mineure, des faits prévus et punis par les dispositions de l'article 309 du CP.

Le juge d'instruction a, par ordonnance de renvoi en date du 14/06/2009, décidé de saisir la Cour criminelle de la wilaya de Nouakchott chargée des mineurs

pour qu'ils y soient jugés.

• **Commentaire**

La Cour criminelle de la wilaya de Nouakchott chargée des mineurs a été régulièrement saisie par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction chargé des mineurs, pour des faits qualifiés de crime de viol, des faits prévus et punis par les dispositions de l'article 309 du CP.

Au cours de l'audience devant la Cour criminelle, l'accusé Cheikh, seul comparant, a nié les faits à lui reprochés.

La partie civile étant absente et n'ayant présenté aucun mémoire, la parole fut donnée directement au Ministère public, qui, dans son réquisitoire, a fait une présentation de la situation en démêlant les tenants et les aboutissants de cette affaire. L'accusé, selon le ministère public, a reconnu les faits à lui reprochés devant la police judiciaire, aux termes du procès-verbal de police, et en conformité avec les déclarations de la victime, selon lesquelles, elle a été violée par celui-ci et les autres membres du group. Le crime de viol étant alors établi, il requit leur condamnation sur la base de l'article 309.

L'avocat commis d'office pour la défense dans cette affaire, a souligné, qu'en l'espèce, les preuves présentées ne sont pas suffisantes pour qualifier ces faits de viol ou de zina et par conséquent, il demanda l'application des dispositions de l'article 306 du CP, si la cour devrait condamner son client.

Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, la parole fut donnée en dernier à l'accusé – conformément aux droits de la défense – qui demanda au tribunal de l'innocenter.

1. La décision de la cour criminelle de la Wilaya

La Cour criminelle, après avoir apprécié la teneur juridique de la rétraction des aveux par l'accusé, et après avoir disqualifié les faits de crime de viol en délit d'atteintes aux mœurs de l'Islam, a condamné le sieur Cheikh à une peine de 2 ans de prison ferme et accordé le sursis de la peine d'emprisonnement d'un (1) an, prononcée à l'encontre des autres accusés.

a. Les effets juridiques des aveux rétractés par l'accusé en charia islamique
Le prophète Mohamed, Paix et Salut sur Lui a dit dans un Hadith célèbre que les peines Houdoud et Ghissass doivent être abandonnées lorsque l'accusé revient sur ses aveux. Dans ce contexte, le juge du fond doit obligatoirement disqualifier les faits de l'infraction punie de peines houdoud ou ghissass, en infraction punie de Ta'azir ou peines correctionnelles.

A partir du moment où, en l'espèce, l'accusé est revenu sur ses aveux et les preuves ne sont pas suffisantes, les premiers juges ont disqualifié le crime de viol, puni des travaux forcés à temps, sans préjudice des peines de la flagel-

lation et de la lapidation, en délit d'atteintes aux mœurs de l'Islam, puni de la peine délictuelle de 3 mois à 2 ans de prison.

b. La disqualification

La disqualification des faits de poursuites est une procédure légale par laquelle le juge peut légalement modifier les poursuites initiales, en d'autres plus graves ou moins sévères ; c'est-à-dire avec la disqualification le juge modifie la qualification initiale des faits objet de poursuites.

Après avoir opéré la disqualification, la cour ou le tribunal et le juge d'instruction peuvent aussi faire application du sursis à la peine prononcée, suite à l'appréciation arbitraire des circonstances jugées atténuantes, liées aux faits ou à la personne de l'auteur.

c. Le sursis

En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si aucune peine n'a antérieurement été prononcée, pour crime ou délit de droit commun, à l'encontre de ce condamné, le tribunal ou la cour peut prononcer une peine assortie du sursis à exécution. Ce sursis peut être assorti de conditions particulières de nature à faciliter le reclassement du condamné, à savoir des mesures d'assistance et de contrôle (658 du CPP). Si, pendant le délai de 5 ans, à compter de la date de la décision, le condamné n'a encouru aucune peine criminelle ou correctionnelle et si, le sursis n'a pas été révoqué par le tribunal ou le juge d'application des peines, la condamnation sera réputée non avenue (659 CPP).

2. La décision de la chambre criminelle de la cour d'appel

Dans cette affaire, la chambre criminelle de la cour d'appel a, par appel interjeté par le condamné Cheikh, confirmé le jugement des premiers juges dans toutes ses dispositions.

Enfin, elle a, par cette décision confirmative, tenu compte des aveux libres, volontaires et conscients, proférés par le sieur Cheikh, seul comparant, et des dénégations des autres accusés, jugés par défaut.

36. Affaire N'diaye et consorts

Arrêt n° 23/2010 en date du 25/01/2010

• Juridiction

Le 9 novembre 2009, la Cour criminelle de la Wilaya de Nouakchott, après disqualification, a condamné les sieurs Ndiaye et Hassan, à 3 ans d'emprisonnement ferme, aux frais et dépens au profit du trésor public, lancé des mandats d'arrêt contre les sieurs Delko et Inalla, non comparants, pour crime d'association de malfaiteurs dans le but de commettre des vols par effraction, et en sus acquitté l'ensemble des accusés des autres fins de poursuites.

Le 25 janvier 2010, la chambre pénale de la Cour d'appel de Nouakchott a reformé la décision des premiers juges, en condamnant les sieurs Ndiaye et Hassan, nés respectivement en 1993 et 1992, à une peine d'emprisonnement d'une année ferme, assortie de mesures appropriées pour leur réinsertion dans la société.

• Questions juridiques

Devant la Cour criminelle, les questions juridiques ont porté sur la disqualification des faits incriminés par les articles 246 et 247 du CP, aux faits réprimés par les articles 356 et 372 du CP, sur l'atténuation de la responsabilité consacrée par l'article 147 de l'OPPE et l'atténuation de la peine en dessous du minimum consacré par l'article 437 du CP.

Devant la Cour d'appel, les questions juridiques traitées ont porté, tour à tour, sur la particularité de la décision de condamnation du mineur, à une peine de prison assortie de mesures de protection et sur les mesures de protection judiciaire.

• Les faits

Il ressort du procès-verbal du 25 mai 2009, établi au commissariat d'Arafat 1, que le nommé Hassan a été appréhendé tard dans la nuit en possession d'une barre de fer dont il se servait pour voler. Après son interrogatoire, il a reconnu avoir commis plusieurs vols avec ses amis. Ces derniers ont aussi reconnu les faits de vol devant la police après leur arrestation, en indiquant les lieux où les forfaits ont été commis. Suite aux reconstitutions faites par la police sur les lieux des crimes de vol, les victimes, propriétaires des boutiques, en l'occurrence les sieurs Moulaye, Mahfoudh, Sennad et Leyla ont porté plainte.

• La procédure

Après la fin de l'enquête préliminaire, les sieurs Hassan et consorts se sont présentés devant le procureur de la république, qui après les avoir entendus, demanda l'ouverture d'une information judiciaire à leur encontre pour des faits d'association de malfaiteurs ayant pour but de commettre des vols par effraction, prévus et punis par les dispositions des articles 246 et 247 du CP.

Le 13 août 2009, le juge d'instruction a décidé de saisir la Cour criminelle de la wilaya de Nouakchott pour qu'ils y soient jugés, conformément.

La Cour criminelle de la wilaya de Nouakchott chargée des mineurs a été régulièrement saisie par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction pour des faits qualifiés de crime d'association de malfaiteurs ayant pour but de commettre des vols par effraction, prévus et punis par les dispositions des articles 246 et 247 du CP.

Au cours de l'audience, les accusés ont tous plaidé non coupables, en niant les faits à eux reprochés.

Les parties civiles n'ont ni comparu à l'audience ni présenté de mémoires de défense.

Le ministère public dans son réquisitoire a fait une présentation de la situation, de bout en bout, de cette affaire. Les accusés, selon le ministère public, ont indiqués à la police les lieux où les vols ont été commis. En conséquence, il requit leur condamnation sur la base des dispositions des articles 246 et 147 du CP.

L'avocat commis d'office pour la défense des accusés dans cette affaire, a souligné l'âge mineur des accusés, et qu'ils ont un avenir devant eux. Donc, les juges doivent, par conséquent, statuer en tenant compte de cet état de fait, d'autant plus qu'il n'y a pas de partie civile dans le dossier, et que les aveux en question sont obtenus sous la torture. Il demanda, en conclusion, que ses clients soient innocentés.

Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, la parole fut donnée en dernier lieu aux accusés qui ont demandé au tribunal de les acquitter purement et simplement.

La Cour criminelle, dans son arrêt N°245/09, a condamné les accusés à 3 ans d'emprisonnement ferme, en disqualifiant les faits objet de poursuite, à savoir le crime d'association de malfaiteurs dans le but de porter atteinte aux biens d'autrui, en vol qualifié, et en faisant application des articles 147 de l'OPPE et 437 du code du CP, relatifs respectivement, à l'atténuation de la responsabilité et l'abaissement de la peine en dessous du minimum.

La Cour d'appel, en reformant l'arrêt de la Cour criminelle, a condamné les accusés à une peine d'emprisonnement d'une année ferme, assortie de mesures appropriées pour leur réinsertion dans la société.

• **Commentaire**

1. L'arrêt de la Cour criminelle

a. La disqualification des faits incriminés en vol qualifié ou simple

De prime abord, le vol se définit comme étant une soustraction frauduleuse de la chose d'autrui. Il peut être simple ou aggravé dès lors qu'il s'accomplit dans des circonstances particulières liées au temps ou au nombre d'individus ayant pris part au forfait et à la préméditation de l'acte. Ces circonstances sont de nature à aggraver la peine et à donner un cachet spécial à la qualification des faits émaillés de ces circonstances.

Le vol simple peut être qualifié de larcin ou Néchle; il devient qualifié lorsqu'il s'accomplit avec la présence de deux ou plusieurs personnes, ayant ou pas une entente préalable, avec ou sans l'affectation de rôle à chacun du groupe. Le code pénal mauritanien, à l'instar des codes pénaux de tradition romano-germanique, réprime toutes les différentes facettes d'atteinte aux biens. Il peut s'agir d'un vol commis par plusieurs personnes, pendant la nuit, avec effraction, escalade ou usage de fausses clés dans des édifices servant ou non d'habitation ou par association ou entente établie ou en bande organisée.

Les dispositions des articles 246 et 247 du CP définissent l'association de malfaiteurs comme étant toute entente formée - quel que soit le nombre de ses membres - dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les biens. Elles la définissent comme un crime contre la paix publique, puni de la peine de la relégation.

Alors qu'une bande organisée est une notion qui a pour but d'aggraver les sanctions lorsque cette organisation sert à commettre un crime ou un délit. La bande organisée s'accomplit par la concertation de deux personnes au moins, se répartissant des rôles pour tirer, chacune, un profit du crime ou par la préméditation matérialisée par l'organisation et la préparation de l'acte.

Cette qualification jugée trop sévère a été atténuée par les articles 356 (vol aggravé) et 372 (larcin) du code pénal qui répriment, respectivement, les vols de 5 à 10 ans et de 1 à 5 ans.

Il y a lieu de préciser que cette qualification criminelle est très souvent empruntée par les magistrats du ministère public, même quand il s'agit de mineurs. C'est pour cela que les magistrats du fond s'attèlent toujours à modifier la qualification en une autre plus douce, ou à faire application de l'atténuation de la responsabilité, voire de la peine, contenue dans les dispositions de l'article 147 et suivants de l'OPPE.

b. L'atténuation de la responsabilité

Depuis l'avènement du code des mineurs en 2005, les juges des cours criminelles et tribunaux correctionnels font très souvent référence aux dispositions de l'article 147 de l'OPPE qui dispose que « La cour criminelle pour enfants ne peut prononcer à l'encontre des enfants âgés de plus de quinze ans une peine privative de liberté supérieure à la moitié de la peine encourue. Si la peine encourue est la réclusion à perpétuité, ils ne peuvent prononcer une peine supérieure à 12 ans de réclusion criminelle », afin de procéder à l'atténuation de la peine de prison.

De même, la peine de l'amende se trouve atténuée, pour la cause de minorité, aux termes de l'article 148 de l'OPPE qui dispose que « la Cour criminelle et le Tribunal pour enfants ne peut prononcer à l'encontre d'un enfant âgé de plus de 15 ans, une peine d'amende d'un montant supérieur à la moitié de l'amende encourue ou excédent 120.000 UM ». Le juge ne peut alors, sous peine de nullité de sa décision, condamner au-delà de ce minimum fixé par la loi. Cependant, il peut tout de même, condamner en dessous de ce minimum, en se référant aux dispositions de l'article 437 du CP.

c. L'atténuation de la peine en dessous du minimum

Le législateur mauritanien a donné au juge la faculté d'abaisser la peine prévue jusqu'au dessus du minimum, en faisant jouer les circonstances atténuantes choisies arbitrairement par celui-ci dans le secret de son délibéré.

Ainsi, l'article 437 du CP dispose que « si la peine est celle de la réclusion ou de la dégradation, la cour appliquera les dispositions de l'article 372 du CP, sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au dessous d'un 1 an » ; puis cet article poursuit « dans le cas où le code prononce le maximum d'une peine afflictive, s'il existe des circonstances atténuantes, la cour appliquera le maximum de la peine ou même la peine inférieure ».

Cette disposition légale a aussi été appliquée par la Cour d'appel, à l'issue de l'appel interjeté par les avocats de la défense des condamnés.

2. La portée de l'arrêt infirmatif de la cour d'appel

L'arrêt rendu par la Cour d'appel dans cette affaire est un arrêt de principe dans la mesure où il condamne, pour la première fois, les deux mineurs à une année d'emprisonnement ferme, et fait combiner celle-ci avec des mesures de protection tendant à aider ces mineurs à se réinsérer.

a. Particularité de la décision de condamnation du mineur, à une peine de prison assortie de mesures de protection.

Le législateur mauritanien impose au juge pour enfants de recourir au sursis avec mise à l'épreuve, afin d'éviter au mineur en conflit avec la loi, de subir

une peine. Mais exceptionnellement, ce juge a la faculté d'imposer au mineur condamné, l'une des obligations ou mesures, à savoir s'abstenir de paraître dans tel lieu, se soumettre à un examen médical, ne pas fréquenter certains auteurs ou complices, exercer une activité ou formation professionnelle, s'abstenir d'entrer en contact avec la victime ou établir sa résidence en un lieu (arts 171 et 172 de l'OPPE).

C'est en s'inspirant de ces dispositions que la Cour d'appel a condamné les appelants, les sieurs Hassan et N'diaye, à une peine d'une année d'emprisonnement ferme, assortie d'une injonction d'exécuter des mesures de protection judiciaire appropriées de nature à faciliter la réinsertion de ces deux mineurs. Certaines mesures de protection telle que l'exercice d'une activité ou formation professionnelle peuvent être conjuguées avec un placement dans un centre semi-ouvert ou en milieu complètement ouvert avec un suivi exercé par des personnes habilitées à cet effet, en l'occurrence les assistants sociaux. Aussi, les dispositions de l'article 167 de l'OPPE donnent compétence au juge des enfants de suivre l'exécution des sentences judiciaires contre les mineurs. Celui-ci est aussi membre de droit de la commission de surveillance des prisons des mineurs. A l'occasion de ce suivi de l'exécution des jugements rendus contre les mineurs, le juge des mineurs fait office de juge d'application des peines ou JAP (art 167 de l'OPPE). Ce rôle lui confère la faculté de suivre l'exécution des mesures tendant à la protection judiciaire, voire de procéder d'office ou à la demande de l'intéressé, à la suppression des condamnations du casier judiciaire, dès l'âge de 18 ans, si les garanties de resocialisation sont offertes (arts.183 de l'OPPE), et ce après l'expiration d'un délai de trois ans à partir de la sanction.

b. Les mesures de protection judiciaire

La mise du mineur sous la protection judiciaire est la procédure par laquelle le mineur qui a commis un délit devient l'objet d'une préoccupation par une décision judiciaire. Le fait que le mineur soit en conflit avec la loi donne l'occasion au juge d'intervenir afin de remodeler le cadre éducatif de vie du mineur.

Ce cadre juridique de protection fait naître la nécessité de prendre des mesures éducatives en matière pénale, à savoir le placement dans un centre fermé ou semi fermé ou un suivi socio-éducatif, en milieu ouvert.

Pour ce qui est du suivi socio-éducatif, il peut se prolonger en droit mauritanien, jusqu'à la majorité seulement. Par contre en droit français, le suivi peut se poursuivre jusqu'après la majorité, depuis les réformes de 1976.

Rappelons simplement aussi que ces mesures sont de plusieurs sortes: les alternatives aux poursuites décidées par le procureur, les mesures éducatives, les sanctions éducatives et les peines.

o Les alternatives aux poursuites sont: le rappel à la loi, l'orientation vers une structure sanitaire, sociale ou professionnelle, la réparation, la régularisation de la situation au regard de la loi ou du règlement, la médiation et la composition pénale.

o Les mesures éducatives qui ont pour but de protéger, d'assister, de surveiller et d'éduquer le mineur sont: l'admonestation, c'est à dire un avertissement fait au mineur par le juge des enfants, la remise à parents, à son tuteur, à la personne qui en avait la garde ou à une personne digne de confiance et l'avertissement solennel.

o Les sanctions éducatives sont: la confiscation, l'interdiction de paraître, l'interdiction de rencontrer la victime, l'interdiction de rencontrer les co-auteurs ou complices, la liberté surveillée, le placement, la mise sous protection judiciaire, la mesure d'aide ou de réparation, la dispense de mesure et l'ajournement de la mesure éducative.

o Les peines sont: la mesure d'aide ou de réparation, le stage de formation civique, le placement, l'exécution de travaux scolaires, l'avertissement solennel, la dispense de peine, l'ajournement de la peine, simple ou avec mise à l'épreuve, la réparation-sanction et l'amende dans la limite de la moitié du montant maximum encouru par les majeurs ou n'excédant pas 120.000 UM.

En l'espèce, la Cour d'appel n'a pas spécifié laquelle de ces mesures nécessaires pour la rééducation du mineur était visée.

37. Affaire H. et consorts

• Juridiction

H., M., T., N., C., Bint., et A. ont été poursuivis pour les crimes suivantes: esclavagisme et refus de scolariser des mineurs; et le sieur Médou pour coups et blessures volontaires, mise en péril de la sécurité et la santé d'un individu en le considérant comme esclave, incitation des individus à aliéner leur liberté et non dénonciation de ce crime, faits prévus et punis par les articles 4, 5 et 7 de la loi n° 48/2007, sur l'esclavage et les articles 56 et 287 du CP.

Le 20 novembre 2011, la Cour criminelle de la Wilaya de Nouakchott, a, par jugement n°330/2011, condamné:

- le Sieur H. à une peine de 2 ans de prison ferme, pour crime d'esclavage et d'avoir empêché des mineurs de fréquenter l'école;
- Madame Bint à une peine de 2 ans avec sursis, pour avoir incité des individus à aliéner leur liberté;
- les sieurs M., T., N., C à la peine de 2 ans avec sursis, au dédommagement solidaire du mineur Sad du montant de 840.000 UM et du mineur Y. du montant de 240.000 UM pour crime de non dénonciation du crime d'esclavagisme, La Cour a acquitté la sieure A., et enfin a opposé une fin de non recevoir à la poursuite exercée à l'encontre du sieur Médou.

• Questions juridiques

Les questions juridiques ont porté sur la notion juridique du crime d'esclavage et preuves obtenues, l'élément matériel du crime de refus de scolariser des mineurs, aux termes de la loi contre l'esclavage et le jeu des circonstances atténuantes.

• Les faits

Une servante, nommé madame S., déclara devant l'officier de police judiciaire auprès d'une localité située dans le centre du pays, avoir déjà vécu et travaillé pour le compte de la famille de Monsieur H. pendant plusieurs années et que ce dernier lui avait rendu sa liberté sur sa demande sans contrepartie. Madame S. lui signifia, un matin, son souhait de vouloir partir avec son mari.

Après sa libération, elle était partie avec son mari en compagnie de son fils Y. en laissant derrière elle son fils Sad qui était déjà devenu un berger de mouton dès son jeune âge.

A l'âge de 5 ans, elle ramena son fils Y. chez son ancien patron afin de pouvoir commencer l'apprentissage de la récitation du coran auprès d'une femme

nommée Mariam appartenant au clan familial de monsieur H. Mais le petit Y. ne s'adonnera qu'aux travaux domestiques au bénéfice de la famille de Mr H., avant de devenir, à son tour, berger de moutons.

Puis, elle ajoutait, sans détour, que son fils Sad était aussi devenu berger de chameaux, qu'elle rendait visite, de temps à autre, à la famille de son ancien patron monsieur H. et recevait des aides matérielles et financières pour des besoins ponctuels ou pour des soins de santé.

Elle attira aussi l'attention de l'officier de police judiciaire sur le fait que son fils Sad ne percevait pas de salaire de monsieur H. en contrepartie des services rendus, en sa qualité de berger de chèvres et puis de chameaux.

Monsieur H. a toujours rétorqué avoir redonné à madame S. sa liberté depuis 15 ans, par contre, ses deux enfants Sad et Y. n'ont pas bénéficié des mêmes faveurs que leur mère.

L'enquête a aussi mis en évidence que les sieurs M., T., N., C. ., Bint. A. et Médou sont les frères ou membres de la famille de monsieur H. et habitent dans la même enceinte que lui.

• Procédure

Après la fin de l'enquête préliminaire, les sieurs H., M., T., N., C., Bint. A. et Médou se sont présentés devant le procureur de la république de la Wilaya de Nouakchott, qui après les avoir entendus, demanda l'ouverture d'une information judiciaire à leur encontre pour des faits de crime d'esclavagisme, refus de scolariser des mineurs, de coups et blessures volontaires, mise en péril de la sécurité et la santé d'un individu en le considérant comme esclave, incitation des individus à aliéner leur liberté et non dénonciation de ce crime, faits prévus et punis par les articles 4, 5 et 7 de la loi n° 48/2007 sur l'esclavage et les articles 56 et 287 du CP.

Le 28 juin 2011, le juge d'instruction a, par ordonnance de renvoi, décidé de saisir la Cour criminelle de la wilaya de Nouakchott, pour qu'ils y soient jugés, conformément à la loi.

• Commentaire

La Cour criminelle de la wilaya de Nouakchott chargée de la répression du crime de l'esclavage a été régulièrement saisie par arrêt de renvoi infirmatif n° 306/011, en date du 24/07/011, rendu par la chambre d'accusation de la cour d'appel, suite à l'appel interjeté par la défense des accusés contre l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction pour des chefs d'inculpation, prévus et punis par les articles 4, 5 et 7 de la loi n° n° 48/2007 sur l'esclavage et les articles 56 et 287 du CP.

Au cours de l'audience de la Cour criminelle de Nouakchott, compétente pour des affaires d'esclavage, les accusés ayant nié les faits à eux reprochés, les parties civiles, en l'occurrence les deux mineurs, ont demandé les dommages et intérêts, tout en précisant qu'ils n'étaient destinés qu'à faire les travaux domestiques et les bergers de moutons et de chameaux, puis quotidiennement persécutés par le sieur Médou.

Le ministère public a, dans son réquisitoire, fait une présentation des faits de poursuites dans cette affaire et précisé que les accusés, selon lui, étaient entrain de nier l'évidence, dès que l'auteur principal, le sieur H., a reconnu pendant les étapes de la procédure qu'il avait redonné à Madame S. sa liberté, depuis belle lurette, cela signifie que les deux enfants âgés de 13 et de 8 ans, recevaient le même traitement que leur mère remise en liberté, et qu'ils étaient esclaves de la famille du sieur H., martela encore le Procureur de la République.

Il requit, en conséquence, la condamnation de l'auteur principal à la peine de 5 ans de prison ferme et à une amende de 500.000 UM, à la peine de 2 ans de prison ferme à l'encontre des autres accusés, exception faite de Madame Mint, en faveur de laquelle, l'exemption de peine a été requise, et ce en application des dispositions des articles 4, 5 et 7 de la loi n° 48/2007 sur l'esclavage et les articles 56 et 287 du CP.

Les avocats choisis pour la défense dans cette affaire ont souligné que la procédure est nulle parce que les faits se sont produits dans la wilaya du Brakna, dès lors c'est la Cour criminelle de ce ressort qui est compétente et, que les preuves présentées ne sont pas suffisantes pour qualifier ces faits comme crime d'esclavage. Par conséquent, ils demandèrent l'acquittement des accusés des fins de poursuites.

Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, la parole fut donnée, aux accusés qui demandèrent au tribunal de les acquitter.

1. Le contenu du jugement de la cour criminelle

La Cour a traité ces questions relatives à la notion juridique du crime d'esclavage et preuves obtenues, l'élément matériel du crime de refus de scolariser des mineurs, aux termes de la loi contre l'esclavage et le jeu des circonstances atténuantes.

a. La notion juridique du crime d'esclavage et preuves obtenues

L'article 4 de la loi 48/2007 définit l'esclavage comme étant «Quiconque réduit autrui en esclavage ou incite à aliéner sa liberté ou sa dignité ou celle d'une personne à sa charge ou sous sa tutelle, pour être réduite en esclave, est puni d'une peine d'emprisonnement de cinq ans à dix ans et d'une amende de cinq cent mille ouguiyas (500.000 UM) à un million d'ouguiyas (1.000.000 UM)». Depuis la promulgation de la nouvelle loi 31/2015 sur les pratiques esclav-

vagistes, l'esclavage constitue un crime contre l'humanité, imprescriptible.

Il se définit comme étant toute discrimination, sous quelque forme que ce soit, à l'encontre d'une personne considérée comme esclave.

Est aussi considéré comme esclavage l'état ou condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux.

Ainsi, l'esclavage comprend, sous l'empire de la nouvelle loi 31/2015:

- tout acte de capture, d'acquisition ou de cession d'un individu en vue de le réduire en esclavage, de le vendre ou de l'échanger;

- toute forme de servage ou de servitude pour des dettes;

- toute forme de travail forcé;

- tout acte de commerce ou de transport d'esclaves;

- la privation du droit de propriété ou d'héritage en considérant que l'individu est esclave;

- la privation du droit d'ester en justice ou de témoigner

- placement d'une femme, c'est-à-dire que celle-ci est, sans qu'elle ait le droit de refuser, promise ou donnée en mariage moyennant une contrepartie en espèces ou en nature versée à ses parents, tuteur, famille ou à toute autre personne ou groupe de personnes ou lorsque le mari d'une femme ou la famille de celui-ci la cède ou tente, à titre onéreux ou autrement, de la céder à un tiers ou celle-ci est transmise à la mort de son mari, à une autre personne;

- placement d'un enfant lorsque la remise d'un enfant s'effectue, soit par ses parents ou par l'un d'eux, soit par son tuteur, à un tiers, contre paiement ou non, en vue de l'exploiter ou de le soumettre au travail.

- Servage: c'est la condition de quiconque qui est tenu par la loi, la coutume ou un accord, de vivre et de travailler sur une terre appartenant à une autre personne et de fournir à cette dernière, contre rémunération ou gratuitement, certains services déterminés, sans pouvoir changer sa condition.

- Servitude pour dettes: c'est l'état ou condition résultant du fait qu'un débiteur s'est engagé à fournir, en garantie d'une dette, ses services personnels ou ceux de quelqu'un sur lequel il a autorité, si la valeur équitable de ces services n'est pas affectée à la liquidation de la dette ou si la durée de ces services n'est pas limitée ni leur caractère défini.

- Quiconque réduit autrui en esclavage ou incite à aliéner sa liberté ou sa dignité ou celle d'une personne à sa charge ou sous sa tutelle, pour être réduite en esclave, est puni d'une peine de réclusion de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de deux cent cinquante mille (250.000) ouguiyas à cinq millions (5.000.000) d'ouguiyas.

- Toute personne qui prive un enfant, en considérant qu'il est esclave, de l'accès à l'éducation, est punie d'une réclusion de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de cinq cent milles (500.000) à sept millions (7.000.000) d'ouguiyas.

Tout individu sur lequel s'exerce les actes d'esclavage ci-dessus mentionnés, est réputé esclave (2, 3, 4, 7 et 13 de la loi n° 031/015 du 10/10/015 contre l'esclavage).

b. L'élément matériel du crime de refus de scolariser des mineurs, aux termes de la loi contre l'esclavage

L'article 7 de la loi 48/2007 dispose que: «Toute personne qui prive un enfant prétendu esclave de l'accès à l'éducation est punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cinquante mille (50.000 UM) à deux cent mille ouguiyas (200.000 UM)».

Il résulte des pièces de la procédure qu'il est désormais constant que la dame S. était esclave du sieur H. Elle n'a été remise en liberté que 8 ans avant que l'affaire n'éclate, selon ses déclarations. Par contre, le sieur H. a soutenu à toutes les étapes de la procédure qu'il y a une quinzaine d'années qu'il a remis la dame S. en liberté. Cela veut dire qu'elle fut son esclave. Par voie de conséquence lorsque les enfants mineurs de cette dame se retrouvent avec celui-ci, il va s'en dire que c'est pour les mêmes raisons d'autant plus qu'ils n'ont jamais fréquenté l'école. Et, il est clairement établi que les deux mineurs étaient bergers de chameaux, tantôt de moutons ou domestiques. Aussi, il est établi qu'aucun membre de la famille du sieur H., n'a pris l'initiative de dénoncer cette monstrueuse situation dans laquelle vivait la dame avec ses deux enfants.

c. Les preuves du non dénonciation d'un crime ou délit imputable aux accusés

Toute personne ayant eu connaissance d'une infraction ou tentative d'infraction, plus exactement d'un crime ou délit, doit informer sans tarder les autorités compétentes, sinon elle commet l'infraction ou délit de non dénonciation susvisée, punie de peines délictuelles.

L'Art. 56 du Code Penal dispose que: «Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 5.000 à 200.000 ouguiya, ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui, ayant connaissance d'un crime déjà tenté ou consommé, n'aura pas, alors qu'il était encore possible d'en prévenir ou limiter les effets ou qu'on pouvait penser que les coupables ou l'un d'eux commettraient de nouveaux crimes qu'une dénonciation pourrait prévenir, averti aussitôt les autorités administratives ou judiciaires».

En l'espèce, les membres de la famille du sieur H. ont vécu pendant plusieurs années avec la dame S., servante ayant travaillé pendant toute cette période, sans contrepartie. Ses petits enfants Sad et Y., en âge scolaire, ont de même étaient trouvés dans le même asservissement, c'est à dire chargés comme bergers du troupeau familial de camelins et de caprins, avec ladite famille. Aucun

membre de cette famille ne pouvait se targuer ignorer, devant la cour, la présence de la Dame S. avec ses deux enfants mineurs qui les servaient quotidiennement, d'autant plus que l'auteur principal le sieur H. a clairement déclaré même devant le juge d'instruction qu'il avait redonné à la dame S. sa liberté, depuis quelques années. Cela signifie qu'elle était son esclave et le fait que les deux enfants mineurs fussent restés avec lui comme petits bergers de troupeaux, est une perpétuation ou continuation du crime de l'esclavage. «Tenter de le nier c'est nier l'évidence» a précisé la Cour.

Mais, la Cour a, en retenant la responsabilité et l'imputabilité de ces faits aux accusés, accordé des circonstances atténuantes aux auteurs.

d. Le jeu des circonstances atténuantes

Les circonstances atténuantes sont l'ensemble des circonstances réelles et personnelles qui sont antérieures, concomitantes à la réalisation de l'infraction ou même postérieures à celle-ci, selon une jurisprudence extensive et récente. Elles sont arbitrairement appréciées et appliquées souverainement par le juge du fond, dans une affaire déterminée, en vue de faire abaisser en dessous du minimum légal, la peine jugée trop sévère prévue par le législateur. Le juge devient alors dans ce cas législateur (cf. 32.affaire Sénabou).

Dans cette affaire, la Cour criminelle a fait seulement application des circonstances atténuantes liées à la 'situation matérielle, sociale, à l'ignorance et à l'archaïsme du milieu familial du sieur H., afin d'abaisser les peines infligées en dessous du minimum légal fixé (art. 437, al. 5 CP), en l'occurrence les peines de 2 et 1 an de prison tantôt avec sursis.

e. Les textes des lois sur l'esclavage

Loi n°48/07

Article 4: Quiconque réduit autrui en esclavage ou incite à aliéner sa liberté ou sa dignité ou celle d'une personne à sa charge ou sous sa tutelle, pour être réduite en esclave, est puni d'une peine d'emprisonnement de cinq ans à dix ans et d'une amende de cinq cent mille ouguiyas (500.000 UM) à un million d'ouguiyas (1.000.000 UM).

Les dispositions de l'article 54 de l'ordonnance n°2005 – 015 en date du 05 décembre 2005 portant protection pénale de l'enfant, sont applicables à quiconque enlève un enfant en vue de l'exploiter comme esclave.

La tentative du crime d'esclavage est punie de la moitié de la peine applicable à l'infraction commise.

Article 6: Quiconque s'approprié les biens, les fruits et les revenus résultant du travail de toute personne prétendue esclave ou extorque ses fonds est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cinquante mille

(50.000 UM) à deux cent mille ouguiyas (200.000 UM).

Article 7: Toute personne qui prive un enfant prétendu esclave de l'accès à l'éducation est punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cinquante mille (50.000 UM) à deux cent mille ouguiyas (200.000 UM).

Loi n°031/015

Article 2: L'esclavage constitue un crime contre l'humanité. Il est imprescriptible.

Est interdite toute discrimination, sous quelque forme que ce soit, à l'encontre d'une personne considérée comme esclave.

Une journée nationale est consacrée à la lutte contre les pratiques esclavagistes. La détermination de la journée et les modalités de sa célébration seront définies par décret.

Article 3: Au sens de la présente loi on entend par :

Esclavage: état ou condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux.

- Article 7: Quiconque réduit autrui en esclavage ou incite à aliéner sa liberté ou sa dignité ou celle d'une personne à sa charge ou sous sa tutelle, pour être réduite en esclave, est puni d'une peine de réclusion de dix (10) à vingt (20) ans et d'une amende de deux cent cinquante mille (250.000) ouguiyas à cinq millions (5.000.000) d'ouguiyas.

Article 13: Toute personne qui prive un enfant, en considérant qu'il est esclave, de l'accès à l'éducation, est punie d'une réclusion de cinq (5) à dix (10) ans et d'une amende de cinq cent milles (500.000) à sept millions (7.000.000) d'ouguiyas.

38. Affaire Zay et consort

Arrêt n° 64/2011 en date du 12/12/2011

• Juridictions

La Cour criminelle de la Wilaya de Nouakchott a, par jugement n°166/2011 en date du 23/05/2011, condamné les sieurs Soueid, personne majeure, et Zay, mineur né en 1993, à la peine capitale, pour des faits d'association de malfaiteurs dans le but de commettre des agressions contre les personnes et leurs biens, et d'homicide volontaire, des chefs d'inculpation prévus et punis par les dispositions des articles 246, 271 et 280 du CP.

En appel, la chambre pénale de la cour d'appel de Nouakchott a, par arrêt n°64/2011, en date du 12/12/2011, infirmé partiellement le jugement de la Cour criminelle, en condamnant le mineur Zay à 12 ans de prison ferme et à un montant de 1.500.000 UM de Diya au profit des ayants droit de la victime, tout en rejetant le reste des prétentions.

• Questions juridiques

Les questions juridiques traitées par la cour criminelle portent sur les conditions légales de la peine du Ghissass et l'interprétation faite de l'article 61 du code pénal et 147 de l'OPPE.

Devant la chambre pénale de la cour d'appel les questions juridiques traitées portent sur l'arsenal juridique en matière de majorité civile et pénale et la doctrine du droit musulman, relative à la peine du mineur complice d'un majeur dans les crimes de sang.

• Les faits

Il ressort du procès-verbal N° 35/010 du 05/09/2010 de la police judiciaire du commissariat de Riad 2, suite à la dénonciation de sieur Bomba, qu'un jeune avec le corps recouvert de sang était découvert dans la rue. Une fois sur les lieux, les agents de la force publique le transportèrent immédiatement à l'hôpital. Le médecin constata qu'il est mort avant d'arriver à l'hôpital.

Suite aux enquêtes et recherches de la police judiciaire, les deux sieurs cités plus haut furent retrouvés et accusés d'homicide volontaire. Après leur arrestation, ils ont reconnu au cours de l'interrogatoire qu'ils étaient sortis, comme à l'accoutumée, la nuit de l'incident, dans le but d'attenter à la vie des personnes

et leurs biens, car la nuit précédente ils avaient tenté d'agresser deux jeunes passants qui fort heureusement ont bénéficié de leur grâce car ces derniers les ont, d'entrée de jeu, reconnu.

Au cours de leur excursion macabre, la nuit de l'incident, ils ont rencontré un jeune qu'ils ont essayé de dépouiller de ses biens et, qui après résistance a fini par être maîtrisé de derrière par Sidi, qui ordonna à Zay de le poignarder; ce qui fut fait, en frappant la victime à l'aide d'un couteau à la poitrine. Puis, ils prirent la fuite immédiatement après avoir accompli leur forfait.

Ils ont reconnu aussi avoir commis d'autres séries d'agressions sur des personnes.

• **La procédure**

Après la fin de l'enquête préliminaire, les sieurs Soueid et Zay furent déférés devant le procureur de la république, qui après les avoir entendus, demanda l'ouverture d'une information judiciaire à leur encontre pour des faits d'association de malfaiteurs en vue d'attenter à la vie des personnes, leurs biens et d'homicide volontaire, faits prévus et punis par les dispositions des articles 246, 271 et 280 du code pénal.

Le juge d'instruction a, par ordonnance de renvoi, décidé de saisir la Cour criminelle de la wilaya de Nouakchott pour qu'ils y soient jugés, conformément à la loi.

• **Commentaire**

La Cour criminelle de la wilaya de Nouakchott, a été régulièrement saisie par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction pour des faits qualifiés de crime d'atteinte à la vie des personnes et leurs biens et d'homicide volontaire, faits prévus et punis par les dispositions des articles 246, 271 et 280 du code pénal.

Au cours de l'audience de la Cour criminelle de Nouakchott, les accusés ont niés les faits à eux reprochés.

L'avocat de la partie civile- ayants droits de la victime - a déclaré que les accusés ont délibérément commis un crime d'une gravité extrême, qui a coûté la vie à une paisible personne et, ces derniers ont librement reconnu les faits devant la police judiciaire, le procureur de la République et le juge d'instruction ; par conséquent, il demanda que le Ghissass ou peine de mort-Talion, leur soit

appliqué, en réponse à leur crime abject.

Le ministère public a, après avoir fait un exposé exhaustif des faits et des circonstances du crime, requis l'application de la peine de mort-Talion, en mettant l'accent dans son réquisitoire que Soueid et Zay sont poursuivis pour une gamme d'infractions à l'encontre d'une personne innocente dont le seul tort est d'avoir emprunté une voie obscure et peu fréquentée par le public ; et qu'en l'espèce, ils avaient convenu de préparer et d'exécuter ce crime odieux avec des armes blanches qu'ils avaient en leur possession.

L'avocat commis pour la défense de Soueid a souligné que les services de sécurité ou de police ont l'habitude, à chaque fois qu'il y a un crime, à défaut de mettre la main sur le coupable, de chercher coûte que coûte un bouc émissaire qui reconnait par la torture. Dans sa plaidoirie, il a rappelé que les procès-verbaux de la police judiciaire ne constituent pas une preuve mais le juge doit s'en servir à titre de renseignements.

Ainsi, il a ajouté que l'arme du crime, n'est pas celle de son client.

Aussi, il rappela que le législateur, en matière d'homicide volontaire, a exigé que l'intention de tuer soit établie, et que dans ce cas d'espèce, les accusés n'avaient pas cette intention, et par conséquent, il demanda qu'ils soient innocentés de ce chef d'inculpation.

L'avocat commis pour la défense de Zay a souligné que le dossier ne contient aucune preuve et que les aveux contenus dans les procès-verbaux de police et du juge d'instructions, n'ont été obtenues que sous la contrainte, c'est-à-dire qu'ils n'ont aucune valeur juridique.

Il a fait observer qu'il serait inconcevable que son client - compte tenu de son âge et de sa faible constitution - soit l'auteur du crime.

Enfin, il demanda que la cour tienne compte de ses conditions sociales et matérielles, et de l'innocenter ou de lui accorder au moins des circonstances atténuantes.

Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, la parole fut donnée en dernier lieu, aux accusés qui demandèrent à la cour qu'ils soient acquittés.

Devant la chambre pénale de la cour d'appel, les accusés réfutèrent les chefs d'inculpation et demandèrent en conséquence d'être innocentés. Cependant, le procureur général a requis l'application des dispositions de l'article 147 de l'OPPE, en faisant remarquer à la cour qu'il était absolument nécessaire de

tenir compte de l'âge du mineur, et le condamner en conséquence à la peine de 12 ans de prison ferme.

Les avocats de la défense ont aussi souligné la nécessité d'appliquer les dispositions du code des mineurs au lieu et place du code pénal et, demandé l'acquittement de leurs clients pour défaut de preuves

A l'issue des débats, la cour a infirmé partiellement le jugement de condamnation à mort, rendu par la cour criminelle.

1. Le contenu de la décision de la cour criminelle

La cour a effectivement condamné les deux accusés renvoyés par ordonnance du juge d'instruction, devant elle, à la peine de mort-Talion, et ce après avoir apprécié les conditions du Ghissass et interprété les dispositions de l'article 61 du code pénal.

a. Les conditions légales de la peine du Ghissass

Le meurtre emporte la peine de Ghissass ou Talion, lorsque la victime et le coupable sont tous de la même religion, c'est-à-dire qu'ils sont de confession musulmane. C'est ce qu'on appelle l'égalité de confession, car l'appartenance à la religion dominante - qui est l'Islam - est exigée.

Lorsqu'il s'agit de meurtre ou homicide volontaire, sans préméditation ou guet-apens, les ayants droit de la victime ont l'option entre l'exécution de la peine capitale, bien entendu après condamnation définitive ayant acquis l'autorité de la chose jugée et la Diya ou prix du sang. S'il s'agit alors d'un assassinat, la condamnation à la peine du Ghissass est irréversible. Le condamné doit rester en détention jusqu'à son exécution.

D'ailleurs, le magistrat du ministère public et le juge du fond doivent, tant que faire se peut, éviter cette qualification (en assassinat), combien délicate, contre laquelle aucune voie de recours n'est possible, en cas de condamnation devenue définitive.

b. L'interprétation faite de l'article 61 du code pénal et 147 de l'OPPE, par la cour criminelle

L'article 61 du code pénal, relatif à l'enfant de 16 ans avec discernement, dispose que « S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit : s'il a encouru la peine de mort ou les travaux forcés à perpétuité, il sera condamné à la peine de 10 à 20 ans d'emprisonnement ; s'il a encouru la peine des travaux forcés à temps ou de la réclusion, il sera condamné à l'emprisonnement pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné... ».

L'application, très souvent, faite par les juges du fond de cette disposition considérée comme l'ancêtre du code des mineurs ou OPPE, conserve toujours un intérêt majeur, dans la mesure où elle permet au juge ou au juriste tout court, de savoir d'entrée de jeu que la peine la plus haute en droit pénal mauritanien est la peine de mort et, aussi que le juge peut condamner au tiers de la peine prévue, si le mineur encourt les travaux forcés à temps ou la réclusion.

Alors que l'article 147 de l'OPPE est restée muet sur la peine la plus haute en droit pénal mauritanien, en l'occurrence la peine de mort, et sur la faculté de condamner le mineur au tiers de la peine encourue ci-dessus spécifiée.

L'absence de ces deux notions de l'article 147 de l'OPPE est éminemment importante et justifie que l'article 61 est son corolaire. Ces deux articles sont complémentaires et non contradictoires. Donc, on ne doit nullement pas considérer que les dispositions de l'article 61 du code pénal, particulièrement, sont caduques ou abrogées après la parution de l'OPPE.

Par contre, c'est à bon droit de considérer les dispositions de l'article 60 du code pénal, relatif à l'enfant de moins de 16 ans sans discernement, sont contraires aux dispositions de l'OPPE, dès lors elles doivent être considérées comme abrogées aux termes de l'article 209 de l'OPPE qui dispose que « la présente ordonnance abroge toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires ». Le sort des enfants responsables pénalement de 7 à moins de 15 ans et de 15 à moins de 18 ans sont régis, sans équivoque, par l'OPPE.

C'est pour cette raison évident que les juges de la cour d'appel n'ont, d'ailleurs, fait application que de l'article 147 de l'OPPE, pour tirer leur épingle du jeu. Cet article est autonome et suffisant pour éviter la peine de mort au mineur, surtout quand il est conjugué avec l'article 61 du CP.

2. La portée de la décision de la cour d'appel

A l'issue de l'appel interjeté par les avocats de la défense des condamnés, la chambre pénale de la cour d'appel a fait application de l'arsenal juridique en matière de majorité civile et pénale. Ces textes relèvent tantôt du droit civil ou pénal. Puis cette juridiction a, en infirmant la décision des premiers juges, aussi appliqué la doctrine du droit musulman, relative à la peine du mineur complice d'un majeur dans les crimes de sang.

a. Le cadre légal de la majorité pénale

L'article 162 du code de statut personnel fixe la capacité civile à 18 ans et renvoie à l'article 15 al. 2 du code des obligations et contrats (COC), édicte en matière d'exercice des droits civils, qui dispose in fine « la majorité est fixée à 18 ans révolus ». De même, le premier article de l'OPPE dispose que « Au sens de la présente ordonnance, tout être humain de moins de 18 ans est un enfant... ». Cela signifie qu'en droit mauritanien, la majorité civile est la même qu'en matière pénale. Alors, à partir de cet âge, l'individu est susceptible d'être condamné au maximum de la peine fixée par la loi car il perd la jouissance de l'atténuation de la responsabilité voire de la peine, accordée au mineur.

b. La peine du mineur complice d'un majeur dans les crimes de sang, en charia islamique

L'article 449 du code pénal dispose que « les matières dont le règlement n'est pas énoncé dans le présent code sont régies par les dispositions du droit musulman... ».

C'est sur la base de cet article que les seconds juges, c'est-à-dire ceux de la cour d'appel, ont fait référence et application des Hadiths du grand doctrinaire du droit musulman, Derdiri et Khalil sur la peine encourue par le mineur lorsqu'il est complice d'un majeur dans des infractions d'homicide volontaire.

Dans le grand récit de Derdiri, on peut lire « ...que la peine ghissass ou mort est appliquée au majeur seul, complice du mineur, en matière d'homicide volontaire et non à l'enfant dont les actes sont toujours considérés comme involontaires ; cependant, ses parents Acebs (mâles) du mineur doivent supporter la moitié de la Diya ». Evidemment, l'autre moitié de la Diya sera supportée par le majeur si les ayants droit de la victime - qui ont l'option en matière d'homicide volontaire - abandonnent la peine de mort-Talion.

Mais, il est à noter que ces règles de la doctrine ne sont applicables qu'en l'absence de textes de loi. Et, à partir du moment où les dispositions de l'article 147 de l'OPPE traduisent le sens et la portée de cette doctrine, sa seule application en l'espèce, était adéquate et suffisante d'autant que l'article 449 du code pénal n'ouvre cette brèche que si, et seulement si, le texte de loi ou de règlement était silencieux, à cet égard, ou sujet d'ambiguïté.

39. Affaire Ménoh et consorts

• Juridiction

La cour criminelle de la Wilaya de Nouakchott-ouest, autrement composée a, par jugement en date du 23 février 2016, condamné les sieurs, Aléph, Abib, Ménoh, Momo, Issou et thiam, aux peines suivantes:

- 2 ans d'emprisonnement ferme pour les chefs d'inculpation d'homicide volontaire, vol qualifié, coups et blessures volontaires et menaces à l'encontre des sieurs Bellal, Aléph, Abib, Ménoh, Momo et Issou;
- une année d'emprisonnement ferme à l'encontre du sieur Thiam, pour des faits qualifiés de magie ou sorcellerie.

• Questions juridiques

Les questions juridiques traitées ont porté sur les effets juridiques du pardon de la victime sur la peine, en matière d'homicide volontaire, selon les règles de la charia islamique, sur les atténuations légales de responsabilité en faveur du mineur et circonstances atténuantes sur la base, respectivement, des articles 147 de l'OPPE, 437 CP, accordées aux condamnés.

• Les faits

Il ressort du procès-verbal n° 48/2014 de la police judiciaire du 31 mai 2014, que Mr Gheilani a été retrouvé mort devant la porte de la boutique dont il était chargé d'assurer la garde.

Le procureur de la république avisé, se transporta sur les lieux, accompagné des agents de la police judiciaire pour procéder aux premières constatations sur la scène du crime.

L'un des gardiens trouvé sur place, a déclaré que Gheilani, pendant son sommeil, a été victime d'une agression perpétrée par un groupe de jeunes malfaiteurs, qui lui ont, mortellement, asséné des coups de machette.

Le procureur ordonna de transporter le corps de la victime à l'hôpital. Après l'enquête, les sieurs Aléphe né en 1999, Bellal né 1993, Momo né 1993, Abib, né 1998, Issou né en 1995 et Ménoh né en 1999, sont arrêtés et accusés des chefs, d'association de malfaiteurs, homicide volontaire, vols en bande organisée, par effraction et de nuit, coups et blessures volontaires et menaces, et le nommé Thiam pour sorcellerie, au préjudice des sieurs Gheilani, Saad, Sali et Aley, faits prévus et punis par les dispositions des articles 271, 280, 246, 247, 248, 356, 357, 287, 284 et 245 du CP.

Devant la police judiciaire et le juge d'instruction, ils ont fait les déclarations

suivantes:

Alpha: il a reconnu que dans la nuit de l'incident, pendant qu'ils étaient avec ses amis Abib, Ménoh et Hémé ont agressé le gardien, qui dormait paisiblement devant la porte de la boutique dont il avait la garde. Le nommé Abib, après avoir assommé le gardien avec une machette, s'est dirigé vers la porte de la boutique pour l'ouvrir à l'aide des outils dont il disposait, pendant que les autres tenaient à distance l'autre gardien.

Au cours de la même nuit, ils commettront plusieurs autres agressions et vols contre d'autres personnes. Il a reconnu que le couteau et la machette étaient en sa possession, tandis que le nommé Abib tenait la barre de fer, et tous les autres membres de la bande, étaient armés de bâtons.

Par contre, il précisa qu'il n'a reçu aucun gris gris ou Hijab de l'accusé Thiam. Bilal: Il a reconnu devant la police judiciaire et le juge d'instruction avoir participé avec les accusés Abib, Aléph, Momo et Issou, à une opération de vol d'une boutique à Elmina, à l'issue de laquelle ils s'emparèrent d'une somme de 200.000 Um. Il a toujours nié avoir participé, en l'occurrence aux opérations de vol à Nahhara (Elmina), l'agression contre les personnes et à l'homicide volontaire.

Momo: il a reconnu devant la police judiciaire et le juge d'instruction avoir participé avec les autres accusés à une seule opération de vol dans une boutique à l'occasion de laquelle, ils ont soustrait une somme de 300.000 Um. Puis, Il reconnut que la barre de fer leur servait d'arme, de même qu'ils utilisaient les gris-gris concoctés par l'accusé Thiam, pour se protéger du mauvais sort, en contrepartie d'une somme d'argent.

Abib: il a reconnu devant la police judiciaire et le juge d'instruction, avoir participé à plusieurs opérations de vols avec Aléph, Ménoh et Momo, dont celle d'une boutique à Nahhara (Elmina) au cours laquelle, ils ont aussi soustrait une somme de 160.000 UM, et une autre opération avec Issou, Momo et Béllal, mais a nié, avoir participé au meurtre du gardien.

Issou: il a reconnu devant la police judiciaire et le juge d'instruction avoir participé à une seule opération de vol avec Abib, Momo et béllal, au cours de laquelle, ils ont volé une somme de 300.000 UM. Il reçut 50.000 Um, comme quotepart, après le partage. Il ajouta que le charlatan Thiam, accusé dans cette même affaire, a reçu un montant de 100 000 UM, constituant la contrepartie des "services " qu'il rendait à la bande. Il précisa, par ailleurs, qu'avant chaque opération, l'accusé Thiam, leur donnait des gris-gris(Hijab) pour multiplier leur chance et sécurité.

Ménoh: il a reconnu devant la police judiciaire et le juge d'instruction, avoir participé avec les accusés Aléph, Abib et Momo, à l'opération de la boutique de Nahhara (Elmina) au cours de laquelle, ils ont volé 160.000 UM. Puis il a,

en outre, ajouté avoir pris la fuite avant la commission du meurtre. Et, ils reconnaîtront tous que la barre de fer leur servait d'arme pour voler. Thiam: il a reconnu devant la police judiciaire et le juge d'instruction, être un charlatan qui prédit l'avenir, mais il a nié avoir donné au groupe des gris-gris.

• La procédure

Après la fin de l'enquête préliminaire, le procureur de la république a requis l'ouverture d'une information judiciaire à leur encontre pour des faits d'association des malfaiteurs, homicide volontaire, vols par effraction en bande organisée de nuit, coups et blessures volontaires et menaces, faits prévus et punis par les dispositions des articles 271, 280, 246, 247, 248, 356, 357, 287, 284 et 245 du CP, et ce après les avoir entendus.

Le juge d'instruction chargé des mineurs a, par ordonnance de renvoi, en date du 02/09/2014, saisi la cour criminelle de la wilaya de Nouakchott-ouest, chargée des mineurs, pour qu'ils y soient jugés conformément à la loi.

• Commentaire

La cour criminelle de la wilaya de Nouakchott-ouest chargée des mineurs a été régulièrement saisie par l'ordonnance de renvoi du juge d'instruction pour des faits qualifiés, d'association de malfaiteurs, homicide volontaire, vols en bande organisée, par effraction, de nuit, coups et blessures volontaires et menaces, faits prévus et punis par les dispositions des articles 271, 280, 246, 247, 248, 356, 357, 287, 284 et 245 du CP.

Au cours de l'audience de la cour criminelle chargée des mineurs de Nouakchott-ouest, l'accusé Aléph a déclaré qu'il était parti avec ses amis, cette nuit-là, et ont trouvé le gardien qui dormait devant la porte de la boutique; ils l'assénèrent, mortellement, de coups de machette au crâne. Et, après leur forfait, ils cherchèrent, vainement, à casser la porte de la boutique, qu'ils ont abandonnée dès l'arrivée des secours.

L'accusé Momo, a déclaré qu'il était absent au moment des faits, que c'est la police qui l'a contraint d'avouer.

L'accusé Abib a reconnu, devant les juges, avoir commis, avec ses amis les infractions à eux reprochés.

L'accusé Issou, a nié les faits et déclaré qu'il dormait à la maison, quand la police le réveilla, et n'a rien avoir avec cette affaire.

L'accusé Ménoh, a nié les faits à lui reprochés et déclaré qu'il fut l'objet de torture de la part de la police.

L'accusé Thiam, déclara que son parent Hémé est venu chez lui accompagné de son ami Issou et lui a demandé ses "services", qui consistent à leur don-

ner des gris-gris de nature à leur permettre de multiplier leur chance dans un concours de danse à la maison des jeunes. Il accepta de leur en fournir, en contrepartie d'un montant de dix mille ouguiyas (10.000 UM).

La partie civile, en l'occurrence, les ayants droits de la victime Gheilani, représenté par Abdallahi, déclara qu'il accorde son pardon aux accusés, suite au règlement amiable.

La victime Mohameden, déclara que sa boutique a fait l'objet d'une effraction et a perdu une somme de 200.000 UM.

Le procureur de la république, a dans son réquisitoire, déclaré que les accusés ont constitué une association de malfaiteurs dirigé par Thiam, qui leur donnait des gris-gris, "leur permettant de disparaître après leur forfait". Cette illusion les a conduits à commettre ces infractions en contrepartie d'un montant de 30.000 Um, versé à Thiam.

Il requit, enfin, la peine de mort contre les cinq premiers accusés à savoir Aléphe né en 1999, Bellal né en 1993, Momo né en 1993, Abib né en 1998, et Issou en 1995, tout en prenant pas en compte l'âge mineur de certains accusés et 10 ans de travaux forcés à temps contre les autres.

L'avocat commis pour la défense d'Abib a demandé la disqualification des faits concernant son client, qui est mineur, et n'ayant pas participé au crime d'homicide volontaire, mais a reconnu l'infraction de vol. Il demanda aussi que les condamnations soient proportionnelles aux actes commis, particulièrement pour son client compte tenu de sa minorité.

L'avocat commis pour la défense de Thiam a souligné que son client n'était accusé que de magie ou de sorcellerie, et a été surpris d'entendre dans le réquisitoire du ministère public que son client dirigeait une bande de malfaiteurs. Le Parquet n'a montré aucun indice, aucune preuve pour justifier ce changement brusque de qualification ; son client n'avait connaissance ni de la bande, ni de leur projet criminel.

L'avocat commis pour la défense des accusés Ménoh et Momo, a déclaré que ces clients n'ont pas participé au meurtre, c'est ce qui apparait clairement dans les enquêtes réalisées dans ce dossier.

Selon la défense, le ministère public, s'est basé sur des suppositions pour qualifier l'infraction d'assassinat, alors que les accusés n'ont pas envisagé et mûri un projet dans ce sens, d'autant plus qu'il n'y a pas eu préméditation.

Toujours selon cet avocat, dans ce dossier, il y a deux groupes, ceux qui ont participé au meurtre et ceux qui ont commis les vols, et ses clients mineurs ont nié avoir participé à l'homicide. Il demanda, en outre, qu'une seconde chance soit accordée à ses clients mineurs, qu'ils soient relaxés et remis à leurs parents, étant donné qu'ils ont passé une longue période en détention préventive. Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, la parole fut donnée en dernier

lieu aux accusés qui ont demandé à la cour de les acquitter.

• **Commentaire**

Le contenu du jugement de la cour criminelle

La cour criminelle a jugé ce groupe de mineurs et fait application des effets juridiques du pardon de la victime sur la peine, en matière d'homicide volontaire, selon les règles de la charia islamique et les atténuations légales de responsabilité du mineur de l'article 147 de l'OPPE et les circonstances atténuantes sur la base de l'article 437 du CP accordées aux accusés, dans cette affaire.

a. Les effets juridiques du pardon de la victime sur la peine, en matière d'homicide volontaire, selon les règles de la charia islamique

Le droit mauritanien étant d'essence charaïque, les infractions intentionnelles contre les personnes ou crimes de sang sont punies du Talion ou Ghissass, c'est-à-dire "œil pour œil et dent pour dent".

L'application de la peine du Talion reste subordonnée au pardon des ayants droit de la victime qui ont la faculté de transiger à titre gratuit ou onéreux sur la contrepartie du prix du sang du défunt-victime.

Le pardon des ayants droit de la victime écarte le prononcé ou l'application de la peine de mort-Talion, lorsqu'il est effectué en matière d'homicide volontaire ou meurtre.

Il produit alors un effet, en matière de peine de mort-Talion résultant de la Ghassama ou le serment cinquantenaire, c'est-à-dire que l'un des ayants droit mâle(Açeb) ou plusieurs d'entre eux prêtent serment 50 fois que "l'accusé est bien le meurtrier de leur victime". Ce procédé est utilisé quand les preuves admises en charia ne sont pas réunies ou que de simples présomptions existent (voire la jurisprudence 40.Affaire Yayée).

Par contre, il ne produit aucun effet juridique si l'infraction d'homicide volontaire ou meurtre, a été commise avec préméditation et guet-apens ou est un assassinat.

b. Les atténuations légales de responsabilité du mineur de l'article 147 de l'OPPE et les circonstances atténuantes sur la base de l'article 437 du CP accordées aux accusés

Assez souvent les juges du fond des mineurs font recours à l'application des dispositions de l'article 147 de l'OPPE, afin d'appliquer l'atténuation légale de responsabilité voire de la peine à 12 ans de réclusion maximum quelle qu'en soit la peine encourue, et aux circonstances atténuantes réelles ou personnelles, choisies arbitrairement par le juge et liées à l'infraction ou à la personne de l'auteur, prévues par les dispositions de l'article 437 du CP, en vue de faire

baissier la peine en dessous du minimum.

En l'espèce, la cour criminelle a fait application des dispositions légales citées ci-haut au profit des mineurs accusés, en tenant compte du pardon accordé par les ayants droit de la victime, suite à la signature du protocole d'arrangement amiable avec les parents des accusés mineurs qui ont versé une Diya amiable et enfin à la période relativement longue de la détention préventive, passée.

40. Affaire Yayée

- **Juridiction**

La cour criminelle a condamné l'accusé Jumaa, maçon, âgé d'une cinquantaine d'années, à la peine de mort par qassama, pour des faits d'assassinat suivi de viol d'une fille mineure de 6 ans.

- **Question juridique**

La question juridique porte sur la Ghassama et ses effets juridiques, en charia islamique.

- **Les faits**

Le 27/10/2013, ce jour-là les grands enfants sont allés en vacances de Noël au Sénégal. La petite Yaye est restée avec ses parents à Nouakchott. Les deux parents sont absents pour des raisons professionnelles et familiales. L'un est employé à l'ambassade d'Allemagne et l'autre, la mère, est absente pour payer sa facture d'électricité non loin de là. En ce moment précis, la petite est entrain de jouer à la corde devant la maison, et il est 10 heures du matin.

A l'accoutumée, pendant les jours fériés, lorsque le maçon de leur famille, est au travail dans une seconde concession d'en face, leur appartenant aussi, les enfants tous âges confondus accourent vers ledit maçon, afin de lui faire du thé. Et, au jour fatal, la petite jouant devant le domicile de ses parents est attirée seule, par la présence du maçon dans le chantier où celui-ci est presque dans les travaux de finition. Elle accourt vers lui, comme par habitude. Mais, malheureusement, cette fois, ce présumé prédateur sexuel est seul.

Il reconnaîtra devant la police que ce samedi matin, il fut dans le chantier pour ramasser ses outils, en vue de commencer dans un autre sentier, appartenant à une famille de la communauté Wolofé dont le domicile est contigu au chantier de la famille de sa présumée victime.

Il est plus de 10 heures environ, quand il a surgi devant le domicile des Wolofes, en leur demandant de mettre le sable de ce côté-ci et l'eau de l'autre, car il devait commencer ce jour sans tarder ; et il a disparu et réapparu vers 12 heures du matin, venant du côté de la mer, quand les recherches ont commencé à s'enclencher, suite à la disparition de la petite fille Yayée qui a été retrouvée morte, violée, déshabillée et jetée dans les flots des vagues de la mer, vers 14 heures. Puis, il disparaîtra de nouveau, vers la mer où il passera le reste de la journée au bord du littoral, mais réapparaîtra vers 18 heures de l'après-midi.

Dès son arrestation, il a reconnu devant la police qu'il l'a violée, dans le chan-

tier de ses parents, étranglée jusqu'à la mort, déshabillée, l'a fourrée dans un sac de riz vide et l'a transportée en bandoulière, afin d'éviter d'éveiller les soupçons, pour pouvoir la jeter au loin, à la mer.

Cependant, il se rétractera devant le juge et la cour, et clamera toujours son innocence jusqu'à sa condamnation à mort par qassama.

• **La procédure**

Le procureur de la République a saisi le juge d'instruction des mineurs pour faire l'information dans cette affaire, devant les dénégations de l'inculpé, pour ces faits d'assassinat suivi de viol à lui reprochés.

• **Commentaire**

Le contenu du jugement de la cour criminelle

La cour criminelle autrement composée a jugé et condamné, l'accusé Juma à la peine de mort-Talion sur la base de la qassama (serment cinquantenaire).

Au cours de l'audience de la Cour criminelle de Nouakchott-ouest, l'accusé a nié les faits à lui reprochés.

L'avocat de la partie civile- ayant droit de la victime- a demandé à la cour l'application de la peine capitale ou Ghissass contre l'auteur de ce crime.

Le Procureur de la République a déclaré que l'accusé a entraîné, enlevé, violé, puis délibérément tué une fille mineure ; un crime d'une gravité extrême, qui a ébranlé l'opinion publique nationale. Il requiert la condamnation contre l'accusé sur la base des dispositions des articles 332, 333, 309, 272 et 280 du code pénal.

L'avocat commis pour la défense de l'accusé, a rappelé que la Mauritanie a ratifié les conventions contre la torture et l'accès au procès équitable ; que son client a été torturé et n'a pas bénéficié du procès équitable.

Il a ensuite ajouté, que le procès-verbal de police judiciaire, qui constitue la seule preuve dans ce dossier, est dénué de tout fondement valable ; des contradictions évidentes apparaissent, selon la défense, entre les propos de l'officier de police judiciaire et le juge d'instruction chargé sur l'existence d'un gardien nommé Mohamed, mentionné dans le procès-verbal de constatation du juge d'instruction, suite à son transport sur les lieux de découverte du cadavre; aussi d'autres contradictions, selon la défense existent entre les dates de garde à vue et l'expertise médicale.

Puis, il ajouta qu'aucune preuve ou témoignage ne vient corroborer les accusations graves portées contre son client ; il précisa que si "commettre un meurtre est grave, condamner un innocent l'est aussi".

Aussi, avant de conclure, il précisa que toutes ses demandes formulées à l'en-droit du juge d'instruction à savoir, interroger Samba, les témoins, le médecin, l'analyse des habits de l'accusé, l'analyse ADN de l'accusé, l'autopsie du corps de la victime, en application de l'article 174 du code de procédure pénale.

Il demanda, enfin l'acquittement de son client, compte tenu des vices de formes. Avant la mise du dossier de l'affaire en délibéré, la parole fut donnée en dernier lieu, à l'accusé qui demanda à la cour son acquittement.

1. Les conditions de la Ghassama

Nul n'est mis à mort à titre de Talion si l'homicide n'est attesté par une preuve testimoniale régulière ou par l'aveu ou, s'il ya lieu par la Qasâma (serment cinquantenaire). En ce cas, les ayants cause de la victime prononcent cinquante serments et acquièrent ainsi le droit au Talion. Quand il y a eu homicide intentionnel (Amd), le serment doit être porté par deux hommes au moins.

- Il n'y a lieu à serment cinquantenaire que quand la victime a dit, avant de mourir : "mon sang est à la charge d'un Tel" ou quand il y a eu un témoin du meurtre ou deux témoins de la blessure, si la victime a survécu un certain temps à celle-ci dans un état de santé lui permettant de manger et de boire.

- Les ayants cause de la victime réclamant le Talion prêteront, s'ils sont au nombre de cinquante hommes, cinquante serments ; s'ils sont moins de cinquante, les serments seront répartis entre eux .Par contre, la femme ne jure pas quand l'homicide a été intentionnel.

Ce serment produit des effets juridiques.

2. Les effets juridiques du serment cinquantenaire

Les ayants cause de la victime doivent prêter serment cinquante fois ; s'ils sont moins de cinquante, les serments seront répartis entre eux.

Cependant, si les parents qui revendiquent le Talion refusent de jurer, ce sont ceux sur lesquels doit s'appliquer le Talion qui jugeront cinquante serments. S'il ne se trouve personne, parmi les ayants cause de l'accusé pour jurer avec lui. Il prête seul cinquante serments; s'ils sont plusieurs accusés, ils prêteront chacun cinquante serments pour se disculper tous.

Dès l'instant où les cinquante serments sont faits par les ayants cause de la victime, le talion est prononcé.

Conclusion

En somme, il résulte de cette étude ou Recueil que des dysfonctionnements ou mauvaise application engendrée par la méconnaissance manifeste des règles juridiques spéciales régissant la justice des mineurs, qui par essence est une justice protectrice et non punitive, ont été constatés.

Ces dysfonctionnements sont tantôt institutionnels, tantôt juridiques ou judiciaires.

Ainsi, sur le plan institutionnel, on note l'absence de cours criminelles spéciales chargées des mineurs qui continuent de comparaître devant les juridictions criminelles de droit commun, insuffisance de couverture des cabinets d'instruction chargés des mineurs à l'intérieur du pays, l'absence des brigades spéciales pour mineurs dans les régions, exception faite de Nouakchott, et le manque de centres semi-ouvert d'accueil pour mineurs de 7 à moins de 15 ans, car leur enfermement quotidien est strictement interdit par la loi et nuit à leur réhabilitation.

Et, sur le plan juridique et judiciaire, on peut aussi constater les mauvaises qualifications ou disqualifications des faits visés, par exemple, les dispositions de l'article 24 relatif au crime de viol impliquant un majeur sur personne mineure, en délit d'atteintes sexuelles ou aux mœurs de l'Islam ; du crime d'homicide volontaire, en délit involontaire et enfin des mineures poursuivies de Zina suivi de grossesse, encourant des peines afflictives et infamantes, au lieu et place, des dispositions de l'article 147 de l'OPPE, consacrant le régime autonome de l'atténuation des peines pour mineurs.

Aussi, aucune décision relative à la condamnation pour travail d'intérêt général, d'ajournement de peines, de mise à l'épreuve et à la suppression des condamnations du casier judiciaire des personnes mineures dont la resocialisation est devenue prometteuse dès leur majorité, n'a été jusque-là enregistrée. Ces dysfonctionnements dénotent du manque de formation des acteurs judiciaires chargés de la chaîne pénale en matière de justice juvénile.

Pour pallier à ces dysfonctionnements, il serait alors souhaitable de mettre sur pied un plan de formation adéquat au profit du personnel (magistrats, greffiers, police judiciaire, avocats, assistants sociaux etc..) chargé de la justice des mineurs et la généralisation des cabinets d'instruction, des brigades pour mineurs, des cours criminelles spécialisées, en adéquation avec les termes de l'OPPE.

INDEX PAR MATIERES

1. Droit pénal

- *Principe de l'atténuation de la responsabilité de l'enfant auteur bien entendu, arts 4 et 5 (en impliquant le principe de la décision plus favorable au justiciable, par exemple lorsque on doit déterminer provisoirement l'âge en cas de doute et en absence ou en attente de documents d'état civil à vérifier le cas échéant)*
- 1. Affaire Moys et consorts (atténuation de la responsabilité de l'enfant mineur auteur, arts 4 et 147 et 148 de l'OPPE)
- 2. Affaire Mme. Araibya (l'atténuation de responsabilité quand l'auteur est un mineur, articles 4 et 147 OPPE)
- 7. Affaire Salim et Soulé (portée de l'article 2 de l'OPPE et l'abrogation implicite des articles 60 à 63 du CP)
- *Protection vis-à-vis des atteintes à la personne de l'enfant, arts 6 et suivants (protection de la vie, de l'intégrité physique et psychique, des actes de mise en danger et péril, protection des libertés, de la dignité, de la personnalité et de la famille de l'enfant)*
- 1. Affaire Moys et consorts (tentative de vol suivie d'assassinat)
- 3. Affaire Hader (homicide involontaire)
- 5. Affaire Hamett et consorts (agressions sexuelles)
- 6. Affaire Osman (meurtre)
- 7. Affaire Salim et Soulé (meurtre)
- 9. Affaire Heron et Tapha (blessures)
- 10. Affaire Khalal et consorts (viol collectif suivi d'assassinat accompagné d'actes de barbaries, de viol de mineure, d'enlèvement et séquestration)
- 11. Affaire Goz (homicide involontaire)
- 12. Affaire Becr (agression sexuelle)
- 13. Affaire Adou et Khayar (blessures)
- 14. Affaire Houda (usage de stupéfiants)
- 15. Affaire Chagar (atteintes sexuelles)
- 17. Affaire Zeid (tentative de viol)
- 19. Affaire Meiloud (enlèvement de mineure)
- 20. Affaire Medsalim (blessures par brulures)
- 21. Affaire Mbaré (homicide involontaire)
- 22. Affaire Merzough (viol)
- 25. Affaire Youb et consorts (agression d'un agent public)

- ▶ 26. Affaire Cissé (viol)
- ▶ 27. Affaire Hafet (viol)
- ▶ 28. Affaire Keit et consorts (atteintes sexuelles)
- ▶ 29. Affaire M.Ile Zéna (délaissement d'un enfant)
- ▶ 30. Affaire Maata (viol de mineure)
- ▶ 31. Affaire Yéki (viol de mineure)
- ▶ 32. Affaire Sénabou(zina ou fornication ou adultère)
- ▶ 33. Affaire Zoueina (infanticide)
- ▶ 34. Affaire Memet (homicide involontaire)
- ▶ 37. Affaire H. et consorts (Esclavagisme)
- ▶ 38. Affaire Zay et consorts (association de malfaiteurs et homicide volontaire)
- ▶ 39. Affaire Ménah et consorts (association de malfaiteurs et homicide volontaire)

■ *Crimes et délits contre les biens, arts 80 et suivants*

- ▶ 2. Affaire Mme. Aréb (association de malfaiteurs dans le but de commettre des vols)
- ▶ 4. Affaire Jacoh et consorts (vols)
- ▶ 16. Affaire Hacén (Les éléments constitutifs du vol)
- ▶ 18. Affaire Rougad (vol)
- ▶ 23. Affaire Bilal (vol)
- ▶ 24. Affaire Aminou (menaces et tentative de vol)
- ▶ 36. Affaire NDiaye et consorts (Association de malfaiteurs en vue de vol avec effraction)
- ▶ 39. Affaire Ménahet consorts (association de malfaiteurs et vol avec effraction)

■ *Délit d'atteinte aux mœurs de l'Islam*

- ▶ 8. Affaire David et consort (délit d'atteintes aux mœurs de l'Islam)
- ▶ 35. Affaire Chékh et consorts (atteintes aux mœurs de l'Islam)

2. Procédure pénale

- *Enquête préliminaire (prolongation de la garde à vue, information médicale, les parents, désignation de l'avocat et convocation de l'assistance sociale, en vue des interrogatoires - art 101, 102 , 103 de l'OPPE).*

- ▶ 13. Affaire Adou et Khayar (La portée des aveux recueillis, en garde à vue, devant l'officier de police judiciaire)
- ▶ 27. Affaire Hafet (prolongation de la garde à vue)
- ▶ 34. Affaire Memet (prolongation de la garde à vue)
- *Instruction (désignation de l'avocat d'office - art 110; placement provisoire art 118)*
- ▶ 21. Affaire Mbaré (placement provisoire - arts. 110 et 118) ;
- *Jugement (motivation préalable de la peine d'emprisonnement art 123; décisions alternatives à la détention carcérale pour mineurs de 15 ans art 130 et prise de mesures prévues pour mineurs de 15 ans et majeurs de 18 ans art 131 y compris respect du principe général de l'application de la peine relative à l'infraction au moment des faits; peine privative de la liberté non supérieure à la moitié de la peine encourue arts 4 et 147 y compris principe de l'interdiction de la peine de mort et de la peine à perpétuité)*
- ▶ 1. Affaire Moys et consorts (application des articles 4, 147 et 148 de l'OPPE)
- ▶ 2. Affaire Mme. Araibya (l'atténuation de responsabilité quand l'auteur est un mineur, articles 4 et 147 OPPE)
- ▶ 6. Affaire Osman (L'esprit du législateur dans l'article 147 de l'OPPE)
- ▶ 9. Affaire Heron et Tapha (La portée de l'article 4 de l'OPPE)
- ▶ 10. Affaire Khalal et consorts (article 147 OPPE)
- ▶ 14. Affaire Houda (la peine d'emprisonnement avec sursis, articles 123, 170 et 171 OPPE)
- ▶ 16. Affaire Hacén (La portée juridique des articles 131 et 132 de l'OPPE)
- ▶ 18. Affaire Rougad (La remise du mineur à ses parents, articles 130 et 131 OPPE)
- ▶ 20. Affaire Medsalim (article 123 OPPE)
- ▶ 23. Affaire Bilal (articles 130, 131, 170 OPPE)
- ▶ 24. Affaire Aminou (articles 123, 133, 170 OPPE)
- ▶ 25. Affaire Youb et consorts (articles 123, 133, 170 OPPE)
- ▶ 26. Affaire Cissé (article 170 OPPE)
- ▶ 30. Affaire Maata (art. 147 OPPE)
- ▶ 32. Affaire Sénabou (arts. 4 et 147 OPPE)
- ▶ 36. Affaire NDiaye et consorts (arts. 147, 148, 170 et 171 OPPE)
- ▶ 38. Affaire Zay et consorts (arts. 147 OPPE)

- ▶ 39. Affaire Ménahet consorts (art. 147 OPPE)
- *Médiation (respect des procédures établies dans l'OPPE arts 155 et suivants et normatives successives)*
- ▶ 3. Affaire Hader (Les effets juridiques de l'arrangement amiable ou pardon, en matière d'homicide)
- ▶ 11. Affaire Goz (La portée de la médiation dans le cadre de la justice des mineurs)
- ▶ 12. Affaire Becr (La portée de l'ordonnance de suspension des effets de poursuites, article 157 OPPE)
- *Détention (application des conditions pour la détention préventive arts 160 et suivants; répartition par sexe et par âge art 165 - but d'amendement et sanction aux responsables art 166; obligations du juge d'exécution des peines art 167 et du procureur art 168; ajournement du prononcé de la peine art 176 et ajournement avec mise à l'épreuve art 179)*
- ▶ 8. Affaire David et consorts (La portée des dispositions des articles 123, 176, 177, 178 et 179 de l'OPPE, dans la phase du jugement)
- ▶ 9. Affaire Heron et Tapha (La portée de l'article 170 de l'OPPE)
- ▶ 21. Affaire Mbaré (répartition par âge par sexe, par régime juridique – art.165 ; but, amendement et sanction au non respect du régime de détention ou de placement, par le chef de l'établissement-art.166 ; application des peines du juge et procureur- arts. 167 et 168).
- ▶ 36. Affaire NDiaye et consorts (arts 167 OPPE)
- *Casier judiciaire (décisions de suppression du casier judiciaire art 183)*
- ▶ 36. Affaire NDiaye et consorts (arts.183 OPPE)

INDEX CHRONOLOGIQUE

2007

- | | |
|-------------------------------|----------|
| 5. Affaire Hamett et consorts | page 25 |
| 17. Affaire Zeid | page 60 |
| 34. Affaire Memet | page 119 |

2008

- | | |
|--------------------|---------|
| 18. Affaire Rougad | page 62 |
|--------------------|---------|

2009

- | | |
|-----------------------------|----------|
| 1. Affaire Moys et consorts | page 7 |
| 26. Affaire Cissé | page 90 |
| 27. Affaire Hafet | page 93 |
| 32. Affaire Sénabou | page 112 |

2010

- | | |
|---------------------------------|----------|
| 28. Affaire Keit et consorts | page 96 |
| 29. Affaire M.lle Zéna | page 99 |
| 31. Affaire Yekiya | page 108 |
| 35. Affaire Cheikh et consorts | page 122 |
| 36. Affaire N'diaye et consorts | page 125 |

2011

- | | |
|------------------------------|----------|
| 24. Affaire Aminou | page 84 |
| 25. Affaire Youb et consorts | page 87 |
| 30. Affaire Maatalla | page 103 |
| 37. Affaire H. et consorts | page 131 |
| 38. Affaire Zay et consort | page 138 |

2012

- | | |
|------------------------------|---------|
| 4. Affaire Jacoh et consorts | page 23 |
| 8. Affaire David et consort | page 35 |

11. Affaire Goz	page 44
12. Affaire Becr	page 46
14. Affaire Houda	page 51
15. Affaire Chagar	page 54
23. Affaire Bilal	page 81

2013

20. Affaire Medsalim	page 69
40. Affaire Yayée	page 150

2014

3. Affaire Hader	page 20
6. Affaire Osman	page 29
13. Affaire Adou et Khayar	page 48
16. Affaire Hacén	page 57
33. Affaire Zoueina	page 116
39. Affaire Ménoh et consorts	page 144

2015

7. Affaire Salim et Soulé	page 32
9. Affaire Heron et Tapha	page 38
10. Affaire Khalal et consorts	page 41
19. Affaire Meiloud	page 65
21. Affaire Mbaré	page 73
22. Affaire Merzough	page 77

Index

Préface.....	3
Introduction.....	5
Remerciements.....	6
1. Affaire Moys et consorts	7
2. Affaire Mme Araibya et autres	14
3. Affaire Hader n°126/2014.....	20
4. Affaire Jacoh et consorts	23
5. Affaire Hamett et consorts	26
6. Affaire Osman	29
7. Affaire Salim et Soulé	32
8. Affaire David et consorts	35
9. Affaire Héron et Tapha	38
10. Affaire Khalal et consorts.....	41
11. Affaire Goz	44
12. Affaire Becr	46
13. Affaire Adou et Khayar	48
14. Affaire Houda.....	51
15. Affaire Chagar.....	54
16. Affaire Hacén	57
17. Affaire Zeid	60
18. Affaire Rougad	62
19. Affaire Meiloud.....	65
20. Affaire Medsalim	69
21. Affaire Mbaré	73
22. Affaire Merzough.....	77
23. Affaire Bilal	81
24. Affaire Aminou.....	84
25. Affaire Youb et consorts.....	87
26. Affaire Cissé.....	90
27. Affaire Hafet.....	93
28. Affaire Keit et consorts	96
29. Affaire M.lle Zéna.....	99
30. Affaire Maata	103
31. Affaire Yéki.....	108
32. Affaire Sénabou.....	112
33. Affaire Zoueina	116
34. Affaire Memet.....	119
35. Affaire Cheikh et consorts.....	122
36. Affaire N'diaye et consorts	125
37. Affaire H. et consorts	131

38. Affaire Zay et consort.....	138
39. Affaire Ménoh et consorts.....	144
40. Affaire Yayée.....	150
Conclusion	153
INDEX PAR MATIERES	154
1. Droit pénal	154
2. Procédure pénale.....	155
INDEX CHRONOLOGIQUE	158

الفهرس

1	دفتر منظومة الاحكام القضائية.....
1	حصيلة قرارات القانون الجنائي للقصر الموريتانيين.....
3	تهديد.....
5	تقديم.....
6	شكر.....
7	1. قضية مويس وشركاؤه.....
11	2. قضية السيدة اعريبيه وآخرون.....
15	3. قضية هدار رقم 126/2014.....
17	4. قضية جاكوه وشركاؤه.....
19	5. قضية همت وشركاؤه.....
21	6. قضية عثمان.....
23	7. قضية سليم وسوله.....
25	8. قضية دافيد وشركاؤه.....
27	9. قضية هارون وتافا.....
29	10. قضية خلال وشركاؤه.....
31	11. قضية غوز.....
33	12. قضية بكر.....
34	13. قضية عدو وخيار.....
36	14. قضية هودا.....
38	15. قضية شكار.....
40	16. قضية حسن.....
42	17. قضية زيد.....
44	18. قضية روگاد.....
46	19. قضية ميلود.....
48	20. قضية مديسام.....
50	21. قضية امباري.....
52	22. قضية مرزوك.....
54	23. قضية بلال.....
56	24. قضية أمينو.....
58	25. قضية بوب وشركاؤه.....
60	26. قضية سيسي.....
62	27. قضية حافظ.....
64	28. قضية كيت وشركاؤه.....
66	29. قضية الأنسة الزينه.....
69	30. قضية معط.....
72	31. قضية ييكي.....
75	32. قضية زينب.....
78	33. قضية الزوينه.....
80	34. قضية ممت.....
82	35. قضية الشيخ وشركاؤه.....
84	36. قضية انجاي وشركاؤه.....
88	37. قضية ح. وشركاؤه.....
92	38. قضية زي وشركاؤه.....
96	39. قضية مبنوه وشركاؤه.....
100	40. قضية يايي.....
102	خاتمة.....
103	دليل الموضوعات.....

- قضية مد سالم (المادة 130 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية بلال (المواد 130، 131، 170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية امينو (المواد 132، 133، 170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية يوب وشركاؤه (المواد 132، 133، 170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية سيسي (المادة 170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية معط (المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية زينب (المادتان 4 و 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية انجاي وشركاؤه (المواد 147، 148، 170، و 171 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية زي وشركاؤه (المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية مينا هت وشركاؤه (المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- الصلح (احترام الواردة في الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل المادة 155 والمواد الناضمة المتتالية)
- قضية هدار (الأثار القانونية للتسوية الودية أو العفو في مجال القتل)؛
- قضية غوز (نطاق الصلح في إطار قضاء القصر)؛
- قضية بكر (نطاق الأمر القانوني الملغي لآثار المتابعة - المادة 157 من الأم القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- الاعتقال (تطبيق الشروط للحراسة النظرية - المادة 60 وما تلاها)؛
- التوزيع حسب الجنس والعمر المادة 165 هدف التغريم عقوبة المسؤولين، المادة 166، واجبات قاضي تنفيذ العقوبات، المادة 167 ووكيل النيابة المادة 168، تأخير إصدار العقوبة المادة 176 والتأخير مع الإخضاع للاختبار المادة 179؛
- قضية دافيد وشركاؤه (نطاق المواد 123، 176، 177، 178، و 179 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية هارون وتانا (نطاق المادة 170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية امباري (التوزيع حسب الجنس والعمر والنظام القضائي المادة 156 هدف التغريم والعقوبة لعدم نظام الحبس أو الإيداع من طرف رئيس المؤسسة المادة 186؛ تطبيق العقوبات من القاضي ووكيل النيابة المادة 167 و 168)؛
- قضية انجاي وشركاؤه (المادة 107 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- السجل العدلي (قرارات شطب السجل العدلي - المادة 183)؛
- قضية انجاي وشركاؤه (المادة 183 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل).

- قضية همت (قتل غير متعمد)؛
- قضية ح وشركاؤه (استعباد)؛
- قضية زي وشركاؤه (جمعية أشرار والقتل العمد)؛
- قضية مناه وشركاؤه (جمعية أشرار والقتل العمد)؛
- جرائم وجنح ضد الممتلكات المواد 80 وما تلاها
- قضية السيدة اعريبية (جمعية أشرار بهدف ارتكاب أعمال سرقة)؛
- قضية حاكوه وشركاؤه (سرقة)؛
- قضية حسن (العناصر المكونة للسرقة)؛
- قضية روكاد (سرقة)؛
- قضية بلال (سرقة)؛
- قضية أمينو (التهديد ومحاولة السرقة)؛
- قضية انجاي وشركاؤه (جمعية أشرار بهدف السرقة مع التهيب)؛
- قضية يملا هيت وشركاؤه (جمعية أشرار، وسرقة مع التهيب)؛
- جنحة المساس بأخلاق الإسلام
- قضية دافيد وشركاؤه (جنحة المساس بأخلاق الإسلام)؛
- قضية الشيخ وشركاؤه (المساس بأخلاق الإسلام)؛

2. إجراءات جنائية

- تحقيق أولي تمديد الحراسة النظرية، إشعار، الطبيب، الأهل، تعيين المحامي واستدعاء المساعدة الاجتماعية بهذا الاستجواب (المواد 101 و102 و103 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية)؛
- قضية، عدو وخيار نطاق الاعتراف المدلى بها خلال الحراسة النظرية أمام الشرطة القضائية؛
- قضية هافت (تمديد الحراسة النظرية)؛
- قضية همت (تمديد الحراسة النظرية)؛

التحقيق (تعيين المحامي المندوب المادة 120 الإبداع المؤقت المادة 118)

- قضية امباري الإبداع المؤقت المادة 110 و118.
- الحكم المبررات المسبقة لعقوبة السجن، المادة 123؛ قرارات بديلة عن الإيداع في السجن بالنسبة للقصر من 15 سنة، المادة 130 واتخاذ الإجراءات المنصوص عليها بالنسبة للقصر في عمر 15 سنة والبالغين في عمر 18 سنة والمادة 131 بما في ذلك التزام المبدأ العام لتطبيق العقوبة المتعلقة بالمخالفة وقت حدوث الوقائع، عقوبة سالبة للحرية لا تزيد على نصف العقوبة الأصلية. المادتان 4 و147 بما في ذلك مبدأ منع عقوبة الإعدام وعقوبة السجن المؤبد.
- قضية مويس وشركاؤه (تطبيق المواد 4، 147 و148 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية السيدة اعريبية (إعفاء المسؤولية ضد ما يكون الفاعل قاصراً، المادتان 4 و147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية عثمان (منطق المشرع في المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية هارون وتافا (نطاق المادة 4 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية خلال وشركاؤه (المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية هود (عقوبة السجن مع وقف التنفيذ، المواد 123، 170 و171 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية حسن (النطاق القانوني للمادتين 131 و132 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية روكاد (تسليم القاصر إلى ذويه، المادتان 130 و131 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛

دليل الموضوعات

1. القانون الجنائي

- مبدأ تحقيق مسألة الطفل إن كان فاعلاً، المادتان 4 و5 مع إشراك مبدأ القرار الأفضل للمتقاضي، مثلاً عندما يتعين تحديد السن في حالة الريبة أو الغياب أو انتظار وثائق الحالة المدنية للتحقق عند الاقتضاء؛
- قضية مويس وشركاؤه (إعفاء مسؤولية الطفل القاصر الفاعل، المواد 4، 147 و148 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية السيدة اعريبية (إعفاء المسؤولية عندما يكون الفاعل قاصراً، المادتان 4، و147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)؛
- قضية سليم وسولي (نطاق المادة 2 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل والإلغاء الضمني للمواد من 60 إلى 63 من المدونة الجنائية)؛
- الحماية ضد المساس بشخص الطفل، المواد 6 وما تلاها رعاية الحياة والكرامة البدنية والنفسية من الأعمال التي تعرضها للخطر، حماية حريات، وكرامة وشخصية، وعائلة الطفل؛
- قضية مويس وشركاؤه (محاولة سرقة متبوعة باغتيال)؛
- قضية حادر قتل غير متعمد؛
- قضية همت وشركاؤه (اعتداءات جنسية)؛
- قضية عثمان (قتل)؛
- قضية سليم وسولي (قتل)؛
- قضية هارون وثافا (جروح)؛
- قضية خلال وشركاؤه (اغتصاب جماعي متبوع باغتيال مصحوب بأعمال وحشية، واغتصاب قاصر، وخطف واحتجاز)؛
- قضية غوز (قتل غير متعمد)؛
- قضية بكر (اعتداءات جنسية)؛
- قضية عدو وخيار (جروح)؛
- قضية مود (تعاطي المنشطات)؛
- قضية شكار (أضرار جنسية)؛
- قضية زيد (محاولة اغتصاب)؛
- قضية مد سالم (جروح عن طريق الحرق)؛
- قضية أمباري (قتل غير متعمد)؛
- قضية مرزوق (اغتصاب)؛
- قضية بوب وشركاؤه (اعتداء على وكيل عمومي)؛
- قضية سيسي (اغتصاب)؛
- قضية حافت (اغتصاب)؛
- قضية كيت وشركاؤه (أضرار جنسية)؛
- قضية الآنسة الزينه (التخلي عن طفل)؛
- قضية معط (اغتصاب قاصر)؛
- قضية بيكي (اغتصاب قاصر)؛
- قضية زينب (الزنا أو البغاء أو الفاحشة)؛
- قضية الزوينه (قتل طفل)؛

خاتمة

كخلاصة، يتضح من هذه الدراسة أو الحصيلة أن الاختلالات أو سوء التطبيق الناجم عن عدم المعرفة الجلي بالقواعد القانونية الخاصة التي تحكم قضاء القصر والذي هو الأساس قضاء للحماية وليس للعقاب، تمت ملاحظتها. هذه الاختلالات تكون أحيانا مؤسسية، وأحيانا قانونية أو قضائية. وهكذا، على الصعيد المؤسسي يلاحظ غياب محاكم جنائية مختصة مكلفة بالقصر الذين مازالوا يمثلون أمام المحاكم الجنائية للحق العام، ونقص التغطية في مجال دواوين التحقيق المكلفة بالقصر داخل البلاد، وغياب الفرق الخاصة بالقصر في الولايات، باستثناء انواكشوط، ونقص المراكز شبه المفتوحة لإيواء القصر بين أقل من 7 سنوات و15 سنة، إذ أن حبسهم يوميا ممنوع بالقانون ويضر بإعادة تأهيلهم.

وعلى الصعيد القانوني والقضائي، تمكن كذلك ملاحظة سوء تكييف الوقائع المستهدفة، مثلا، أحكام المادة 24 المتعلقة بجريمة الاغتصاب من طرف بالغ على قاصر إلى جنحة أضرار جنسية أو بأخلاق الإسلام وجريمة القتل العمد إلى جنحة القتل غير العمد، وأخيرا القصر المتورطون في الزنا المشفوع بالحمل الذين يواجهون عقوبة مدنية، بدلا من ترتيبات المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، التي تكرس نظام استقلالية تخفيف العقوبات. كذلك، لم يسجل حتى الآن أي قرار متعلق بالأشغال ذات النفع العام أو تأخير العقوبة، أو الوضع تحت الاختبار وإلغاء الإدانات من السجل العدلي للأشخاص القاصرين الذين أصبحت إعادة تأهيلهم واحدة فور بلوغهم سن الرشد.

هذه الاختلالات تتم عن نقص في تكوين الفاعلين القضائيين المكلفين بالمنظومة الجنائية في مجال قضاء الأطفال. ومعالجة هذه الاختلالات من المفيد إرساء خطة للتكوين الملائم لصالح الطواقم (قضاة، كتاب ضبط، شرطة قضائية، محامون، مساعدون اجتماعيون، الخ..) المكلفة بقضاء القصر، عبر المواءمة مع الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

العادلة وبأن موكله تعرض للتعذيب ولم يحصل على محاكمة منصفة. ثم أضاف أن محضر الشرطة القضائية الذي يشكل الدليل الوحيد في هذا الملف خال من أي أساس يعتد به كما تظهر تناقضات صارخة، حسب الدفاع، بين الكلام ضابط الشرطة القضائية وقاضي التحقيق حول وجود ماس يدعى محمد ذكر في محضر المعاينة من قبل قاضي التحقيق بعد انتقاله إلى عين المكان حيث اكتشفت الجثة، كما تود تناقضات أخرى طبقا للدفاع بين تواريخ الحبس النظري ولخبرة الطيبة. وأضاف أنه لا يجد أي دليل لاستعادة تدعيم هذه الاتهامات الخطيرة الموجهة لموكله مبرزا أنه ما إذا كان ارتكاب القتل خطيرا فإن اتهام بريء خطير أيضا وقبل إهلاء مرافقته، أكد طلباته الموجهة لقاضي التحقيق، وهي استجواب صمبا، والشهود، والطبيب، وفحص ملابس المتهم، وتحليل الحمض النووي للمتهم، وتشريح جثة الضحية؛ تطبيقا للمادة 174 من مدونة الإجراءات الجنائية، وطالب، أخيرا بتبرئة موكله، نظرا للعيوب الشكلية. وقبل إحالة الملف للمداولات منحت فرصة الكلام الأخيرة للمتهم الذي طالب المحكمة بتبرئته.

1. شروط القسامة

- لا يعدم أحد بالقصاص إذا لم يثبت القتل بذليل إثبات شرعي، أو الاعتراف أو عند الاقتضاء، بالقسامة (يمين الخمسين). في حالة ما إذا أقسم أولياء قضية الضحية خمسين قسما فإنهم يحصلون بذلك على الحق في القصاص. وعندما يكون القتل عمدا، فإن القسم يؤديه رجلان على الأقل.
- لا يتم اللجوء لقسم الخمسين إلا إذا كان الضحية قال، قبل موته، « دمي في ذمة فلان » وحين يوجد شاهد على القتل أو شاهدين على الجرح إن قال الضحية نجا منه بعض الوقت في حالة صحة تمكنه من الأكل والشرب.
- يؤدي أولياء قضية الضحية المطالبون بالقصاص، إن كانوا من الخمسين رجلا، خمسين قسما، وإن كانوا أقل من خمسين فإنهم يتوزعون فيما بينهم وفي المقال لا تؤدي المرأة اليمين عندما يكون القتل عمدا. تترب على هذا القسم آثار قانونية.

2. الآثار القانونية للقسامة

يجب على أولياء قضية الضحية أداء يمين خمسين مرة وإن كانوا أقل من خمسين فإنهم يتوزعون الأيمان بينهم. غير أنه، إذا رفض الأهل المطالبون بالقصاص أن يؤديوا اليمين فإن القصاص يطبق عليهم هم وإذا لم يوجد غير شخص واحد ضمن أولياء قضية الضحية لأداء القسم فإنه يؤدي الخمسين قسما وحده؛ وإذا كانوا عدة متهمين فيقيم كل واحد منهم خمسين قسما لتبرئة أنفسهم جميعا. وعندما يتم أداء اليمين الخمسيني ينطبق بالقصاص.

40. قضية يايي

• المحاكمة

أدانت المحكمة الجنائية المتهم جمعة وهو بناء في الخمسين من العمر، بعقوبة الإعدام بالقسم، على خلفية وقائع اغتصاب واغتيال طفلة قاصر عمرها 6 سنوات.

• مسائل قانونية

تتعلق المسألة القانونية بالقسم بالآثار القانونية في الشريعة الإسلامية

• الوقائع

في يوم 2013/10/27 ذهب الأطفال الكبار في عطلة أعياد الميلاد إلى السنغال وبقيت الصغيرة يايي مع أهلها، في انوكشوط كان الأب والأم غائبين لأسباب مهنية وعائلية؛ فالأب يعمل بسفارة ألمانيا والأم ذهبت لتسديد فاتورة الكهرباء، غير بعيدة من المنزل، في ذلك الوقت الذي كانت الصغيرة تلعب على الحبل أمام المنزل إذ كانت الساعة تشير للعاشر صباحا.

في العادة عندما يكون بناء عائلتهم يعمل في المنزل المقابل الذي يملكونه أيضا، يتسابق الأطفال نحو البناء المذكور ليعدوا له الشاي وفي يوم الواقعة، وفيما كانت الطفلة تلعب أمام منزل أهلها اتجهت وحدها لحضور البناء في الورشة التي كانت على مستوى الاكتمال تقريبا.

فجرت نحوه كالعادة لكن للأسف هذه المرة كان وحشا جنسيا وكان وحده صباحا اعترف أمام الشرطة بأنه في ذلك الوقت كان في الورشة لجمع أدواته بهدف الشروع في ورشة أخرى تعود لأسرة من الولوف يوجد منزلها ملتصقا بمنزل أهل ضحيته. كانت الساعة تشير إلى العاشر صباحا تقريبا عندما ظهر أمام منزل عائلة الولوف طالبا منهم وضع التراب في هذا الجانب والماء في الجانب الآخر إذ عليه أن يبدأ العمل في ذلك اليوم دون تأخير ثم اختفى وعاد للظهور عند الساعة 12 منتصف النهار، قادمة من جهة البحر عندما بدأ البحث مكثفا بعد اختفاء الصغيرة يايي التي عثر عليها ميتة ومغتصبة وعارية ومرمية على أمواج البحر في حدود الساعة الثانية ظهر، ثم اختفى من جديد في البحر حيث أمضى بقية النهار على الشاطئ لكنه عاد للظهور عند الساعة السادسة مساء.

فور اعتقاله اعترف أمام الشرطة بأنه اغتصبها داخل ورشة الأسرة وخنقها حتى الموت ونزع ثيابها ووضعها في كيس أرز فارغ وحملها ليرميها بعيدا في البحر بعد ذلك تراجع أمام قاضي التحقيق والمحكمة ودفع ببراءته إلى أن تمت إدانته بالإعدام بناء على القسم.

• الإجراءات

أمر وكيل الجمهورية قاضي التحقيق بفتح استجواب في هذه القضية أمام إنكار المتهم على خلفية تلك الوقائع المتعلقة بالاغتصاب والاغتيل والمنسوبة إليه.

• تعليق

1. مضمون حكم المحكمة الجنائية

حاكمت المحكمة الجنائية في تشكيلة مختلفة، وأدانت المتهم جمعة بعقوبة الإعدام قصاصا على أساس القسم (اليمين الخمسيني).

وخلال جلسة المحكمة الجنائية بانواكشوط الغربية، أنكر المتهم الوقائع المنسوبة إليه.

طالب محامي الطرف المدني (ذوو حق الضحية) المحكمة بتطبيق عقوبة القصاص بحق مرتكب هذه الجريمة.

أعلن وكيل النيابة أن المتهم استدرج، واختطف واغتصب، ثم قتل عن عمد طفلة قاصر؛ وهي جريمة خطيرة هزت الرأي العام الوطني وطالب بإدانة المتهم على أساس ترتيبات المواد 332، 333، 309، 272، و280 من المدونة الجنائية. ذكر المحامي المعين للدفاع عن المتهم بأن موريتانيا صادقت على المعاهدات ضد التعذيب والحصول على المحاكمة

في الحالة التي بين أيدينا، طبقت المحكمة الجنائية الترتيبات الشرعية المذكورة أعلاه لصالح القصر المتهمين مع الأخذ في الحسبان العفو الممنوح من ذوي حق الضحية، بموجب بروتوكول التسوية الودية مع ذوي المتهمين القصر الذين دفعوا الدية وديا وأخيرا بالفترة الطويلة نسبيا التي أمضاها المتهمون رهن الاعتقال الاحتياطي.

طالب المحامي المعين تلقائيا للدفاع عن حبيب بإعادة تكيف الوقائع المتعلقة بموكله الذي هو قاصر ولم يشارك في جريمة القتل العمد لكنه اعترف بمخالفة السرقة، كما طالب بأن تكون العقوبات متناسبة مع الأفعال المرتكبة خاصة بالنسبة لموكله نظرا لقصوره.

بين المحامي المعين للدفاع عن تيام أن موكله لم يكن متهما إلا بالسحر أو التعوذة وقد فوجئ حين سمع في هذه العريضة من النيابة العامة أن موكله يقود عصا بأشوار والنيابة لم تظهر أي مؤشر ولا أي دليل لتبرير هذه التكيف المفاجئ فموكله لم يكن على علم بالعصا ولا بمشروعها الإجرامي.

صرح المحامي المعين للدفاع عن مينوه ومومو بأ، موكليه لم يشاركا في القتل وذلك ما يظهر بوضوح في التحقيقات التي أجريت في هذا الملف.

اعتبر الدفاع أن النيابة العامة استندت إلى افتراضات كتكيف مخالفة الاغتيا ل بينها المتهمون لم يبدروا ولم يبقطوا مشروعا في هذا الاتجاه خاصة وأنه لا يوجد سبق إصرار.

وطبقا لهذا المحامي دائما فإن في هذا الملف توجد مجموعتان من شاركوا في القتل ومن ارتكبوا أعمال السرقة ومولاه القاصر أن أنكر مشاركتهما في القتل وطالب أيضا بمنح فرصة ثانية لموكليه القاصرين ويتم الإفراج عنهما وتسليمهما لأهلها إذا أنها أمضيا فترة طويلة رهن الحبس الاحتياطي.

وقبل إحالة الملف إلى المداوات منحت فرصة الكلام الأخيرة للمتهمين الذين طالبوا المحكمة بتبرئتهم.

• تعليق

1. مضمون حكم المحكمة الجنائية

حاكمت المحكمة هذه المجموعة من القصر وطبقت الآثار القانونية للعفو من قبل الضحية عن العقوبة في مجال القتل العمد، طبقا لقواعد الشريعة الإسلامية وظروف التخفيف القانونية لمسؤولية القاصر في المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل وظروف التخفيف على أساس المادة 437 من المدونة الجنائية الممنوحة للمتهمين في هذه القضية.

أ. الآثار القانونية للعفو من الضحية للعقوبة في مجال القتل العمد، حسب قواعد الشريعة

الإسلامية

بما أن التشريع الإسلامي مستمد من الشريعة الإسلامية المخالفات بالنية ضد الأشخاص أو جرائم الدم تعاقب بالقصاص، أي العين بالعين والسن بالسن».

وتبقى عقوبة القصاص مرهونة بالعفو من أولياء حق الضحية الذين لهم صلاحية الصفح بشكل مجاني أو بتعويض مقابل ثمن دم الحية القتل.

إن عفو ذوي حق الضحية يستبعد الإدانة أو تطبيق عقوبة القصاص عندما يتم في مجال القتل العمد أو الاغتيا ل إنه يتيح إذن أثرا في مجال عقوبة القصاص ناتج عن القسم الخمسيني، أي أن أحد أولياء، بحق الذكور (عصب) أو عددا منهم يؤدون القسم 50 مرة بأن «المتهم هو فعلا قاتل الضحية» وهذه الطريقة تستخدم عندما لا تتوفر الأدلة المقبولة في الشريعة حين يوجد استنباط بسيط (راجع المدونة القضائية 40 قضية يايي).

في المقابل، لا يحدث أي أثر قانوني إذا كانت مخالفة القتل العمد والاغتيا ل قد ارتكبت مع سبق الإصرار والترصد.

ب. الظروف التخفيفية الشرعية لمسؤولية القاصر في المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن

الحماية الجنائية للطفل والظروف التخفيفية على أساس المادة 437 من المدونة الجنائية، الممنوحة للمتهمين.

في الغالب يعمد القضاة الجالسون للقصر إلى تطبيق ترتيبات المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، من أجل تطبيق التخفيف الشرعي للمسؤولية، وحتى العقوبة إلى 12 سنة من الحبس كحد أقصى أيا كانت العقوبة الأصلية، وظروف التخفيف الحقيقية أو الشخصية، التي يختارها القاضي باجتهاده والمرتبطة بمخالفة أو حسن الناعل وتنص عليها أحكام المادة 437 من المدونة الجنائية بهدف خفض العقوبة إلى ما دون الحد الأدنى.

ومومو بينها تلك التي وقعت على دكان في النهار (الميناء) وسرقوا خلالها أيضا مبلغ 160.000 أوقية؛ وعملية أخرى مع عيسو وميمو وبلال لكنه أنكر مشاركته في قتل الحارس. عيسو: اعترف أمام الشرطة القضائية وقاضي التحقيق بأه شارك في عملية سرقة واحدة مع حبيب، مومو، وبلال سرقوا خلالها مبلغ 300.000 أوقية وقد حصل على مبلغ 50.000 أوقية كنصيب بعد التقاسم. وأضاف أن المشعوذ تيام المتهم في هذه القضية تلقى مبلغ 100.000 أوقية هي ثمن لخدماته التي قدمها للعصابة. وأوضح من جهة أخرى: أنه قبل كل عملية كان المتهم تيام يعطيهم تعاويذ (حجاب) لمضاعفة فرص سلامتهم. مينوه: اعترف أمام الشرطة القضائية وقاضي التحقيق بأنه شارك مع المتهمين أليف، حبيب، ومومو، في عملية دكان النهار (الميناء) التي سرقوا خلالها مبلغ 160.000 أوقية ثم أضاف أنه لاذ بالفرا قبل ارتكاب القتل. واعترفوا جميعهم بأن قضيب الحديد كان سلاحهم للسرقة. تيام: اعترف أمام الشرطة القضائية وقاضي التحقيق بأنه مشعوذ فقد مستقبله لكنه أنكر أنه أعطى المجموعة تعاويذ.

• الإجراءات

بعد انتهاء التحقيق الأولي أمر وكيل الجمهورية بفتح استجواب قضائي بحقهم حول وقائع جمعية أشرار، القتل العمل، السرقة مع التهيب ضمن عصابة منظمة أثناء الليل، الضرب والجروح المتعمدة، والتهديد وهي وقائع تنص عليها وتعاقبها أحكام المواد 271، 280، 246، 247، 248، 356، 357، 287، 284 و 245 من المدونة الجنائية، وذلك بعدما استمع إليهم.

أصدر قاضي التحقيق المكلف بالقصر أمرا بالإحالة بتاريخ 2014/09/02 إلى المحكمة الجنائية بولاية أنواكشوط الغربية المكلفة بالقصر، لتتم المحاكمة طبقا للقانون.

انعقدت المحكمة الجنائية بولاية أنواكشوط الغربية، المكلفة بالقصر بناء على أمر الإحالة من قاضي التحقيق حول وقائع جمعية أشرار، القتل العمد، السرقة ضمن عصابة منظمة تحت التهيب أثناء الليل، الضرب والجروح المتعمدة، والتهديد، وهي وقائع تنص عليها وتعاقبها أحكام المواد 271، 280، 246، 247، 248، 356، 357، 287، 284 و 245 من المدونة الجنائية.

وخلال جلسة المحكمة الجنائية المكلفة بالقصر في أنواكشوط الغربية، صرح المتهم أليف بأنه خرج مع أصدقائه تلك الليلة فوجدوا الحارس نائما، أمام باب الدكان فضربه ضربة قاتلة بسيف على الجمجمة، وبعد فعلتهم حاولوا دون جدوى كسر باب الدكان الذي تركوه فور وصول الإسعافات.

صرح المتهم مومو بأنه كان غائبا وقت حدوث الوقائع وبأن الشرطة هي التي أكرهته على الاعتراف.

اعترف المتهم حبيب أمام القضاة بأنه ارتكب مع أصدقائه المخالفات المنسوبة إليهم.

أما المتهم عيسو فقد أنكر الوقائع وصرح أنه كان نائما في البيت عندما أيقظته الشرطة، ولم يفعل أي شيء في هذه القضية.

أنكر المتهم أمينوه الوقائع المنسوبة إليه وصرح بأنه خضع للتعذيب من قبل الشرطة.

صرح المتهم تيام بأن قريبه هيمي جاء إليه رفقة عيسو وطلب «خدماته» المتمثلة في إعطائهم تعويذات تمكنهم من مضاعفة حظوظهم في الفوز بمسابقة للرقص بدار الشباب، فوافق على إعطائهم مقابل مبلغ 10.000 أوقية. صرح الطرف المدني أي ذوو حق الضحية غيلاني ممثلا من طرف عبد الله، بأنه منحه العفو عن المتهمين إثر التسوية الودية.

صرح الضحية محمدين بأن دكانه تعرض لكسر وفقد مبلغ 200.000 أوقية أعلن وكيل النيابة في عريضته أن المتهمين شكلوا جمعية أشرار بقيادة تيام الذي كان يعطي التعاويذ التي تمكنهم من الاختفاء بعد ارتكاب أفعالهم» هذا الوهم دفعهم إلى ارتكاب تلك المخالفات مقابل مبلغ 30.000 أوقية يدفع لتيام.

وطالب أخير، بعقوبة الإعدام ضد المتهمين الخمسة الأوائل، وهم: أليف من مواليد 1999، بلال من مواليد 1993 مومو من مواليد 1993، حبيب من مواليد 1998 وعيسو من مواليد 1995، مع عدم الأخذ في الحسبان سن القصور لبعض المتهمين، و10 سنوات من الأشغال الشاقة المؤقتة ضد الآخرين.

39. قضية مينوه وشركاؤه

• المحاكمة

- أدانت المحكمة الجنائية بولاية اناكشوط الغربية في تشكيلة مختلفة بموجب الحكم الصادر بتاريخ 23 فبراير 2016 كلا من أنغام، حبيب، مينو، مومو، عيسو وتيام بالعقوبات التالية:
- سنتان من الحبس النافذ بتهمة التورط في القتل العمد، والسرقه المكيفة، والضرب والجراح والمتعمدة والتهديد، ضد كل من بلال ألفا، حبيب، مينوه، مومو، وعيسى؛
 - سنة واحدة من الحبس النافذ ضد المدعو تيام على وقائع السحر والشعوذة.

• مسائل قانونية

شملت المسائل القانونية المثارة التبعات القانونية لعفو الضحية عن العقوبة في مجال القتل العمد، حسب قواعد الشريعة الإسلامية، وظروف التخفيف الشرعية للمسؤولية لصالح القاصر، وظروف التخفيف على أساس المادتين 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل و437 من المدونة الجنائية على التوالي، الممنوحة للمدانيين.

• الوقائع

يتبين من محضر الشرطة القضائية رقم 48/201 بتاريخ 13 مارس 2014 أن السيد غيلاني وجد ميتا أمام باب الحانوت الذي كان يتولى حراسته.

وقد انتقل وكيل الجمهورية، بعد إشعاره، إلى عين المكان مرفوقا بوكلاء الشرطة القضائية لإجراء المعاينات الأولية في مسرح الجريمة.

وصرح أحد الحراس وجد في المكان بأن غيلاني، أثناء نومه، وقع ضحية اعتداء، دبرته مجموعة من الشباب المجرمين حيث ضربوه ضربات قاتلة بسكين ضخم.

أمر وكيل الجمهورية بنقل جثة الضحية إلى المستشفى وبعد التحقيق تم اعتقال كل من ألفي من مواليد 1999، وبلال من مواليد 1993، ومومو من مواليد 1993، وحبيب من مواليد 1998، وعيسو من مواليد 1995، ومينوه من مواليد 1999 ووجهت لهم تهمة جمعية أشرار والقتل العمد، السرقه ضمن عصابة منظمة عن طريق التهيب وخلال الليل والضرب والجراح المتعمدة والتهديد وتيام بتهمة الشعوذة ضد كل من غيلاني، السعد، سالي، وعالي، وهي الوقائع التي تنص عليها وتعاقبها ترتيبات المواد: 271، 280، 246، 247، 248، 356، 357، 287، 284 و345 من المدونة الجنائية.

وأمام الشرطة القضائية وقاضي التحقيق صرحوا بما يلي:

ألفا: اعترف بأنه أثناء ليلة الحادثة، وبينما كان مع أصدقائه حبيب، مينوه، وهمي، اعتدوا على الحارس الذي كان ينام بهدوء أمام باب الدكان الذي يتولى حراسته، توجه المدعو حبيب بعد باغت الحارس بضربة بسيف نحو باب الدكان ليفتحه بالأدوات التي بحوزته، فيما كان الآخرون يمسون بالحارس الآخر غير بعيد.

خلال نفس الليلة، ارتكبوا عدة اعتداءات وعمليات سطو ضد أشخاص آخرين، واعترف بأن السكين والسيف كانا معه، بينما كان المدعو حبيب يمسك بالقضيب الحديدي، وكان جميع بقية أفراد العصابة مسلحين بالعصي.

في المقابل أوضح أنه لم يتلقى أي تعويذة (حجاب) من المتهم تيام.

بلال: اعترف أمام الشرطة القضائية وقاضي التحقيق بأنه شارك مع المتهمين حبيب وألفا وميمو وعيسو في عملية سرقة دكان في الميناء استولوا على إثرها على مبلغ 200.000 أوقية وظل ينكر أنه شارك في عمليات السرقة في النهار بالميناء أو الاعتداءات ضد أشخاص أو القتل العمد.

ميمو: اعترف أمام الشرطة القضائية وقاضي التحقيق بأنه شارك مع المتهمين الآخرين في عملية سرقة واحدة لحانوت أخذوا خلالها مبلغ 300.000 أوقية، ثم اعترف بأن القضيب الحديدي كان سلاحهم كما استخدموا التعاويذ التي يعدها تيام للحماية من الشر مقابل مبلغ مالي.

حبيب: اعترف أمام الشرطة القضائية وقاضي التحقيق أنه شارك في العديد من عمليات السرقة مع ألفا ومينوه

التي بين أيدينا كان من متأتيا وكافيا خاصة وأن المادة 449 من المدونة الجنائية لا تفتح هذا القوس إلا إذا، وإذا فقط، كان النص القانوني أو التنظيمي أهم لها أو كان موضع غموض.

أو الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، تكتسي أهمية بالغة، كونها تتيح للقاضي وحتى للقانون البسيط، أن يعرف من البداية أن العقوبة القصوى في القانون الجنائي الموريتاني هي عقوبة الإعدام، وأن القاضي أيضا يمكنه أن يدين بثلاث العقوبة المنصوص عليها إذا كان القاصر يواجه عقوبة الأشغال الشاقة المؤقتة أو الحبس، بينما بقيت المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل صامتا حول العقوبة القصوى في القانون الجنائي الموريتاني، وهي عقوبة الإعدام، وحول صلاحية الإدانة الأصلية المحددة أعلاه.

إن غياب هذين المفهومين من المادة 147 من المدونة الجنائية عن الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل بالغ الأهمية ويبرر كون المادة 61 هي رديفة هاتان المادتان تتكاملان وغيرلا متناقضتين. وعليه فلا ينبغي على الإطلاق اعتبار أن أحكام المادة 61 من المدونة الجنائية خاصة باطلة أو لاغية بعد ظهور الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

في المقابل يجدر اعتبار ترتيبات المادة 60 من المدونة الجنائية، المتعلقة بالطفل دون 16 سنة بلا استنباط، مناقضة لأحكام المادة 209 من الأمر القانوني للحماية الجنائية للطفل التي تنص على أن هذا الأمر القانوني يلغي جميع الترتيبات السابقة التي تناقضه» ومن هنا كان مصير الأطفال المسؤولين جنائيا من 7 إلى أقل من 15 سنة ومن 15 سنة إلى 18 سنة يحكمه بشكل لا لبس فيه الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

ولهذا السبب البديهي، لم يطبق قضاة محكمة الاستئناف سوى المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل درءا للخطأ، هذه المادة مستقلة وكافية لتجنب عقوبة الإعدام بالنسبة للقاصر، خاصة عندما تجتمع مع المادة 61 من المدونة الجنائية.

2. نطاق قرار محكمة الاستئناف

في أعقاب الاستئناف الذي تقدم به محامو الدفاع عن المدانين، عمدت الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف إلى تطبيق الترسنة القانونية في مجال البلوغ المدني والجنائي. وهذه النصوص ذات تنطلق أحيانا من القانون المدني وأحيانا من القانون الجنائي، ثم طبقت هذه المحكمة، بإبطالها قرار قضاة الدرجة الأولى، عقيدة التشريع الإسلامي المتعلقة بعقوبة القاصر المشترك في جريمة دم.

أ. الإطار الشرعي للبلوغ الجنائي

تحيل المادة 162 من مدونة الأحوال الشخصية التي تحدد الأهلية المدنية في سن 18 سنة، إلى المادة 15 الفقرة 2 من مدونة العقود والالتزامات، في مجال ممارسة الحقوق المدنية، والتي نص على أن البلوغ محدد عند 18 سنة كاملة، كذلك تنص المادة الأولى من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل على أنه يعني هذا الأمر القانوني أن كل كائن بشري يقل عمره عن 18 سنة هو طفل.. وهذا يعني أنه في القانون الموريتاني أن البلوغ المدني هو نفسه في المجال الجنائي ومن هنا فإنه اعتبارا من هذه السن يكون الشخص معرضا للعقوبة القصوى التي يحددها القانون لأنه يفقد التمتع بتخفيف المسؤولية وحتى العقوبة الممنوحة للقاصر.

ب. عقوبة القاصر المشترك مع بالغ في جريمة دم، في الشريعة الإسلامية

تنص المادة 449 من المدونة الجنائية أن المجالات التي لم يعلن عن تسويتها في هذه المدونة محكومة بأحكام التشريع الإسلامي»..

وعلى أساس هذه المادة رجح قضاة الدرجة الثانية، أي قضاة محكمة الاستئناف وطبقوا أحدث فقهاء التشريع الإسلامي الأكبر الدور الدريدي وخليل حول عقوبة القاصر عندما يكون شريكا مع بالغ في مخالفة القتل العمد. في كتاب الدريدي تقر: «أن عقوبة القصاص أو الإعدام تطبق على البالغ وحده، شريك القاصر، في مجال القتل العمد وليس الطفل الذي تعتبر أفعاله غير متعمدة؛ إلا أن أهل القاصر العصب (الذكور) يجب عليهم تحمل نصف الدية». وبطبيعة الحال يتحمل البالغ النصف الآخر من الدية إذا ما تولى ذو حق الضحية عن القصاص إذ يملكون الخيار بين العقوبتين:

لكن يجدر التنويه إلى أن هذه القواعد العقدية لا تطبق إلا في غياب نصوص قانونية وبما أن أحكام المادة 147 من الأوب القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل تترجم معنى ونطاق هذه العقيدة، فإن تطبيقها وحده في الحالة

طالبت النيابة العامة بعد أن قدمت عرضا مفصلا لوقائع ملابسات الجريمة بتطبيق عقوبة القصاص مركزة على أن كلا من مويد وزبي متابعان في جملة من المخالفات بحق شخص بريء ذنبه الوحيد أنه سلك طريقا مظلما قليلا ما يسلكه العامة؛ وأهـ في الحالة التي بين أيدينا اتفقا على تدبير وتنفيذ هذه الجريمة النكراء بأسلحة بيضاء كانت بحوزتهم.

من جانبه أوضح المحامي المعين تلقائيا للدفاع عن سويد أن مصالح الأمن أو الشرطة تعودت في كل مرة تتم فيها جريمة، عند العجز عن إلغاء القبض على الفاعل، أن تبحث عن كبش فداء يعترف تحت التعذيب، وذلك في مراعاته بأن محاضر الشرطة القضائية لا تشكل دليلا لكن على القاضي استخدامها للاستئناس، وهكذا أضاف بأن سلاح الجريمة ليس ملوكه.

كما ذكر بأن المشرع في مجال القتل العمد، فرض أن تكون نية القتل ثابتة وأنه في هذه الحالة لم تكن لدى المتهم تلك النية، وعليه فقد طالب بأن تتم تبرئتهما من التهمة.

أما المحامي المعين تلقائيا للدفاع عن زي فبين أن الملف لا يضم أي دليل وأن الاعترافات الواردة في محاضر الشرطة وقاضي التحقيق لم تصدر إلا تحت الإكراه إنها بلا قيمة قانونية.

ولاحظ أن من غير المنطقي أن يكون موكله، بالنظر لسنه وضعف بنيته هو مرتكب الجريمة.

وطالب، أخيرا، بأن تأخذ المحكمة في الحسبان الظروف الاجتماعية والمادية وأن تمنحه على الأقل ظروف التخفيف.

وقبل إحالة الملف للمداولات منحت فرصة الكلام الأخيرة للمتهمين الذين طالبوا المحكمة بإعلان براءتهما.

وأمام الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف، أنكر المتهمان تهم تورطهما وطالبا، بالتالي بتبرئتهما، إلا أن المدعي العام طالب بتطبيق ترتيبات المادة 146 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل منبها المحكمة إلى أنه من الضروري تماما الأخذ في الحسبان بسن القاصر وإدانته، على هذا الأساس، بالحبس لمدة 12 سنة نافذة.

بين محاميا الدفاع أيضا ضرورة تطبيق أحكام مدونة القصر بدلا من المدونة الجنائية وطالبا بتبرئة موكليهما غياب الأدلة.

في أعقاب النقاشات، بطلت المحكمة جزئيا، حكم الإدانة بالإعدام الصادر عن المحكمة الجنائية.

1. مضمون قرار المحكمة الجنائية

أدانت المحكمة، بالفعل، المتهمين المحالين أمامها بأمر من قاضي التحقيق، بعقوبة القصاص بالإعدام، وذلك بعد ما قدرت شروط القصاص وأولت ترتيبات المادة 61 من المدونة الجنائية.

أ. الشروط الشرعية لعقوبة القصاص

تتولد عن القتل عقوبة القصاص عندما تكون الضحية والفاعل من نفس الديانة، أي يكونا مسلمين وهذا ما يسمى التكافؤ في الدين إذ أن الإنتماء للدين المهيمن وهو الإسلام لابد منه.

وعند ما يتعلق الأمر بقتل عمد، من غير إصرار أو ترصد، يكون لأولياء حق الضحية الاختيار بين تنفيذ عقوبة الإعدام، بعد إدانة نهائية بطبيعة الحال، وبين الدية أو ثمن الدم، أما إذا تعلق الأمر باغتيال فإن الإدانة بعقوبة القصاص لا رجعة فيها ويجب أن يبقى المدان رهن الاعتقال إلى غاية إعدامه.

ثم إن قاضي الإدعاء العام القاضي الجالس يجب قدر الإمكان أن يتجنب هذا التكييف (الاغتيال) شديد التعقيد والذي لا يوجد سبيل للطعن فيه في حالة إدانة أصبحت نهائية.

ب. تأويل المادة 61 من المدونة الجنائية والمادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية

الطفل من طرف المحكمة الجنائية

تنص المادة 61 من المدونة الجنائية المتعلقة بالطفل البالغ 16 سنة من العمر على أنه إذا تقرر أن الأمر يتعلق باستنباط، يتم إصدار العقوبات على النحو التالي: عندما يواجه عقوبة الإعدام أو الأشغال الشاقة المؤبدة، يدان بعقوبة من 10 إلى 20 سنة من الحبس؛ وإذا واجه عقوبة الأشغال المؤقتة أو الحبس يدان بالحبس بثلاث المدة على الأقل وبنصفها لأقصى حد..».

ما زال التطبيق الذي يعمد إليه القضاة الجالسون غالبا لهذه الحيثية التي تعتبر بمثابة الحد بالنسبة لمدونة القصاص

38. قضية زي وشرؤكاه

الحكم رقم 64/2011 بتاريخ 2011/12/12

• المحاكمة

أدانت المحكمة الجنائية بولاية انواكشوط بواسطة الحكم رقم 156/2011 بتاريخ 2011/05/23 كلا من سويد، وهو شخص بالغ، وزيد وهو قاصر من مواليد 1993، بعقوبة الإعدام، على خلفية جمعية أشرار بهدف ارتكاب اعتداءات ضد الأشخاص والممتلكات، والقتل العمد، وهي الوقائع التي تنص عليها وتعاقبها أحكام المواد 270، 271 و280 من المدونة الجنائية.

وبعد الاستئناف أبطلت الغرفة الجنائية محكمة الاستئناف في نواكشوط حكم المحكمة الجنائية بإدانة القاصر زي بالحبس 12 سنة نافذة وبدفع مبلغ 1.500.000 أوقية من الدية لصالح أولياء حق الضحية مع رفض بقية الإدعاءات.

• مسائل قانونية

شملت المسائل القانونية التي تناولتها المحكمة الجنائية الظروف القانونية لعقوبة القصاص وتأويل المادة 61 من المدونة الجنائية و147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل. وأمام الغرفة الجنائية محكمة الاستئناف شملت المسائل القانونية المشاركة الترسنة القانونية في مجال البلوغ المدني والجنائي، وعقيدة التشريع الإسلامي المتعلقة بعقوبة القاصر المشترك مع بالغ في جريمة دم.

• الوقائع

يتبين من المحضر رقم 35/050 عند الشرطة القضائية بمفوضية الرياض 2 بلاغ المدعو بوبا، أن جثة شباب مغطاة بالدماء عثر عليها في الشارع وفور وصولهم لعين المكان قام وكلاء القوة العمومية بنقل الجثة فوراً إلى المستشفى وقد لاحظ الطبيب بعد المعاينة أن المعني مات قبل وصوله للمستشفى. وعلى إثر التحقيقات وبحث الشرطة القضائية تم العثور على الشخصين المذكورين أعلاه واعتقلا بتهمة القتل العمد. وبعد اعتقالهما اعترفا خلال الاستجواب بأنهما خرجا، كعادتهما، ليلة الحادثة بهدف المساس بحياة الناس وممتلكاتهم إذ حاولا في الليلة السابقة الاعتداء على شابين من المارة نجيا لحسن الحظ بفضل تعرفهما عليهما من أول لحظة. وأثناء تنفيذ جريمتهم، ليلة الحادثة، لقي شابا حاولا سلبه ممتلكاته لكنه بعدما قاومهما، تمت السيطرة عليه من الخلف من طرف سيدي الذي أمر زي بأن يطعنه بسكين ففعل بطعن الضحية في الصدر ثم لاذا بالفرار على الفور بعد ارتكاب فعلتهما. واعترفا، كذلك، بأنهما ارتكبا سلسلة اعتداءات على أشخاص.

• الإجراءات

بعد انتهاء التحقيق الأولي، تمت إحالة كل من سويد وزبي أمام وكيل النيابة الذي أمر بعد الاستماع لهما، بفتح استجواب قضائي بحقهما على خلفية المساس بأرواح الناس وممتلكاتهم والقتل العمد؛ وهي وقائع تنص عليها وتعاقبها أحكام المواد 246، 271 و280 من المدونة الجنائية. أحال قاضي التحقيق ملف القضية أمام المحكمة الجنائية بولاية انواكشوط لتتم المحاكمة طبقاً للقانون. انعقدت المحكمة الجنائية بولاية انواكشوط بموجب أمر الإحالة من قاضي التحقيق للتحقيق في وقائع جريمة مساس بحياة الناس وممتلكاتهم والقتل العمد، وهي وقائع تنص عليها وتعاقبها ترتيبات المواد 246، 271 و280 من المدونة الجنائية.

وخلال جلسة المحكمة الجنائية بانواكشوط، أنكر المتهمون الوقائع المنسوبة لهم. صرح محامي الطرف المدني (ذوي حق الضحية) بأن المتهمين ارتكبوا جريمة بالغة الخطورة، أودت بحياة شخص مسلم وأن هؤلاء اعترفوا بالوقائع أمام الشرطة القضائية، ووكيل الجمهورية، وقاضي التحقيق، وعليه فقد طالب بإنزال عقوبة القصاص بالإعدام بحقهم، على جريمتهم المنكرة.

د. ظروف العفاء

الظروف التخفيفية هي مجموع الظروف الواقعية أو الشخصية السابقة للمصاحبة لتحقيق المخالفة وحتى اللاحقة عليها، حسب التشريع الموسع للحديث.

يتم تقديرها أحاديا وتطبق باستقلالية من طرف القاضي الجالس، في قضية معينة بهدف خفض عقوبة تعتبر قاسية جدا نص عليها المشرع، إلى ما دون الحد الأدنى القانوني، ويصبح القاضي في هذه الحالة مشرعا (المادة 437، الفقرة 5 من المدونة الجنائية)، وهي عقوبتا الحبس سنتين وسنة واحدة مع وقف التنفيذ أحيانا. هـ النصوص القانونية حول العقوبة

القانون رقم 48/07

المادة 4: كل من يخضع الغير للعبودية ويحرص على سلب حريته أو كرامته أو حرية أو كرامة شخص في كفالاته أو تحت وصايته ليكون عبدا، يعاقب بعقوبة الحبس من خمس سنوات إلى عشر سنوات وبغرامة من خمسمائة ألف (500.000) أوقية إلى مليون (1.000.000) أوقية.

تتضمن ترتيبات المادة 54 من الأمر القانوني رقم 2005/015 بتاريخ 05 ديسمبر 2005 المتضمن الحماية الجنائية للطفل تطبق على كل من يخطف طفلا بغرض استغلاله كعبد.

تعاقب محاولة جريمة الاستعباد بنصف العقوبة المطبقة على المخالفات المرتكبة المادة 6 كل من يأخذ ممتلكات، ثمار، ومداخل ناتجة عن عمل أي شخص بدعوى أنه عبد أو يستولي على ماله، يعاقب بالحبس من ستة أشهر إلى سنتين وبغرامة من خمسين ألف (50.000) إلى مائتي ألف (200.000) أوقية.

المادة 7: كل شخص يحرم طفلا بدعوى أنه عبد من الولوج إلى التعليم يعاقب بالحبس من ستة أشهر إلى سنتين وبغرامة من خمسين ألف (50.000) أوقية إلى مائتي ألف (200.000) أوقية.

القانون رقم 031/015

المادة 2: تشكل العبودية جريمة ضد الإنسانية وهي غير مسموح بها.

يمنع كل تمييز، بأي شكل كان ضد شخص بدعوى أنه عبد.

يخصص يوم وطني لمكافحة الممارسات الاستعبادية.

تحدد إجراءات تخليد اليوم الوطني بمرسوم

المادة 3: مصطلحات هذه المادة وهي:

العبودية: حالة أو ظرفية إنسان تمارس عليه امتيازات حق الملكية أو بعضها. المادة 7 كل شخص يخضع الغير للعبودية أو يحرض على سلب حريته أو كرامته أو حرية أو كرامة شخص في كفالاته أو تحت وصايته، ليكون عبدا، يعاقب بالحبس من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وبغرامة من مائتين وخمسين ألف (250.000) أوقية إلى خمسمائة (500.000) أوقية.

المادة 13: كل شخص يحرم طفلا بدعوى أنه عبد من الولوج للتعليم يعاقب بالحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من خمسمائة ألف (500.000) أوقية إلى سبعمائة ألف (700.000) أوقية.

- إيداع امرأة، أي أنها دون تملك الحق في الرض، تخطب، أو تزوج بمقابل نقدي أو غير يدفع لأهلها، ولي أمرها، عائلتها أو أي شخص آخر أو مجموعة أشخاص أو عند ما يتنازل زوج امرأة أو أسرته عنها أو يحاول بمقابل أو من دونها التنازل عنها لطرف ثالث أو تنقل عند وفاة زوجها لشخص آخر.
- إيداع طفل حين يتم إيداع طفل، سواء من طرف ذويه أو من طرف أحدهما أو وهي امرأة أو طرف ثالث، بمقابل أو من دونها بهدف استغلاله أو إخضاعه للعمل.
- الخدمة، وهي حالة أو ظرف محكوم بالقانون، العادة، أو الاتفاق بالعيش والعمل على أرض يملكها شخص آخر وتوفير بعض الخدمات لهذا الأخير بمقابل أو مجانا، دون القدرة على تغيير حالته.
- خدمة الديون: هي الحالة أو الظرف الناتج عن كون مدين يلتزم بتقديم أو خدمات أحد له عليه سلطة، كضمان دين، إذا لم تكن قيمة هذه الخدمات المنصفة محولة إلى شطب الدين أو إذا كانت مدة تلك الخدمات غير محدودة وطابعها غير محدد.
- كل من يخضع الغير للعبودية أو يحرض على سلب حريته أو كرامته أو كرامة شخص في كفالته أو تحت وصايته لكي يكون عبدا، يعاقب بعقوبة الحبس من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة وبغرامة من مائتين وخمسين (250.000) أوقية إلى خمسمائة ألف (500.000) أوقية.
- كل شخص يحرم طفلا يعتبره عبدا، من الولوج للتعليم، يعاقب بعقوبة الحبس من خمس (5) سنوات إلى عشر (10) سنوات وبغرامة من خمسمائة ألف (500.000) أوقية إلى سبعمائة ألف (700.000) أوقية؛
- كل إنسان مارس عليه أفعال الاستعباد المبينة أعلاه يعتبر عبدا (2، 3، 4، 7 و 13 من القانون 31/015 بتاريخ 2015/10/10 ضد العبودية).

ب. العنصر المادي لجريمة رفض تدريس القصر بموجب قانون مكافحة الرق

تنص المادة 7 من القانون 48/2007 على أن أي شخص يحرم طفلا بدعوى أنه عند من الولوج للتعليم، يعاقب الحبس من ستة (6) أشهر إلى سنتين (2) وبغرامة من خمسين ألف (50.000) أوقية إلى مائتي ألف (200.000) أوقية. يتبين من وثائق الإجراءات أنه بات من الثابت أن السيدة س كانت أمة للمدعو ح. ولم تتحرر إلا 8 سنوات قبل ظهور القضية حسب تصريحاتها. وفي المقابل أكد المدعو ح في جميع مراحل الإجراءات أنه منح السيدة س حريتها منذ خمس عشرة سنة، وهذا يعني أنها كانت أمته، وبناء عليه عندما يكون أطفال هذه السيدة مع هذا الأخير فمن البديهي أن ذلك عائد لنفس الأسباب خاصة وأنهم لم يدخلوا المدرسة ومن الثابت بوضوح أن القاصرين كانا راعيين للإبل وأحيانا للغنم أو خدم منزليين، كما أن من الثابت أن أبا من أفراد عائلة المدعو ح لم يتخذ مبادرة للإبلاغ عن هذه الوضعية البشعة التي كانت تعيش فيها السيدة مع ولديها.

ج. أدلة عدم الإبلاغ عن جريمة أو جنحة يتحملها المتهمون

كل شخص علم بمخالفة أو محاولة وتحديد جريمة أو جنحة، يجب عليه أن يبلغ دون تأخير، السلطات المختصة وإلا فإنه يرتكب مخالفة أو جنحة عدم الإبلاغ المشار إليها أعلاه والتي تعاقب بعقوبة تقصيرية. تنص المادة 56 من المدونة الجنائية على أنه «يعاقب بالحبس من شهر واحد إلى ثلاث سنوات وبغرامة من 5.000 إلى 200.000 أوقية أو بإحدى العقوبتين فقط، كل من علم بجريمة تمت محاولتها أو ارتكبت بالفعل لا يقوم بالتحديد منها أو الحد من آثارها، مادام الأمر ممكنا، أو بأن الفاعلين أو أحدهم يمكن أن يرتكبوا جرائم جديدة بإمكان الإبلاغ الوقاية منها، لدى السلطات الإدارية أو القضائية».

في الحالة التي بين أيدينا، مارس أفراد عائلة المدعو ح طيلة سنوات عديدة مع السيدة س وهي خادمة عملت كل هذه المدة دون مقابل، وقد وجد ولداها أيضا في نفس حالة الاستعباد أي مكلفين الراعيين بقطيع العائلة من الإبل والغنم مع الأسرة المذكورة، ولم يكن باستطاعة أي من أفراد العائلة أن يدلي أمام المحكمة أنه كان يجهل وجود السيد س وطفليها الذين كانوا يخدمونهم يوميا علما بأن الفاعل الرئيسي المدعو ح صرح بوضوح أمام قاضي التحقيق بأنه منح السيدة حريتها منذ سنوات. وهذا يعني أنها كانت أمته وكون الطفلين بقيا معه كراعيين للقطيع هو إدانة أو استمرارية لجريمة الاستعباد ومحاولة إنكارها إنكار للواقع» حسب ما ذكرت المحكمة.

وفي يوم 28 يونيو 2011 أصدر قاضي التحقيق أمرا بإحالة القضية أمام المحكمة الجنائية بولاية انواكشوط حتى تتم المحاكمة طبقا للقانون.

• تعليق

انعقدت المحكمة الجنائية بولاية انواكشوط المكلفة بمعاينة جرية الرق، طبقا لقرار الإحالة رقم 306/011 بتاريخ 2011/07/24 الصادر عن غرفة الاتهام بمحكمة الاستئناف.

إثر الاستئناف الذي تقدم دفاع المتهمين ضد أمر الإحالة من قاضي التحقيق حول التهم المنصوص عليها والمعاقبة بالمواد 4، 5 و 7 من القانون رقم 483/2007 حول العبودية، والمادتان 56 و 287 من المدونة الجنائية.

خلال جلسة المحكمة الجنائية بانواكشوط صاحبة الاختصاص في قضايا العبودية أنكر المتهمون الوقائع المنسوبة إليهم فيما طالبت الأطراف المدنية وهي القاصران التعويض عن الضرر مبرزين أنهما كانا موجهين فقط للقيام بالأعمال المنزلية ورعي الغنم والإبل، ثم التعرض يوميا للضرب من المدعو مدو.

وقدمت النيابة العامة في عريضتها، عرضا حول وقائع المتابعة في هذه القضية وبينت أن المتهمين يريدون إنكار الوقائع إذ أن الفاعل الرئيسي، المدعو ج اعترف خلال مراحل الإجراءات بأنه منح السيدة س حريتها منذ أمد طويل وهو ما يعني أن ولديها البالغين من العمر 13 و 8 سنوات يحصلان على نفس المعاملة التي حصلت عليها أمهما الحرة وكانا عبيدين لعائلة السيد ح.

وطالبت النيابة العامة، بناء على ذلك بإدانة الفاعل الرئيسي بعقوبة الحبس 5 سنوات نافذة وبغرامة 500.000 أوقية وبعقوبة الحبس سنتين (2) نافذتين بحق المتهمين الآخرين، باستثناء السيدة بنت التي طلبت لها الإعفاء من العقوبة، وذلك تطبيقا لترتيبات المواد 4، 5، و 7 من القانون رقم 418/2007 حول العبودية، والمادتان 56 و 287 من المدونة الجنائية.

أشار المحامين الذين تم اختيارهم للدفاع في هذه القضية إلى أن الإجراءات باطلة لأن الوقائع حدثت في ولاية لبراكه، وعليه فإن المحكمة الجنائية بتلك الدائرة هي صاحبة الاختصاص وأن الأدلة المقدمة غير كافية لتكييف هذه الوقائع على أنها جريمة استعباد بناء على ذلك طالبوا بترئة المتهمين من المتابعة. وقبل إحالة ملف القضية للمدوات منحت فرصة الكلام الأخيرة للمتهمين الذين طالبوا المحكمة بترئتهم.

1. مضمون حكم المحكمة الجنائية

تناولت المحكمة هذه المسائل المتعلقة بالمفهوم القانوني لجريمة الرق والأدلة المتوفرة والعنصر المادي للجريمة، ورفض تدريس قصر بموجب قانون مكافحة الرق وظروف التحقيق.

أ. المفهوم القانوني لجريمة الرق والأدلة المتوفرة

تعرف المادة 4 من القانون رقم 48/2007 العبودية على أنها كل من يتخذ الغير عبدا أو يحرض على سلب حريته أو كرامته أو حرية أو كرامة شخص في كفالتة أو تحت وصايته، ليخضع للعبودية، يعاقب بالسجن من خمس سنوات إلى عشر سنوات وبغرامة من خمسمائة ألف (500.000) أوقية إلى مليون (1.000.000) أوقية.

منذ إقرار القانون الجديد 31/2015 حول الممارسات الاستعبادية أصبحت العبودية تشكل جريمة ضد الإنسانية.

وتعرف على أنها كل تمييز من أي شكل كان، ضد شخص يعتبر عبدا.

تعتبر العبودية أيضا، حالة أو ظرفية إنسان تمارس عليه امتيازات حق الملكية أو بعضها.

وهكذا تشمل العبودية في ظل القانون الجديد 31/2015:

- أي فعل أصر، امتلاك، أو تنازل عن إنسان بهدف إخضاعه للعبودية أو بيعه أو مبادلته؛
- أي شكل من الخدمة أو الاستغلال الذي من أجل ديون؛
- أي شكل من أشكال العمل الإجباري؛
- أي فعل من تجارة أو نقل العبيد؛
- الحرمان حق الملكية أو الميراث على اعتبار أن الإنسان عبد؛
- الحرمان من الحق في التقاضي أو الشهادة؛

37. قضية ح. وشرؤكاه

• المحاكمة

تمت متابعة ح، م، ت، ن، ك، بنت، أ بتهمة الجرائم التالية: الاستعباد ورفض تدريس قر أو المدعوون بتهمة الضرب والجرح المتعمدة وتعريض أمن وصحة للخطر عبر اعتباره عبدا تحريض أفراد على سلب حرياتهم وعدم التبليغ عن هذه الجريمة، وهي وقائع تنص عليها وتعاقبها المواد 4، 5 و7 من القانون رقم 48/2007 حول العبودية والمادتان 56 و87 من المدونة الجنائية.

في يوم 20 نوفمبر 2011 أذانت المحكمة الجنائية بولاية انواكشوط عبر الحكم رقم 330/2011:

- المدعو ح بعقوبة الحبس النافذ لمدة سنتين (2) بتهمة جريمة الاستعباد ومنع قصر من الدراسة؛
 - السيدة: بنت بعقوبة السجن سنتين (2) مع وقف التنفيذ بتهمة تحريض أشخاص على سلب حريتهم؛
 - كل من أ، ت، ن، ك، بعقوبة السجن سنتين (2) مع وقف التنفيذ وبالتعويض التضامني للقاصر السعد بمبلغ 840.000 أوقية بتهمة عدم الإبلاغ عن جريمة استعباد.
- وبرأت المحكمة المدعو ع وأقرت عدم وجود وجه للمتابعة ضد المدعو مدو.

• مسائل قانونية

شملت المسائل القانونية المفهوم القانوني لجريمة الاستعباد والأدلة المتوفرة، العنصر المادي للجريمة، ومنع تدريس القصر، قانون مكافحة العبودية والظروف التخفيفية.

• الوقائع

صرحت خادمة تدعى س أمام ضابط الشرطة القضائية لدى بلدة تقع في وسط البلاد بأنها عاشت وعملت لحساب عائلة المدعو ح خلال عدة سنوات وأن هذا الأخير منحها حريتها بطلب منها دون مقابل، وذات يوم أبلغته برغبتها في الذهاب مع زوجها.

بعد نيل حريتها ذهبت مع زوجها برفقة ابنتها، تاركة خلفها ولدها السعد الذي أصبح راعي غنم منذ طفولته. وعند سن 5 سنوات أعادت ابنها السيدة لسيدة السابق لكي يبدأ تعلم حفظ القرآن عند سيدة تدعى مريم تنتمي للوسط العائلي للسيد ح، لكن الصغير لم يفعل غير ممارسة الأعمال المنزلية لصالح عائلة السيد ح قبل أن يصبح بدوره راعي غنم.

ثم تضيف دون تردد، أن ولدها السعد أصبح أيضا راعي إبل، وأنها كانت تزور العائلة عائلة سيدها السابق ح من حين لآخر وتتلقى مساعدات مادية ومالية لاحتياجات ظرفية أو علاجات صحية. كما لفتت انتباه ضابط الشرطة القضائية إلى أن ولدها السعد لم يكن يحصل على راتب من السيد ح مقابل خدماته بصفة راعي غنم ثم راعي إبل.

وقد ظل السيد ح يرد بأنه منح السيدة س حريتها منذ 15 سنة لكن ولدها السعدوي لم يستفيدا، في المقابل، من نفس الامتيازات التي حصلت عليها والدتهما. وكشف التحقيق أيضا أن كلا من م، ت، ن، ك، بنت، ع، ومدو هم إخوة أو أفراد من عائلة السيد ح ويعيشون معه في نفس المكان.

• الإجراءات

بعد انتهاء التحقيق الأولي مثل كل من ح، م، ت، ن، ك، بنت، ع، ومدو أمام وكيل الجمهورية بولاية انواكشوط، الذي استمع إليهم وأمر بفتح استجواب قضائي بحقهم على خلفية وقائع جريمة استعباد ورفض تدريس قصر، والضرب والجراح عن عمد، وتعريض أمن وصحة شخص للخطر عبر اعتبار عبدا، وتحريض أشخاص على سلب حريتهم وعدم الإبلاغ عن هذه الجريمة، وهي الوقائع التي تنص عليها وتعاقبها المواد 4، 5 و7 من القانون رقم 48/2007 حول العبودية، والمادتان 56 و287 من المدونة الجنائية.

التربوية، العقوبات التربوية والعقوبات.

- الإجراءات البديلة
 - المتابعات هي التذكير بالقانون، التوجيه نحو هيئة صحية، اجتماعية، أم مهنية، التعويض، تصحيح الوضعية من ناحية القانون والتشريع، الوساطة، التشكيل النهائي.
 - الإجراءات التربوي الهادفة إلى حماية، مساعدة، مراقبة وتهذيب القاصر هي: التحذير أي الإنذار من قاضي الأطفال التسليم للأهل، للوصي، إلى الشخص الذي يتولى حضنته، أو إلى شخص جدير بالثقة، والإنذار العلني.
 - العقوبات التربوية هي المصادرة، المنع من الظهور، المنع من لقاء الضحية، المنع من لقاء الشركاء في الفعل، الحرية تحت الرقابة، الإيداع، الوضع تحت الرقابة القضائية، إجراء المساعدة أو التعويض، الإعفاء من إجراء أو تأجيل الإجراء التربوي.
 - العقوبات هي: إجراء المساعدة والتعويض، التدريب، التكوين المدني، الإيداع، تنفيذ أعمال مدرسية، الإنذار العلني، الإعفاء من العقوبة، تأجيل العقوبة، بسيطة أو مع الوضع رهن الاختبار، لتعويض العقوبات، والغرامة في حدود نصف المبلغ الأعلى المنصوص عليه بالنسبة للبالغين أو الذي لا يتجاوز 120.000 أوقية.
- في الحالة التي بين أيدينا لم تحدد محكمة الاستئناف هذه الإجراءات الضرورية لإعادة تأهيل القاصر أرادت.

إلى أحكام المادة 147 من المدونة الجنائية.

• ج. تخفيف العقوبة إلى ما دون الحد الأدنى.

منح المشروع الموريتاني للقاضي صلاحية خفض العقوبة المنصوص عليها إلى ما دون الحد الأدنى عبر تفعيل الظروف التخفيفية التي يختارها بشكل أحادي في سرية مداولاته. وهكذا تنص المادة 437 من المدونة الجنائية على أنه إذا كانت العقوبة عقوبة حبس أو إذلال تطبق المحكمة ترتيبات المادة 372 من المدونة الجنائية، دون خفض فترة الحبس إلى ما دون سنة واحدة (1) ثم تتابع هذه المادة: «في حالة ما إذا نصت المدونة على الحد الأقصى للعقوبة إن وجدت ظروف تخفيف تطبق المحكمة الحد الأقصى للعقوبة أو حتى عقوبة أدنى». هذه الحيثية القانونية تم تطبيقها أيضا من طرف محكمة الاستئناف إثر استئناف محامي دفاع المدانين.

2. نطاق الحكم البطل من محكمة الاستئناف

الحكم الصادر عن محكمة الاستئناف في هذه القضية حكم مبدئي بالنظر إلى كونه يدين لأول مرة القاصر بالحبس لمدة سنة نافذة ويربط بين هذه العقوبة وبين إجراءات الحماية الهادفة إلى مساعدة هذين القاصرين على إعادة التأهيل.

أ. خصوصية قرار إدانة القاصر بعقوبة الحبس مع إجراءات الحماية

يفرض من المشرع الموريتاني على قاضي الأطفال اللجوء لوقف التنفيذ مع الإخضاع للاختبار حتى يجنب القاصر المتنازع مع القانون الخضوع للعقوبة، لكن من باب الاستثناء يملك هذا القاضي صلاحية أن يفرض على القاصر المدان أحد الواجبات أو الإجراءات وهي الظهور في مكان كهذا، والخضوع لفحص طبي، وعدم رفقة بعض الفاعلين أو المتواطئين وممارسة نشاط أو تكوين مهني أو الامتناع عن التواصل مع الضحية؛ أو الإقامة في مكان (المادة 171 و172 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل).

استلهمت محكمة الاستئناف من هذه الأحكام الإدانة المتهمين حسن وانجاي بعقوبة الحبس سنة مصحوبة بأمر بتنفيذ إجراءات الحماية القضائية المناسبة من شأنها تسهيل إعادة تأهيل هذين القاصرين. بعض إجراءات الحماية من قبيل ممارسة ناشط أو تكوين مهني يمكن أن يصبحها الإيداع في مركز شبه مفتوح أو في وسط مفتوح تماما ومتابعة من أشخاص مؤهلين وهم المساعدون الاجتماعيون، كذلك تمنح أحكام المادة 167 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل الصلاحية لقاضي الأطفال متابعة تنفيذ الأحكام القضائية ضد القصر، وهو عضو استحقاق في لجنة مراقبة سجون القصر. ومناسبة هذه المتابعة لتنفيذ الأحكام الصادرة ضد القصر، يضطلع قاضي الأطفال بصلاحية قاضي التنفيذ بالنسبة للعقوبات (المادة 167 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل). وهذا الدور يمنحه صلاحية متابعة تنفيذ الإجراءات الهادفة إلى الحماية القضائية بل القيام تلقائيا أو بطلب من المعني بشطب الإدانات من السجل العدلي، عند بلوغ سن 18 سنة إذا توفرت ضمانات إعادة التأهيل (المادة 183 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل) وذلك بعد انقضاء أجل ثلاث سنوات اعتبارا من العقوبة.

ب. إجراءات الحماية القضائية

إن وضع القاصر تحت الحماية القضائية هو الإجراء الذي يوجهه يصبح القاصر الذي ارتكب جريمة أو جنحة موضع عناية بقرار قضائي. وكون القاصر في نزاع مع القانون يمنح القاضي فرصة الشغل من أجل تعديل الإطار التربوي لحياة القاصر.

وهذا الإطار القضائي للحماية يولد ضرورة اتخاذ إجراءات تربوية في المجال الجنائي، وهي الإيداع في مركز مغلق أو شبه مفتوح أو المتابعة الاجتماعية والتربوية في وسط مفتوح.

بالنسبة للمتابعة الاجتماعية والتربوية يمكن تمديدها في القانون الموريتاني حتى البلوغ فقط، أما في القانون الفرنسي فالمتابعة يمكن أن تمتد إلى ما بعد سن البلوغ منذ إصلاحات 1976.

يجدر التذكير فقط بأن هذه الإجراءات تتم بأشكال عديدة بدائل المتابعات التي يصدرها وكيل النيابة، الإجراءات

قبل إحالة الملف للمداولات، منحت الكلمة في الأخير للمتهمين الذين طلبوا من المحكمة أن ترثهم ببساطة. أدانت المحكمة الجنائية في حكمها رقم 245/09، المتهمين بالحبس النافذ 3 سنوات، وإعادة تكييف الوقائع موضوع المتابعة، وهي جريمة الانتماء لجمعية أشرار بهدف الإضرار بأموال الغير إلى سرقة مصنفة عبر تطبيق المادة 147 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل و437 من المدونة الجنائية، المتعلقين على التوالي بتخفيف المسؤولية وخفض العقوبة إلى ما دون الحد الأدنى. أدانت محكمة الاستئناف التي عدلت حكم المحكمة الجنائية، المتهمين بعقوبة الحبس سنة نافذة مشفوعة بالإجراءات المناسبة لتسهيل إعادة اندماجهم في المجتمع.

• تعليق

1. حكم المحكمة الجنائية

أ. إعادة تكييف الوقائع المجرمة إلى سرقة موصوفة، وسرقة بسيطة

في البداية تعرف السرقة على أنها اخذ ملك الغير بطريقة غير مشروعة ويمكن أن تكون بسيطة أو خطيرة عندما تصاحبها ظروف خاصة مرتبطة بالزمن أو بعدد الأشخاص الذين شاركوا في الجرم وبنية ارتكاب الفعل. هذه الظروف من شأنها تشديد العقوبة وإضفاء طابع خاص لتكييف الوقائع التي شابتها تلك الظروف. يمكن وصف السرقة البسيطة بالنشل، تصبح مكيفة حين تتم بحضور شخصين أو عدة أشخاص بتهم تفاهم مسبق ومن دونه، يمنح أو عدم منح دور لكل واحد من المجموعة. وتعاقب المدونة الجنائية الموريتانية، على غرار المدونات الجنائية ذات التقاليد الرومانية - الجرمانية؛ جميع الأوجه المختلفة للمساس بالمتلكات، ويمكن أن يكون سرقة مرتكبي من قبل عدة أشخاص، خلال الليل، بالتهريب أو التصعيد، أو استخدام مفاتيح مزورة في بنايات تستخدم للسكن؛ أو لاستخدام له أو عن طريق الابتزاز التفاهم القائم أو ضمن عصابة منظمة. تعرف ترتيبات المادتين 246 و247 من المدونة الجنائية جمعية الأشرار على أنها كل تفاهم مشكل، أيا كان عدد أعضائه بهدف إعداد أو ارتكاب جرائم ضد الأشخاص والمتلكات. وهي تعرفها على أنها جريمة ضد السكينة العامة تعاقب بالحبس.

أما العصابة المنظمة فهي مفهوم يهدف إلى تشديد العقوبة عندما يستخدم هذا التنظيم لارتكاب جريمة أو جنحة. تتم العصابة المنظمة بالتشاور بين شخصين على الأقل يتوزعان أدورا ليحصل كل منهما على فوائد الجريمة أو بسبق الإصرار المتجسد في التنظيم أو التحضير للفعل.

هذا التكييف الذي اعتبر مفرطاً في القسوة تم تخفيفه في المادتين 356 (سرقة مشددة) و372 (نشل) من المدونة الجنائية اللتان تعاقبان، على التوالي، أعمال السرقة من 5 إلى 10 سنوات ومن سنة واحدة إلى 5 سنوات. يجدر التنويه إلى أن هذا التكييف الجنائي متبع غالباً جداً من طرف قضاة الإدعاء العام حتى حين يتعلق الأمر بالقصر، ولذلك يعمد القضاة الجالسون دائماً لإعادة التكييف إلى درجة أخف أو تطبيق تخفيف المسؤولية بل العقوبة، المتضمنة في أحكام المادة 147 والتي تليها من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

• ب. تخفيف المسؤولية

منذ إقرار مدونة القصر سنة 2005، يرجع قضاة المحاكم الجنائية والمحاكم التأديبية في الغالب إلى ترتيبات المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل التي تنص على أن المحكمة الجنائية للأطفال لا يمكنها إصدار عقوبة سالبة للحرية تفوق نصف العقوبة الأصلية بحق الأطفال الذين تزيد أعمارهم عن 15 سنة. ولا يمكنها إصدار عقوبة فوق 12 سنة، من الحبس الجنائي حتى يقوموا بتخفيف عقوبة السجن.

كذلك، يتم تخفيف عقوبة الغرامة بسبب القصور بموجب أحكام المادة 148 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل التي تنص على أن المحكمة الجنائية ومحكمة الأطفال لا يمكنها إصدار عقوبات بالغرامة بحق طفل يزيد عمله على 15 سنة، فوق نصف العقوبة الأصلية أو تزيد على 120.000 أوقية؛ لا يمكن للقاضي إذن، تحت طائلة الإبطال، أن يدين بأكثر من هذا الحد الأدنى الذي حدده القانون. ومع ذلك يمكن أن يدين بأقل من هذا الحد الأدنى بالرجوع

36. قضية انجاي وشرؤكاه

• المحاكمة

في يوم 9 نوفمبر 2009 أدانت المحكمة الجنائية بولاية نواكشوط، بعد إعادة التكييف، المدعو انجاي والمدعو حسن، بعقوبة الحبس النافذ 3 سنوات، وبتحمل التكاليف لصالح الخزينة العامة، وأصدرت مذكرة توقيف ضد المدعو دلکو والمدعو انلل، غير المائلين، بتهمة جريمة الانتماء لجمعية أشرار بهدف ارتكاب عمليات سطو عن طريق التهريب مع تبرئة جميع المتهمين من أغراض المتابعة الأخرى. وفي يوم 25 يناير 2010، عدلت الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف في نواكشوط على التوالي، سنة 1993 وسنة 1992، بعقوبة الحبس سنة واحدة نافذة، مشفوعة بالإجراءات المناسبة لإعادة الاندماج في المجتمع.

• مسائل قانونية

أمام الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف شملت المسائل القانونية إعادة تكييف الوقائع المجرمة بالمادتين 246 و247 من المدونة الجنائية إلى وقائع تعاقبها المادتان 356 و372 من المدونة الجنائية، حول تخفيف العقوبة دون الحد الأدنى الذي تقره المادة 437 من المدونة الجنائية. وأمام محكمة الاستئناف شملت المسائل القانونية المثارة، على التوالي، خصوصية قرار إدانة القاصر بعقوبة الحبس المشفوعة بإجراءات الحماية، وحول إجراءات الحماية القضائية.

• الوقائع

يتبين من المحضر بتاريخ 25 مايو 2009، الذي أعدته مفوضية عرفات إن المدعو حسن قبض عليه في وقت متأخر من الليل وبحوزته قضيب حديدي كان يستخدمه للسرقة. وبعد استجوابه اعترف بأنه ارتكب عدة عمليات سرقة مع أصدقائه واعترف هؤلاء أيضاً، بوقائع السرقة أمام الشرطة بعد اعتقالهم، وذكروا الأماكن التي ارتكبت فيها تلك الأعمال. وعلى إثر إعادة تمثيل الوقائع بإشراف الشرطة في أماكن جرائم السرقة، رفع الضحايا ملاك المتاجر، وهم مولاي، ومحموط، وسناد، وليلى دعوى.

• الإجراءات

بعد انتهاء التحقيق الأولي، مثل المدعو حسن وشركاؤه أمام وكيل الجمهورية الذي أمر بعد الاستماع لهم، بفتح استجواب قضائي بحقهم حول وقائع الانتماء لجمعية أشرار بهدف ارتكاب عمليات سرقة تحت التهريب، تنص عليها تعاقبها أحكام المادتين 246 و247 من المدونة الجنائية. وفي يوم 13 أغسطس 2009 قرر قاضي التحقيق إحالة ملف القضية أمام المحكمة الجنائية بولاية نواكشوط لتتم المحاكمة طبقاً للقانون.

انعقدت المحكمة الجنائية بولاية نواكشوط المكلفة بالقصر، بموجب أمر الإحالة من قاضي التحقيق للنظر في وقائع كيفت على أنها جريمة الانتماء لجمعية أشرار تهدف إلى ارتكاب أعمال سرقة مع التهريب، تنص عليها وتعاقبها أحكام المادتين 246 و247 من المدونة الجنائية. وخلال الجلسة وقع جميع المتهمين ببراءتهم عبر إنكار الوقائع المنسوبة إليهم ولم تمثل الأطراف المدنية أمام الجلسة ولم تقدم أية عرائض دفاعية.

قدمت النيابة العامة في عريضتها عرضاً حول الوضعية من بدايتها إلى نهايتها في هذه القضية. فقد بين المتهمون للشرطة حسب النيابة العامة الأماكن التي ارتكبت فيها أعمال السرقة. وعليه، طالبت بإدانتهم على أساس أحكام المادتين 246 و247 من المدونة الجنائية.

نوه المحامي المعين تلقائياً للدفاع عن المتهمين في هذه القضية سن قصور المتهمين وأن لديهم مستقبل أمامهم. وعليه ينبغي على القضاة أن يبنوا مع الأخذ في الحسبان هذا الواقع، خاصة وأنه لا يوجد طرف مدني في هذا الملف، وأن الاعترافات تحت التعذيب، وخلص إلى المطالبة بتبرئة موكله.

وقبل إحالة الملف إلى المداولات، منحت فرصة الكلام في الأخير؛ طبقا لحقوق الدفاع للمتهم الذي طلب من المحكمة تبرئته.

1. قرار المحكمة الجنائية بالولاية

بعد تقييم البعد القانوني لتراجع المتهم عن اعترافاته التي أعادت تكييف الوقائع من جريمة اغتصاب إلى جنحة مساس بأخلاق الإسلام أدانت المحكمة الجنائية المدعو الشيخ بعقوبة السجن النافذ لمدة سنتين (2) ومحت وقف التنفيذ وعقوبة السجن سنة واحدة (1) الصادرة بحق المتهمين الآخرين.

أ. الآثار القانونية لتراجع المتهم عن اعترافاته في الشريعة الإسلامية

قال الرسول صلى الله عليه وسلم في الحديث المشهور إن عقوبات القصاص لاحدا تترك حين يرجع المتهم عن اعترافاته، وفي هذا السياق يتعين على القانون الجالس، وجوبا، إعادة تكييف الوقائع من مخالفة تعاقب الحدود أو القصاص إلى مخالفة تعاقب بالتعزير أو العقوبة التأديبية. وحيث أنه في الحالة التي بين أيدينا، ما دام المتهم تراجع عن اعترافاته والأدلة غير كافية، فقد أعاد قضاة الدرجة الأولى تكييف جريمة الاغتصاب التي تعاقب بالأشغال الشاقة المؤقتة دون المساس بعقوبتي الجلد والرجم، إلى جنحة المساس بأخلاق الإسلام، التي تعاقب بالسجن من 6 إلى سنتين.

ب. إعادة التكييف

إعادة تكييف وقائع الاتهام إجراء قانوني يمكن للقاضي من خلاله تعديل المتابعات الأصلية إلى أخرى أكثر خطورة أو أقل قسوة، أي أن القاضي بواسطة إعادة التكييف يقوم بتعديل التكييف الأول للوقائع بموضوع المتابعة. بعد أن يعاد التكييف، يمكن للغرفة أو المحكمة أو قاضي التحقيق، تطبيق وقف التنفيذ على العقوبة الصادرة على إثر التقدير الأحادي للظروف المخففة ذات الصلة بالوقائع أو بشخص الفاعل.

ج. وقف التنفيذ

في حالة إدانة بالحبس أو الغرامة، إذا لم تصدر أية عقوبة من قبل، على جريمة أو جنحة في الحق العام، ضد هذا المدان يمكن للمحكمة أو الغرفة إصدار عقوبة مشفوعة بوقف التنفيذ. هذا الوقف للتنفيذ يمكن أن تصاحبه ظروف من شأنها تسهيل إعادة اندماج المدان، أي إجراءات المساعدة، الرقابة (المادة 658 من المدونة الجنائية). وإذا لم يخضع المدان، خلال أجل 5 سنوات اعتبارا من تاريخ القرار، لأية عقوبة جنائية أو تأديبية وإذا كان وقف التنفيذ لم تبطله المحكمة أو قاضي تطبيق العقوبات، فإن الإدانة تكون بلا اثر (559 من المدونة الجنائية).

2. قرار الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف

في هذه القضية، أكدت الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف، إثر استئناف الحكم من طرف المدان الشيخ، حكم قضاة الدرجة الأولى بكامل حيثياته. وأخيرا، أخذت في الحسبان، عبر قرار التأكيد، الاعترافات الحرة والطوعية والواعية التي أدلى بها المدعو الشيخ المائل الوحيد، وإنكار المتهمين الآخرين.

35. قضية الشيخ وشركاؤه

الحكم رقم 65/2010 بتاريخ 2010/05/10

• المحاكمة

في يوم 27 مارس 2010 أذانت المحكمة الجنائية بولاية انواكشوط المكلفة بالقصر، على التوالي كلا من المدعو الشيخ بالسجن سنتين نافذتين وبغرامة 60.000 أوقية؛ والمدعوون جعفر، شامخ، سويدي، بالحبس سنة واحدة مع وقف التنفيذ وغرامة 30.000 أوقية؛ وذلك بعد ما أعادت التكييف من وقائع جريمة اغتصاب إلى جنحة الإضرار بأخلاق الإسلام.

وفي يوم 10 مايو 2010 أكدت الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف في انواكشوط حكم المحكمة الجنائية بجميع حيثياته.

• مسائل قانونية

تتمثل المسائل القانونية الآثار القانونية للتراجع عن الاعترافات من طرف المتهم في الشريعة الإسلامية، وإعادة التكييف، ووقف التنفيذ.

• الوقائع

حضرت الضحية بنت أبياي وخالتها إلى فرقة القصر بانواكشوط من أجل تقديم شكاية ضد كل من الشيخ، جعفر، شامخ، واسويدي، بتهمة الاغتصاب الجماعي.

صرحت بنت أبياي بأنها تعرضت لاعتداءات جنسية من قبل مجموعة من شباب الحي عندما جاءت إليهم في غرفتهم بدعوة من أحدهم وبعد رفضها قبول الاتصال الجنسي قاموا باغتصابها جماعية عن طريق العنف، وفي ذلك الوقت وصل المدعو إبراهيم ولم يذكر بالاسم لتخليصها من أيدي المجموعة بطلب منها. قام هذا الأخير باغتصابها بدوره في منزله قبل أن يحضر أصدقائه لتخليصها من جديد وأعيدت إلى أهلها.

• الإجراءات

بعد انتهاء التحقيق الأولي مثل المتهمون أمام وكيل الجمهورية الذي أمر، بعد الاستماع لهم، بفتح استجواب قضائي بحقهم على خلفية وقائع اغتصاب قاصر، وهي الوقائع التي تنصح لها وتعاقبها أحكام المادة 309 من المدونة الجنائية.

وقد أحال قاضي التحقيق، بأمر إحالة بتاريخ 2009/06/14 ملف القضية إلى المحكمة الجنائية بانواكشوط المكلفة بالقصر ل تتم المحاكمة فيها طبقا للقانون.

• تعليق

انعقدت المحكمة الجنائية بانواكشوط المكلفة بالقصر بناء على أمر إحالة من قاضي التحقيق المكلف بالقصر للبت في وقائع كيفية جريمة اغتصاب منصوص عليها ومعاقبة بأحكام المادة 309 من المدونة الجنائية.

وخلال جلسة المحكمة الجنائية، أنكر المتهم الشيخ، المائل الوحيد أمامها، الوقائع المنسوبة إليه. وبما أن الطرف المدني غابت ولم يقدم أي مذكرة، فقد أحييت الكلمة مباشرة للنياحة العامة التي قدمت في عريضتها عرضا حول ملابس وتدابير هذه القضية، واعتبرت النياحة العامة أن المتهم اعترف بالوقائع المنسوبة إليه في محضر الشرطة القضائية وبشكل مطابق لتصريحات الضحية التي تفيد بأنها تعرضت للاغتصاب من طرف هذا الأخير وأعضاء المجموعة الآخرين، حيث أن جريمة الاغتصاب قائمة فقد طالبت النياحة العامة بإدانتهم على أساس المادة 309.

وأوضح المحامي المعين تلقائيا للدفاع عن القضية، أنه في الحالة التي بين أيدينا، فإن الأدلة المقدمة غير كافية لتكييف هذه الوقائع اغتصابا أو زنا وعليه طالب بتطبيق أحكام المادة 306 من المدونة الجنائية إن كانت المحكمة ستدين موكله.

- يفهم من هذا، دون عناء، أن مسؤولية الأهل لا تقوم إلا إذا تعلق الأمر بما يلي:
- طفل قاصر وعديم الذمة في التشريع الإسلامي فقط إذ أنه لو أن للقاصر ذمة لتحمل بنفسه عبء جبر الضرر والمادة 134؛ الفقرة 4 من المدونة المدنية الفرنسية لا تثير هذا الشرط المرتبط بذمة القاصر من عدمها؛
 - صلة النسب (أب، وأم) فمدنيا النسب هو الذي يخلق مسؤولية الأبوة، عندما تفقد هذه الأخيرة، لا يمكن أن تكون هناك مسؤولية أبوة؛
 - التعايش الفعلي، إما مع الأب أو الأم أو الاثنين معا، وفي تلك الحالة يكون الأب وحده من يتحمل أحيانا، بشكل افتراضي عبء التعويض أو الدية (في التشريع الإسلامي والتقليدي الإفريقي)؛
 - الحضانة الفعلية للقاصر، المشابهة للتعايش؛ وكل ذلك يتوقف على هذه الحضانة في حالة طلاق الأب أو الأم؛
 - الخطأ لكن القضاء الحديث يميل نحو المسؤولية ذاتها دون خطأ القاصر.

2. مفهوم الدية

الدية هي ثمن الدم على القاتل دفعه في بعض الحالات عندما لا يكون قانون القصاص غير مطبق، بفعل العفو الممنوح من طرف الضحية أو أولياء حقها، وأحيانا بفعل استحالة تطبيق القصاص الذي قد يعرض الفاعل لخطر الموت.

كذلك يعتبر بعض فقهاء التشريع الإسلامي أن الدية عقوبة جنائية أو عقوبة ليس فقط بسبب طابعها الشخصي أو الفردي، ولكن أيضا لكونها حددت مسبقا في الشريعة بشكل مختلف حسب كونها جريمة دم متعمدة أو غير متعمدة (انظر المسطرة القضائية لقضية امباري).

صحيح الأطراف يمكنها أيضا باتفاق مشترك تحديد الدية بمبلغ دون المحدد شرعا. وهكذا، في الحالة التي بين أيدينا، أدانت محكمة القصر القاصر همت بالدية بمبلغ 1.200.000 أوقية.

34. قضية ممت

• المحاكمة

حاكمت المحكمة الجنائية بنواكشوط وأدانت القاصر ممت البالغ من العمر 8 سنوات بتهمة وقائع القتل غير العمد.

• مسائل قانونية

شملت المسألة القانونية المسؤولية عن فعل الغير أو الآباء والأمهات وإعطاء الدية للطرف المدني.

• الوقائع

يتبين من التحقيقات الأولية عدة تصريحات متناقضة

- الأول يفيد بأن القاصر المتهم، بأنه ذهب مع الضحية في ذلك اليوم، لرمي القمامة خارج المنازل. وفي تلك الأماكن كانا في حفرة لنزع الرمال المستخدمة لغرض البناء ثم انهارت حواف الحفرة عليهما. وقد تمكن من الخروج منها بينما بقي صديقه يختنق ولدى عودته أخبر أمه بما حدث فعلا، لكنها أمرته بأن يصرح أنه ترك الضحية عند الدكان المجاور.

- التصريح التالي يفيد بأنه كان يتصارع مع الضحية عندما حاول الأخير أن يوجه له ضربة فسقط في الحفرة ومات مختنقا.

تم اعتقاله إذن ووجهت له شبهة القتل غير العمد.

• الإجراءات

بعد أن تم اعتقاله بشبهة القتل غير العمد، تم وضعه رهن الحراسة النظرية الممددة (المادة 101)، واستجوابه بحضور مساعد اجتماعي ومحامي وفي تلك الأثناء، تم إبلاغ الطبيب وذويه بتوقيفه، طبقا لأحكام المواد 101، 102 و 103 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل.

عند انتهاء التحقيق الأولي، حركت النيابة العامة الدعوى العمومية وأمرت بفتح استجواب أمام قاضي التحقيق، ضد القاصر همت، على وقائع القتل غير العمد، وفي أعقاب الاستجواب أصدر قاضي التحقيق أمرا بإحالة القضية أمام محكمة القصر بانواكشوط لتتم المحاكمة طبقا للقانون.

• تعليق

يشمل هذا التعليق، أساسا، المسائل القانونية المتعلقة بمسؤولية الأب والأم وتسليم الدية، موضوع الحكم رقم 44/07 بتاريخ 2007/11/08 الصادر عن محكمة القصر بانواكشوط والذي تم بموجبه إصدار إجراء حماية التسليم للأهل بحق القاصر همت مع الدية بمبلغ 1.200.000 أوقية لصالح ذوي الحق، وذلك بعد أن أعلنت أن دليل مخالفة القتل غير العمد قائم ضده وثم ضمان الإدانة بدفع الدية قانونية من قبل أب وأم الفاعل.

1. مسؤولية الأب والأم

مسؤولية الأهل هي شكل من أشكال المسؤولية عن فعل الغير، ويتم تنفيذ هذه المسؤولية عندما يتسبب طفلهم القاصر في ضرر لطرف آخر ولذا فإنه بالنظر إلى صلة الأبوة والتعايش مع هذا القاصر المذنب تكون المسؤولية التقصيرية أو المفترضة للأب والأم قائمة.

هذا النوع من المسؤولية تحكم بترتيبات المادة 105 من مدونة العقود والالتزامات الموريتانية التي تنص على أن «الإنسان غير مسؤول فقط عن الضرر الذي يسببه بفعله الخاص، ولكن أيضا عن الذي يسببه فعل أشخاص بتحملهم. والأب أو المرء أو الوصي مسؤولون عن الضرر الذي يسببه القاصر عديم المصادقية الذي يتحملونه.. وهذه المسؤولية الأخيرة تقع إلا إذا أثبت الأب أو الوصي أنهما لم يستطيعا منع الفعل الذي تترتب عليه تلك المسؤولية».

المتزامنة) أو التراكم الجزئي للعقوبات (التراكم الجزئي) إن تضافر المخالفة، المعرف هكذا، يمكن أن يكون ماديا أو مثاليا، ويكون ماديا أو حقيقيا عندما تكون الوقائع منفصلة، ومثاليا إذا كانت الوقائع مرتبطة فيما بينها.

2. تعريف جريمتين متزامنتين

ظهر مفهوم الزنا كشكل خاص من أشكال الضرر الجنسي، بعد البعثة في القرآن الكريم، سورة النساء في الآية الثانية، خلال القرن السابع.

وهو يعني الاتصال الجنسي المباشر بالتراضي وخارج الزواج بين شخصين من جنسين مختلفين. ويثبت بالاعتراف أو بأربعة شهود رأوا بأنفسهم الفعل الجنسي يقع ماديا، والحمل. وعليه فإنه بالنظر إلى القانون الفرنسي يعتبر الزنا دعارة أو فاحشة حسب كونهما عازبين أو متزوجين.

أما قتل طفل تسبب في موته عن سبق نية وإصرار من طرف من ولده، وبعبارة أخرى قتل أو اغتيال وليد. وهذه المخالفة هي نفسها في القانون الروماني - الجرمان.

3. الأدلة المتوفرة

من أجل إقرار المسؤولية، يتعين على القاضي الجالس اللجوء للبحث عن الأدلة عبر التحقيق النهائي في الجلسة. وفي هذا المجال، عادة، يعتبر الحمل دليل إثبات غير قابل للرفض وأكثر التصاق بجريمة الزنا لأن وسيلة الإثبات الآخرين وهما الاعتراف والشهود الأربعة يصعب جمعهما، وبذلك يكون الدليل الوحيد الكافي في هذا المجال، عندما يثبت لتمكين القاضي من الإدانة في الحالة التي بين أيدينا يتأتى دليل قتل الطفل من التصريحات المدلى بها أمام الشرطة وأمام وكيل النيابة، وأمام قاضي التحقيق، حيث أكدت المتهمه أن رضيعها ولد حيا.

ب. العقوبات المنصوص عليها لهاتين الجريمتين

تعاقب مخالفتا قتل الطفل والزنا، على التوالي، بعقوبة الإعدام (القصاص) والجلد 100 جلدة مع الحبس سنة واحدة (المادة 307 من المدونة الجنائية)، إذا كانا عازبين أو الرجم حتى الموت للمتزوج أو المتزوجة. القصاص بالإعدام والجلد عقوبتان من التشريع الإسلامي المسمى «حدود» أي التي حددها القرآن الكريم مسبقا. وهما إجباريتان ولا يمكن للقضاء الجنائي أن يحيد عنهما عندما تتوفر الأدلة. وفي حالة استثنائية عندما يتراجع المتهم عن اعترافاته، مثلا، يمكن لقاضي التشريع الإسلامي إعادة التكييف إلى جنحة ويحاكم ويحكم عند الاقتضاء. أما عقوبة الحبس سنة واحدة فهي تعزير، أي تلك المنصوص عليها في القوانين والتشريعات.

33. قضية الزوينة

• المحاكمة

في يوم 10 مارس 2014، أدانت المحكمة الجنائية بانواكشوط الأنسة الزوينة بعقوبة الإعدام (القصاص) وبتمويل التكاليف لصالح الخزينة العامة، وذلك عبر الحكم رقم 77/2014.

• مسائل قانونية

شملت المسائل القانونية مفهوم التضافر المادي للمخالفة وتطبيق العقوبة القصوى عند وجود هذا التضافر.

• الوقائع

على إثر علاقة غرامية خارج الزواج بين الأنسة الزوينة والمدعو إبراهيم وكلاهما بالغان وعازبان، ولد طفل ثم وجد ميتا وملقى في القمامة المجاورة. ادعت الأنسة زينب أن رضيعها مات أثناء وضعها عندما سقط على عتبة المرحاض، علما بأنها وضعت وهي واقفة وبعد بضع ساعات من ولادته، عثر على الرضيع ميتا مع قطعة قماش في فمه، ومربوط بمؤخرة جمجمته، ما يعطي الانطباع بأنه مخنوق. وفور اكتشاف الجثة، ومع توجيه أصابع الاتهام إلى الأنسة الزوينة، تم اعتقال هذه الأخيرة من طرف فرقة القصر، غير أن شريكها، المدعو إبراهيم، لم يعثر عليه على أساس البلاغات التي تم الحصول عليها.

• الإجراءات

فور اعتقالها، تم وضعها رهن الحبس النظري لمدة ثمان وأربعين ساعة قابلة للتמיד بنفس الفترة، مع الاستفادة من كافة شهادات الدفاع، وهي اختيار محامي عند بداية التمديد، وإبلاغ ذويها بتبعات اعتقالها والحق في التواصل مع محاميها لمدة ثلاثين (30) دقيقة بحضور ضابط شرطة قضائية. وعلى أساس هذه الوقائع، تمت إحالة المشتبه بها أمام وكيل الجمهورية الذي أمر على الفور، بفتح استجواب أمام قاضي التحقيق، وقد أمر هذا الأخير، عند إغلاق استجوابه، بإحالة ملف القضية للمحكمة الجنائية حتى تتم المحاكمة طبقا للقانون.

• تعليق

بهذه التعليق إلى مناقشة المسائل القانونية الواردة في القرار رقم 77/2014 بتاريخ 2014/10/03.

أ. قرار المحكمة الجنائية، حكم ابتدائي

أدانت المحكمة، في أعقاب المحاكمة، المتهمة بعقوبة الإعدام (القصاص) على وقائع الزنا على أساس المادتين 307 و276 من المدونة الجنائية، على الرغم من كونها تراجعت عن اعترافاتها، وكون محاميها طالب بتبرئتها وقد اختارت المحكمة عقوبة القصاص لأنها الأقسى ضمن هذه المخالفات.

1. مفهوم معدات الجرائم المتزامنة المدي

يعرف تضافر المخالفة على أنه ارتكاب عدة مخالفات متتالية أو متزامنة ولا تفصل بينها عقوبة جنائية نهائية، من طرف نفس الفاعل. وهي بذلك مختلفة عن الجنحة المتواصلة مثلا: عنصر مكون مستمر، احتجاز ومعتادة. مثلا تكرار، تصرف تلقائي، ممارسة غير شرعية للطب، أو السوابق، إحدى الوقائع خضعت لإدانة نهائية. حين تظهر هذه الوضعية، يجب أن يخضع الفاعل لمتابعة وحيدة ويستفيد من مبدأ عدم تراكم العقوبات، أي أن العقوبة الأشد هي المعتمدة.

هذا المبدأ هو الذي تعتمد فرنسا والأنظمة التي تتقاسم نفس التقليد القضائي، مثل النظام الموريتاني. كذلك، في البلدان الفرنكوفونية التي تعتمد تقليد القانون المشترك، يتعين على القاضي في أغلب الحالات تطبيق مبدأ عدم تراكم العقوبات (الأحكام المتزامنة) وفي بعض الحالات الخاصة فقط، المنصوص عليها في القانون (مثلا كون الجرائم خطيرة وبشكل استثنائي أو أن المتهم في حرية مشروطة)، يمكن للقاضي تطبيق تراكم العقوبات (الأحكام

كانت العقوبة هي الحبس فلا يمكنها إصدار عقوبة تزيد على 12 سنة من الحبس الجنائي». لقد أدى إقرار مسطرة الحماية الجنائية للأطفال إلى الإلغاء الضمني للمادتين 60 و61 من المدونة الجنائية. إن القصور لم يعد شرطا مخففا للعقوبة، بل يعني المسؤولية الجنائية، ويتناسب تحقيق المسؤولية مع النظام الخاص والمستقل للعقوبات. هذا يعني، ضمن أمور أخرى، أن منظومة عقوبات الأطفال لا تخضع لمنظومة الظروف التخفيفية.

1. مضمون حكم المحكمة الجنائية

اعتبرت المحكمة الجنائية أولاً، أن مخالفة الزنا قائمة وتحملها الأنسة زينب لكنها برأت المدعو موسى من جميع التهم، وعليه فإن زينب هي وحدها التي أدينبت إثر هذه المحاكمة بالجلد 100 جلدة والسجن سنة واحدة. وهذا يعني أن المحكمة الجنائية بروصو لم تأخذ في الحسبان ترتيبات المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل التي يتعين تطبيقها على ملف هذه القاصر. وعليه فإن سؤالاً يفرض نفسه حول ما إذا كان بالإمكان متابعة القاصر زينب على الزنا أو إدانتها بعقوبة الجلد.

أ. وسائل إثبات الزنا

يتعين، في البداية، تعريف الزنا قبل الخوض في وسائل إثباته التي هي محصورة في القانون، ضمن ترتيبات المادة 307 من المدونة الجنائية، فالزنا هو الاتصال الجنسي المباشر بالتراضي وخارج الزواج، بين شخصين مختلفين جنسياً ويثبت بطرق إثبات خاصة. علاوة على الاعتراف، يمكن إثبات مخالفة الزنا أيضاً بالحمل وشهود العيان الأربعة الذين رأوا الفعل الجنسي يتم أمام أعينهم مادياً.

ب. عقوبة الزنا

العقوبة المنصوص عليها في الزنا هي عقوبة حدود، حددها القرآن الكريم في 100 جلدة عندما يكون الفاعل بالغاً من أي الجنسين مع عقوبة الحبس النافذ لمدة سنة واحدة كعقوبة تعزيرية. وهاتان العقوبتان تصدران معاً وتعطيان الانطباع بعقوبة مزدوجة.

• 2. مضمون القرار المبطل من محكمة الاستئناف

بررت محكمة الاستئناف قرار الإدانة مع وقف التنفيذ برفض مبدأ «لا عذر لأحد في جهل القانون» والاستفادة من ظروف التحقيق بالنسبة للمتهمين.

أ. رفض مبدأ «لا عذر لأحد في جهل القانون»

من الشائع أن القضاة أو الإداريين يبررون قراراتهم برفض مقولة «لا عذر لأحد في جهل القانون». لكن محكمة الاستئناف، يرفضها هذا المبدأ، اعتبرت أن الأنسة زينب في بداية انحراف قاصر وبتيمة، وتعاني من غياب للتربية الأساسية وبالتالي منحها ظروف التخفيف.

ب. الاستفادة من ظروف الإعفاء

الظروف التخفيفية هي مجموع الظروف الحقيقية والشخصية السابقة، أو المصاحبة لإنجاز المخالفة أو حتى لاحقة عليها، حسب النصوص القانونية التوسيعية والحديثة. ويتم تقديرها وتطبيقها بشكل أحادي ومستقل من طرف القاضي الجالس في قضية معينة بهدف التخفيف إلى ما دون الحد الأدنى القانوني، لعقوبة تعتبر قاسية جداً ينص عليها المشرع، ويقال غالباً في هذه الحالة إن «القاضي يشرع». في الحالة التي بين أيدينا، طبقت محكمة الاستئناف فقط، ظروف التخفيف المتعلقة بغياب التربية الأساسية أو جهل الأنسة زينب، القاصر اليتيمة وبدون سوابق.

وهذا ما أتاح لهذه الأخيرة إدانة المتهمة بنفس العقوبة لكن مع وقف التنفيذ.

إن نظام العقوبات بالنسبة للقصر هو نظام مستقل لتحديد العقوبات التي تحددها مسطرة الحماية الجنائية للطفل في المادة 4 بالنصف.

وتنص المادة 4 على أنه «حين تكون المخالفة المرتكبة من طرف طفل يزيد عمره على خمسة عشر (15) عاماً، هي جنحة أو انتهاك، فالعقوبة التي تصدر لا يمكن أن تتجاوز نصف العقوبة التي كان سيدين بها لو أن عمره ثمانية عشر (18) عاماً». والمبدأ تم تأكيده أيضاً بالمادة 147 التي تنص على أن «المحكمة الجنائية للأطفال لا يمكنها أن تدين الأطفال الذين تزيد أعمارهم على خمسة عشر (15) عاماً بعقوبة سالبة للحرية تفوق نصف العقوبة الأصلية. وإذا

32. قضية زينب

• المحاكمة

في يوم 6 مايو 2009 أدانت المحكمة الجنائية بولاية اترارزه (روصو) المكلفة بالقصر، الأنسة زينب، وهي فتاة قاصر، بعقوبة الجلد 100 جلدة وبالسجن سنة نافذة، بتهمة الزنا، وذلك عبر الحكم رقم 10/09. بعد الاستئناف أبطلت محكمة الاستئناف بانواكشوط، بحكم صادر يوم 2009/07/13، حكم المحكمة الجنائية بإدانتها بالمتهمة بنفس العقوبة مع وقف التنفيذ.

• مسائل قانونية

تتعلق المسائل القانونية المثارة بالتعامل مع الأدلة في مجال الزنا وباختيار عقوبة الشريعة الإسلامية. وأمام محكمة الاستئناف شملت المسائل القانونية المثارة رفض مبدأ «لا عذر لأحد في جهل القانون» والاستفادة من ظروف الإعفاء.

• الوقائع

بناء على بلاغ اعتقلت الشرطة بروصو الأنسة زينب التي ترضع طفلها، للاشتباه بارتكاب جريمة الزنا وفي البداية اعترفت بالوقائع المنسوبة إليها مدعية أنها ارتبطت بعلاقة غرامية خارج الزواج مع المشتبه به، موسى الذي اعتقل في نفس القضية؛ وأن هذا الأخير والد رضيعها. في المقابل ظل المشتبه به موسى ينكر أنه ارتكب وقائع الزنا مع الأنسة زينب.

• الإجراءات

بعد انتهاء التحقيق الأولي، أحيل المدعو موسى والأنسة زينب وهي فتاة قاصر حتى وإن كان عمرها لم يحدد بدقة؛ أمام وكيل النيابة الذي استمع لهما ثم أمر بفتح استجواب قضائي بحقهما على خلفية وقائع الزنا، وهي الوقائع المنصوص عليها والمعاقبة في المادة 307 من المدونة الجنائية. أحال قاضي التحقيق، بأمر إحالة، ملف القضية إلى المحكمة الجنائية بولاية اترارزه المكلفة بالقصر كي تتم المحاكمة طبقا للقانون.

• تعليق

انعقدت المحكمة الجنائية بولاية اترارزه، المكلفة بالقصر بموجب أمر الإحالة الصادر عن قاضي التحقيق حول الوقائع المصنفة جريمة زنا، والمنصوص عليها والمعاقبة بأحكام المادة 341 من المدونة الجنائية. وخلال جلسة المحكمة الجنائية بولاية اترارزه، المكلفة بالقصر، اعترفت المتهمة زينب بالوقائع المنسوبة إليها مع التنبيه إلى أنها يتيمة ولم تكن تعرف أن الزنا محرم، وذلك في الوقت الذي أمر فيه شريكها على الإنكار. أما النيابة العامة فطالبت، بعد أن قدمت عرضا مفصلا عن الوقائع والملابسات التي أحاطت بهذه القضية، بتطبيق عقوبة الزنا، كما بينت في عرضها، أن الأنسة زينب لا يفترض أن تجهل القانون وقد اعترفت بالوقائع موضوع المحاكمة.

من جانبه أشار المحامي المعين تلقائيا للدفاع في هذه القضية إلى أنه في الحالة التي بين أيدينا، خدع المدعو موسى، المتهم كشريك في هذه القضية قام بخداع الأنسة زينب حيث وعدها بالزواج ثم استغلها جنسيا. كما بين أن المتهمة زينب، وهي يتيمة الأب والأم وقاصر من أول نظرة، رغم أن سنها لم حدد بدقة، لعدم وجود الأهل وغياب مرجعية للحالة المدنية.

قبل إحالة ملف القضية للمداولات، منحت فرصة الكلام في المقام الأخير للمتهمين طبقا للمبدأ المقدس لحق الدفاع، حيث طلبا من المحكمة تبرئتهما.

كل شيء، يدفع للاعتقاد بأن الاغتصاب وقع فعلا، خاصة وأنه كانت تحمل آثار اعتداء جنسي على مستوى عضوها التناسلي. والفاعل كان مترددا جدا في الرد على مكالمات السيدة التي تعمل لديها الضحية بعد الوقائع مباشرة. ما تزال هذه المخالفة مستعصية على الإثبات إذ أنها تتم غالبا في الخفاء والشرطة لا تمتلك عادة غير تصريح الضحية مقابل إنكار المشتبه به.

من الضروري إذن التعامل مع هذا النوع من المخالفات بحذر قبل اعتماد أي إعادة للتكييف إلى اعتداءات جنسية قد تشكل أفقا مواتيا لصالح المتهم بارتكاب الجريمة.

ج. ضرورة إعادة التكييف

تتم إعادة تكييف الوقائع المكونة لمخالفة جنائية مصنفة جريمة، جنحة أو انتهاك، من طرف القاضي، عندما تبدو أدلة التكييف الأولية ضعيفة أو غير إثباتية، وفي هذه الحالات يكون قاضي التحقيق أو قاضي المحاكمة هو من يقوم بإعادة التكييف إلى مخالفة أشد أو أخف.

يمكن أن تتم أيضا من طرف قضاة المحكمة الابتدائية وكذا قضاة محكمة الاستئناف.

2. مضمون حكم التأكيد من محكمة الاستئناف

للاستئناف، باعتباره سبيلا عاديا للطفل، أثر المراجعة والتعليق هذان الأثران يمنحان محكمة الاستئناف صلاحية إعادة التحقيق في القضية وتغيير التكييف الأولي، وهي غير مرهونة بالتكييف السابق.

عندما تؤكد حكما تتبنى حجج قاضي الدرجة الأولى وفي الحالة التي بين أيدينا، أكدت محكمة الاستئناف حكم المحكمة الابتدائية بجميع حيثياته.

1. مضمون حكم المحكمة الجنائية

اعتبرت المحكمة الجنائية، في البداية، أن الاغتصاب غير ثابت وأن الاعتداءات الجنسية وحدها هي الممكن أن تنسب للفاعل المدعو بيكي، وهذا ما دفعها إلى القيام بإعادة تكييف وقائع الاغتصاب إلى اعتداءات جنسية.

أ. تعريف مفهوم الاغتصاب

في القانون العصري الاغتصاب هو كل اتصال جنسي مباشر، من أي نوع كان يرتكب ضد الغير عن طريق العنف، المباغلة، الإكراه أو التهديد عبر الأعضاء التناسلية، وفتحة الشرج، أو الفم، أو اليد، أو الأشياء. أما الاعتداء الجنسي فهو الاتصال أو ملامسة بين الضحية والمعتدي، سواء عن طريق العنف أو التهديد أو الإكراه أو المباغلة.

في المقابل، يعرف الاغتصاب في القانون الإسلامي على أنه كل اتصال جنسي بالإكراه يتم خارج الزواج وهذا التعريف هو المعتمد في القانون الموريتاني. ومن الجدير بالتنويه إلى أن هذا التعريف أهمل عدة أشكال ذات صبغة جنسية يمكن تعريفها على أنها مكونة للاغتصاب من قبيل استخدام الأدوات واليد وفتحة الشرج، أو الفم (أي وضع العضو الذكري داخل فتحة شرج أو فم الضحية).

توجد عدة أنواع من العلاقات الجنسية خارج الزواج إحداها لم يكن القانون يعاقبها:

- العلاقات الجنسية بين السيد المسلم مع إماءه، ولو بدون رضاهن، إذ أن الإسلام يعتبر السيد مالكا شرعيا لجسد أمتة، ويمكنه الاستمتاع به متى أراد، وبالتالي فالأمر ليس اغتصابا، يمكن التفكير في زمن الجهاد أو اليوم حيث يعتبر مقاتلو الدولة الإسلامية في العراق وسوريا ضحايا اغتصابهم إماءهم؛
- البغاء علاقات جنسية بالتراضي خارج الزواج مع امرأة عازبة، مطلقة أو أرملة، وهو مساوي للزنا؛
- الفاحشة العلاقات الجنسية بالتراضي بين امرأة ورجل أحدهما على الأقل متزوج هي أيضا مساوية للزنا في التشريع الإسلامي؛

- الاغتصاب هو الاتصال الجنسي دون موافقة، خارج الزواج مع امرأة ما، أيا كانت ديانتها، وإذا ما تعلق الأمر بشخصين من نفس الجنس يكون جريمة المثلية الجنسية.

تعاقب مخالفة الاغتصاب وفق أحكام المادة 309 من المدونة الجنائية بعقوبة الأشغال الشاقة المؤقتة دون المساس بعقوبة الجلد، إذا كان الفاعل عازبا. أما إذا كان متزوجا فإن عقوبة الإعدام تصدر بحقه وتعاقبه المادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل بعقوبة السجن من 5 إلى 10 سنوات.

كذلك تجدر إضافة أنه إذا تم إثبات الاغتصاب بالبراهين الإسلامية الصرفة المبينة أعلاه تتم معاقبته إذن بالمادة 309 من المدونة الجنائية وإذا لم تثبت بهذه الأدلة وإنما بمؤشرات أو قرائن، أو الأدلة العلمية فإنه دائما يعاد تكييفه إلى جنحة أضرار جنسية، في القانون الموريتاني، ومن الضروري ملاحظة أنه في حالة التبرئة تكون الضحية هي من يخضع للمتابعة وتعاقب على البلاغ الكاذب، ولكن في حالة الضحية القاصر يكون هذا الإجراء القضائي مخاطرة بل مستحيلا.

ب. أدلة الاغتصاب

بصرف النظر عن الأدلة العلمية المتمثلة في الحمض النووي (غير مستخدمة بعد في موريتانيا) يتم إثبات الاغتصاب في القانون العصري، بالاعتراف والقرائن أو الموجهة والمساءلة أو الشهادات أو فقدان العذرية أو الحمل أو الفحوص الطبية.

غير أنه في القانون الجنائي الموريتاني يثبت بالاعتراف أو الحمل والشهود الأربعة الذين رأوا الفعل يتم ماديا على غرار الزنا. ولابد من ملاحظة أن محدودية وسائل إثبات الاغتصاب في الشريعة الإسلامية مكنت دائما مرتكبي للاغتصاب من الإفلات من العقوبة المناسبة.

زيادة على ذلك يحدث يوما في موريتانيا أن الشهادة الطبية تفيد بأن الضحية فقدت عذريتها، ومن هنا ينطلق القاضي دائما إلى إعادة التكييف إلى جنحة الأضرار الجنسية أمام إنكار المتهم.

في الحالة التي بين أيدينا، اعترف المتهم بأنه بقي مع الضحية وحدهما في المنزل الذي تعمل به العاملة المنزلية، ثم إن الشهادة الطبية تفيد بأن الأنسة السالمه تحمل آثارا اعتداءات جنسية وبصرف النظر عن الأدلة والقرائن القوية،

31. قضية بيكي

• المحاكمة

في يوم 7 مارس 2010، أدانت المحكمة الجنائية بولاية نواكشوط، المكلفة بالقصر المدعو بيكي بعقوبة السجن النافذ لمدة 3 سنوات وبغرامة 120.000 أوقية وبتحمل التكاليف وذلك عبر الحكم رقم 47 بعد أن أعادت تكييف وقائع الاغتصاب إلى جنحة اعتداءات جنسية.

وفي يوم 10 مايو 2010 أكدت الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف حكم المحكمة الابتدائية أعلاه، بجميع حيثياته.

• مسائل قانونية

تشمل المسائل القانونية أدلة الاغتصاب وضرورة تكييف جريمة الاغتصاب إلى جنحة اعتداءات جنسية.

ولعل من غير الاعباتي التذكير بأن محكمة الاستئناف أعادت نفس المسائل القانونية ما دامت أكدت قرار قضاة الدرجة الأولى بجميع حيثياته.

• الوقائع

حضرت السيدة موها من إلى فرقة القصر بانواكشوط كي ترفع دعوى ضد المدعو بيكي بتهمة اغتصاب عاملتها المنزلية السالمه وهي فتاة قاصر تبلغ من العمر 13 سنة عندما بقيت هذه الأخيرة وحدها في البيت في ذلك اليوم. وحسب تصريحات الضحية فإنها لما كانت وحدها في البيت: طرق شخص الباب وكان بيكي الذي طلب منها، بعد أن دخل، أن تناوله شرباً؛ ثم بدأ يقبلها واغتصبها. وقد اعترف المشتبه به دائماً بأنه وجد نفسه وحيداً في ذلك اليوم مع الضحية بالمنزل المذكور. ولكنه في المقابل نفى بشدة واقعة الاغتصاب.

• الإجراءات

بعد انتهاء التحقيق الأولي مثل بيكي أمام وكيل الجمهورية الذي استمع إليه وأمر بفتح استجواب بحقه أمام قاضي التحقيق على خلفية وقائع الاغتصاب على قاصر منصوص عليها ومعاقبة بأحكام المادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

قرر قاضي التحقيق بموجب أمر الإحالة بتاريخ 2009/11/18 وضع القضية أمام المحكمة الجنائية بولاية نواكشوط حتى تتم المحاكمة طبقاً للقانون.

• تعليق

انعقدت المحكمة الجنائية بولاية نواكشوط المكلفة بالقصر على أساس أمر الإحالة من قاضي التحقيق للبت في وقائع كيفت جريمة اغتصاب وهي الوقائع التي تنص عليها وتعاقبها ترتيبات المادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

وخلال جلسة المحكمة الجنائية بانواكشوط، المكلفة بالقصر أنكر المتهم بيكي الوقائع المنسوبة إليه.

قدمت النيابة العامة عرضاً عن ظروف وملابسات هذه القضية فالمتهم، بحسبها، انتهز وجود البنت وحدها في المنزل ليغتصبها، وكونه عرض عليها مبلغاً من المال كتعويض عن الضرر مقابل سحب الضحية لشكواها، دليل على تورطه، وعليه طالبت بإدانة المتهم تطبيقاً لأحكام المادة 26 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

أما المحامي المعين تلقائياً للدفاع في هذه القضية فبين أنه في الحالة التي بين أيدينا تعتبر الأدلة المقدمة غير كافية لتكييف هذه الوقائع على أنها اغتصاب وعليه فقد طالب بتخفيف العقوبة إذا كانت المحكمة بصدد الإدانة بحكم استثنائي.

وقبل إحالة ملف القضية للمداولات منحت الكلمة في الأخير بناء على المبدأ المقدس لحقوق الدفاع، للمتهم الذي طلب من المحكمة تبرئته.

من الحبس الجنائي».

إن قراءة بسيطة لهذه الوثيقة القانونية تبعث على الاعتقاد بأن القصور في القانون الإيجابي الموريتاني هي السجن المؤبد، لكن الأمر يفيد من ذلك، ذلك أن المدونة الجنائية الموريتانية المستمدة من الشريعة الإسلامية تنص على عقوبة القتل القصاص أو عقوبة الإعدام فقط، المستمد من القانون الإيجابي. وهذه إن هي العقوبة القصوى في القانون الموريتاني. التي يجب أن لا يدان بها القاصر، ولعل هذا ما يفسر غياب هذه العقوبة في الترتيبات القانونية للقصر، وتحديدا في المادة 147 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل وهكذا بتفعيل المسؤولية القانونية المعفية بالقصور تكون عقوبة القاصر، في هذه الظروف، مخففة إلى 12 سنة من السجن إن كانت العقوبة الأصلية هي عقوبة الإعدام أو السجن المؤبد.

هذا هو ما فسر قرار قضاة الدرجة الأولى، المحكمة الجنائية بالإدانة دون إعادة التكييف، عبر تطبيق أحكام المادة 147 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل ببساطة في الحالة التي بين أيدينا، وعبر اختصار على العقوبة الدنيا المنصوص عليها في المادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل التي تعاقب الاغتصاب بعقوبة السجن من 5 إلى 10 سنوات. وقد استأنف محامي الدفاع هذا القرار بالإدانة.

2. مضمون القرار الملغي الصادر عن محكمة الاستئناف

بما أن الاستئناف سبيل عادي للتقاضي فإن له أثر للمراجعة والإلغاء، وهذان الأثران يمنحان محكمة الاستئناف، باعتبارها هيئة قضائية جالسة (للقائع والقانون) سلطة إعادة التحقيق في القضية وتغيير التكييف الأولي عند الاقتضاء، وهي بالتأكيد غير مربوطة بالتكييف السابق.

عندما تلغى، كليا أو جزئيا، حكما قضائيا يجب أن تعلل قرارها، إلا أنه في الحالة التي بين أيدينا، أبطلت محكمة الاستئناف الحكم الابتدائي جزئيا عبر تعديل العقوبة الصادرة بشكل أكثر إيجابية على المدان، أي بمواءمة العقوبة القانونية المخففة بالقصور (المادة 147 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل والاستفادة من ظروف التخفيف الشخصية والمادية).

أخذت محكمة الاستئناف في الحسبان وضعيتين إحداهما قانونية مرتبطة بالقصور (المادة 147 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل) والأخرى مخففة وبالتالي مرتبطة بكونه ليس صاحب سوابق تخفف العقوبة الصادرة عن قضاة الدرجة الأولى بناء على أنه (... حيث أن عقوبة الحبس 6 أشهر التي تعتبر كافية والتي تهدف إلى إعادة تأهيله...). أخيرا، أكدت من جهة أخرى، مبدأ الإدانة، حجم التعويض والتكاليف التي حكم بها.

أشار المحامي المعين تلقائياً في هذه القضية إلى أنه لا بد من إثبات الوقائع بأربعة شهود، أو بالحمل أو باعتراف المتهم، وفي هذا الملف لا يوجد أي شيء يمكن أن تستند إليه إدانة موكله؛ وبالتالي طلب تبرئة الأخير بكل بساطة. وقبل إحالة ملف القضية للمداولات، ومما أن الطرف المدني كان غائباً، فقد عادت أحقية تناول الكلام في الأخير للمتهم الذي طلب من المحكمة تبرئته.

1. مضمون حكم المحكمة الجنائية

اعتبرت المحكمة الجنائية، بداية، أن مخالفة الاغتصاب ثابتة ضد المتهم معط، لكنها مع ذلك، منحت التحقيق الشرعي بالقصور، المستمد من تطبيق المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، من خلال إدانته بعقوبة سنتين (2) وستة (6) أشهر من الحبس التي هي نصف العقوبة الدنيا التي ينالها البالغون، إذ أن هذا الأخير لا يمكن أن يبدن بالحد.

أ. تعريف وشروط تطبيق «الحدود» في مجال الاغتصاب

- تعريف: في القانون العصري، مثلاً القانون الفرنسي، يعرف الاغتصاب على أنه كل اتصال جنسي مباشر من أي نوع كان يرتكب بحق شخص آخر عن طريق العنف أو المباغلة أو الإكراه أو التهديد، عن طريق الجهاز التناسلي أو فتحة الشرج، أو الفم أو اليد أو الأشياء، في المقابل، يعرف الاغتصاب في التشريع الإسلامي على أنه كل اتصال جنسي خارج الزواج، وهذا التعريف كرسه القانون الموريتاني.
- وسائل الإثبات: بصرف النظر عن الأدلة العلمية من قبيل الحمض النووي (غير مطور حتى الآن في موريتانيا) يتم إثبات الاغتصاب بالاعتراف أو القرائن أو المؤشرات، المواجهة، للاستجواب أو الشهادات، الحمل والفحوص الطبية. غير أنه في القانون الموريتاني، تعتبر الأدلة المعتمدة لإثبات الاغتصاب نفسها بالنسبة للزنا، أي الاعتراف، أربعة شهود رأوا بأنفسهم واقعة الفعل الجنسي تتجسد أمامهم، والحمل؛ في الحالة التي بين أيدينا، اعترف المتهم معط بوقائع الاغتصاب أمام ضابط الشرطة القضائية، وإن كان قد تراجع فيما بعد، صحيح أن الحجج الواردة في محاضر الشرطة القضائية لا يعتد بها إلا من باب الاستعلام بالنسبة للقاضي ولذا ليست لها، قانونياً قوة الإثبات أمام السلطة القضائية.

مع ذلك، اعتبر قضاة الدرجة الأولى بالمحكمة الجنائية في إطار أن الاغتصاب ضد قاصر من طرف قاصر، ثابت، وبذلك منحت المتهم التخفيف القانوني بالعقوبة المرتبطة بالقصور، المستمد تطبيقاً المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

من اللحظة التي يتم فيها إثبات مخالفة الاغتصاب فإنها تعاقب إما بأحكام المادة 309 من المدونة الجنائية بعقوبة الأشغال الشاقة المؤقتة دون الإضرار بعقوبة الجلد إذ كان الفاعل بالقانون عازباً، وإن كان متزوجاً تكون العقوبة بالإعدام عن طريق الرجم، الذي يعلن إما بالمادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل التي تعاقبها بعقوبة الحبس من 5 إلى 10 سنوات.

يجدر التذكير بأنه إذا ثبت الاغتصاب فإنه حينها يعاقب بالعقوبة المذكورة أعلاه؛ ولكن إذا لم يثبت فإن الضحية هي من ستتابع بتهمة البلاغ الكاذب بدعوى من المتهم المبرأ. هذا الإجراء القضائي يصعب تطبيقه، بل يستحيل حين يكون الضحية قاصراً.

ب. المسؤولية القانونية المخففة بالقصور، والمستمدة من أحكام المادة 147 من مسطرة الحماية

الجنائية للطفل.

خلال عدة عقود من الزمن ظل القصر المتنازعون مع القانون خاضعين للإجراءات العادية والمتابعات والمحاكمة المطبقة على البالغين وكان القضاة خلال هذه الفترة الطويلة، يرجعون لبعض الترتيبات الإطار في المدونة الجنائية متعلق بالعدو القانوني المخفف بالقصور، مثل تلك الواردة في المادتين 60 و 61 من المدونة الجنائية، والتي ما يزال القضاة يطبقونها تعودطياً أو جهلاً بمضمون المادة 147 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل؛ التي أقرت سنة 2005. تنص هذه المادة على «المحكمة الجنائية للأطفال لا يمكنها إصدار عقوبة سالبة للحرية بحق الأطفال فوق 15 سنة، تنص على نصف العقوبة الأصلية؛ فإذا كانت العقوبة الأصلية الحبس المؤبد لا يمكنها إصدار عقوبة تزيد على 12

30. قضية معط

• المحاكمة

أدانت المحكمة الجنائية بولاية آدرار، المكلفة بالقصر، بحكم بتاريخ 09 مارس 2011، المدعو معط بالسجن ستة (6) أشهر نافذة، وبالتعويض للضحية مبلغ 100.000 أوقية وبتحمل التكاليف التي قدرت بمبلغ 20.000 أوقية على جريمة اغتصاب قاصر تبلغ من العمر 15 سنة.

وفي الاستئناف، خففت محكمة الاستئناف بانواكشوط، عبر القرار رقم 59/2011 بتاريخ 2011/06/21، عقوبة المدعو معط إلى الحبس النافذ من سنتين (2) و 6 أشهر فقط، وبتعوي للضحية قدر بمبلغ 100.00 أوقية، وتحمل التكاليف التي قدرت بمبلغ 20.000 أوقية، على جريمة ، وأكدت جميع الإجراءات الأخرى من حكم المحكمة الابتدائية.

• مسائل قانونية

تشمل المسائل القانونية المرتبطة بقرار المحكمة الجنائية بولاية آدرار، بشروط تطبيق الحدود في مجال الاغتصاب، والمسؤولية القانونية المخففة بالقصور، المستمدة من ترتيبات المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

تناولت الغرفة الجنائية بالمحكمة الجنائية في انواكشوط مسألة قانونية واحدة مرتبطة بالاستفادة من الظروف المخففة المادية، مع تطبيق أحكام المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، المتعلقة بالمسؤولية الشرعية المانعة للقصور.

• الوقائع

حضرت السيدة امبريكه، والدة الضحية إلى فرقة الدرك بأوجفت لترفع دعوى ضد المدعو معط من مواليد 1993 بنفس المدينة، وبالتالي شخص قاصر يبلغ من العمر 17 سنة وقد حدثت الوقائع، بتهمة اغتصاب ابنتها فاتا البالغة من العمر 15 سنة.

• الإجراءات

بعد أن تم اعتقاله بتهمة الاغتصاب، أودع الحبس النظري وتم استنطاقه من دون حضور مساعدة اجتماعية ومحامي ودون إعلام الطبيب وذويه باعتقاله، خلافا لأحكام المواد 101، 102 و 103 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل إذ من الصعب في بعض المناطق النائية من البلاد تلبية الشروط القانونية المذكورة في الحيثيات المبينة أعلاه. لكن لأسباب معينة، لا تشمل هذه الوضعية مع أنها واقع، هذا البطالان أولا تشكل عذرا في القانون.

بعد انتهاء التحقيق الأولي مثل معط أمام وكيل الجمهورية الذي أمر بعد الاستماع إليه بفتح استجواب بحقه أمام قاضي التحقيق على خلفية وقائع اغتصاب قاصر، تنص عليها وتعاقبها المادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

وقرر قاضي التحقيق بأمر الإحالة رفع ملف القضية أمام المحكمة الجنائية بولاية آدرار حتى تتم المحاكمة طبقا للقانون.

• تعليق

أبلغت المحكمة الجنائية بولاية آدرار، المكلفة بالقصر، قانونيا بأمر الإحالة من قاضي التحقيق في الوقائع المكيفة جريمة اغتصاب والتي تنص عليها وتعاقبها أحكام المادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل. وخلال جلسة الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف صرح المتهم معط بأنه لم يغتصب أبدا القاصر ناتا وأن الاعترافات التي أدلى بها من قبل خلال الاستجواب كانت تحت الإكراه.

وفي عريضتها طالبت النيابة العامة المحكمة بأن تأخذ في الحسبان عمر المتهم الذي لم يبلغ بعد سن النضج مما يشكل في هذه الحالة مانعا شرعيا من المسؤولية وحتى من العقوبة.

وعليه فإن محكمة الاستئناف، بإعادة التكييف والإدانة بعقوبة سنتين من الحبس النافذ وغرامة 240.000 أوقية (المادة 29 من مسطرة الحماية الجنائية للطف) اعتبرت العقوبة الصادرة عن قضاة الدرجة الأولى مفرطة ومجتمعة حيث أدانوا الأنسة الزينه بعقوبتين رئيسيتين هما الجلد 100 جلدة و10 سنوات من الأشغال الشاقة. وأخيرا مكنت هاتان العقوبتان الصادرتان عن محكمة الاستئناف من تفادي الجلد والأشغال العامة مجتمعتين.

أ. تعريف

إنه يعني الاتصال الجنسي المباشر بالتراضي وخارج الزواج بين شخصين من جنسين مختلفين ويتم إقراره بالاعتراف أو بأربعة شهود رأوا الواقعة بأنفسهم تتم ماديا أو بالحمل.

ب. الحمل، دليل لا يقبل الطعن

عادة يكون الحمل دليلا غير قابل للشك على جريمة الزنا إذ أن الدليلين الآخرين، وهما الاعتراف والشهود الأربعة، يصعب توفرهما. ويكون البرهان الوحيد الكافي هذا المجال، عندما يتأكد، لتمكين القاضي من الإدانة بالجلد 100 جلدة وبالحبس لمدة سنة واحدة (المادة 307 من المدونة الجنائية) لأنهما عازبان. عقوبة الجلد عقوبة حدود، بينما عقوبة السجن لمدة سنة عقوبة تعزير.

2. مفهوم الحدود والتعزير وتطبيقهما

على غرار جريمة الزنا تستمد هاتان العقوبتان من التشريع الإسلامي وبالتالي فهما حاضنتان له. ولهما تعريف مختلف كما أن تطبيقهما بشكل متزامن يطرح اليوم بعض الإشكالات.

أ. مفهوم عقوبات الحدود

عقوبات الحدود هي تلك المحددة في القرآن الكريم، ولا يمكن تجاوزها، ولا يمكن للقاضي من حيث المبدأ، التخلي عنها عندما تتوفر الأدلة. وفي حالة استثنائية عندما يتراجع المتهم عن اعترافاته يمكن للقاضي التشريع الإسلامي أن يعيد التكييف إلى جنحة؛ ويحاكم ويدين عند الاقتضاء.

ب. مفهوم التعزير

عقوبة التعزير هي عقوبة بالحبس أو الغرامة، وهي متروكة لتقدير القاضي في المجال الجنائي، وهي محددة من طرف المشرع، خارج حالة الزنا أو القتل العمد (بعد عفو ذوي الحقوق)، مثلا، حيث تكون محددة بشكل مسبق في العقيدة الدينية بالسجن النافذ سنة واحدة.

ج. تطبيقهما

في الحالة التي بين أيدينا يسمح لقاضي الشريعة الإسلامية بالإدانة المتزامنة بهاتين العقوبتين المختلفتين في طبيعتهما، أي الجلد مع سنة من الحبس (بالنسبة للزنا) أو الدية وسنة من الحبس (بالنسبة للقتل العمد) ويتم التطبيق بالجلد 100 جلدة في مكان عام مفتوح أمام الجمهور بواسطة سوط، والأخرى بالإيداع في مكان مغلق معد، شرعيا، من طرف السلطة المختصة (السجن).

لكن تطبيق الجلد بحد ذاته اليوم يطرح اختلالات قضائية كبرى؛ من البداية إذ أن السلطة التنفيذية تحجم عن تنفيذ هذه العقوبة منذ سنة 1984، وقد أدت هذه الوضعية إلى قضايا عديدة إلى تدخل خبراء التشريع الإسلامي عن طريق الفتوى (تأويل القانون عن طريق العقيدة الإسلامية بهدف إعطاء حل لمشكل قانوني)، عندما يقضي المدان (ة) عقوبته بالحبس وينتظر إلى ما لا نهاية، الجلد، وقد سمحت بعض الفتوى، من خلال صلافة نصوصها، بالتخلي عن الجلد حتى يفرج عن المدانين في نهاية عقوبة السجن، وأنه كان من غير المفيد، إذن، إبقاؤهم في السجن في انتظار الجلد الذي أصبح رهين تردد السلطات العمومية.

ولعل من الضروري التنويه إلى أنه في الحالة التي بين أيدينا، أدان قضاة الدرجة الأولى لاجتماع المخالفات ماديا، بالعقوبة القصوى المنصوص عليها بالنسبة لإحدى التهمتين، وهي الزنا أو قتل طفل، وقد اعتبر قضاة الدرجة الثانية هذه العقوبة مجحفة.

ب. قرار الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف

قرار محكمة الاستئناف حكما بإعادة التكييف أو النقص، فقد أعلنت هذه الأخيرة في الحالة التي بين أيدينا، قبول الاستئناف شكلا ومضمونا، وأعدت تكييف قرار قضاة الدرجة الأولى كليا، بإعادة تكييف وقائع المتابعة أي جريمة الزنا وقتل طفل، المعاقبتان على التوالي بالجلد 100 جلدة وعقوبة الإعدام إلى جنحة ترك قاصر من طرف من ولده، وهو ما يعاقب من سنتين (2) إلى خمس (5) سنوات من الحبس وبغرامة 240.000 أوقية.

29. قضية الأنسة الزينه

• المحاكمة

أدانت المحكمة الجنائية الأنسة الزينه بعقوبة الجلد 100 جلدة، وبالأشغال الشاقة لمدة 10 سنوات وتحمل التكاليف على وقائع الزنا وقتل طفل. وبعد استئناف الحكم، أعادت الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف تكييف هذا القرار بتحويل الوقائع من جريمة قتل طفل إلى جنحة التخلي عن طفل وأدانت الأنسة الزينه بعقوبة السجن سنتين (2) نافذتين وبغرامة 240.000 أوقية وتحمل التكاليف التي قدرت بمبلغ 30.000 أوقية.

• مسائل قانونية

شملت المسائل القانونية إقامة أدلة الزنا وتطبيق عقوبات الحبس والتعزير في نفس الوقت. وعند الاستئناف أمام محكمة استئناف بانواكشوط شملت المسألة القانونية إعادة تكييف الوقائع إلى جنحة التخلص من طفل التي تعاقبها المادة 24 من مدونة القصر.

• الوقائع

أسفرت علاقة غرامية خارج الزواج بين الأنسة الزينه وشاب مغربي وكلاهما عازب عن مولد طفلة في مرابض المستشفى العسكري، وفور خروج الجنين قامت الأنسة الزينه بكسر رقبة المولودة فقتلها إذ تبين من تصريحاتها أمام الشرطة ووكيل الجمهورية وقاضي التحقيق أن هذه الأخيرة ولدت حية. وفور اكتشاف الجثة توجه أصابع الاتهام إلى المعنية.

• الإجراءات

فور اعتقالها وضعت رهن الحبس النظري لمدة ثمان وأربعين ساعة قابلة للتمديد بنفس الفترة، مع التمتع بجميع ضمانات الدفاع، وهي اختيار محامي في بداية التمديد عند الاقتضاء، وإبلاغ ذويها باعتقالها والحق في التواصل مع محاميها لمدة 30 دقيقة بحضور ضابط شرطة قضائية. على أساس هذه الوقائع تمت إحالة المشتبه بها أمام وكيل النيابة الذي أمر على الفور بفتح استجواب أمام قاضي التحقيق. وعند إغلاق الاستجواب أمر هذا الأخير بإحالة القضية إلى المحكمة الجنائية حتى تتم المحاكمة طبقاً للقانون.

• تعليق

يهدف هذا التعليق إلى مناقشة المسائل القانونية التي تضمنتها القرارات القضائية، أولاً تلك المتعلقة بالحكم رقم 117/09 بتاريخ 2009/06/01 عن المحكمة الجنائية وقرار الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف رقم 45/09 بتاريخ 2009/07/14، عند الاقتضاء.

أ. قرار المحكمة الجنائية، هيئة ابتدائية

أدانت المحكمة، في أعقاب المحاكمة، المتهممة بعقوبة الجلد 100 جلدة، وبالأشغال الشاقة 10 سنوات وتحمل التكاليف، على وقائع ممارسة الزنا وقتل طفل؛ وذلك على أساس المادتين 307 و276 من المدونة الجنائية، على الرغم من كونها تراجعت عن اعترافاتها، وكون محاميها التمس البراءة.

1. مفهوم الزنا

لقد ظهر الزنا كشكل من أشكال الضرر الجنسي بعد نزول الوحي في القرآن الكريم، ضمن سورة «النساء» في القرن السابع الميلادي.

الجماعي، خاصة وأن الضحية فقدت عذريتها وستبقى متأثرة نفسياً بهذا الحدث حتى ولو لم تمثل أمام الجلسة العمومية.

وعلى العكس في التشريع الإسلامي، حين تكون الاعترافات في بعض مراحل الإجراءات، مروية؛ أي أن المتهم تراجع عن اعترافاته، فإن هذه الوضعية تخلق حالة من الشك من شأنها أن تقود للارتياح الذي هو بالضرورة في صالح المتهم. وهذا ما يفسر اجتهاد قضاة الدرجة الأولى الذي يتمثل في إعادة تكييف وقائع مشكلة لجريمة اغتصاب إلى جنحة بسيطة بأضرار جنسية.

وفي المقابل ربط المشرع الموريتاني قاضي القصر، في المادة 24 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل حيث نصت على أنه حين لا تكون شروط المادة 309 من المدونة الجنائية متوفرة، أي أن عقوبة الحدود غير واردة التطبيق تكون العقوبة المناسبة هي عقوبة الحبس من 5 إلى 10 سنوات. وعليه فمن غير الوارد القيام بإعادة تكييف الوقائع علماً بأن الشهادات الطبية ما تزال تؤكد فقدان العذرية حديثاً.

يجدر التنويه، بل دق ناقوس الخطر، على أن إعادة تكييف وقائع جريمة اغتصاب على قاصر من طرف بالغ، إلى جنحة أضرار جنسية يطرح مشاكل جسيمة من الاختلال القضائي إذ أن ذلك ظل يتيح للمغتصبين البقاء أحراراً بمجرد إعلان تراجعهم.

ب. قيمة الاعترافات المقدمة ثم العدول عنها في مرحلة المحاكمة

تعتبر مرحلة المحاكمة مرحلة التحقيق النهائي التي يتبع للقاضي تأسيس قناته الذاتية وحتى قراره بالإدانة أو الإفراج. كما بينا في الفقرة السابقة فإن قاضي التشريع الإسلامي مسموح له دائماً بإعادة النظر في موقفه من خلال إعادة تقدير الوقائع الأولى والتي هي عادة متأتية من جريمة إلى مخالفة مانعة بالجنحة عندما تراجع المتهم عن اعترافاته. كذلك، اتبعت محكمة الاستئناف نفس المنطق القانوني لتأكيد قرار قضاة الدرجة الأولى حول مبدأ المسؤولية الجنائية والإدانة.

2. قرار الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف

قرار محكمة الاستئناف حكم بالتأكيد، فقد أعلنت المحكمة، في الحالة التي بين أيدينا قبول الاستئناف شكلاً ومضموناً ومن حيث المضمون جزئياً، وأعاد تكييف قرار قضاة المحكمة الابتدائية. وعليه فإن محكمة الاستئناف نحت نفس النحو الذي اعتمدته قضاة الدرجة الأولى في طريقة البت في هذه المسائل القانونية ولكن مع التفعيل الواضح لظروف الإعفاء. وأخيراً، تبنت منطق محكمة الدرجة الأولى.

28. قضية كيت وشركاؤه

• المحاكمة

أدانت المحكمة الجنائية بنواكشوط المتهمين الثلاثة: كيت، وكي وعثمان على وقائع الاغتصاب الجماعي المرتكب بحق الأنسة ديا وهي فتاة قاصر تبلغ 14 سنة من العمر، بعقوبة 3 سنوات من الحبس النافذ لكل واحد منهم. وبعد استئناف الحكم، أعادت محكمة الاستئناف بنواكشوط جزئيا تكييف الوقائع وأدانت كل احد من المتهمين الثلاثة بعقوبة الحبس سنتين نافذتين.

• مسائل قانونية

تشمل المسائل القانونية إعادة تكييف الوقائع موضوع المتابعة وقيمة الاعترافات الصادرة ثم المروية في مرحلة المحاكمة. وخلال الاستئناف أثرت نفس المسائل القانونية وتناولتها المحكمة باستثناء الظروف الإعفاء الممنوحة للمدانين.

• الوقائع

إثر دعوى من الضحية، التي صرحت بأنها أكرهت واغتصبت بشكل جماعي من طرف الشباب الثلاثة البالغين، خلال الليل في منزلهم، تم اعتقالهم ووضعهم رهن الحبس النظري. اعترف المشتبه بهم الثلاثة بوقائع الاغتصاب الجماعي المنسوبة لهم أمام ضابط الشرطة القضائية ووكيل الجمهورية، إلا أنهم أضافوا أن الضحية كانت موافقة.

• الإجراءات

فور اعتقالهم وضعوا رهن الحراسة النظرية لمدة ثمان وأربعين (48) ساعة قابلة للتديد بنفس المدة مع التمتع بجميع ضمانات الدفاع، بما في ذلك اختيار محامي عند بداية تهديد هذه الفترة عند الاقتضاء الإعلام بتبعات اعتقاله لأقاربه وحق الاتصال مع محاميه لمدة 30 دقيقة بحضور ضابط شرطة قضائية. على أساس هذه الوقائع أحيل المشتبه به أمام وكيل الجمهورية الذي أمر على الفور بفتح استجواب أمام قاضي التحقيق. وعند نهاية التحقيق أمر هذا الأخير بإحالة الملف إلى المحكمة الجنائية لتتم المحاكمة طبقا للقانون.

• تعليق

يهدف هذا التعليق إلى مناقشة المسائل القانونية الواردة في القرارات القضائية أولا تلك المتعلقة بالحكم رقم 43/10 بتاريخ 2010/03/07 عن المحكمة الجنائية وقرار الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف رقم 06/010 بتاريخ 2010/05/10 عند الاقتضاء.

1. قرار المحكمة الجنائية، محكمة ابتدائية

أدانت المحكمة في أعقاب المحاكمة، كلا من المتهمين الثلاثة بعقوبة الحبس 3 سنوات نافذة، وغرامة 120.000 أوقية، وتحمل التكاليف؛ وذلك بناء على تصريح الطرف المدني الوارد في محضر الشرطة، والاعترافات المروية، تطبيقا للمادة 26 من مدونة القصر.

أ. ضرورة إعادة تكييف وقائع الاغتصاب إلى اعتداءات جنسية

قامت المحكمة الجنائية بإعادة تكييف وقائع المتابعة على الاغتصاب إلى أضرار جنسية، أي من المادتين 24 من مدونة القصر و309 من المدونة الجنائية إلى المادة 26 من مدونة القصر؛ وبالتالي من جريمة تعاقب بعشر (10) سنوات إلى جنحة بسيطة تعاقب من سنتين (2) إلى أربع (4) سنوات سجنا. فهل كانت إعادة التكييف هذه ضرورية؟ في القانون الروماني - الجرمانى، إذا ما تم الأخذ في الاعتبار بالاعترافات الواضحة وغير الملتبسة للمتهمين حين تقدم أمام التحقيق الأولي ووكيل الجمهورية والتصريحات المتطابقة للضحية، فإن القاضي يجب أن يدين على جريمة الاغتصاب

1. قرار المحكمة الجنائية، حكم ابتدائي

أدانت المحكمة في أعقاب المحاكمة المتهم بعقوبة الحبس سنتين (2) نافذتين ودفع تعويض الضرر الذي قدر بمبلغ 500.000 أوقية لصالح الضحية وتحمل التكاليف.

أ. وجهة إعادة تكييف وقائع الاغتصاب إلى اعتداءات جنسية

أجرت المحكمة الجنائية إعادة تكييف لوقائع متابعة الاغتصاب إلى أضرار جنسية، أي هي المادة 24 من مدونة القصر إلى المادة 26 من نفس المدونة، وبالتالي جرمة معاقبة بالحبس من 5 إلى 10 سنوات؛ إلى جنحة بسيطة تعاقب من 2 إلى 4 سنوات سجنا. فهل كانت إعادة التكييف وجهية؟

من أول نظرة من وجهة نظر القانون الروماني - الجرمانى؛ وحيث أن الأدلة المتوفرة في الملف، وهي القرائن القوية والشهادات الدامغة؛ فإن إعادة التكييف غير مطروحة في هذه القضية بالنظر إلى سن القاصر التي تبلغ 14 سنة وحملها الناتج عن الاغتصاب. وفي المقابل يعتبر التشريع الإسلامي في المذهب المالكي، أو القانون الموريتاني أنه ما دامت الأدلة حاضرة ودقيقة. وهي الحمل، والشهود الأربعة والاعتراف فإن إعادة التكييف إلى أضرار جنسية يفرض نفسه في الحالة التي بين أيدينا، لكن لا شيء يجعل القضاة يتخلون عن تحويل وجهة قاصر الذي يتيح إدانة الفاعل بعقوبة أقسى، وذلك بعد التخلي عن تهمة الاغتصاب.

ب. استحالة تعزيز القاصر عن الاغتصاب

بين وقائع الاغتصاب وتحويل وجهة أو اختطاف قاصر، توجد في أغلب الحالات علاقة مشتركة، أي أنهما مرتبطان تماما.

ومن النادر جدا أن يتم اغتصاب قاصر دون أن يرافقه تحويل وجهة الضحية.

تعرف المادة 332 من المدونة الجنائية تحويل وجهة القاصر على أنه «كل من قام غدرا أو عن طريق العنف باختطاف أو العمل على خطف القصر أو استدراجهم أو تحويلهم أو نقلهم، أو تسبب نقلهم من أماكن التي وضعهم فيها من يخضعون لسلطتهم أو إرادتهم أو يوكلون لهم، يتعرض لعقوبة الحبس».

(...) إذا كان غير القاصر المختطف أو الذي حولت وجهته يقل عن 15 سنة تكون العقوبة بالأشغال الشاقة المؤبدة (المادة 333)».

بصرف النظر عن إنكار المتهم، فإن أدلة القضية تشمل قرائن كافية دقيقة ومتطابقة من شأنها إدانته بأقصى عقوبة.

من هنا يكون الوارد من إدانة المتهم على تحويل القضية وكذا على الأضرار الجنسية في مثل هذه الظروف وفق القانون الموريتاني إذ يوجد جمع مادي لمخالفات بينة يجب أن يقود إلى العقوبة القصوى.

2. نطاق قرار محكمة الاستئناف

قرار محكمة الاستئناف حكم بالتأكيد، وقد أعلنت المحكمة، في الحالة التي بين أيدينا صحة الاستئناف من قبل الشكل وعدم صحته من حيث المضمون وأكدت قرار القضاة في المرحلة الابتدائية بجميع حيثياته. وعليه فإن محكمة الاستئناف نحا نفس منحى المحكمة الابتدائية في طريقة البت في هذه المسائل القانونية. وأخيرا أثبتت منطق المحكمة الابتدائية.

27. قضية حافظ

• المحاكمة

أدانت المحكمة الجنائية بانواكشوط عبر الحكم الصادر بتاريخ 2009/06/01، بعد إعادة التكييف، المدعو حافظ بعقوبة الحبس سنتين (2) نافذتين وبتعويض الضرر المقدّر بمبلغ 500.000 أوقية لصالح الضحية وبتحمل التكاليف، على خلفية وقائع اغتصاب قاصر. كما رأته المحكمة من جميع التهم الأخرى التي كان متابعا عليها، خاصة تحويل وجهة قاصر، وخلال الاستئناف أكدت الغرفة الجنائية محكمة الاستئناف الحكم الابتدائي.

• مسائل قانونية

تتعلق المسائل القانونية بوجاهة إعادة تكييف وقائع الاغتصاب إلى أضرار جنسية واستحالة فصل تحويل وجهة القاصر عن الاغتصاب الذي هو يترتب عنه غالبا. عند الاستئناف، أثّرت نفس المسائل القانونية وتناولتها محكمة الاستئناف.

• الوقائع

حضر المدعو سولي إلى فرقة القصر رفقة أخته الصغرى وعمرها 14 سنة من أجل تقديم شكوى ضد المشتبه به حافظ، بائع في نفس المنطقة يبلغ من العمر خمسين سنة، لتحويله وجهة هذه الأخيرة ومن ثم اغتصابها حتى حملت. وحسب الضحية فإن المشتبه به سبق له أن دعاها إلى غرفته رفقة صديقتها. وفور وصولهما سقاها شرابا تسبب في إصابتها بالنعاس فنامت. وبعدما استيقظت لاحظت أنها عارية وأن صديقها لم تكن هناك، ثم حذرهما المشتبه به من مغبة إعلام أي شخص بما حدث وإلا فإنه «سيسحرها» أو يسبب لها مصيرا سيئا. على إثر هذه الدعوى تم توقيف المشتبه به بعد البحث عنه من قبل شرطة القصر. وخلال الاستجواب الذي أخضع له، نفى المدعو حافظ وقائع تحويل وجهة القاصر والاغتصاب المنسوبة له وأوضح أن هذه البنت زبونتة وأنها تزور محله التجاري كجميع الزبناء في المنطقة. أمام إنكار المشتبه به، عمدت والدة الضحية، وهي في حالة ذهول، إلى نصب فخ لهذا الأخير، أياما بعد ذلك، حيث اصطحبت شخصين بالغين يصلحان كشاهدين وأمرت ابنتها بالاتصال بالمعني لتعرض عليه الذهاب إلى غرفته على أن يلحق بها هناك. وفور وصوله دخل مع الفتاة وأغلق الباب أمام الشاهدين وضبط في حالة تلبس وتم اعتقاله.

• الإجراءات

فور اعتقاله وضع رهن الحبس النظري لمدة ثمان وأربعين (48) ساعة قابلة للتמיד بنفس المدة، مع الاستفادة من كافة ضمانات الدفاع مثل اختيار محامي عند بداية تمديد هذه المدة ثم أبلغ ذووه باعتقاله، وحق الاتصال بمحاميه لمدة 30 دقيقة بحضور ضابط شرطة قضائية. على أساس هذه الوقائع تمت إحالة المشتبه به أمام وكيل الجمهورية الذي أمر بفتح استجواب أمام قاضي التحقيق. وقد أحال هذا الأخير ملف القضية عند إغلاق استجوابه أمام المحكمة الجنائية حتى تتم المحاكمة طبقا للقانون.

• تعليق

يهدف هذا التعليق إلى نقاش المسائل القانونية التي أثارها القرار القضائي، أولا تلك المتعلقة بحكم المحكمة الجنائية وقرار الغرفة الجنائية محكمة الاستئناف عند الاقتضاء.

الوقائع من الاغتصاب إلى جنحة المساس بالأخلاق الإسلامية التي يحتاج مفهومها إلى الشرح.

1. مغزى مفهوم «المساس بالأخلاق الإسلامية»

إن مفهوم المساس بأخلاق الإسلام، الذي أقر كمخالفة في القانون الجنائي الموريتاني، يعني كل الأفعال التي تمس بهذا الدين أو ارتكاب محرمات لا تعاقب بالقصاص أو الحدود (كل العقوبات موجودة في القرآن الكريم)، تعاقب جنحة المساس بأخلاق الإسلام بعقوبات التعزيز، أي التي سيحددها المشرع في القوانين والجهاز التنفيذي بالمراسيم والمقررات. ومن المتعارف على تطبيقه، أن الإدعاء العام، أثناء ممارسة المتابعات وإصدار الأحكام، عند اتخاذ القرارات يعمل على تطبيق هذا المفهوم لإعادة التكييف عندما يتعلق التكييف الأولي لوكيل النيابة وقاضي التحقيق بالزنا (ممارسة الجنس بشكل مباشر خارج الزواج بين شخصين من جنسين مختلفين) إلى الاغتصاب والأضرار الجنسية بصرف النظر عن الطابع الإلزامي للمادة 24 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل (محاكمة قضية كين وشركاؤه).

2. في الحالة التي بين أيدينا لم تكن إعادة تكييف وقائع جريمة الاغتصاب التي تعاقب بالأشغال

الشاقة

المؤقتة دون المساس بعقوبات الحد، إلى جنحة المساس بأخلاق الإسلام التي تعاقب بالحبس سنتين (2) كحد أقصى؛ ضرورة لأن الأمر يتعلق باغتصاب مؤكد سبب حملا لفتاة قاصر عمرها 16 سنة لا يؤخذ برضاها في الاعتبار، علما بأن الفاعل اعترف بالوقائع أمام ضابط الشرطة القضائية، ووكيل الجمهورية وقاضي التحقيق. كان ينبغي إذن أن ينال عقوبة أقصى بمستوى واقعة الاغتصاب الذي ارتكبهها وأقر بها. لذلك يلاحظ أن الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف ذهبت أيضا في ذات المنحى الذي نحاه قضاة الدرجة الأولى من خلال تعميق الأمر أي عبر الإدانة بنفس عقوبة الحبس المشفوعة بوقف التنفيذ.

ب. قرار محكمة الاستئناف، محكمة الدرجة الثانية

ركزت المحكمة بعد أن ثبت تبرير قرار قضاة الدرجة الأولى، قرارها على صحة الاستئناف لصالح وقف التنفيذ.

1. صحة الاستئناف

لا يكون الاستئناف صحيحا إلا إذا كان ضمن الآجال القانونية، ممن لديه صفة ومصلحة للاستئناف، تبدأ آجال الاستئناف اعتبارا من إبلاغ القرار، وعندما يصدر القرار بصورة استثنائية تبدأ آجال الاستئناف في الانقضاء اعتبارا من نهاية أجل الاعتراض. هذه القواعد التي تحكم الاستئناف تطبق أيضا بدون تمييز على حالات القصر، خلافا لوقف التنفيذ.

2. شروط وقف التنفيذ ومغزى المادتين 170 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل و658 من

مدونة الإجراءات الجنائية

على غرار المدونة الخاصة بالقصر، تنص مدونة الإجراءات للبالغين أو القانون العام في مادتها 658 على أن قضاة محاكم أو غرف الاستئناف يمكن أن يلجأوا لوقف التنفيذ بقرار مبرر في حالة الإدانة بالحبس أو الغرامة إذا كان المدان لم يخضع لإدانة سابقة على جريمة أو جنحة في الحق العام، ويمكن أن يشفع وقف التنفيذ بشروط خاصة، مساعدة أو رقابة موجهة لتسهيل إعادة تأهيل المدان، بالنسبة للبالغين. وهذا يعني أن المادة 658 من مدونة الإجراءات الجنائية هي ركيزة الترتيبات الخاصة بالقصر، مثلا المادة 170 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل في هذا المجال. انطلاقا من الشروط المبينة أعلاه، منحت المحكمة ظروف إعفاء للمدان تطبيقا لوقف التنفيذ العادي.

26. قضية سيبي

الحكم رقم 20/09 بتاريخ 09/04/13

• المحاكمة

أدانت المحكمة الجنائية بنواكشوط، بعدما أعادت تكييف الوقائع موضوع المتابعة المتعلقة بالاغتصاب المتبوع بالحمل، المدعو سيبي بعقوبة الحبس سنتين (2) نافذتين وتحمل التكاليف. في مرحلة ثانية، أعلنت محكمة الاستئناف في تشكيلتها الجنائية، وبالقرار رقم 20/09 بتاريخ 2009/04/13، قبول الاستئناف من حيث الشكل ورفضه من حيث المضمون وقررت تأكيد الحكم الابتدائي مع إشفاعه بعدم التنفيذ.

• مسائل قانونية

تشمل المسائل القانونية في الحالة التي بين أيدينا، مغزى مفهوم «المساس بالأخلاق الإسلامية» وإعادة تكييف وقائع متابعة الاغتصاب إلى جنحة «المساس بالأخلاق الإسلامية بالنسبة للحكم الابتدائي». وفي الاستئناف، تعلقت المسائل القانونية بصحة الاستئناف وشروط وقف التنفيذ بمعنى المواد 170 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل و658 من مدونة الإجراءات الجنائية.

• الوقائع

في يوم 08/05/06 حضرت المدعية المسماة رانية إلى المفوضية الخاصة بالقصر لترفع دعوى ضد المدعو سيبي بتهمة اغتصاب ابنتها القاصر البالغة من العمر 16 سنة؛ وأثناء هذه الدعوى أوضحت أيضا أن ابنتها حامل بسبب هذا الاغتصاب.

صرح المشتبه به أمام شرطة القصر بأنه كان على علاقة غرامية مع البنت منذ خمس سنوات وأنها كانا يلتقيان دون أي إكراه أو عنف يمارسه ضدها، كما أوضح أنه كان يزني بها وأنه المسؤول عن حملها.

• الإجراءات

فور توقيفه تم وضع المشتبه به رهن الحراسة النظرية بهدف إخضاعه للمتابعة المتعلقة بالبالغين في هذا المجال والتي تحدد فترة الحبس النظري في ثمان وأربعين (48) ساعة قابلة للتמיד بنفس المدة. وفي أعقاب التحقيق الأولي تم اقتياد المشتبه به من طرف وكلاء نفس المفوضية أمام وكيل الجمهورية الذي تم بإشرافه إجراء الاستجواب الهادف لتوجيه التهمة للمعني وإثر هذا الاستجواب أمرت النيابة بفتح استجواب أمام قاضي التحقيق الذي قرر، عند إغلاق استجوابه، إحالة ملف القضية أمام المحكمة الجنائية لكي تتم المحاكمة طبقا للقانون.

• تعليق

في أعقاب المحاكمة التي أجرتها الغرفة الجنائية بنواكشوط في هذه القضية، أصدرت هذه الأخيرة حكما ابتدائيا رقم 58/09 بتاريخ 2009/09/09 يدين المتهم بعقوبة الحبس سنتين نافذتين وتحمل التكاليف. وقد تم استئناف هذا القرار عن طريق محامي المدان وأصدرت محكمة الاستئناف القرار رقم 20/09 بتاريخ 2009/04/13 بتأكيد الحكم الابتدائي وإدانة المدعو سيبي بنفس العقوبة، ولكن مع وقف التنفيذ.

أ. قرار المحكمة الجنائية، محكمة ابتدائية

أسست المحكمة بكامل هيئتها المكونة من خمسة أعضاء بينهم ثلاثة قضاة مهنيين ومحلفين (2)، قرارها على كون المتهم تراجع في جلسة المحاكمة عن جميع اعترافاته خلال المراحل السابقة أي مرحلة التحقيق الأولي أمام وكيل النيابة وقاضي التحقيق. وحين يتراجع متهم عن اعترافاته، بحسب الشريعة الإسلامية فذلك يقود إلى الريبة لدى القاضي ومن اللحظة التي توجد فيها الريبة فإنها تكون في صالح المتهم. هذا الاستنباط المتأني من الشريعة الإسلامية هو ما أصل قرار قضاة هذه الهيئة حيث عمدوا إلى إعادة تكييف

خلال الجلسة أوضح المتهم إبراهيم أنه لمح سيدة ووكيل الحماية المدنية في عراك بعد إخماد الحريق، وهذه الأخيرة كانت تريد تخليص ابنها وأنه هو نفسه، لا علاقة له بهذه القضية. في أعقاب النقاشات واستناداً إلى الأدلة التي تدعم تورط المتهمين، طالبت النيابة العامة بإنزال عقوبة الحبس ستة أشهر مع وقف التنفيذ بحق القصر بوب، إبراهيم، وياسين، وسنة غير نافذة بحق السيدة أمويس وحبیب. ذكر المحامي المعين تلقائياً للدفاع في هذه القضية بأن الهدف ليس العقوبة الجنائية في مجال قضاء القصر، وإنما إعادة التأهيل، ولذا طالب بالإفراج عن موكله بعقوبة مع وقف التنفيذ إذ أقرت المحكمة ضمن سرية تداولاتها مبدأ العقوبة، خاصة وأن موكله لم يعترفوا في أي من الوقائع المنسوبة إليهم. وقبل إحالة الملف للمداولات التمس المتهمون من المحكمة الصفح والعفو.

1. مضمون المادتين 123 و133

من ضمن التوجيهات القانونية لقضاء القصر، وقف التنفيذ مع الوضع رهن الاختبار (تنطبق أحكام المادة 171 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل) الذي هو الأفضل للطفل إذ يتيح متابعة هذا الأخير في وسط مفتوح وتجنب جمع أو التباس العقوبات المطبقة غالباً كما في هذه الحالة. بموجب ترتيبات المادة 123 و133 من مدونة القصر أو الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، يجب أن يخضع القصر من 7 إلى 15 سنة لإجراءات الحماية، المساعدة، الرقابة، والتربية، دون أن تمتد فترة الإبداع إلى غاية بلوغهم سن الرشد، غير أنه عندما يتجاوز القاصر سن 15 سنة يمكن أن ينال عقوبة الحبس النافذ أو غير النافذ على أن يكون القاضي ملزماً، وجوباً، بتربيتها مع تقدير الظروف المادية المرتبطة بالمخالفة وشخصية المنحرف. يفهم من ذلك، دون عناء، أن المشرع الموريتاني يحفز قاضي القصر على الميل إلى خيار إجراءات الحماية القضائية أو عقوبة الحبس مع وقف التنفيذ، حسب سن القاصر. ومن هنا فإن العمر هو ما يحدد إيداعه أو إدانته إن اقتضى الأمر.

2. معنى وترابط المواد 658 من مدونة الإجراءات الجنائية و170 و171 من مسطرة الحماية

الجنائية للطفل

على غرار المدونة الخاصة بالقصر، تنص المدونة الجنائية للبالغين أو القانون العام، في مادتها 658 على أن قضاء المحاكم أو غرف الاستئناف يمكنهم اللجوء إلى وقف التنفيذ بقرار مبرر، في حالة الإدانة بالحبس أو الغرامة، إذ لم يخضع المدان لإدانة سابقة على جريمة أو جنحة للحق العام. ويمكن أ، يشفع وقف التنفيذ بشروط خاصة للعناية والرقابة، موجهة لتسهيل إعادة اندماج المدان لدى البالغين وهذا يعني أن المادة 658 من مدونة الإجراءات الجنائية هي أساس الترتيبات الخاصة بالنسبة للقصر في هذا المجال.

ترتيبات المادتين 170 و171 من مدونة القصر إجبارية ما دامت تفرض على قاضي القصر اعتماد وقف التنفيذ حتى يجنب القاصر فوق 15 سنة التواصل مع مراكز الاحتضان أو بعبارة أخرى، أن يتأقلم مع الجانحين ذوي السوابق. لكن وقف التنفيذ العادي هذا يجب أن يصاحبه وضع رهن الاختبار في مجال إعادة التأهيل بالنسبة للقصر فوق 15 سنة حتى يتجنب إنزال العقوبة بهم. لذلك قد يكون من الأجدى، في هذه الحالة، تجنب القصر بوب، إبراهيم، وياسين عقوبة الحبس النافذ، أو غير النافذ مشفوعة بوضع رهن الاختبار، وفي القيام بجمع العقوبات التي هي الإبداع، وقف التنفيذ، الغرامة، تحمل التكاليف التي تعرضوا لها (انظر المسار القضائي لحالة بلال وأمينو).

25. قضية بوب وشركاؤه

الحكم رقم 08/2011 بتاريخ 03 مايو 2011

• المحاكمة

في يوم 3 مارس 2011، قررت غرفة القصر محكمة داخلية انواذيبو إيداع المتهمين بوب، إبراهيم، وياسين؛ القصر البالغين 16 سنة من العمر، في مركز القصر بالميناء في انواكشوط فترة سنتين؛ وإدانتهم بعقوبة الحبس لمدة ستة أشهر غير نافذة وبتحمل التكاليف التي قدرت بمبلغ 10.000 أوقية على خلفية الاعتداء على وكيل عمومي أثناء مزاوله عمله، وأدانت الغرفة في نفس القضية السيدة، موسى والددة القاصرين بوب وحييب بعقوبة الحبس سنة واحدة مع وقف التنفيذ وبغرامة 20.000 أوقية لنفس الوقائع.

• مسائل قانونية

تتمثل المسألة القانونية في معرفة إن كان لدى قاضي القصر صلاحية جمع العقوبات بإحالة هؤلاء القصر عبر تطبيق إجراءات الحماية، المساعدة، الرقابة، والتربية ملصحهم على أساس المواد 123، 133 و170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، و658 من مدونة الإجراءات الجنائية، من خلال إدانتهم بعقوبات الحبس مع وقف التنفيذ وبتحمل التكاليف التي قدرت بمبلغ 10.000 أوقية.

• الوقائع

حضر المدعو لام، وكيل حماية مدينة (مطافئ) يعمل في انواذيبو، إلى مفوضية شرطة المدينة من أجل تقديم شكوى من أجل تقديم شكوى ضد بوب، السيدة موسى، حبيب إبراهيم وياسين بتهمة بالاعتداء عليه يرمي الحجارة وتمزيق بزه أثناء مزاوله عمله الممثل، يومها في إخماد حريق كان ينتشر في حي 10 بالتحريل.

• الإجراءات

فور توقيفهم تم وضع القصر البالغين 16 سنة رهن الحبس النظري في مفوضية خاصة بالقصر لمدة أربع وعشرين (24) ساعة قابلة للتمديد بنفس المدة وفق ترتيبات المادة 101 من مدونة القصر، وخلال استجوابهم، تم دعوة المحامين المنتدبين مسبقا للدفاع عن القصر، والرعاية الاجتماعية للحضور، طبقا لأحكام المادتين 101 و103 من مدونة القصر. وخلال هذا الحبس النظري تم تعيين الطبيب أيضا من قبل وكيل النيابة أو ضابط الشرطة القضائية بهدف المعاينة أو الفحص (المادة 102 من نفس المدونة).

وبعد انتهاء التحقيق الأولي، من محمد وشركاؤه أمام وكيل الجمهورية الذي استمع لهم وأمر بفتح استجواب قضائي بحقهم حول وقائع الاعتداء على وكيل عمومي أثناء مزاوله عمله، وهي الوقائع المنصوص عليها والمعاقبة بالمادتين 212 و437 من المدونة الجنائية. وقد أحال قاضي التحقيق بأمر قانوني، الملف إلى غرفة القصر لتتم المحاكمة طبقا للقانون.

• تعليق

انعقدت غرفة القصر بشكل قانوني على أساس أمر الإحالة من قاضي التحقيق للبت في وقائع مكيفة جنحة اعتداء على وكيل عمومي أثناء مزاوله عمله؛ وهي الوقائع المنصوص عليها والمعاقبة بالمادتين 212 و437 من المدونة الجنائية.

وخلال الجلسة صرح المتهم بوب بأنه جاء لرؤية حريق وأنه هرب مع أصدقائه عند وصول سيارة الإطفاء. وأثناء هروبهم تم الإمساك به وجره من قبل وكيل الحماية المدنية وأثناء تدخل والدته والحضور لتخليصه تمزقت بزة الوكيل.

أما المتهمة أيومر فقد صرحت بأنها تدخلت لتخليص ولدها من أيدي وكيل الحماية المدنية الذي كان يضربه.

للكلمة .

وقبل إحالة القضية للمداولات، طلب المتهم، باعتباره يحظى بامتياز تناول الكلام في الأخير، طبقاً للمبادئ العامة لحق الدفاع، من المحكمة الإفراج عنه لأنه لم يرتكب شيئاً.

1. قابلية تطبيق المادة 123 على الحالة المعروضة

بموجب أحكام المادتين 123 و133 من مدونة القصر أو مسطرة الحماية الجنائية للطفل، يجب أن يخضع القصر من 7 إلى 15 سنة لإجراءات الحماية، المساعدة، الرقابة، والتربية، دون أن تمكن فترة الإيداع إلى سند بلوغهم غير أنه عندما يتجاوز القاصر سن 15 سنة، يمكنه التعرض لعقوبة الحبس النافذ أو غير النافذ التي يكون القاضي ملزماً، وجوباً، بتبريرها عبر تقدير الظروف المادية المرتبطة بالمخالفة وبشخصية المنحرف.

يفهم من هذا دون عناء أن المشرع الموريتاني يحفز قاضي القصر على الميل إلى خيار إجراءات الحماية القضائية وإلى عقوبة الحبس مع وقف التنفيذ حسب عمر القاصر وبالتالي فإن العمر هو ما يحدد إن كان يجب الإيداع أو الإدانة.

2. نطاق المادة 170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل

ترتيبات المادتين 170 و171 من مدونة القصر إلزامية إذ تفرض على قاضي القصر قدر الإمكان، اعتماد وقف التنفيذ العادي حتى يجنب القاصر فوق سن 15 سنة أن يتواصل مع مراكز الاحتجاز أو بعبارة أخرى أن يتأقلم مع منحرفين ذوي سوابق، لكن يجب أن يكون وقف التنفيذ العادي مصحوباً بوضع تحت الاختبار، في مجال إعادة التأهيل، بالنسبة للقصر فوق 15 سنة، حتى يتجنبوا التعرض لعقوبة. ولذا فإنه في الحالة التي بين أيدينا قد يكون من الأجدى إدانة القاصر أمينو بعقوبة الحبس غير النافذ مشفوعة بوضعه تحت الاختبار دون جمع العقوبات المتمثلة في الإيداع، وقف التنفيذ، الغرامة، تحمل التكاليف، التي تعرض لها (نظر محاكمة حالة بلال).

24. قضية أمينو

الحكم رقم 02/2011 بتاريخ 01 يناير 2011

• المحاكمة

في يوم 01 يناير 2011 قررت غرفة القصر محكمة ولاية داخلية نواذيبو إيداع القاصر امينو، صاحب سوابق، يبلغ من العمر 16 سنة، في مركز القصر بالمدينة المذكورة، لمدة سنتين وأدانتته بعقوبة الحبس سنة واحدة مع وقف التنفيذ وبتمثل التكاليف التي قدرت بمبلغ 10.000 أوقية، على خلفية وقائع التهديد ومحاولة سرقة غير مكيفة.

• مسائل قانونية

تتمثل المسألة القانونية في معرفة إن كان لدى قاضي القصر صلاحية الجمع بين الإيداع عبر تطبيق إجراءات الحماية، المساعدة، الرقابة والتربية لصالح القصر على أساس المواد 123، 133 و170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، وبين الإدانة بعقوبات الحبس غير النافذ وتحمل التكاليف التي قدرت بمبلغ 10.000 أوقية.

• الوقائع

تم توقيف القاصر أمينو من طرف مفوضية شرطة داخلت انواذيبو على إثر تهديدات بالسلاح الأبيض وجهها للمدعو سيد أحمد في سوق موريتل، وذلك بعد منعه هذا الأخير من سرقة زبائنه المتواجدين في ذلك الوقت. وخلال حراسته النظرية، حضر كل من خالد، ابنيه واعل، إلى المفوضية وصرحوا بأنهم كانوا ضحايا سلسلة من أعمال السرقة.

• الإجراءات

بعد انتهاء التحقيق الأولي، مثل القاصر أمينو أمام وكيل النيابة الذي استمع إليه وأمر بفتح استجواب قضائي بحقه على خلفية وقائع التهديد ومحاولة النشل، وهي الوقائع المعاقبة على التوالي بالمادتين 212 و372 من المدونة الجنائية. وقد قرر قاضي التحقيق عند إغلاق استجوابه حالة القضية أمام غرفة القصر لتتم محاكمة المتهم طبقا للقانون. وقد قررت هذه الأخيرة خلال جلستها ليوم 2011/02/01، بموجب الحكم رقم 2011/02 بتاريخ 01 يناير 2011 المنعقدة بقاضي وحيد، بإدانة القاصر امينو صاحب سوابق يبلغ من العمر 16 سنة، بالإيداع في مركز القصر بنفس المدينة لمدة سنتين وبالعقوبة الحبس سنة واحدة غير نافذة، وتحمل التكاليف التي قدرت بمبلغ 10.000 أوقية؛ بتهمة التهديدات ومحاولة سرقة غير مكيفة.

• تعليق

انعقدت غرفة القصر بشكل قانوني بموجب أمر الإحالة الصادر عن قاضي التحقيق للنظر في وقائع كيفت على أنها جنحة توجيه تهديدات ومحاولة سرقة غير مكيفة تعاقبها المادتان 282 و372 من المدونة الجنائية. وخلال نفس الجلسة طالب والد المعني، الذي حضر، بالإفراج عنه حتى يتمكن من مواصلة حضائنه وتربيته. وأثناء الجلسة، أنكر المتهم الوقائع المنسوبة إليه وصرح بأنه لم يكن يحمل سلاحا أبيض وأن الأمر مؤامرة دبرت ضده.

بعد ذلك صنف وكيل النيابة، في عريضته، المتهم بأنه ذو سوابق وقبض عليه متلبسا وبحوزته سكين. وأضاف مثل الإدعاء العام أيضا أن هذا القاصر استخدم تهديدات وحاول مرارا ارتكاب عمليات نشل؛ وبالتالي طالب بإدانة المتهم على تلك الوقائع بعقوبة دنيا تنص عليها أحكام النصوص الواردة في هذا المجال.

بين المحامون المعينون تلقائيا للدفاع عن امينو أن الوقائع المنسوبة لموكلهم غير مثبتة وأن شاهد ولا طرف مدني لم يكن حاضرا للجلسة. ولذلك طالب المحكمة بتبرئة امينو وتسليمه لوالده خاصة وأن هذا الأخير مستعد لاحتضان ولده بهدف تربيته.

وجدد الدفاع في مرافعته أن الهدف المراد، في هذه الحالة هو إعادة التأهيل وليس العقوبة الجنائية بالمعنى الصرف

القاضي، إلزاماً، أن يبررها، عبر تقدير الظروف المادية المرتبطة بالمخالفة وشخصية المنحرف. يفهم من هذا، بسهولة، أن المشرع الموريتاني يحفز قاضي القصر على الميل إلى خيار إجراءات الحماية القضائية أو عقوبة الحبس مع وقف التنفيذ، حسب سن القاصر، ومن هنا فإن عليه الإيداع أو الإدانة حسب العمل.

ب. نطاق المادة 170 من مدونة القصر

إلزامية مدامت تفرض على قاضي القصر، قدر الإمكان، اعتماد وقف التنفيذ لتجنيب القاصر فوق 15 سنة الاحتكاك بمراكز احتجاز أخرى أو بعبارة أخرى، التعود على منحرفين ذوي سوابق، لكن وقف التنفيذ هذا يجب أن يواكبه وضع القاصر رهن الاختبار في مجال إعادة التأهيل بالنسبة للقصر فوق 15 سنة حتى يتم تفادي إخضاع هذا الأخير للعقوبة (المادة 171 من نفس الأمر القانوني) إذن، في الحالة التي بين أيدينا، من الأجدى إدانة القاصر امينو بعقوبة الحبس غير النافذ مشفوعة بوضعه رهن الاختبار دون جمع العقوبات، من قبيل الإيداع، وقف التنفيذ، الغرامة، تحمل التكاليف التي صدرت بحقه.

23. قضية بلال

الحكم رقم 2012/07 بتاريخ 06 مارس 2012

• المحاكمة

في يوم 6 مارس 2012، قررت محكمة القصر بداخلت انواذيبو إيداع القاصر، بلال، البالغ من العمر 16 سنة في مركز للقصر بالمدينة المذكورة، لمدة سنة واحدة، وإدانته أيضا بعقوبة الحبس سنتين نافذتين وغرامة قدرها 20.000 أوقية، ويدفع التكاليف التي قدرت بمبلغ 10.000 أوقية على خلفية وقائع سرقة خطيرة.

• مسائل قانونية

تتمثل المسألة القانونية في معرفة إن كان قاضي القصر لديه صلاحية إصدار عقوبات متزامنة بإيداع هذا القاصر تطبيقا لإجراءات الحماية والمساعدة، والرقابة والتربية لصالح القصر، على أساس المواد 123، 133، و170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، وكذلك إدانته بعقوبات الحبس غير النافذ والأشغال الشاقة وتحمل التكاليف المقدرة بمبلغ 10.000 أوقية.

• الوقائع

في إطار تحقيقات الشرطة على إثر سرقات متكررة لمبالغ مالية، تم اعتقال المدعو بلال على إثر بلاغ إلى شرطة ازويرات، في قطار يربط بين انواذيبو وازويرات، وبحوزته مبلغ 244.320 أوقية دون وثائق إثبات. لدى اعترافه بالوقائع المنسوبة إليه أمام ضابط شرطة مركز نواذيبو، أوضح أنه أخذ هذا المبلغ من مخزن في نواكشوط يملكه المدعو أو ولد الحاج. تم وضعه، رهن الحراسة النظرية ثم أحيل للنياابة العامة بعد انتهاء التحقيقات الأولية.

• الإجراءات

في أعقاب التحقيق الأولي، أمر وكيل الجمهورية بفتح استجواب قضائي لدى قاضي التحقيق حول الوقائع المصنفة على أنها سطو، والتي عليها، وتعاقبها المادة 372 من المدونة الجنائية؛ ضد القاصر بلال. أمر قاضي التحقيق بإحالة القضية أمام غرفة القصر لتتم المحاكمة طبقا للقانون.

• تعليق

تمت دعوة غرفة القصر بشكل قانوني بأمر الإحالة من قاضي التحقيق للبت في وقائع كيفت على أنها جنحة سرقة تعاقب بالمادة 372 من المدونة الجنائية ارتكبتها قاصر. وخلال الجلسة اعترف المتهم، بداية، بالوقائع المنسوبة إليه وأوضح أنه سرق مبلغ 300.000 أوقية من رب عمله، المدعو أو ولد الحاج الذي قام بتشغيله خادما منزليا بتلخص عمله في إعداد الشاي. طالب الإدعاء العام، خلال هذه الجلسة بإيداع هذا القاصر في مركز لإعادة تأهيل القصر المتنازعين مع القانون. وفي المقابل طلب المحامي المعين تلقائيا لتأمين الدفاع عن المتهم القاصر، أن تقرر تسليم القاصر إلى ذويه إن كانوا موجودين أو معروفين. وقبل إحالة الملف للمداولات، طلب المتهم باعتباره يحظى بامتياز تناول الكلام في الأخير، من المحكمة أن تمنح العذر أو الإفراج ما دام الطرف المدني سحب شكايته.

أ. قابلية تطبيق المادة 123 في الحالة المعروضة

بموجب أحكام المادة 123 من مدونة القصر أو مسطرة الحماية الجنائية للطفل، التي ينظمها الأمر القانوني رقم 2015/015، فإن القصر من 7 إلى 15 سنة يجب أن يخضعوا لإجراءات الحماية والمساعدة، والرقابة والتربية دون أن تمتد فترة الإيداع إلى غاية بلوغهم سن الرشد (المادة 133 من نفس الأمر القانوني). غير أنه عندما يتجاوز القاصر سن 15 سنة، يمكنه مواجهة عقوبة الحبس النافذ أو غير النافذ التي يجب على

تكن عذراء، وقت حدوث الوقائع. وانطلاقاً من جميع هذه العناصر يكون بإمكان المحكمة، أن تبت مع الأخذ في الحسبان الظروف القاهرة لصالح المتهم.

وقبل إحالة ملف القضية للمداولات، كان للمتهم الحق في الكلام أخيراً حيث أعرب عن كامل ندمه وطلب العفو والبراءة.

استند قرار المحكمة الجنائية بآلاك على التحليل الذي أجرته حول المسائل القانونية المتعلقة بالإدانة على أساس أحكام المادة 24 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل، بحق شخص بالغ ارتكب مخالفة ذات طابع جنسي ضد قاصر، بدل ترتيبات المادة 309 من المدونة الجنائية، وبالحمل الذي يعتبر وسيلة إثبات في مجال الزنا في التشريع الإسلامي وبالنطاق القانوني لرضى الضحية.

1. النطاق القانوني لرضى الضحية

يستفيد القصر، مثل البالغين الذين يحميهم القانون، من حماية خاصة دائماً سواء في المجال المدني أو الجنائي. وتجد الحماية ما يبررها في الضعف، المعهود لدى هؤلاء الأفراد والمرتبط بهشاشة شخصيتهم العائدة للسن أو نقص قدراتهم النفسية والبدنية.

في بعض التشريعات الجنائية مثلاً، تستوجب بعض المخالفات مثل الاغتصاب غياب رضى الضحية القاصر في سن معينة، كي يتم إقرار المخالفة. إذن على الضحية القاصر إثبات أن الضرر الجنسي تم دون رضاها عن طريق عنف مورس عليها.

في المقابل، ضمن التشريع الموريتاني، لا يؤخذ رضى القاصر في الاعتبار حسب المنظومة القضائية الثابتة في مجال المساس أو الاعتداء الجنسي العادي، الاغتصاب والزنا (الممارسة الجنسية المباشرة طوعاً، بالتراضي خارج الزواج، في التشريع الإسلامي). بناء على هذا لا يمكن للضحية القاصر أن تتابع بتهمة الزنا، مثلاً، وإنما الاغتصاب ما دام الاتصال الجنسي المباشر قد وقع وفي الحالة التي بين أيدينا لم تتم متابعة الضحية القاصر بتهمة الزنا، رغم ادعاء الفاعل ودليل الحمل غير القابل للطعن.

2. اعتبار الحمل دليل إثبات في مجال البغاء والزنا والاغتصاب في التشريع الإسلامي

يعاقب القانون الجنائي، المستمد من الشريعة الإسلامية الممارسات الجنسية خارج الزواج، المكيفة زناً أو اغتصاباً، وتعاقب هاتان المخالفتان على التوالي وفق أحكام المادتين 307 و309 من المدونة الجنائية بعقوبات الجلد 100 جلدة وبحبس سنة نافذة، إذا كان الفاعلون غير متزوجين، وبالرجم حتى الموت إذا كانوا متزوجين أو مطلّقين؛ أما بالنسبة للاغتصاب فيعرض مرتكبوه لعقوبات الأشغال الشاقة المؤقتة، دون المساس بعقوبات الزنا إذا كان الطرفان عازبين وعقوبة الإعدام إذا كان الفاعلون متزوجين.

في مجال الزنا، يمكن الإثبات إما بأربعة شهود رأوا فعل الممارسة الجنسية المباشرة تتم مادياً وإنما بالاعتراف والحمل. وفي المقابل يمكن إثبات الاغتصاب بالعنف البدني الذي يقره طبيب مدعوماً بإدعاءات الضحية والظروف المادية التي أحاطت بارتكاب المخالفة. لكن في الحالة التي بين أيدينا، أدانت المحكمة المدعو مرزوك، وهو شخص بالغ لاغتصابه قاصر، على أساس المادة 24 من مدونة القصر بعقوبة السجن 5 سنوات نافذة وبتحمل التكاليف التي قدرت بمبلغ 40.000 أوقية.

3. الإدانة القائمة على أساس المادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل

تعاقب هذه الحيثية الجنائية، بالفعل، الاغتصاب المرتكب على قاصر من طرف قاصر لا يمكن إصدار عقوبات الجلد والأشغال الشاقة عليه. وتعاقب أحكام المادة 24 بالسجن من 5 إلى 10 سنوات نافذة. وينطلق المشرع إذن من روح المانع الشرعي للقصور بالنسبة للقصر الجانحين عبر هذه المادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

كان الأولى بالمحكمة، تصدر إدانة على أساس المادة 309 من المدونة الجنائية بالنظر إلى أن الفاعل بالغ والعقوبة أقصى.

22. قضية مرزوك

الحكم رقم 2015/04 بتاريخ 2015/07/01

• المحاكمة

أدانت المحكمة الجنائية بولاية لبركانه في هيئتها العادية المكلفة بالقصر، عبر الحكم الصادر بتاريخ 1 يوليو 2015 المدعو مرزوك بالحبس 5 سنوات نافذة وبدفع التكاليف والنفقات التي حددت بمبلغ 40.000 أوقية، بتهمة الاغتصاب الذي نجم عنه حمل على قاصر.

• مسائل قانونية

المسألة القانونية الأولى هي معرفة ما إذا كانت المحكمة يمكن أن تدين على أساس ترتيبات المادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، شخصا بالغ ارتكب مخالفة جنسية بحق قاصر بدلا من أحكام المادة 309 من المدونة الجنائية، والمسألة القانونية الثانية تتعلق بالحمل الذي اعتبر دليل إثبات في مجال الزنا في التشريع الإسلامي، والمسألة القانونية الثالثة تتعلق بالنطاق القانوني لرضى الضحية القاصر.

• الوقائع

في يوم 2015/05/23، حضر المدعو آوهمين والد الضحية إلى فرقة الدرك ببوكي من أجل رفع دعوى ضد مرزوك على خلفية اغتصاب ابنته القاصر وادعت هذه الأخيرة أنها اختطفت ليلا بينما كانت عائدة إلى أهلها من حفل عائلي، واغتصبت من طرف المتهم الذي اعترف بأنه على علاقة جنسية تقوم على الحب مع الضحية وارتبطا جنسيا برضاها وأنها لم تكن عذراء.

• الإجراءات

بعد انتهاء التحقيق الأولي مثل مرزوك أمام وكيل النيابة الذي أمر بعد الاستجواب أمامه بفتح استجواب قضائي يحقق بتهمة اغتصاب قاصر، منصوص عليها ومعاقبة بالمادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل. وقرر قاضي التحقيق عند إكمال الاستجواب إحالة القضية أمام المحكمة الجنائية في تشكيلتها الخاصة لتتم المحاكمة طبقا للقانون.

• تعليق

انعقدت المحكمة الجنائية بولاية لبركانه في تشكيلتها الخاصة المكلفة بالقصر وفق أمر الإحالة من قاضي التحقيق للبت في الوقائع المكيفة جريمة اغتصاب منصوص عليها ومعاقبة بأحكام المادة 24 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

خلال الجلسة صرح المتهم بأنه لم يغتصب القاصر عيشة بل إن هذه الأخيرة كانت راضية باتصالها الجنسي، خارج الزواج، وأنه كان يتردد عليها يوميا خلال علاقة الحب بينهما. كما بين، خلال الجلسة، أنها لم تكن عذراء وقت حدوث الوقائع.

وأمام المحكمة صرحت الضحية بأنها تعرفت على مرزوك منذ بعض الوقت وأنها لم تكن على علاقة عاطفية مع هذا الأخير، وأكدت أنها تعرضت للخطف ليلا ثم للاغتصاب من طرف مرزوك، بينما كانت عائدة إلى أهلها من سهرة عيد كانت تحضرها.

نوهت النيابة العامة في عريضة طلباتها إلى أن الضحية القاصر تم استدراجها واستغلالها من طرف المتهم، وأن هذا الأخير اعترف بالوقائع طيلة الإجراءات؛ ثم طالبت بإدانة مرزوك بعقوبة السجن خمس (5) سنوات نافذة وبدفع التكاليف التي قدرت بمبلغ 40.000 أوقية.

أشار المحامي المعين تلقائيا للدفاع عن المتهم في هذه القضية، خلال الجلسة، إلى أن مرزوك أظهر براءته، وصرحته؛ وأنه لم يرتكب هذه المخالفة إلا بضغط من الضحية ورضاها. كما ذكر الحامي بأنه، حسب موكله، فإن الفتاة لم

الأطفال، ونصف سنوية من المدعي العام (المادتان 167 و168 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل) يمكن الاستئناف من أجل الإطلاع أساسا على حالة تطور إعادة تأهيل القاصر أو ظروف احتجازه أو إيداعه، شكلا، إن كان التوزيع حسب الجنس والعمر والوضع القانوني يتم احترامه (المادة 165 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل). تظهر ضرورة هذه الرقابة من حيث أن نظام، السجن أو الإيداع يجب أن يستهدف تعديل وإعادة تصنيف القصر، وعلى رئيس المؤسسة أن يسهر على تحقيق هذا الهدف تحت طائلة عقوبة التغريم (المادة 160 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للأطفال) ومن الضروري بهذه المناسبة التنويه إلى أن قاضي الأطفال يحل محل قاضي تنفيذ العقوبات بموجب الآراء التي يصدرها لإدارة السجن الإيداع بهدف إعادة التصنيف الاجتماعي للقصر المعنيين (المادة 169 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل).

2. احتضان القاصر

إذا ما قام دليل المخالفة ضد طفل يزيد عمره على 15 سنة، فإن الغرفة أو المحكمة أخذ إجراءات الحماية المختلفة، وهي الإيداع في مركز لإعادة التأهيل (المادة 118 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل)، مثلا، منها المدة التي لا يجب أن لا تتجاوز خمس (5) سنوات (المادة 131 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل). وعلى أساس هذه الحيثية القانونية، تم إيداع القاصر في مركز إعادة تأهيل القصر المتنازعين مع القانون، وعليه أدانت المحكمة أولياء أمر القاصر، الفاعل يدفع الدية.

3. الدية، عقوبة بديلة أم تعويض؟

الدية هي ثمن الدم الذي يجب على القاتل دفعه في بعض الحالات عندما لا يطبق القصاص بفعل العفو الممنوح من طرف أولياء الحق وأحيانا بفعل استحالة تطبيق القصاص الذي يعرض الفاعل لخطر الموت، في حالة الجائفة، أي صغات السكين في البطن أو في حلة المأمومة، أي الجراح التي تبلغ الدماغ أو في حالة المتناغيلة أن الجراح أخذ بالعظام. غير أن بعض فقهاء القانون الإسلامي يعتبرون الدية عقوبة جنائية أو عقوبة ليس فقط بفعل طابعها الشخصي وإنما أيضا لكونها محددة مسبقا في الشريعة، بشكل تختلف باختلاف جريمة الدم عن قصد أو غير قصد. أ. الدية تجب في حالة الدم المتعمدة: الدية ليست محددة بوضوح من قبل الشريعة الإسلامية، ولكن بموجب الوفاق، ويمكن باتفاق مشترك أن تحدد إما بأقل من مائة (100) رأس من الإبل أو بمائة (100)؛ ويمكن تقدير قيمة هذه المائة اليوم بمبلغ 12 مليون أوقية، حتى إن كانت المحكمة العليا قدرتها بأعلى من ذلك. ويجب أن يفي بها الجاني نفسه من أمواله الخاصة، دون الحاجة لمساعدة أهل الذكور والغيلة. وهذا ما يفسر الطابع الردعي للدية ويمنحها معنى العقوبة.

ب. الدية الواجبة في حالة جريمة الدم غير المتعمدة: في القانون الموريتاني، المستمد من الشريعة، على المذهب المالكي، تم تحديدها عند مائة (100) رأس من الإبل من مختلف الأعمار، وهي مختلفة عن التعويض المالي أو جبر الضرر المحدد بمبلغ 3 ملايين أوقية في حال حادث سيارة مثلا، وهذه الدية يفي بها أهل العصب لمرتكب الجريمة غير العمد، بخلاف تلك المقدمة في حالة الجريمة العمد (انظر أعلاه). وهذا ما يعطيها معنى التعويض أو جبر الضرر.

إلى هذا الاختلاف أي الصبغة القانونية الفرق الآخر الذي لا يقل أهمية والمرتبط بالمن، الذي يبدو خصوصا، للدية حسب الأمر يتعلق بامرأة أو رجل. حددت الدية في حال القتل غير العمد في 100 رأس من الإبل إذا كان الضحية رجلا و50 رأس من نفس الفصيلة إن كانت الضحية امرأة.

هذا الفرق يخلق، من النظرة الأولى، تمييزا بين الجنسين لكن ذلك يجد تفسيره في كون الرجل يتحمل واجبات مالية أكثر من واجبات المرأة. ويفهم ببساطة أنه إذا كان في مجتمع مسلم ما في وقت ما من تاريخه تصبح الواجبات المالية للمرأة أكثر من واجبات الرجل المالية فمن البديهي فإن هذا التقسيم غير المتوازن قد ينقلب أو يصبح متساويا على الأقل.

21. قضية امباري

• المحاكمة

حاكمت المحكمة الجنائية بولاية لبراكه وأدانت، بعد إعادة التكييف، القاصر امباري الذي يتابع على خلفية وقائع القتل العمد.

• مسائل قانونية

المسائل القانونية المثارة في قضية أمباري هي كالتالي: أ) إعادة التكييف إلى قتل غير عمد للوقائع موضوع المتابعة والتي كيفت، في بداية الإجراءات على أنها قتل؛ ب) إيداع القاصر؛ ج) الدية الشرعية لصالح ذوي الحق في الضحية.

• الوقائع

أثناء شجار بين الراعيين الصغيرين استخدام القاصر امباري البالغ من العمر 18 سنة، سكينه وأصاب بها صديقه بوهي بجراح قاتلة. كان سبب هذا الشجار هو اختلاط قطيعي الضأن الذين كانا يرعيانها. عند بداية العراك تغلب الضحية على الجاني الذي كان مشحوناً بالضغينة والحقد، وبعد أن تدخل رعاة صغار آخرون وفكوا العراك، قام امباري بتوجيه الطعنة القاتلة للضحية. عند إبلاغ الدرك تنقل إلى عين المكان في البادية وأوقف المشتبه به القاصر.

• الإجراءات

عند انتهاء التحقيق الأولي، قام وكيل النيابة بعد الإحالة بتحريك الدعوى العمومية وأمر بفتح التحقيق أمام قاضي التحقيق، ضد القاصر أمباري على خلفية وقائع القتل، وقد أحال قاضي التحقيق القضية، عند إغلاق الاستجواب، أمام الغرفة الجنائية المختصة ترابياً، أي محكمة ألاك، حتى تتم المحاكمة طبقاً للقانون.

• تعليق

يتناول هذا التعليق، أساساً، إبطال تكييف الوقائع موضوع المتابعة، ومنح أو تطبيق الدية موضوع الحكم رقم 02/015 الصادر في جلسة علنية من طرف المحكمة الجنائية بألاك، بحضور محام معين تلقائياً للدفاع عن المتهم (المادة 110 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل).

1. ضرورة إعادة تكييف الوقائع موضوع المتابعة

يتبين من المنطق المستخدم من طرف القضاة الجالسين أن القاصر امباري المولود سنة 1999 لم يكن واعياً لأنه لم يبلغ بعد 17 سنة كاملة وقت حدوث الوقائع، واعتبروا أن الرشد الذي يتحدث عنه الرسول صلى الله عليه وسلم في الحديث الشهير الذي روته عائشة رضي الله عنها لا ينطبق إلا عند بلوغ سن 17 سنة، في هذا الحديث يقول النبي عليه الصلاة والسلام: لا يتم الرشد لدى النائم حتى يستقيط ولا لدى القاصر حتى يبلغ ولا لدى المجنون حتى يعقل». وهذا يعني أن القاصر يعتبر نائماً ومجنوناً، أي كان الذين يتصرفون دون إدراك. انطلاقاً من هذا المنطق، قررت المحكمة تكييف الوقائع موضوع المتابعة والمتعلقة بالقتل منصوح عليها ومعاقبة بترتيبات إعداد 271 وما تلاها من المدونة الجنائية إلى وقائع القتل العمد، المنصوص عليها والمعاقبة بالمادة 295 من المدونة الجنائية بالسجن من ثلاثة (3) أشهر إلى سنة (1). لكن بعد إعادة التكييف نحو ترتيبات جنائية أكثر سلامة، قررت المحكمة الحماية القضائية عبر إيداع هذا القاصر البالغ 16 سنة في مركز لإعادة تأهيل القصر بانواكشوط (المادة 118 من مدونة القصر) لمدة ثلاث (3) سنوات. يتبين من ذلك، إذن أن هذا القاصر سيبقى رهن الإيداع بعد بلوغه الرشد إلا إذا استبعده القاضي بطلب من القاصر.

ثم إن المادة 131 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل تنص على أن إجراءات الحماية القضائية لا يمكن تمديدتها لما بعد بلوغ الطفل سن الرشد إلا إذا طلب هذا الأخير ذلك».

هذا مع العلم بأن الطفل المودع أو الموقوف في مركز، يجب أن يخضع لزيارة شهرية من وكيل النيابة، وقاضي

من 100.000 إلى 180.000 أوقية.

وعلى أساس الأدلة المتضمنة في ملف الاتهام أدانت محكمة الأطفال القاصر مدسالم بالحبس غير النافذ، استنادا إلى المادة 28 والمادة 123 من الأمر القانوني الحماية الجنائية للطفل، التي تنص على أن محكمة الأطفال يمكن أن تصدر حسب الحالات إجراءات حماية مساعدة، رقابة وتربية تظهر لها ملائمة. ويمكنها مع ذلك، إصدار عقوبة جنائية بحق طفل يزيد عمره على 15 سنة...» كذلك تستفيض المادة 5 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل في نفس المعنى حيث تنص على أنه «في المجال الجنائي كما في المجال التأديبي، لا يمكن إصدار عقوبة الحبس بحق طفل لم يبلغ بعد 15 سنة من العمر، طبقا للفقرة الأخيرة من المادة 2 من هذا الأمر القانوني».

وبصرف النظر عن الخطأ لا يمكن إدانة القاصر مد سالم، البالغ 8 سنوات بعقوبة الحبس إلا إذا كانت نافذة أو غير نافذة، أي كانت صيغتها في هذا الصدد، إذ أن العقوبة مع وقف التنفيذ تعتبر دائما إدانة مؤجلة أو خاضعة لشرط الإلغاء، حيث أن المدان بهذه العقوبة يجب أن لا يرتكب مخالفة جديدة في أجل 5 سنوات تحت طائلة إجباره على التنفيذ، بالنظر إلى الإدانة المحتملة بسبب الوقائع الجديدة. ثم إن الفقرة 2 من المادة 2 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل تنص على أنه «لا يمكن إخضاع الأطفال الذين تتراوح أعمارهم بين 7 و15 سنة سوى لإجراءات حماية». وعليه فإن هذا الأخير البالغ 8 سنوات لا يجب إخضاعه لغير الحماية القضائية.

ب. تعويض الضرر

على عكس المسؤولية الجنائية التي هي شخصية بحتة، يمكن إثارة المسؤولية المدنية بالنسبة لفعل الغير. وهكذا فإن ذوي الطفل القاصر يعتبرون من الناحية المدنية مسؤولين عن الأضرار التي لحقت بالغير. تفعيل هذه المسؤولية المدنية لفعل الغير منصوص عليها أيضا بشكل شرعي بحق المرتكبين، موجهين وأولياء أمور، إنهم مسؤولون إذن لكونهم لم يرتكبوا بشكل شخصي، إلا إذا لم يثبتوا أنهم لم يستطعوا الفعل المسبب للمسؤولية المدنية. وفي الحالة التي بين أيدينا، يجب على ذوي القاصر مد سالم لم تحمل المسؤولية عن فعل هذا القاصر وتسديد نصف الدية للضحية كما قدرته محكمة الأطفال بمبلغ 1.500.000 أوقية.

ج. قرار محكمة الاستئناف

أعادت محكمة الاستئناف تكييف الحكم الصادر عن القضاة الجالسين، بإعلانها تسليم القاصر مدسالم لذويه بدلا من حبسه مع وقف التنفيذ.

1. تسليم القاصر

بالنسبة للقاصر الذي يتراوح عمره بين 7 و15 سنة، تنص المادة 130 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، على أن المحكمة يمكن أن تصدر، بقرار مبرر، تسليم هذا الأخير إلى ذويه. وبالنظر إلى سن الطفل في الحالة التي بين أيدينا، قررت محكمة الاستئناف تسليم المعني لذويه ما دام الإطار العائلي حاضرا ويشجع على إعادة التأهيل؛ خاصة وأن إيداع الطفل في وسط طبيعي ينبغي أن ينال الأفضلية على الإيداع في مركز لإعادة التأهيل. ومع تعديلها للحكم من هذه الزاوية بالذات، أكدت محكمة الاستئناف، من جهة أخرى، الجانب المتعلق بجبر الضرر الناتج.

2. رفض طلبات جديدة من قبل قضاة محكمة الاستئناف

اعتبرت محكمة الاستئناف أن الطلبات الجديدة المقدمة من طرف محامي الطرف المدني والمتعلقة بزيادة حجم جبر الضرر، ما دام للاستئناف أثر إلغائي ورجعي، لا يمكنه إذن السحب لزيادة التعويض بالاستئناف في هذه الحالة. من جهة أخرى، أشار محامي الطرف المدني في الاستئناف غياب إدانة القاصر الثاني ديمس الذي لم يخضع للمتابعة القضائية، لا من خلال تحريك الدعوى العامة من قبل الادعاء العام، ولا عن طريق المساءلة من طرف قاضي التحقيق وأمام الهيئة الثانية، من المستحيل إذن استرجاع هذه القضية الخاسرة في الاستئناف.

20. قضية مدسالم

• المحاكمة

تم النظر في قضية مدسالم في مرحلة ابتدائية من طرف غرفة القصر بمحكمة ولاية لعصابه؛ وفي مرحلة ثانية من طرف محكمة الاستئناف.

• مسائل قانونية

المسائل القانونية المثارة في قضية مدسالم هي كالتالي: أ) النطاق القانوني للإدانة بالحبس مع وقف التنفيذ بالنسبة للقصر؛ ب) جبر الضرر؛ ج) تسليم الطفل لذويه؛ د) رفض طلبات التجديد من قبل قضاة الاستئناف.

• الوقائع

رفعت هياك شكوى لدى الشرطة ضد القاصر مد سالم وديمس على خلفية تعرض ابنتها عن قصد، لخطر الموت حرقاً، فقد أشعل المعنيان النار في ثيابها خاصة الملحفة التي كانت ترتديها. تعرضت لحروق من الدرجة الأولى والثانية، في أطرافها العليا وحجرت في المستشفى للعلاج المكثف. وفي أعقاب تلك العلاجات سلم الطبيب إفادة تثبت العجز النصفي الدائم للفتاة. صرحت الضحية بأنها التقت الولدين في الطريق العام وأن المدعو مد سالم أضرم النار في ملحفتهما. وخلال التحقيق الأولي أنكر القاصران الوقائع وحمل كل منهما المسؤولية للآخر.

• الإجراءات

بعد انتهاء التحقيق الأولي تمت إحالة القاصر المتهم وشريكه أمام وكيل النيابة الذي قام بتحريك الدعوى العامة وأمر فقط بفتح استجواب بحق القاصر مد سالم أمام قاضي التحقيق، وقد أحال هذا الأخير عند إغلاق الاستجواب ملف القضية أمام محكمة الأطفال للاختصاص. تم إبلاغ غرفة القصر بمحكمة ولاية لعصابه بأمر إحالة من قاضي التحقيق، إذ أن الأمر يتعلق بجنحة بتورط فيها شخص قاصر.

في يوم 23 يونيو 2013، أدانت غرفة القصر، عبر الحكم رقم 01/2013 القاصر مد سالم، البالغ من العمر 8 سنوات بعقوبة الحبس 6 أشهر مع وقف التنفيذ وبالتعويض عن الأضرار الذي قدر بمبلغ 1.500.000 أوقية لصالح الطرف المدني القاصر سلمى.

استأنف محامي المدان الحكم وطلب من محكمة الاستئناف خلال جلسة عمومية بتبرئة موكله لانعدام الأدلة. وفي يوم 8 إبريل 2014، قررت محكمة الاستئناف، بحكمها رقم 11/2014 إعادة التكييف الجزئي لحكم قضاة الدرجة الأولى، من خلال تسليم هذا القاصر ذي الثمان (8) سنوات إلى ذويه وتأكيد المكونات الأخرى للحكم، أي مبلغ التعويض المقدر بمبلغ 1.500.000 أوقية كتكاليف.

• تعليق

أ. قرار غرفة القصر

أدانت غرفة القصر مد سالم، القاصر البالغ من العمر 8 سنوات بعقوبة الحبس 6 أشهر مع وقف التنفيذ.

1. النطاق القانوني للإدانة بالحبس مع وقف التنفيذ بحق هذا القاصر.

في البداية لا بد من التذكير بالمبدأ القائل بأنه «لا توجد جريمة ولا جنحة من دون قانون» (مبدأ الشرعية). هكذا تنص المادة 28 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، بخصوص الوقائع المنسوبة للقاصر، على أن «تعريض طفل بشكل مباشر لخطر فوري بالموت أو الجراح من شأنه ترك آثار، بتر، أو عجز دائم، عبر الانتهاك الظاهر المتعمد بواجب محدد في الأمن أو الحيطة التي يفرضها القانون أو التشريع، تعاقب بالحبس 6 أشهر وبغرامة

ب. غياب الموافقة المؤكدة للضحية القاصر

لا يؤثر رضى الضحية على العناصر المكونة للمخالفة ولا على منح الإعفاء في مجال خطف القصر، لموافقة الشخص القاصر لا تؤخذ في الحسبان أو قليلة الأهمية.

ج. تقدير القيمة القانونية لاعتراقات المتهم

في المجال الجنائي يمكن إثبات المخالفات بأي أنواع الأدلة، طبقا للقانون، ويحكم القاضي على أساس وسائل الإثبات، وفق قناعاته العميقة حتى على افتراض أن الشخص المتابع قد اعترف. وقد عانى القضاء طويلا من الاعترافات العبثية والمتنزعة غالبا.

في الماضي كان الاعتراف يعتبر دليلا إثبات بامتياز، لكن في أيامنا هذه، خاصة مع التطور العلمي لم يعد الاعتراف معتبرا كسيد الأدلة.

د. صحة مقولة «لا عذر لأحد في جهل القانون»

هذه المقولة تعني أنه لا يمكن لأي شخص أن يدعي جهله للقانون لإبعاد التهمة عنه. وفي الحالة التي بين أيدينا، صرح المتهم بأنه يجهل القانون بمنع السفر رفقة قاصر دون إذن ذويها، جهل القانون لا يعتد به في القضاء، ولهذا رفض قضاة الدرجة الأولى والدرجة الثانية تلك الحجة من المتهم، التي اعتبرت اعترافا ضمينيا. كذلك تم الأخذ باعترافات المتهم، الحرة، والطوعية، والواعية في كافة مراحل الإجراءات باعتبارها اعترافات قضائية مكنت قضاة محكمة الاستئناف من تأكيد حكم قضاة الدرجة الأولى.

2. قرار محكمة الاستئناف

في يوم 13 مايو 2015، أعلنت محكمة الاستئناف بنفس المدينة، عبر القرار رقم 03/015 بداية جنحة الاستئناف من حيث الشكل وأعادت تكييف الحكم الصادر عن الغرفة الجنائية حول هذه القضية، بإدانة المتهم ميلود بعقوبة الحبس سنة نافذة، والسنة الأخرى مع وقف التنفيذ، وأكدت جميع الحثيات الأخرى للحكم الابتدائي. أكدت محكمة الاستئناف مبدأ مسؤولية المتهم، أما إعادة التكييف الجزئي لحكم الغرفة الجنائية فقد أعلاه سوء تقدير قضاء الدرجة الأولى للظروف الواقعية والشخصية (موجودة في ملف القضية) التي أدت إلى اختيار العقوبة.

أ. تأكيد مبدأ مسؤولية المتهم

اعتمدت عدم التحميل وتفعيل مسؤولية المتهم عن الوقائع موضوع المتابعة كما قدرها قضاة الدرجة الأولى. في المقابل، أعادت محكمة الاستئناف بالنظر للأثر الرجعي والإلغائي للاستئناف، تكييف العقوبة الصادرة.

ب. سوء تقدير العقوبة الصادرة

أثناء تبرير قرارها، أوضحت محكمة الاستئناف أن قضاة الغرفة الجنائية لم يأخذوا في الحسبان الظروف المرتبطة بإنجاز المخالفة والحياة الاجتماعية والعائلية للمتهم، عند اختيار العقوبة، في سرية مداوالاتهم. ولهذا السبب، اختارت المحكمة عبر تقديرها لتلك الظروف مانع العقوبة عبر إدانة المتهم بعقوبة مختلطة، أي الحبس سنة نافذة وأخرى غير نافذة.

ج. شرعية العقوبة المختلطة

في المجال الجنائي يملك قضاة المضمون صلاحية إقرار مسؤولية المتهم، وإدانته بعقوبة مختلطة، أي عقوبة مع وقف التنفيذ وعقوبة نافذة بالوضع رهن الاختبار سواء بحق القصر أو بحق البالغين.

19. قضية ميلود

المحاكمة

تم النظر في قضية ميلود، في الدرجة الأولى من طرف المحكمة الجنائية بالأك، واستؤنفت لدى محكمة استئناف ألاك.

• مسألة قانونية

تتعلق المسألة القانونية المثارة أمام المحكمة الجنائية بإمكانية تطبيق المادة 54 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل وغياب الرضى الثابت للضحية القاصر، وتقدير القيمة القانونية لاعتراقات المتهم، وصحة مقولة «لا عذر لأحد في جهل القانون».

وتتعلق المسألة القانونية المثارة أمام الاستئناف بتأكيد مبدأ مسؤولية المتهم وسوء تحديد العقوبة الصادرة، وشرعية العقوبة المختلطة.

• الوقائع

يتبين من وثائق الملف أن المتهم ميلود سافر من أيرمبار إلى بوكي مع الضحية، وهي قاصر تبلغ من العمر 17 سنة (تلميذة في إعدادية قرية أيرمبار وأخت زوجة المتهم التي هي طليقته) من دون موافقة ذويها. وقد عثر عليها بعد 24 ساعة في قرية بوكي إثر تحقيقات أجرتها الشرطة.

وفي شكواه أوضح والد الفتاة أن المتهم أخذها عنوة بينما كانت ذاهبة إلى الإعدادية مع صديقاتها. وصرح المتهم أمام الشرطة بأنه يعتزم الزواج من الفتاة بعدما طلق أختها الكبرى، وكان يأتي غالبا إلى بوكي ليشترى بعض الحاجات التي تحتاجها.

• الإجراءات

في أعقاب التحقيق، فيما كان المتهم رهن الحراسة النظرية، تمت إحالة المتهم أمام وكيل النيابة الذي أمر بفتح استجواب خلال تحريكه الدعوى العامة، أمام قاضي التحقيق حيث أمر هذا الأخير بعد إغلاق الاستجواب بإحالة القضية أمام الغرفة الجنائية لتتم المحاكمة أمامها طبقا للقانون. وأدانت هذه المحكمة، بكامل تشكيلتها المكونة من ثلاثة قضاة مهنيين واثنتين من المحلفين، المتهم بالسجن النافذ، ثم استؤنفت هذا الحكم من طرف محامي المدان، وقد أعدت محكمة الاستئناف في كامل تشكيلتها المكونة من خمسة قضاة مهنيين تكييف حكم المحكمة الابتدائية جزئيا.

• تعليق

1. حكم الغرفة الجنائية

في يوم 17 مارس 2015، أدانت الغرفة الجنائية بالأك، عبر القرار رقم 01/2015، المتهم على خلفية وقائع خطف قاصر وهي الوقائع التي تنص عليها وتعاقبها المادة 54 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، بعقوبة الحبس سنتين نافذتين، وبغرامة 200.000 أوقية، وتحمل التكاليف المقدرة بمبلغ 300.000 أوقية.

أ. قابلية تطبيق المادة 54 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل

لكي يوجد اختطاف، لا بد أن يكون الشخص المختطف غدرا أو عن طريق العنف، قد نقل من المكان الذي وضعها فيه من قبل من أخضعت أو أودعت لسلطتهم أو إرادتهم.

وهو معرف بالمادة 54 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل على أنه جريمة ويخضع لعقوبة من 10 إلى 20 سنة سجنا، وفي المقابل حين يتم تحديد القاصر المختطف طوعا قبل اليوم السابع، يصبح الاختطاف جنحة تعاقب بالحبس 3 سنوات. كون القاصر المختطفة رصيف بالاختطاف لم يكن الطابع التقييري في الفعل.

نشط في القيام بالمخالفة، كان ينبغي اعتباره شريكا للقاصر الهارب وغير الخاضع للمتابعة من طرف النيابة العامة في هذه القضية.

ج. تسليم القاصر لذويه

تسليم القاصر لذويه تحكمه المادتان 130 و 131 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل وتنص مدونة القصر هذه على أنه إذا كانت المخالفة ثابتة على الطفل بين 7 و 15 سنة وحتى أكثر فإن المحكمة التأديبية أو الغرفة الجنائية يمكنها إصدار الإجراءات التالية بقرار مبرر:

- تسليمه لذويه، وكيله أو لشخص كان يتولى رعايته أو إلى شخص جدير بالثقة؛
 - إيداعه لدى هيئة أو مؤسسة عمومية أو خصوصية للتربية والتكوين المهني، الخ؛
- يخصص الإجراءات المتعلقة بتسليم القاصر لذويه للأطفال من 7 إلى 15 سنة أو أكثر في إطار إعادة التربية، عند ما لا تكون المخالفة خطيرة أو يكون القاصر صغير السن جدا وبلا سوابق ويكون الوسط العائلي حاضنا.

18 قضية روكاد

• المحاكمة

في يوم 22 يونيو 2008، قررت محكمة الأطفال بولاية نواكشوط بموجب الحكم رقم 18/08، تسليم الطفل روكاد لذويه.

• مسائل قانونية

المسائل القانونية تمثلت في معرفة إن كانت الوقائع المكيفة جنحة يمكن تحميلها لقاصر كشريك وإن كان القرار الصادر بحق هذا القاصر، أي تسليمه لذويه مبررا؛ بالنظر إلى الوقائع، وشخصية المنحرف، ومتانة أو جدية المحيط العائلي.

• الوقائع

في يوم 1 مارس 2007، اقتادت الضحية عيشة بنت الشيخ إلى مفوضية الشرطة الخاصة بقضايا القصر، القاصر روكاد، البالغ من العمر 14 عاما بتهمة سرقة هاتفها المحمول. وقد اعترف المعني بالوقائع أمام ضابط الشرطة القضائية وأوضح أنه كان برفقة صديق عندما رأى هاتفها محمولا داخل منزل في غياب مالكه. وبالتواطئ مع صديقه أخذ الهاتف ولذا بالفرار لكن تم اللحاق به وحده من طرف جمع من الناس ثم اقتيد إلى الشرطة من طرف الضحية حيث تم تسليمه لذويه (تنص الفقرة الثانية من المادة 101 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل على أن الإيداع رهن الحراسة النظرية ممنوع بالنسبة للأطفال دون سن 15 سنة)، في انتظار نهاية التحقيق الأولي الذي تم على إثره اقتياده أمام وكيل الجمهورية.

• الإجراءات

كيف الإدعاء العام الوقائع جنحة سرقة وتحديدًا عملية نشل، تنص عليها وتعاقبها المادة 372 من المدونة الجنائية، واعتبر أن القاصر كان شريكا لرفيقه الذي يعتبر الفاعل الرئيسي، الهارب بما سرقاه، أي الهاتف المذكور. بعد تكييف الوقائع، طالب وكيل النيابة بفتح استجواب أمام قاضي التحقيق الذي أحال القضية أمام محكمة الأطفال ذات الاختصاص. قضت محكمة الأطفال، طبقا للمادة 130 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، بتسليم القاصر روكاد لذويه.

• تعليق

إلحاق الأفعال بذمة القاصر

اعترف القاصر المتابع في هذه القضية، علنا، بالوقائع المنسوبة إليه في جميع مراحل الإجراءات أي مرحلة المحاكمة ومن هنا فإن الوقائع على ذمته.

ب. التواطؤ

يتم التواطؤ بالإثارة، وتوفير الوسائل، والمساعدة أو الإعانة لصالح الفاعل الرئيسي. يعتبر متواطئا كذلك من يتسبب عبر عطية، وعد، تهديد، أمر، سوء استغلال الصلاحية في مخالفة. أو يعطي تعليمات بارتكابها. أحيانا يكون من الصعب التفريق بين الفاعل الرئيسي والشرك في الفعل (من ينجز ماديا أو بدنيا الفعل) وبين المتواطئ (الذي بين الفاعل أو هو الفاعل المعنوي) بجريمة أو جنحة، خاصة وأن التمايز ليس جليا دائما، يشارك المتواطئ بالانتداب في ارتكاب المخالفة. وبالتالي فإن تحديد مسؤوليته مرهون بمسؤولية الفاعل ويتعرض إذن لنفس العقوبة التي يواجهها هذا الأخير. ولكي يوجد تواطؤ قابل للعقوبة، لابد من وجود فعلي رئيسي يستدعي العقوبة فعل تواطؤ محدد بالقانون ومشاركة عن قصد.

في الحالة قيد البحث، لم يكن القاصر المتابع متواطئا، بل يعتبر أنه كان حاضرا جسديا في مسرح الفعل وشارك بشكل

جريمة تعتبر جريمة من طرف المشرع، فإنها تصبح جنحة مادامت العقوبات تأديبية (الحبس 5 سنوات كحد أقصى)، خصوصا وأن المخالفات تكيف دائما حسب خطورة عقوباتها.

غير أنه، على اعتبار أن المادة 309 من المدونة الجنائية تعاقب محاولة الاغتصاب بالأشغال الشاقة المؤقتة، فإن اختصاص المحكمة الجنائية مبرر لهذا السبب نفسه، ولذا فقد أصابت محكمة الأطفال قانونيا بإعلانها عدم الاختصاص إذ أن الاختصاص المادي، المحدد تماما بالقانون ذو طابع عمومي ويمكن للقاضي إثارته تلقائيا من أجل السماح بأن يحاكم المتهم من قبل قضاته الطبيعيين، أي المحكمة الجنائية.

لا بد من الإشارة إلى أن هذا التناقض بين المادة 309 من المدونة الجنائية التي تعاقب محاولة الاغتصاب بالأشغال العامة المؤقتة وهي عقوبة جنائية، وبين مبدأ المادة 2 من المدونة الجنائية التي تنص على أن محاولة جريمة تعاقب بعقوبات تأديبية، ما يزال مطروحا.

أخيرا، يتعين التذكير بأنه لكي توجد محاولة تستوجب العقوبة لا بد من الشروع في التنفيذ وغياب التراجع الطوعي من قبل الفاعل. وهكذا فإن التواطؤ في محاولة تستوجب العقاب يعرض للعقوبة أيضا على عكس محاولة التواطؤ التي لا يعاقبها القانون.

17. قضية زيد

• المحاكمة

في يوم 07 يونيو 2007، أعلنت محكمة الأطفال بولاية انواكشوط عبر القرار رقم 21/07 عدم اختصاصها وأحالت هذه الصلاحية للإدعاء العام.

• مسائل قانونية

ترتبط المسألة القانونية المثارة في هذه القضية بالاختصاص.

• الوقائع

رفعت البنت القاصر عيشة، من مواليد 1991 بدكار، شكوى أمام المفوضية الخاصة بالقصر في انواكشوط، ضد زيد بتهمة محاولة اغتصابها وممارسة العنف على شخصها. وأمام التحقيق الأولي، اعترف المتهم بأنه استخدم العنف على الضحية بعد أن تحدثت هذه الأخيرة. وقد كيفت هذه الوقائع على أنها محاولة اغتصاب.

• الإجراءات

في يوم 26 ديسمبر 2006، تم إبلاغ محكمة الأطفال عبر أمر الإحالة من قاضي التحقيق، بخصوص الوقائع المكيفة محاولة اغتصاب، لاختصاص المحاكمة حول جنحة ضحيتها قاصر. وقد أعلنت المحكمة، بتأكيد أن محاولة للاغتصاب جريمة، عدم اختصاصها.

• تعليق

تحدد المواد 38 من القانون رقم 2007/10/2 بتاريخ 08 فبراير 2007، المتضمن تنظيم القضاء، و122 و142 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، بشكل واضح، اختصاصات الهيئات القضائية في مجال النوازل المتعلقة بالقصر.

وتنص المادة 122 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل على أن الاختصاص الممنوح لمحاكم الأطفال إصلحية، أي أنها لا تعترف إلا بالجنح والمخالفات المرتكبة من طرف قصر أو ضد قصر.

أ. نطاق المادة 309 من المدونة الجنائية

تعاقب الفقرة الثانية من المادة 309 للمدونة الجنائية محاولة الاغتصاب بعقوبة لأشغال الشاقة المؤقتة؛ ولكن عندما تتم محاولة الاغتصاب فعلا، وهذه بطبيعة الحال عقوبات الحد بالرجم، أي بالنسبة للمتزوج والجلد بالنسبة للعازب هي التي تطبق. ولا تعاقب الشريعة الإسلامية بالحدود (عقوبات واردة في القرآن الكريم) والقصاص إلا حين تكون المخالفات مثبتة.

وهكذا، وما أن العقوبة المنصوص عليها بالنسبة لمحاولة الاغتصاب هي عقوبة التعزير الجنائية (عقوبات القانون الإيجابي) المتمثلة في عقوبة الأشغال الشاقة المؤقتة، وهذه مكيفة حسب الخطورة ضمن العقوبات الجنائية؛ ومحاولة الاغتصاب جريمة بموجب أحكام المادة 7 من المدونة الجنائية.

مع ذلك تقدم المادة 2 من المدونة الجنائية الموريتانية مبدأ توجيهيا في مجال القانون الجنائي العام، حيث تبين أن أي محاولة لارتكاب جريمة تعاقب بعقوبات تأديبية، أي أن هذه الأخيرة تفقد صفة الجريمة، وتصبح جنحة تخضع لاختصاص المحاكم التأديبية.

ب. مضمون المادة 2 من المدونة الجنائية

تنص هذه المادة على أن «أي محاولة جريمة تجسدت في شروع بالتنفيذ، إذا لم تخطئ أثرها إلا لظروف خارجة عن إرادة مرتكبها، تعتبر جريمة تعرض لعقوبات تأديبية». لكن على الرغم من أن هذه المخالفة المتمثلة في محاولة

3. أن يكون موضوع السرقة قابلاً للأخذ؛
 4. أن لا يكون لدى الفاعل أي مطلب شرعي تجاه ضحية السرقة؛
 5. أن تزيد قيمة المسروق أو تساوي ربع دينار من الذهب؛
 6. أن لا يكون دافع السرقة ضرورة واقعة؛
 7. أن يتم الأخذ من مكان محروس أو محفوظ؛
 8. أن لا يكون لدى الفاعل إذن بدخول المكان؛
 9. أن لا يكون الفاعل من ذرية الضحية؛
 10. أن يخرج المسروق من مكانه؛
 11. أن لا توجد أي علاقة زوجية بين الفاعل والضحية؛
- يتبين من هذه القائمة أن القاصر غير معني بالشرط الأول، أي أنه لا يمكن أن يدان بقطع اليد. زفي الحالة التي بين أيدينا تمت متابعة المتهم على خلفية النشل، أي السرقة غير الخطرة أو سرقة شيء بلا قيمة كبيرة. ويعاقب هذا النوع من السرقة بموجب المادة 372 من المدونة الجنائية بالحبس من سنتين (2) إلى 5 سنوات أو بغرامة فقط من 10.000 إلى 400.000 أوقية.
- في المقابل، وبالنظر إلى كونه قاصراً، لم يحكم على المتهم إلا بالحماية القضائية.
- ب. النطاق القانوني للمادتين 131 و132 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل**
- تمنح أحكام هاتين المادتين للقاضي وضع قاصر من 15 سنة أو أكثر تحت الحماية القضائية (أي إيداعه في مركز لإعادة التأهيل) يتم تحديد فترتها بتقدير القاضي، كما في مجال التعويض المرتبط بتقييم الحالة.
- ج. الاحتفاظ بحقوق الطرف المدني**
- الطرف المدني هو الضحية كما تشكلت أمام ضابط الشرطة القضائية، أوقاضي التحقيق أو رئيس هيئة المحكمة، وهذا الأخير يمكنه حفظ حقوق الطرف المدني عندما لا تتوفر الشروط التي تمكن من تقييمها، خاصة عندما لا يكون الطرف المدني حاضراً للجلسة التي يحدد فيها القاضي حجم التعويض.

16. قضية حسن

• المحاكمة

تم النظر في قضية حسن من طرف محكمة الأطفال بولاية داخلية انواذيبو.

• مسائل قانونية

المسائل القانونية المثارة في قضية حسن هي كالتالي: أ) العناصر المشككة للسرقة؛ ب) النطاق القانوني للمادتين 131 و132 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل؛ ج) حفظ حقوق الطرف المدني.

• الوقائع

فاجأت الضحيتان صوفي ونيه القاصر حسن بينما كان يقوم بسرقة أمتعتهم الموجودة في مخزن، وذلك للمرة الثانية على التوالي.

• الإجراءات

بعد أن تم اعتقاله متلبسا بالسرقة، وضع حسن رهن الحراسة النظرية وتم استجوابه بحضور مساعدة اجتماعية ومحام، بعد أن تم إبلاغ الطبيب وذويه بتوقيفه، طبقا لترتيبات المواد 101، 102، و103 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

عند انتهاء التحقيق أحيل حسن أمام وكيل الجمهورية بنواذيبو، الذي أمر بفتح استجواب أمام قاضي التحقيق حتى يتمكن هذا الأخير من استجلاء القضية ويقرر بشأن الإجراءات الأولية الوارد اتخاذها لصالح القاصر المتنازع مع القانون.

وبعد إغلاق التحقيق التمهيدي أمر قاضي التحقيق بإحالة القضية أمام محكمة الأطفال للاختصاص. خلال الجلسة أمام المحكمة، طالب الادعاء العام بتطبيق إجراءات الحماية القضائية لصالح القاصر، وقد اعترف حسن، الذي كان آخر من يأخذ الكلام بعد مرافعة محاميه الهادفة إلى إيداعه، بوقائع السرقة من خير ظروف مشددة (النشل).

وفي يوم 10 مارس 2014، أدانت محكمة الأطفال بموجب الحكم رقم 1/14، القاصر حسن بتهمة السرقة بالإيداع في مركز لإعادة تأهيل القصر بنواذيبو لمدة سنة واحدة، وبتحمل التكاليف التي قدرت بمبلغ 10.000 أوقية، وبحفظ حقوق الطرف المدني الغائب عن الجلسة.

هذا الإجراء المتمثل في الحماية القضائية، ضروري تماما، بالنظر أولا إلى سن القاصر وغياب سوابق عدلية في مجال السرقة، وهشاشة الإطار التربوي العائلي.

• تعليق

أ. العناصر المكونة للسرقة

تعرف السرقة بأنها أخذ ملك الغير بطريقة غير مشروعة، ويمكن أن نستنتج من هنا أن السرقة لا يمكن أن تثبت إلا بالشروط التالية:

- لا بد أن يكون المسروق منقولا حتى يتم أخذه؛
- أن يكون ذا قيمة أو فائدة، ومحفوظا بعناية من طرف المالك؛
- لا بد، في الأخير، أن يكون لدى مرتكب السرقة نية أخذ ملك الغير بطريقة غير مشروعة. وكذا من تلبية الشروط الـ 11 التالية:

1. أن يكون السارق سليم العقل وبالغا؛

2. أن تكون العملية غير مشروعة؛

ب. نطاق المادة 118 من مدونة العقود والالتزامات المتعلقة بالضرر

طبقت محكمة الأطفال أحكام المادة 118 من مدونة العقود والالتزامات لإدانة شكار بجبر الضرر الواقع على الضحية. وتنص هذه المادة على أن «الأضرار في حالة الجنحة أو شبه الجنحة هي الخسارة الفعلية المعبر عنها من طرف المدعي، والنفقات الضرورية التي صرفها من أجل إصلاح تبعات الفعل المرتكب بحقه». يمكن إذن، أن يكون الضرر ماديا، جسديا، أو معنويا، والقاضي هو من يقيمه حسب نسبة الضحية، وفي الحالة التي بين أيدينا قدر رئيس محكمة الأطفال الأضرار الناتجة عن الاضطرابات النفسية التي تعاني منها الضحية والنفقات التي نجمت عن الاعتداء.

15. قضية شكار

المحاكمة

تم النظر في قضية شكار من طرف محكمة الأطفال بولاية داخلية نواذيبو.

• مسائل قانونية

المسائل القانونية المثارة في قضية شكار هي كالتالي: أ) تطبيق مبدأ الاستنباط؛ ب) نطاق المادة 118 من مدونة العقود والالتزامات المتعلقة بالضرر.

• الوقائع

في يوم 30 ديسمبر 2012 رفع السيد يرك دعوى ضد القاصر شكار على خلفية ارتكابه أفعالا جنسية ضد شخص بنت أخيه القاصر، ديوكا. و إثر الانتقال إلى ميدان المخالفة قامت الشرطة باعتقال شكار وكلفت طبيبا في مجال النساء بفحص الضحية. كشف التحقيق الأولي أن الفتاة ذهبت، نفس اليوم إلى ورشة خياطة شكار، مع ثلاث بنات أخريات في سننها للبحث عن قطع قماش ليصنعن ألعابا يدوية، بعد ذلك في نفس اليوم، لما عادت الضحية وحيدة من دون صديقاتها اغتنم شكار الفرصة واعتدى عليها جنسيا. كشفت الفحوص الطبية آثار احتكاك حديثة في الجهاز التناسلي للبنات اتضح أنها جراء عنف أو اعتداء جنسي عليها.

• الإجراءات

عند انتهاء التحقيق الأولي، أمر وكيل الجمهورية بفتح استجواب لدى قاضي التحقيق وقرر هذا الأخير إحالة القضية أمام محكمة الأطفال بعد اكتمال التحقيق التمهيدي. أعلنت محكمة الأطفال الانعقاد بشكل صحيح ما دامت الإحالة التي أجراها قاضي التحقيق المختص بالقصر تبين أن ضحية الاعتداء الجنسي قاصر وقت حدوث الوقائع والأمر يتعلق بجنحة. من حيث المضمون، طبقت المحكمة، في غياب اعترافات من المتهم وشهادات، مبدأ القوي ضده، وصولا إلى إدانته. وهكذا في يوم 11 ديسمبر 2012، أدانت محكمة الأطفال بالحكم رقم 12/12 المدعو شكار، على خلفية وقائع الاعتداء الجنسي، بعقوبة الحبس سنتين (2) وبغرامة 120.000 أوقية؛ وتتحمل التكاليف المقدرة بمبلغ 20.000 أوقية ومبلغ 100.000 أوقية جبرا للضرر لصالح الطرف المدني.

• تعليق

أ. تطبيق القرائن

كانت الوقائع الخمس الثانوية التالية أساسا لتقدير الاستنباط الذي اعتمده القاضي لإقامة الدليل على الواقعة الرئيسية للاعتداء الجنسي و أدان شكار على خلفية اعتداءات جنسية:

- كون الضحية وبكل براءة أخبرت أهلها فورا بعد ارتكاب الوقائع؛
- كون المتهم جار لعائلة الضحية وأنها متعودة على التردد على ورشته؛
- صغر سن الضحية وغياب أي مشاكل بين شكار وعائلة الضحية وهو ما يمكن من التأكد من حسن نية الضحية ؛
- كون شكار اعترف أمام المحكمة بأن الضحية جاءت فعلا وحدها إلى ورشته في اليوم الذي اشتكته وأنه كان وحده في الورشة.
- وأخيرا، كون الطبيب المختص في النساء أفاد بأن الجهاز التناسلي للضحية يحمل آثار احتكاك وعلامات على العنف.

كل هذه اللائحة من القرائن شكلت أساس القرار الصادر بحق المعتدي جنسيا، دون أن ننسى طلبات النيابة العامة الهادفة إلى الإدانة وطلبات الطرف المدني الذي ظل يطالب بالتعويض لجبر الضرر الناجم عن العنف الجنسي موضوع المتابعات.

الإمكان، إلى وقف التنفيذ حتى تجنب الأطفال الاحتكاك بالسجناء الآخرين. كذلك، تنص المادة 171 على أن «محاكم الأطفال يجب أن تعتمد وقف التنفيذ مع إخضاع الطفل للاختبار بشكل أكثر تكرارا» حتى تتجنب خضوع الطفل لعقوبات الحبس النافذ انسجاما مع روح المادة 170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل التي تنص على أن «محاكم الأطفال يجب أن تلجأ قدر الإمكان لوقف التنفيذ البسيط حتى تجنبهم الاحتكاك بمراكز الاعتقال». كذلك نصت المادة 171 على أن «محاكم الأطفال يجب أن تميل إلى وقف التنفيذ مع إخضاع الطفل للاختبار بشكل متكرر» حتى تجنبه عقوبة الحبس. إن الوضع رهن الاختبار، إذن، مطلب شرعي ينبغي على قاضي المضمون في قضايا القصر أن يحترمه.

ج. عقوبة الإبعاد الإضافية

عندما يكون المدان أجنبيا يمكن للمحكمة أو أية هيئة إدانة مختصة أن تأمر بترحيله من التراب الوطني بعد أن تنفذ العقوبة الرئيسية عليه عند الاقتضاء. غير أنه حين يتعلق الأمر بقاصر تكون المسألة أكثر تعقيدا. وعله، يجدر تسيير وضعية القاصر بإجراءات خاصة تشجع إعادة التأهيل إذ أن للحماية القضائية للقصر بعد كوني. وفي الحالة التي بين أيدينا لم تتم إدانة المتهم بعقوبة الترحيل مع أن النيابة العامة طالبت بذلك.

14. قضية هودا

• المحاكمة

تم النظر في قضية هودا من طرف محكمة الأطفال بولاية داخلية نواذيبو.

• مسائل قانونية

المسائل القانونية المثارة في المحاكمة هي كالآتي: أ) القيمة القانونية للاعترافات المسحوبة؛ ب) عقوبة الحبس مع وقف التنفيذ؛ ج) العقوبة التكميلية بالإبعاد.

• الوقائع

أثناء توقف القطار المنجمي، بإينال، أبلغ أحد مراقبي قاطرة الركاب الدرك بأن أحد المسافرين كان يدخن وأن رائحة الدخان المنبعثة منه غريبة وتختلف عن رائحة دخان السجائر المعهودة. عمد الدرك إلى اعتقال الشاب هودا لأن المادة التي كان يدخنها مخدرة. اعترف هودا بالوقائع المنسوبة إليه أمام الدرك وصرح بأن استخدام المخدرات يمكنه من مقاومة النعاس والبقاء في حالة جيدة.

• الإجراءات

في أعقاب التحقيق الأولي، حرك وكيل النيابة الدعوى العمومية وأمر بفتح استجواب أمام قاضي التحقيق. أمر هذا الأخير بإحالة القضية أمام محكمة الأطفال بعد إغلاق تحقيقه التمهيدي للاختصاص. في يوم 11 ديسمبر 2012، أدانت محكمة الأطفال بولاية داخلية نواذيبو، بموجب الحكم رقم 9/12 على أساس عناصر الملف المتعلقة بالاعترافات التي أدلى بها المتهم في جميع مراحل الإجراءات، القاصر هودا بتهمة وقائع تعاطي المنشطات المنصوص عليها والمعاقبة بالمادتين 36 و39 من القانون المتعلق بمحاربة المنشطات والمواد المؤثرة عقليا، وذلك بالحبس ستة أشهر مع وقف التنفيذ وبغرامة 20.000 أوقية وتحمل التكاليف المقدرة بمبلغ 10.000 أوقية.

• تعليق

أ. القيمة القانونية للاعتراف المتكررة للمتهم

لا يكون الاعتراف صحيحا من الناحية القانونية إلا حين يكون حرا، طوعيا، دون لبس وعن وعي. لقد اعترف المتهم هودا بالوقائع المنسوبة إليه طيلة مراحل الإجراءات مما في ذلك أثناء مرحلة التحقيق أمام محكمة الأطفال.

وشملت ادعاءات المتهم المنشطات المكيفة جنحة بموجب ترتيبات المادة 39 من القانون رقم 93/037 المتعلق بمعاقبة حيازة وبيع واستخدام المنشطات. وهكذا وعلى ضوء تلك الاعترافات، أدانت محكمة الأطفال المتهم بعقوبة الحبس ستة أشهر مع وقف التنفيذ، تطبيقا لترتيبات المادة 170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

ب. عقوبة الحبس مع وقف التنفيذ

يمكن لمحكمة الأطفال عند ما يظهر أن ظروف وشخصية المنحرف تستدعي ذلك، أن تصدر بحق طفل عمره يزيد على 15 سنة إدانة جنائية؛ مثلا عقوبة الحبس غير النافذ. وتنص الفقرة الرابعة من المادة 123 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل على أن «محكمة الأطفال لا يمكنها إصدار عقوبة الحبس النافذ أو غير النافذ إلا بعد أن تبرر خيار هذه العقوبة». وقد حفز المشرع الموريتاني، منذ سريان العمل بالأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، محكمة القصر على تفادي إدانة القصر فوق 15 سنة بعقوبات الحبس النافذ التي تنص على أن «محاكم الأطفال يجب أن تلجأ، قدر

ارتكبت للتو. هناك أيضا تلبس بجريمة أو جنحة عندما تتم متابعة الشخص المشتبه به، في وقت قريب من وقوع الفعل من طرف الادعاء العام أو وجدت بحوزته أشياء أو تظهر عليه آثار أو مؤشرات تدفع الاعتقاد بأنه شارك في جريمة أو جنحة.

تلتحق بالجريمة أو الجنحة بالتلبس كل جريمة أو جنحة، حتى ولو لم ترتكب في الظروف المحددة بالفقرة السابقة؛ تم ارتكابها في منزل تستدعي وكيل النيابة أو ضابط الشرطة القضائية للمعاينة».

ينص إجراء التلبس على أنه «حين يتم إحضار متهم بجريمة مع التلبس أمامه، يمكن لوكيل النيابة إذا كان التحقيق مكتملا والوقائع تبدو مثبتة من طرف شهود وقرائن دقيقة ومتطابقة، أن يستجوب المتهم حول هويته وحول الوقائع المنسوبة إليه ويصدر بحقه مذكرة إيداع ذات صلاحية محدودة لمدة شهر واحد. ويشعر، إلزاما، المتهم بأن له الحق، في بقية الإجراءات، في أن يستعين بمحام دفاع من اختياره.

يدعو وكيل النيابة الشهود ليكونون رهن تصرف العدالة ويحيل الملف فورا إلى المدعي العام الذي يأمر بفتح استجواب أو يبلغ المحكمة الجنائية مباشرة ضمن الشروط المنصوص عليها في المواد 202 والتي تليها وطبقا لهذه المدونة الجنائية».

تنص الفقرة الرابعة من المادة 61 من مدونة الإجراءات الجنائية على أن إجراء التلبس غير قابل للتطبيق على الأطفال المتنازعين مع القانون، ويجعل بذلك التحقيق التمهيدي إجباريا بالنسبة للجرائم المرتكبة من طرف القصر.

ج. عقوبة القصر

يجب أن تكون الإدانة بالحبس النافذ أو غير النافذ بحق الطفل من 15 إلى دون 18 سنة آخر ما يلجأ إليه قاضي القصر. ذلك أن طفلا في هذا العمر لا يمكن إدانته بعقوبة الحبس مع النفاذ أو من دونه إلا إذا كانت الوقائع تتسم بالخطورة أو يكون ذا سوابق بل ومتعدد السوابق أو بدون ارتباط عائلي مؤكد. كذلك لا يمكن إدانته بالإيداع في مركز لإعادة التأهيل لمدة سنتين ضرورية لإعادة تأهيله إلى جانب عقوبة أخرى بالحبس مع وقف التنفيذ يكون عليه قضاؤها حتى بعد بلوغه سن الرشد عندما يرتكب مخالفة جديدة في أجل 5 سنوات، اعتبارا من أول يوم تكون فيه إدانته نهائية. هذه الوضعية لا تخدم إعادة تأهيله أو إعادة اندماج طفل متنازع مع القانون علما بأن سجله العدلي سيكون مشحونا للغاية والقاضي لن يكون بإمكانه بأي حال من الأحوال شطب تلك العقوبة من السجل العدلي المذكور، طبقا لترتيبات المادة 183 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، (انظر المسطرة القضائية المتضمنة في الحكم رقم 03/012 بتاريخ 2012/03/06 قضية دافيد وشركاؤه) في هذه الحالة أقرت محكمة القصر، بعد إدانة الأول عن الثاني لصالح الريبة.

• د. الشك القضائي

من حيث المبدأ، يمكن إثبات المخالفات بأي نوع من الأدلة والقاضي يقرر حسب قناعته التامة. وعليه فإن المحلفين كالقضاة مدعوون للمحاكمة حسب قناعاتهم التامة. لديهم حرية واسعة في تقدير قيمة الأدلة وخلال هذا التقدير للأدلة، عندما تسود الريبة عليهم أن يحكموا لصالح المتهم إذ ينبغي له أن يستفيد منها.

13. قضية عدو وخيار

• المحاكمة

تم النظر في قضية عدو وخيار من طرف محكمة الأطفال بولاية داخلت انواذيبو.

• مسألة قانونية

المسائل القانونية التي تم النظر فيها في قضية عدو وخيار هي كالتالي: أ) نطاق الاعترافات التي تم جمعها خلال الحبس النظري أمام ضابط الشرطة القضائية؛ ب) الجرائم والجنح بالتلبس؛ ج) عقوبة القصر؛ د) السرية القضائية.

• الوقائع

تم اتهام الموقوف عدو وهو قاصر، بطعن الضحية بسكين على مستوى الكتف الأيسر؛ والموقوف خيار القاصر بتوفير على سلاح الجريمة.

• الإجراءات

إثر الشكوى الموجهة لوكيل الجمهورية والمودعة من طرف السيد الشيباني ولي أمر الضحية القاصر، قام عناصر شرطة الجديدة 1 بتوقيف المتهمين.

وبعد التوقيف تم وضعهما رهن الحبس النظري واستمع لهما وكيل النيابة على التوالي، وأمر قاضي التحقيق بفتح استجواب، وقد أمر هذا الأخير بإحالة المتهمين أمام محكمة الأطفال بولاية داخلت انواذيبو.

في يوم 9 يونيو 2014 أدانت محكمة الأطفال بالقرار رقم 5/14 المتهم عدو بعقوبة الحبس سنة واحدة مع وقف التنفيذ، وبغرامة 10.000 أوقية وبتحمل التكاليف المقدرة بمبلغ 10.000 أوقية لصالح الخزينة العامة، والإيداع في مركز لإعادة تأهيل القصر المتنازعين مع القانون لمدة سنتين (2)، وبرأت المتهم خيار.

توصلت المحكمة إلى إدانة المتهم عدو على أساس الاعترافات التي تم الحصول عليها أثناء الحبس النظري أمام ضباط الشرطة القضائية.

برأت المحكمة المتهم خيار لأن دليل مشاركته في العراك لم يثبت.

• تعليق

أ. نطاق الاعترافات أثناء الحبس النظري، أمام ضابط الشرطة القضائية يعرف الطفل القاصر في المادة الأولى من الترتيبات الأولية لمدونة القصر على أنه من لم يبلغ سن 18 سنة.

تقسم هذه المدونة القصر المتنازعين مع القانون حسب أعمارهم إلى ثلاث فئات:

• القصر من 0 إلى 7 سنوات غير مخاطبين بالمسؤولية عندما يرتكبون مخالفة؛
• القصر من 7 إلى 15 سنة تمكن متابعتهم بتهم ووضعهم تحت الحماية القضائية، لكن لا يمكن وضعهم رهن الحراسة النظرية ولا الحبس الاحتياطي؛

• القصر من 15 إلى 18 سنة يمكن اعتقالهم بالحراسة النظرية لمدة 24 ساعة قابلة للتجديد من طرف وكيل الجمهورية أو القاضي المكلف بالتحقيق مرة واحدة بنفس المدة؛ متابعتهم في نفس الجرائم، الجنح، والمخالفات التي ارتكبوها ويدانوا على أساسها، عند الاقتضاء، بعقوبتي الحبس النافذ أو غير النافذ أو الحماية القضائية.

يجب أن يتم استجواب القصر من 7 إلى 15 سنة فور توقيفهم من طرف ضابط الشرطة القضائية بحضور المساعدة الاجتماعية والمحامي المختار أو المعين تلقائياً، وبعد ذلك يتم إشعار الآباء أو الأوصياء فور توقيفهم بالإجراء المنفذ بحقهم مهما كانت طبيعة المخالفة (المادة 101 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل).

ب. التلبس بالجنائية والجنحة

تنص المادة 46 من مدونة الإجراءات الجنائية على أنه «تصنف حالة تلبس كل جريمة أو جنحة ترتكب حالياً أو

12. قضية بكر

• المحاكمة

تم النظر في قضية بكر أمام ديوان التحقيق المختص في القضايا الجنائية للقصر.

• مسألة قانونية

تتعلق المسألة القانونية للقضية بنطاق الأمر القانوني الملغي لآثار المتابعة.

• الوقائع

تمت متابعة القاصر بكر بتهمة ارتكاب اعتداء جنسي منصوص عليه ومعاقب بالمادة 26 من مدونة القصر. وفي أعقاب الإجراءات المتبعة بحقه، اعترف المتهم بكر بأنه التقى بالضحية وزنى بها عدة مرات مضيفاً أنها لم تكن عذراء، كما صرح بأن الفتاة القاصر كانت لها علاقات حب مع بائع الديزل للشرطة وأشخاص آخرين.

• الإجراءات

أمرت النيابة بفتح استجواب أمام ديوان التحقيق المختص في القضايا الجنائية للقصر، طبقاً للمادة 71 من مدونة الإجراءات الجنائية التي تنص على أن التحقيق إجباري بالنسبة للمخالفات التي يتورط فيها القصر. طالبت الضحية بجبر الضرر الذي تعرضت له ووقعت عقد الصلح الذي سلم بتوصية إيجابية من النيابة العامة لقاضي التحقيق الذي أقره وأضفى عليه صبغة التنفيذ عبر إصدار أمر بتعليق آثار المتابعة.

• تعليق

نطاق الأمر القانوني بتعليق آثار المتابعة

من بين استحداثات الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، كان الأمر القانوني يتعلق بآثار المتابعة من طرف قاضي التحقيق مهما، إذ يسمح بوقف المتابعات في أي مرحلة من الإجراءات. يشكل الأساس القانوني للأمر القانوني القاضي بتعليق آثار المتابعة من المادة 157 الفقرة 27 التي تنص على أن: «عقد الصلح يكتب في وثيقة موقعة ومسلمة للهيئة القضائية المختصة التي تقرها وتضفي عليها صبغة النفاذ مادامت لا تلحق الضرر بالنظام العام والأخلاق الحميدة». يحدد الأثر القانوني الناجم عن الأمر القانوني وقف آثار المتابعة الجنائية متيحاً بذلك للقصر تفادي العقوبة الجنائية التي يمكن أن تدون في سجلاتهم العدلية وتقوض بشكل خطير إعادة اندماجهم أو مستقبلهم.

تنظم إجراءات الصلح بالمادة 157 التي تنص على أن طلب الصلح يقدم لمندوب حماية الطفل إما من طرف الطفل وإما من طرف ممثله الشرعي. وفي غياب الأخير لمصلحة الشؤون الاجتماعية المختصة التي تسهر على إبرام صلح بين مختلف الأطراف المعنية.

يتم تحرير عقد الصلح في وثيقة ويوقع ويسلم للهيئة القضائية المختصة التي تقره وتمنحه صبغة النفاذ ما لم يحمل مساسا بالنظام العام والأخلاق الحميدة.

يمكن لقاضي الأطفال المختص تعديل عقد الصلح حسب المصلحة العليا للطفل.

11. قضية غوز

• المحاكمة

تم النظر في قضية غوز أمام ديوان التحقيق المختص في القضايا الجنائية للقصر.

• مسألة قانونية

تتعلق المسائل القانونية في قضية تشكيل طرف مدني أمام قاضي التحقيق، والصلح في إطار قضاء القصر.

• الوقائع

في يوم 26 إبريل 2012، تمت متابعة المتهم غوز، وهو شخص قاصر، بتهمة ارتكاب وقائع قتل غير متعمد منصوص عليها ومعاينة بالمادة 295 من المدونة الجنائية، متسببا في جراح مميتة عبر رميه صخرة على مستوى الرقبة بحق الضحية القاصر يالي.

• الإجراءات

فور انتهاء التحقيق الأولي الذي أجرته الشرطة، فتحت النيابة استجوابا أمام ديوان التحقيق المختص في القضايا الجنائية للقصر، طبقا للمادة 71 من المدونة الجنائية التي تنص على أن التحقيق إلزامي بالنسبة للمخالفات التي يتورط فيها قصر.

فتح قاضي التحقيق استجوابا بحق غوز، أصدرت على إثره مذكرة بتعليق آثار المتابعات بموجب المواد 155، 156 و 157 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، الذي تنظم آلية الصلح.

• تعليق

أ. تشكل طرف مدني أمام قاضي التحقيق

بإمكان الطرف المتضرر أن يتشكل طرفا مدنيا أمام قاضي التحقيق من أجل إثبات جميع حقوقه التي تكون على شكل حق في التعويض أو جبر الضرر الناجم بكامل بعده. وهما أن والد الضحية قبل التسوية الودية فقد وقع مع ولي أمر المتهم بروتوكول اتفاق بالتخلي عن أي إجراء مدني لاحق. ويشمل هذا البروتوكول أو الصلح الودي تسديد مبلغ 800.000 أوقية مقابل سحب الشكوى لصالح المتهم.

ب. نطاق الوساطة في إطار قضاء القصر على أساس المادتين 155 و 156 من مسطرة الحماية

الجنائية للطفل

تعرف الوساطة في المادة 156 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل على أنها «آلية تهدف إلى إبرام صلح بين الطفل المرتكب المخالفة أو ممثله الشرعي مع الضحية أو ممثله أو ذوي الحق».

وتنص المادة 156 على أن هذا الصلح يمكن تطبيقه في أي مرحلة من الإجراءات وحتى أثناء تنفيذ العقوبة».

تنص الفقرتان 3 و 7 من المادة 156 على أن «الشرطة يمكنها القيام بصلح في مجال المخالفة أو الجنحة المرتكبة من طرف أطفال تحت رقابة وكيل الجمهورية المختص، ويمكن للمساعدة الاجتماعية أن تحاول الصلح في حالة مخالفة أو جنحة ارتكبتها أطفال أو يتورط فيها أطفال».

في أي وقت وحتى فتح الجلسة، يمكن لوكيل الجمهورية أن يحاول الصلح في مجال قضايا القصر.

في كل مرحلة من التحقيق يمكن لقاضي التحقيق أن يحاول الصلح أيضا.

يمكن لرئيس محكمة القصر أن يحاول الصلح حتى النطق بالحكم».

تجدر ملاحظة أن الصلح غير مسموح به إلا في مجال الجنحة أو المخالفة، وبالتالي ليس في مجال الجريمة أبدا.

يهدف الصلح إلى وقف آثار المتابعات الجنائية متيحيا بذلك للقصر المتابعين تجنب العقوبة الجنائية التي يمكن أن تدون في سجلاتهم العدلية وتقوض بشكل خطير إعادة اندماجهم أو مستقبلهم.

بعقوبة مخففة لا يمكن أن تتجاوز الحبس 12 سنة كأقصى حد، أيا كانت مخالفته).
في يوم 15 يوليو 2015 أدانت المحكمة، بالقرار 192/2015 كلا من خلال وهاز (شخص قاصر) بعقوبة القصاص والقاصر عمر بالسجن 12 سنة وبثلث الدية المقدر بمبلغ 4.778.555 أوقية.
وقد استأنف محامو الدفاع عن المدانين هذا القرار.

• تعليق

أ. عقوبة القاصر المتواطئ مع أشخاص بالغين

لقد اعتمدت عقيدة القانون دائما أنه حين يكون القاصر أو الشخص الذي يقل عمره 18 سنة، شريكا لبالغ في قضية قتل، فإنه يستفيد من العذر الشرعي للقصور الذي تؤكدته اليوم ترتيبات المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، وتتم إدانته بعقوبة تقدر بنصف الدية أو ثلثها إن كانوا ثلاثة كما في هذه الحالة.

ب. تطبيق المادة 147 من مدونة القصر

قبل سريان الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، كانت ترتيبات المادة 61 وما تلاها من المدونة الجنائية، وحدها، تشكل أساس العذر الشرعي للقصور والمطبقة من قبل القضاة لصالح القصر المتنازعين مع القانون، نظرا لغموضها وتأويلها المثير للجدل.

غير أنه منذ ظهور مدونة القصر أصبح تطبيق العذر الشرعي للقصور أكثر استقلالية منها وتم إقراره في ترتيبات المادة 147 من المدونة الخاصة المذكورة.

تنص هذه المادة على أن «المحكمة الجنائية لا يمكنها إصدار عقوبة سالبة للحرية تفوق نصف العقوبة الأصلية بحق أطفال تزيد أعمارهم على 15 سنة. وإذا كانت العقوبة الأصلية هي السجن المؤبد فلا يمكنها إصدار عقوبة تفوق 12 سنة من الحبس التأديبي».

إن التأويل المبسط لهذه الحيثية يترك الاعتقاد بأن العقوبة الأخطر في القانون الجنائي هي السجن المؤبد.

ينص القانون الجنائي الموريتاني، المستمد من مصادر الشريعة الإسلامية على عقوبة القصاص أو الإعدام، وهذه هي العقوبة الأخطر في القانون الموريتاني التي لا يمكن إدانة القاصر بها، والقاصر في مثل هذه الحالة تخفف عقوبته إلى السجن 12 سنة.

غير أن هوز، وهو قاصر وقت ارتكاب الوقائع والمتهم في هذه القضية، أدين بالإعدام لعدم تحديد تاريخ ميلاده بشكل دقيق.

وأخيرا، من الضروري تبيان أن هذا النقص ناتج عن الريبة التي ينبغي، حسب القانون أن تكون في مصلحة المتهم.

10. قضية خلال وشركاؤه

• المحاكمة

تم النظر في قضية خلال وشركاؤه من طرف الغرفة الجنائية بمحكمة ولاية نواكشوط الغربية.

• مسائل قانونية

تتعلق المسائل القانونية للقضية بعقوبة قاصر متواطئ مع أشخاص بالغين والتطبيق الصحيح للمادة 147 من الأمر القانوني رقم 2005/015 المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

• الوقائع

لقد بات من الثابت أنه يتبين من تصريحاتهم خلال التحقيق الأولي أنه في ظهيرة يوم 21 سبتمبر 2014، حضر إلى مفوضية شرطة عرفات 3، المدعو عبد الله ولد محمد الأمين وهو يحمل جثة ابنته القاصر، ضحية اغتصاب جماعي متبوع بقتل مصحوب بأعمال وحشية. وقد سلم ضابط الشرطة على الفور مذكرة للطبيب كي يتم علاجها بشكل عاجل.

في ذلك اليوم اتخذت العصابة المكونة من خلال (شخص بالغ من مواليد 1995) وهاز (شخص قاصر من مواليد 1998) وعمر (شخص قاصر من مواليد سنة 2000) كالعادة، مكانها بجانب حائط مهجور تعودوا الإقامة فيه لتعاطي المنشطات عبر شم بعض المواد المخدرة (محلول، ماء صخري وغراء، مسكوبة على قطعة قماش حتى يسكروا) وفجأة لمح المدعو هاز الفتاة تسير باتجاههم على طول الشارع المحاذي لمكان جلوسهم.

ثم لفت هاز انتباه أعضاء العصابة الآخرين إلى وجود الضحية التي بدأت تقترب منهم وفي تلك اللحظة بالتحديد استوقفها المدعو خلال واتجه نحوه وطرحها أرضا، ثم طلب مساعدة شركائه من أجل نقلها إلى داخل الحائط المهجور حيث يرتكبون جرائمهم بكل اطمئنان وبعيدا عن أنظار الفضوليين.

وما إن تم وضعها داخل ذلك الفضاء المهجور حتى شلوا حركتها وأضجعوها على قفاها حيث اغتصبها خلال أولا بينما كان هاز يمسك بساقها مابعدا بينهما، وكان عمر يمسك اليدين. ورغم أنها قاومت المعتدين عليها إلا أن هؤلاء لم يجدوا أية صعوبة في إكمال عملية الاغتصاب، كل بدوره، من الأسن إلى الأصغر سنا.

وعند انتهاء الاغتصاب كبلوا يديها وقدميها بشريط أبيض كان مرميا داخل الحائط، ثم قرر المتهم خلال التخلص من الضحية بعد أن سألتهم عن «أسباب إقدامهم على هذا الفعل ضد إنسان». وقرروا سكب مادة المحلول التي بحوزتهم عليها وإحراقها حية قبل أن يتركوها في مسرح الجريمة.

• الإجراءات

في أعقاب المتابعات، ثم فتح استجواب أمام قاضي التحقيق المكلف بالقصر بأمر من وكيل النيابة حول وقائع جمعية أشرار مع قتل مصحوب بأفعال وحشية، واغتصاب قاصر وخطف واحتجاز، ليتم بعد ذلك إحالة القضية أمام الغرفة الجنائية من طرف قاضي التحقيق.

في البداية أنكر المتهمون التهم المنسوبة لهم وهي وقائع جمعية أشرار متبوعة بقتل مصحوب بأعمال وحشية، واغتصاب قاصر، وخطف واحتجاز، وادعوا أنهم تعرضوا للتعذيب من طرف الشرطة.

ورغم تراجعهم عن اعترافاتهم إلا أن المحكمة استندت لإدانة المتهمين إلى قرينة السيدة المتزوجة المتهممة بالزنا والتي حاكمها الرسول محمد صلى الله عليه وسلم، والذي بعث أنس لاستجوابها، بعد ما استمع لاعتراقات الخدم الذين زنوا معها، وقد أوصى النبي أنس بالحكم عليها بالرجم حتى الموت إذا اعترفت بوقائع الزنا المنسوبة لها بناء على شكوى زوجها.

وبينت المحكمة، من جهة أخرى، في مبررها أن الدليل في مجال القتل أو الاغتصاب حر، علما بأن القانون الجنائي الموريتاني لا يربطه بأي عنصر إثبات خاص، وأن المتهمين لم يقدموا أي عنصر تبريري. فقط تم إقرار الإعفاء من العقوبة على أساس مسطرة الحماية الجنائية للطفل (التي تعطي الحق لكل من لم يبلغ سن 18 سنة بأن يدان

تنص هذه المادة على أنه «عندما لا تجتمع في الجراح والطعنات أو أعمال العنف الأخرى شروط عقوبة القصاص أو الدية، تتم معاقبة الجاني بالسجن من 10 أيام إلى سنتين» وبغرامة من 5.000 إلى 20.000 أوقية». ولكي تجتمع شروط عقوبة القصاص لابد من اجتماع 6 عناصر هي كالتالي:

- الجاني والضحية من نفس الديانة؛
- يستفيد الجاني من عفو الضحية، سواء بتعويض أم بشكل مجاني؛
- إن لم يكن الجرح خطرا لدرجة أن القصاص لا يعرض حياة الجاني للخطر؛
- عندما لا يكون العضو المتضرر ناقصا لدى الجاني؛
- عندما لا يكون العضو مصابا بالعجز لدى الجاني؛
- إذا كان بالإمكان القيام بتقييم طردي للضرر.

في الحالة المطروحة، يخشى أن يكون من شأن تطبيق القصاص الإضرار بعين الجاني إذا أدين بالقصاص أو بعقوبة العين بالعين أو تعريض حياته للخطر.

وهكذا، وأخذا في الاعتبار هذه الوضعية، طالب وكيل النيابة بإدانة المتهم بعقوبة الحبس سنة واحدة، أي بنصف عقوبة سنتين (2) التي كان سيدان بها لو أنه يبلغ من العمر 18 سنة كاملة.

ج. نطاق المادتين 4 و170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل

بموجب المادة 4، عندما يرتكب القاصر جنحة أو مخالفة، لا ينبغي أن يدان إلا بنصف العقوبة التي قد يدان بها لو كان قد بلغ من العمر 18 سنة كاملة.

وفي نفس السياق تحفز المادة 170 من نفس المدونة القضاة الجالسين، أي محاكم القصر، على إصدار وقف التنفيذ البسيط لصالح القصر حتى يتم تفادي أن يقيموا في أماكن الاحتجاز.

يتمثل منطق المشروع الموريتاني منذ إقرار الأمر القانوني حول قضاء القصر، في التوجه نحو الإعفاء من العقوبة على غرار دول المجموعة الدولية. غير أن هذه المحكمة الابتدائية أغفلت أن تأخذ في الحسبان إحالة المتهمين أمامها بدلا من واحد.

كان عليها إذن تبرئة المتهم الثاني ما دامت الجراح طفيفة أو لغياب الأدلة قبل أن تعتبره ضحية بالمعنى الكامل.. أكدت محكمة الاستئناف في غرفة تأديبية قرار قضاة الدرجة الأولى بالإعفاء من العقوبة فيما يخص المستأنف.

9. قضية هارون وتافا

• المحاكمة

تم النظر في قضية هارون وتافا، في الدرجة الأولى أمام غرفة القصر محكمة ولاية نواكشوط الغربية وفي الاستئناف من طرف الغرفة التأديبية بمحكمة الاستئناف في نواكشوط.

• مسائل قانونية

تتعلق المسائل القانونية الرئيسية للقضية بمفهوم الدفاع المشروع، ومضمون المادة 287 من المدونة الجنائية ونطاق المادتين 29 و170 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

• الوقائع

في يوم 23 أكتوبر 2014، خلال مباراة لكرة القدم تشاجر المتهم هارون من مواليد 1996 وهو قاصر عند حدوث الوقائع، مع الضحية المدعو تافا، فاستخدم الأول سلاحه الأبيض وهو سكين، وأصاب الضحية بجراح خطيرة في العين اليسرى، بحيث أعلن لاحقا أنها لم تعد ترى، وفق الشهادة الطبية المسلمة من طرف الطبيب الأخصائي أو طبيب العيون. وفي المقابل أكد المتهم هارون، دائما أنه، هو الآخر تعرض لطعنات وجروح.

• الإجراءات

تابع وكيل النيابة المتهمين على خلفية طعنات وجراح متبادلة وأمر بفتح استجواب أمام قاضي التحقيق الذي قرر، عند اكتمال استجوابه، إحالة الملف أمام غرفة القصر محكمة ولاية نواكشوط الغربية. وفي يوم 5 مارس 2015 أدانت غرفة القصر، بموجب الحكم رقم 8/2015 هارون على خلفية طعنات وجراح تسببت في فقدان عين، بالسجن 6 أشهر غير نافذة وغرامة 10.000 أوقية واحتفظت المحكمة بحقوق الطرف المدني، ممثلا في شخص تافا. استأنف الدفاع قرار محكمة الدرجة الأولى.

في يوم 26 يونيو 2015، على إثر الحكم رقم 75/2015، أدانت الغرفة التأديبية بمحكمة الاستئناف، عبر إعادة تكييف الوقائع موضوع التقاضي، والمتعلقة بطعنات وجراح متعمدة، إلى طعنات وجراح غير متعمدة منصوص عليها ومعاقبة بأحكام المادة 296 من المدونة الجنائية، المتهم بدفع نصف الدية وأكدت الحيثيات الأخرى للحكم الابتدائي. تنص هذه المادة على أنه «إذا نجمت ... جراح.. أفضت إلى عجز عن العمل، يعاقب الجاني من شهر واحد إلى سنة من الحبس وبغرامة من 5.000 إلى 50.000 أوقية... زيادة على دفع الدية المحددة كما يلي:

- نصف الدية إذا لم تسبب الطعنات والجراح سوى الحرمان من جزء من الأعضاء الثنائية للجسم».

في هذه القضية، بما أن الضحية فقد عينا، فمن البديهي، بالنظر للمادة المذكورة أعلاه، أن الفاعل يعاقب بدفع نصف الدية من باب التعويض، ويقدر نصف الدية بـ50 رأس من الإبل طبقا لمبادئ الشريعة الإسلامية على المذهب المالكي المطبق في موريتانيا، بالنسبة للطعنات والجراح غير المتعمدة، ولكن في الغالب، نظرا لضعف الإمكانات التي تتوفر عليها الأطراف فإن هذه الأخيرة تتفق على تسديد مبلغ قدره 1.500.000 أوقية على سبيل المثال.

• تعليق

أ. مفهوم الدفاع المشروع عن النفس

لكي يكون هناك دفاع مشروع عن النفس لابد أن يكون الاعتداء ظالما وخطيرا، وشيكا ضد شخص المعتدى عليه أو ممتلكاته أو ضد الغير.

لم يستطع المتهم هارون، في دفاعه، أن يقدم الدليل الضروري الذي يثبت أنه كان في حالة دفاع مشروع عن النفس.

ب. مضمون المادة 287 من المدونة الجنائية

المادة 123 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، التي تنص على أن «محكمة الأطفال يمكنها أن تصدر حسب الحالات، إجراءات الحماية والمساعدة والمراقبة التي قد تبدو مناسبة ويمكنها أيضاً، عندما تستدعي ذلك ظروف وشخصية المنحرف ذلك أن تصدر عقوبة جنائية بحق الطفل البالغ أزيد من 15 سنة... لا يمكن لمحكمة الأطفال إصدار عقوبة الحبس النافذ أو غير النافذ إلا بعد أن تبرر اختيار هذه العقوبة».

يجب أن تكون الإدانة بالحبس، مع التنفيذ أو من دونه، ضد الطفل من 15 إلى أقل من 18 سنة، الملاذ الأخير لقاضي القصر. فطفل في هذه السن لا يمكن أن يدان بعقوبة الحبس النافذ أو غير النافذ إلا حين تكون الوقائع تكتسي صبغة الخطورة أو يكون ذا سوابق، بل متعدد السوابق أو دون ارتباط عائلي مؤكد. كذلك لا يمكن أن يدان بالإيداع في مركز لإعادة التأهيل لمدة سنتين، الضرورية لإعادة تأهيله، مع عقوبة حبس أخرى غير نافذة يكون عليه تنفيذها إن ارتكب مخالفة جديدة في أجل 5 سنوات، اعتباراً من اليوم الذي تكون فيه الإدانة الأولى نهائية. وهذه الوضعية لا تخدم إعادة تأهيل وإعادة اندماج طفل متنازع مع القانون، خاصة وأن سجله العدلي سيكون مثقلاً للغاية، وأن القاضي لن يكون بإمكانه، بأي شكل من الأشكال، أن يأمر بإلغاء تلك العقوبات، طبقاً لترتيبات المادة 183 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

ب. نطاق أحكام المواد 176، 177، 178 و179 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل في مرحلة المحاكمة في إطار الحرص على إعادة تكييف أو تعديل القصر المتنازعين مع القانون، حث المشرع القضاة على تطبيق تحقيق الإعفاء وتأخير العقوبة في أعقاب أجل سنة واحدة طبقاً لأحكام المواد 176، 177، 178 و179 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، ويجب أن يودع القاضي الطفل تحت نظام الإخضاع للامتحان خلال الأجل الذي لا يمكن أن يتجاوز سنة واحدة عندما يظهر أن إعادة تصنيف المذنب في طريقها للنقض والضرر قيد الجبر أو أن الاختلالات الناجمة عن المخالفة ستوقف طبقاً للمادتين 176 و179 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

8. قضية دافيد وشركاؤه

- المحاكمة
- تم النظر في قضية دافيد وشركاؤه من طرف غرفة القصر محكمة ولاية داخلية أنواذيبو.
- مسائل قانونية
- تتعلق المسألة القانونية الرئيسية بالعقوبة الجنائية ضد الأطفال البالغين أزيد من 15 سنة.
- الوقائع
- في يوم 11 مارس 2012 أبلغت قاطنة بحي لعريكيب في مدينة نواذيبو شرطة المداومة بالبلدة المذكورة بأن امرأة تتشاجر مع رجل داخل غرفة مجاورة. وتوجه ضباط الشرطة إلى مكان الشجار وجمعوا الوقائع التي تفيد بأن السيد دافيد كان يحتجز الأنسة بنت موليم في غرفة حيث تبعته وأمضت معه عدة ساعات وحدهما، وعند مغادرتها حاولت أن تأخذ معها مبلغ 5.000 أوقية وهو ما كان سبب الشجار، حسب تصريحاتها. وعند تدخل الشرطة كانت الفتاة بنت موليم ترتدي بنطالا وقميصا.
- الإجراءات
- عند انتهاء التحقيق الأولي أمر وكيل النيابة بولاية أنواذيبو بفتح استجواب أمام قاضي التحقيق الذي أمر بإحالة القضية أمام غرفة القصر محكمة ولاية داخلية أنواذيبو كي تتم المحاكمة طبقا للقانون.
- وقبل أن تبت في المضمون أعلنت محكمة الأطفال اختصاصها بالنظر إلى كون المتهم قاصرا أي يقل عمرها عن 18 سنة، طبقا لتزتيات المادة 9 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل أو مدونة القصر، وأن الوقائع موضوع المتابعات كيفية كجنحة مساس بالأخلاق الإسلامية منصوص عليها ومعاقبة بالمادة 306 من المدونة الجنائية. خلال الجلسة برر وكيل النيابة عريضته الهادفة إلى الإدانة بعقوبة الحبس لمدة سنة مع وقف التنفيذ، مستندا على كون المتهمين وجدا وحدهما في غرفة يقيم بها دافيد في وضع حميمي دون أن يكونا مرتبطين بأي عقد زواج خاصة وأنه لا وجود لأي مانع من الزواج مستمد من التشريع الإسلامي أي أنهما لم يكونا أخوين ولا متراضعين. أصر دفاع المتهمين على الظروف المانعة المرتبطة بالعدر الشرعي للقصور لصالح المتهم القاصر، وعند نهاية النقاشات، التمس المتهم المائل، دافيد المتحدث الأخير، الإفراج واستعادة وثيقة سفره أو جوازه.
- اعتبرت المحكمة المنعقدة بقاض وحيد، ضمن سرية مداولاتها أن المتهمين كانا في وضع حميمي في غرفة واحدة دون أن يربطهما أي عقد زواج، ضبطا متلبسين طبقا لتزتيات المادة 46 من مدونة الإجراءات الجنائية، والاعترافات الحرة والطوعية الواعية للمتهم دافيد.
- كما عللت منح الظروف المانعة للمتهمين على أساس غياب سوابق عدلية يمكنها أن تقود بشكل تلقائي إلى تطبيق عقوبة السجن مع وقف التنفيذ، المنصوص عليها في المادة 658 من مدونة الإجراءات الجنائية، وفي المقابل استفادت المتهم القاصر غير المائل، وحوكمت غيابيا (المادة 376 من مدونة الإجراءات الجنائية)، إلا أن المحكمة لا تملك أي تبرير يؤكد أن الاستدعاء الذي أرسل لها وصل إليها بالفعل، فاستفادت من العذر القانوني للقصور الذي تنص عليه المادتان 147 و148 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، والإيداع في مركز إعادة تأهيل القصر لفترة عامين (2) و123، 130، 131 و166 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل) بصرف النظر عن عقوبة الحبس لمدة سنة واحدة مع وقف التنفيذ التي أدين بها (المادة 123 فقرة 4 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل).
- في يوم 3 يونيو 2012 أذانت غرفة الأطفال لدى محكمة ولاية داخلية أنواذيبو، بالحكم 2012/3 المتهم دافيد بعقوبة الحبس سنتين مع وقف التنفيذ وبغرامة 60.000 أوقية وبنت موليم بالحبس سنة واحدة مع وقف التنفيذ وبغرامة 20.000 أوقية، كما أمرت بإيداعهما في مركز إعادة تأهيل القصر المتنازعين مع القانون لمدة سنتين (2).
- تعليق

أ. العقوبة الجنائية ضد القصر من 15 إلى ما قبل 18 سنة

يحفز المشرع الموريتاني، على غرار المشرعين الآخرين، ممارسي القانون أو القضاة على تطبيق التوصيات الواردة في

جنائية.

وهكذا فإن أي شخص يكون وعيه ضعيفا أو مستبعدا بسبب السن أو المرض، لا إرادة واعية أو حرة لديه ولا يمكنه بالتالي، ممارسة صلاحيات الشخص الطبيعي. وبسبب انعدام أو نقص القدرة يتعين إخضاع هذا الشخص للحماية.

ب. نطاق المادة 2 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل

تنص المادة 2 على أن «الطفل الذي يقل عمره عن 7 سنوات لا يملك على الإطلاق القدرة على مواجهة القانون الجنائي، ويصبح هذا الإعفاء المطلق غير وارد بالنسبة للطفل البالغ 7 سنوات كاملة».

من هنا فإنه بحسب ترتيبات هذه المادة يتم بلوغ الوعي ابتداء من 7 سنوات مكتملة. واعتبارا من هذه السن فقط يمكن القيام بالمتابعات الجنائية والإجراءات التربوية، حسب الحالة، من طرف السلطة القضائية حتى سن 15 سنة.

يجدر التنويه كذلك بأنه طبقا للفقرة الثانية من المادة 2 فإن الأطفال الذين تتراوح أعمارهم بين سبع سنوات وأربع عشرة سنة (مثل المتهمين سليم وسوله) لا يمكن أن يخضعا سوى لإجراءات حماية.

تطرح هذه الحالة نفس المسائل التي رأيناها في القضيتين رقم 1186/2009 بالنسبة للسيدة اعرابية وآخرين وعثمان، قيمة الاعترافات إذا قدمت دون حضور مساعد اجتماعي أو محامي، الإلغاء الضمني للمادتين 60 و63 من المدونة الجنائية والعلاقة بين المدونة الجنائية و الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

7. قضية سليم وسوله

- المحاكمة
تم النظر في قضية سليم وسوله، في الدرجة الأولى، من طرف غرفة القصر لدى محكمة نواكشوط، وفي الدرجة الثانية من طرف محكمة الاستئناف بنواكشوط، وفي المقام النهائي من طرف المحكمة العليا.
- مسألة قانونية
تتعلق المسألة القانونية الرئيسية في القضية بمفهوم الاستنباط ونطاق المادة 2 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.
- الوقائع
في يوم 18 إبريل 2014 تم العثور على جثة سليمان جالو، وهو تلميذ قرآن من جنسية غينية، ووجهه ملطخ بالدماء في غرفة مهجورة محيط سوق المنسية في بيكا 13، بعيدا عن المنزل الذي يقيم فيه مع معلمه الذي كلفته أسرته بتحفيظه القرآن الكريم.
وحسب رواية المتهم سليم، وهو قاصر من مواليد 2000، فقد اعترف بأنه في مساء يوم 18 إبريل 2014 كان يلعب كرة القدم مع المتهم سوله، وهو قاصر من مواليد 2002، تحت ضوء الإنارة العمومية، حيث نشب شجار بينه وبين سليمان جالو، فتدخل سوله وطعن سليمان بسكين في الرأس، وبدأت الدماء تتفق منه، فسقط على الأرض. وقام سليم بسحبه إلى داخل غرفة غير مأهولة.
صرح المتهم سوله، بدوره بأنه في أمسية الواقعة كان يلعب مع سليم ليلا تحت ضوء الإنارة العمومية وأثناء ممارستهما لعب كرة القدم، تشاجر سليم مع الضحية. وقد استخدم سليم سكينه التي كان نصف مقبضها مكسورا ووجه له طعنة على مستوى الرأس حيث أطلق الضحية صرخة قوية من شدة الألم، ثم وضع سليم يده على فمه لمنعه من الصراخ موجها له طعنات أخرى أردته على الأرض. وأخيرا قام بسحبه نحو غرفة غير مأهولة خلف سوق المنسية.
- الإجراءات
بعد المتابعة التي أجراها وكيل الجمهورية ثم فتح استجواب لدى قاضي التحقيق الذي أحال القضية إثر إغلاق تحقيقه، أمام المحكمة الجنائية للقصر كي تتم المحاكمة طبقا للقانون.
استندت المحكمة الجنائية في حكمها، على: (أ) اعترافات المتهمين كما وردت في محضر الشرطة القضائية؛ (ب) شهادة مالك عثمان الذي بين أنه عند مغادرته ساحة اللعب عائدا إلى أهله كان المتهم سليم يتشاجر مع الضحية ممسكا بتلابيب قميصه؛ (ج) شهادة إبراهيم الذي قام بتغسيل جناية الضحية وأكد أنه لاحظ أن الجثة تحمل عدة طعنات من سكين في الوجه والرأس وراحتي اليدين؛ (د) كون التحقيق مكن من جمع العديد من عناصر الإثبات الكافية لإقرار المسؤولية الجنائية للمتهمين؛ (هـ) وأخيرا على الصعيد القانوني ترتيبات المواد 271 و280 من المدونة الجنائية و6 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، التي من خصوصيتها إنزال أقصى العقوبة بقتل يرتكب بحق طفل من 8 إلى 15 سنة سجنا، حتى عندما يكون الفاعل مشمولا بعفو من ذوي حق الضحية.
في عريضته طلب ممثل الإدعاء العام ليس تطبيق العقوبة المناسبة فقط، وإنما أيضا الأخذ في الحسبان باعترافات المتهمين خلال التحقيق الأولي، وذلك بعد مرافعات الطرف المدني القائمة على التعويض لذوي الحق في الضحية.
طلب محامي الدفاع تطبيق المادتين 60 و61 من المدونة الجنائية، ملاحظا أن المتهمين لم يكونا راشدين وبالتالي فإن إدانتهم ستكون مخالفة للقانون. وفي يوم 5 مايو 2005 أدانت المحكمة بالقرار رقم 2015/94، المتهمين بعقوبة الحبس 10 سنوات لكل منهما وبالتعويض التضامني لورثة الضحية بمبلغ 11.000.000 أوقية.
- واستأنف محامو دفاع المتهمين الحكم.
- تعليق

أ. مفهوم الوعي

يعتبر الوعي في المجال الجنائي، حاسما في إمكانية الأخذ في الحسبان إرادة ورأي طفل أو تحميلة مسؤوليات مدنية أو

تدخل في تناقض مع محتوى المادة 147 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

ب. بنية المشرع في المادة 147 من مسطرة الحماية الجنائية للطفل

«لا يمكن للمحكمة الجنائية للأطفال أن تصدر بحق أطفال تقل أعمارهم عن 15 سنة عقوبة سالية للحرية تزيد على نصف العقوبة الأصلية. وإذا كانت العقوبة الأصلية الحبس المؤبد فلا يمكنها إصدار عقوبة تزيد على 12 سنة من الحبس الجنائي». ويمكن اعتبار الدية عقوبة بديلة ونافية لعقوبة الإعدام، ما يمنح القاضي حق تحويل عقوبة الإعدام قصاصا إلى الدية؛ دون المساس بالسجن لفترة سنة واحدة حين يستفيد المتهم من عفو أولياء دم الضحية. تجدر الإشارة أيضا إلى أن المحكمة العليا حددت في قضية مويس وشركائه، (راجع قرارها رقم 73/011) أن المادة 61 من المدونة الجنائية تمنح العذر الشرعي بالقصور لكل من لم يبلغوا 18 سنة. وفي الحالة قيد البحث، دفع المدان بعقوبة القصاص في الملف عقد ميلاده المسحوب من السجل الوطني للسكان بما يفيد بأنه قاصر فعلا وقت حدوث الوقائع.

أخيرا علمنا أثناء كتابة هذه الوثائق أن المدان فر من سجن دار النعيم بنواكشوط أثناء أعمال شغب.

6. قضية عثمان

- المحاكمة
تم النظر في قضية عثمان، في الدرجة الأولى، من قبل الغرفة الجنائية بمحكمة ولاية نواكشوط الغربية، وفي الدرجة الثانية من طرف محكمة الاستئناف بنواكشوط.
- مسألة قانونية
تتعلق المسألة القانونية الرئيسية في القضية بنطاق المادتين 3 و147 من الأمر القانوني رقم 2005/015 المتضمن الحماية الجنائية للطفل.
- الوقائع
في ليلة 16 مارس 2014، وبينما كان المتهم عثمان يحضر حفل زفاف منظم غير بعيد من مسكنه إذ دخل في شجار حاد مع الضحية، وهو صديق يدعى جمعه انتهى باستخدامه سلاحاً أبيض (سكين) طعن به جمعة في الصدر ليقتل متأثراً بجراحه بعد ذلك بوقت قصير.
- الإجراءات
بعد اكتمال التحقيق الأولي، حرك وكيل الجمهورية دعوى جنائية وأمر قاضي التحقيق باستجواب عثمان بتهمة القتل العمد ضد شخص جمعة. وقد أحال قاضي التحقيق المتهم أمام المحكمة الجنائية (للأطفال؟) ليحاكم طبقاً للقانون. وخلال الجلسة العلنية، اعترف المتهم بالوقائع المنسوبة إليه، مجيباً أن السلاح المستخدم يعود للضحية وأنه خلال الشجار تمكن من انتزاعه منه، وأضاف عند قفص الاتهام أن الشتائم التي وجهها له الضحية كانت سبب الشجار. أوضح محامي الطرف المدني أن المادة 3 من منظومة الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل تمنع تأديبية القتل العمد، وأن السكين يعود فعلاً للمتهم. وختم مرافعته بطلبات تهدف إلى تطبيق القصاص أو عقوبة الإعدام بعد فشل المبادرات المتعلقة بالتسوية الودية.
- أما ممثل النيابة فقد اعتبر أنه ما دام المتهم قد تجاوز 16 سنة من العمر فلم يعد قاصراً بالنظر لترتيبات المادة 61 من المدونة الجنائية وبالتالي لا يمكنه الاستفادة من الظروف ذات الصلة.
- ذكر دفاع المتهم بأن الأخير كان قاصراً عند حدوث الوقائع بالنظر لكونه ولد سنة 1997 وبأن ترتيبات المادة 147 من مدونة الحماية الجنائية للقصر تنطبق عليه، وبالتالي فإن عقوبته لا يمكن أن تتجاوز الحبس لمدة 12 سنة. كما أشار إلى أن أولياء دم الضحية طلبوا تسديد 200.000 أوقية مقابل سحب الشكوى، لكن بالنظر إلى الوضعية المادية الصعبة لعائلة المتهم لم يتم الوفاء بهذا التعويض.
- في أعقاب هذه الجلسة أقرت المحكمة الجنائية المسؤولية الجنائية للمتهم وأدانت به عقوبة القصاص بالإعدام على أساس المادتين 271 و280 من المدونة الجنائية.
- تعليق

أ. نطاق المادة 3 من مسطرة الحماية الجنائية للأطفال

تنص المادة 3 على أن «جميع الجرائم باستثناء تلك التي تقود لقتل إنسان، يمكن إضفاء صبغة تأديبية عليها عبر إعادة تكييف طبيعة المخالفة وخطورتها ومصلحة المتضرر، وشخصية الطفل وملابسات القضية». هذا يعني أن الجرائم التي تقود لعقوبة الإعدام لا يمكن أن تخضع لإعادة تكييف إلى جنح، لكن عقوبة الإعدام تلك، في المقابل، يمكن تحويلها إلى عقوبة الحبس 12 سنة لصالح القاصر فوق 15 سنة. ويلجأ بعض القضاة الجالسين، غالباً، إلى إعادة تكييف الجريمة المؤدية لعقوبة الإعدام إلى جنحة قتل غير متعمد من أجل تحويل العقوبة إلى حبس. لكن هذا الإجراء هو المتبع من طرف القضاة قبل ظهور الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل أو مدونة القصر. لكن اليوم، ينبغي على القاضي الجالس أن يطبق مباشرة ترتيبات المادة 147 من مدونة القصر عندما يواجهون عقوبة الإعدام.

ولا تتعارض أحكام هذه المادة التي تظل خاضعة للمبادئ التوجيهية للشريعة الإسلامية مع انتفاء عقوبة القصاص بعقوبة الحبس 12 سنة بحق قاصر بين 15 و18 سنة، فعقوبة الحبس 12 سنة ليست عقوبة تأديبية، والمادة 3 لا

وعلى عكس الاغتصاب الذي يعاقبه القانون الموريتاني بالأعمال الشاقة المؤقتة، دون الإضرار بعقوبة الجلد عندما يكون المذنب عازباً، أو الإعدام حين يكون المتهم متزوجاً، يعاقب الزنا بعقوبة الجلد مائة مرة أو بعقوبة الحبس مدة سنة واحدة.

كما تعاقب مخالفة الاغتصاب بعقوبة الأشغال الشاقة المؤبدة، في تجاوز للمبدأ الذي تقوم عليه المادة 2 من المدونة الجنائية التي تنص على أن أية محاولة جريمة تعاقب بعقوبات تأديبية (روح الشريعة الإسلامية).

التوافق الصحيح أو الخاطئ، أو غيابه حاسم في مجال التداخل الجنسي بين أشخاص بالغين وقاصرين. ويعتبر رضى شخص قاصر، أي لم يبلغ بعد السن الشرعية للزواج باطلاً. فهذا الشخص لا يمكن اعتباره راضياً بالنسبة للاتصال الجنسي، ما يعني أن الشخص القاصر لا تمكن متابعتة بتهمة الزنا، وإنما يجب اعتباره ضحية اغتصاب أو اعتداء جنسي.

• العنف أو الاعتداءات الجنسية

الاعتداء الجنسي فعل ذو طابع جنسي، باتصال جسدي أو بدونه، يرتكبه فرد دون رضى الشخص المستهدف أو بواسطة التأثير الإغرائي، أو الابتزاز لدى الأطفال، والاعتداء الجنسي بذلك يلحق الضرر بالحقوق الأساسية للإنسان، خاصة كرامته البدنية وسلامته.

5. قضية همت وشركاؤه

- المحكمة
تم النظر في القضية 2007/1113، في الدرجة الأولى، من طرف المحكمة الجنائية بنواكشوط؛ وفي الاستئناف من طرف محكمة الاستئناف بنواكشوط.
- مسائل قانونية
تتعلق المسألة القانونية الرئيسية في القضية بتحديد السرقة والاعتداءات الجنسية.
- الوقائع
تمت متابعة المتهمين همت من مواليد 1984 بنواكشوط، حمزه من مواليد 1985 بأطار، وخليفه من مواليد 1984 بنواكشوط، على خلفية وقائع الانتماء لجمعية أشرار بهدف الاعتداء على أشخاص أبرياء واختلاس متبوع بسرقة أضر بقاصر تدعى ماه.
وخلال كامل مراحل الإجراءات اعترفوا بارتكاب الخطف والاختطاف إلى جدار غير مأهول واغتصاب بنت، الواحد تلو الآخر.
وبعد ارتكاب فعلتهم هددوا ضحيتهم كي لا تفشي الموضوع أو تخبر أهلها بما حدث.
- الإجراءات
حرك وكيل النيابة الدعوى العمومية وأمر بفتح تحقيق أمام قاضي التحقيق الذي أحال القضية، بعد اكتمال تحقيقه التمهيدي، أمام المحكمة الجنائية بنواكشوط.
وفي أعقاب الإحالة اعتبرت المحكمة الجنائية أن المتهمين مذنبون على أساس الاعترافات التي تم الحصول عليها طيلة جميع مراحل الإجراءات باستثناء تلك المتعلقة بمرحلة المحاكمة التي تراجع خلالها المتهمون عن اعترافاتهم.
من جهة أخرى أثارت المحكمة الجنائية مسألة غياب التخطيط والتنسيق في واقعة الاغتصاب وسحب الشكوى على إثر صلح ودي.
كل هذه المبررات دفعت المحكمة الجنائية إلى إعادة تكييف الوقائع موضوع المتابعة، أي جمعية الأشرار وتحويل وجهة قاصر متبوع باغتصاب تعاقبها المادة 309 من المدونة الجنائية، إلى وقائع اعتداء جنسي تنص عليها وتعاقبها المادة 26 من مدونة القصر ويحكمها الأمر القانوني 2015/015.
أدانت المحكمة، في الأخير، المتهمين على أساس المادة 26 من الأمر القانوني 2015/015 بعقوبة الحبس سنتين (2) نافذتين. وتنص هذه المادة على أن «أفعال الاعتداء الجنسي، عدا عن الاغتصاب، تعاقب بالحبس من سنتين (2) إلى أربع (4) سنوات، وبغرامة من 120.000 إلى 160.000 أوقية عندما ترتكب بحق طفل».
أقرت المحكمة، إذن، العقوبة الدنيا المحددة بهذه المادة، وإن كان محامي الدفاع طالب المحكمة بالأخذ في الحسبان الفترة التي مرت من الحبس التحفظي وتطبيق وقف التنفيذ بحق المتهمين.
وعليه استأنف الدفاع هذا الحكم.
اعتمدت محكمة الاستئناف المبرر الذي تبنته المحكمة الجنائية وأكدت الحكم الصادر عنها بكامل حيثياته، وأعادت هذه الأخيرة تكييف الاغتصاب إلى اعتداء جنسي وبراأت المتهمين من تهمة جمعية الأشرار لانعدام التفاهم والتنسيق أو التحضير المسبق، وذلك بعد أن تراجع المتهمون عن اعترافاتهم أمام الجلسة.
- تعليق

أ. الفوارق بين الاغتصاب والاعتداء الجنسي

• الاغتصاب

الاغتصاب فعل يقوم على ممارسة الجنس، من أي نوع كانت، يرتكبه شخص على شخص آخر، سواء عن طريق العنف أو المباغطة، غياب رضی الضحية هو ما يحدد الاغتصاب. وهو بالتالي مختلف عن الزنا الذي يفترض التداخل الجنسي بالتراضي بين شخصين بالغين، يشبهه أربعة شهود عيان رأوا فعل الممارسة الجنسية، أو الاعتراف أو الحمل (في التشريع الإسلامي).

التأديبية أو غرفة القصر، وعند الاقتضاء، في الخروقات لمحكمة قاضي المقاطعة.

ب. الاختصاص

قررت المحكمة أن إحدى المخالفات شكلت جريمة، مادامت تتسم بظروف مضاعفة؛ لوجود التهيب، والتصعيد والليل والتجمع «نظرا لكون جريمة السرقة المنسوبة للمتهمين تعاقب بالمادة 356 من المدونة الجنائية التي تنص على عقوبة جنائية». وهذه تتمثل في 10 سنوات من الحبس. كذلك، قررت المحكمة العليا، في غرفتها الجزائية مسألة أخرى، هي عدم الاختصاص حسب المجال -الذي هو عمومي- يتعلق بصفة المتهمين الذين كانوا قسرا عند حدوث الوقائع، وبالتالي أكدت أن القضية تخضع لاختصاص المحكمة الجنائية للقصر طبقا للمادة 142 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

4. قضية جاكوه وشركاؤه

• المحاكمة

تم النظر في قضية جاكوه وشركاؤه رقم 707/2012، في الدرجة الأولى، أمام غرفة القصر (محكمة للأطفال؛ المادة 123 من منظومة الإجراءات الجنائية) لدى محكمة ولاية نواكشوط الغربية، وفي الدرجة الثانية أمام محكمة الاستئناف بنواكشوط؛ وفي الدرجة النهائية أمام المحكمة العليا التي أحالت القضية أمام المحكمة الجنائية بولاية نواكشوط الغربية.

• مسائل قانونية

تتعلق المسألة القانونية الرئيسية بالاختصاص.

• الوقائع

ارتكب المتهمون جاكوه، من مواليد 1995 بنواكشوط، بكر من مواليد 1995 بنواكشوط، تافا من مواليد 1996 بنواكشوط، تافاس من مواليد 1999 بنواكشوط، وهم قصر وقت الوقائع؛ بالتعاون مع معزوز، سيدح، مدسو، هيب، ميدو، وأباي، البالغين؛ عدة عمليات سطو في مدينة نواكشوط، تم توقيفهم على إثرها ومقاضاتهم بموجب المواد 356، 357 و437 من المدونة الجنائية.

اعترف المتهم جاكوه بالوقائع المنسوبة إليه أمام ضابط الشرطة القضائية ونفس الشيء بالنسبة لكل من بكر، تافا، تافاس ومعزوز خلال كامل مراحل الإجراءات كذلك، واعترف المتهمان سيدها ومدسو، لدى استجوابهما، بالوقائع الموقوفان على أساسها. أما المتهمون هيب، ميده، وأباي، فقد نفوا، طيلة الإجراءات، ارتكابهم تلك الوقائع.

• الإجراءات

إثر المتابعات التي أجرتها النيابة العامة بهدف فتح تحقيق أمام قاضي التحقيق بالديوان الرابع المكلف بالقصر المتنازعين مع القانون، بحق القصر بكر، تافا، تافاس، معزوز ورفاقهم، المتهمين بمخالفات تنص عليها وتعاقبها المادتان 358 و372 من المدونة الجنائية، أصدر قاضي التحقيق في أعقاب إغلاق الاستجواب، أمرا بإحالة القضية أمام غرفة القصر (أو محكمة الأطفال بموجب المادة 123 من منظومة الإجراءات الجنائية) كي تتم محاكمتهم طبقا للقانون.

في يوم 22 يناير 2013 أعلنت غرفة القصر، عبر الحكم رقم 7/2013، عدم اختصاصها، ما دام القصر محالين بسبب وقائع مكيّفة على أنها جريمة بموجب المادة 356 من المدونة الجنائية.

لقد تم تأكيد هذا الحكم بعدم الاختصاص، الصادر عن غرفة القصر لدى محمة ولاية نواكشوط الغربية، من طرف محكمة الاستئناف بنواكشوط، بعدما لجأ لها الدفاع، عبر القرار رقم 15/2013 بتاريخ 04 فبراير 2014.

قررت المحكمة العليا، بدعوى من المدعي العام لدى محكمة الاستئناف، النظر في تكييف المخالفات وعدم الاختصاص في غرفة استشارية، بإحالة القضية أمام الغرفة الجنائية للقصر بنواكشوط الغربية للاختصاص.

أخيرا أدانت هذه الأخيرة علما ونقضا المدعو جاكوه بتهم السرقة المكيّفة، بعقوبة السجن عامين (2) نافذين وبغرامة 100.000 أوقية؛ ولنفس المخالفة، كلا من معزوز، بكر، تافا، وتافاس بعقوبة الحبس سنتين (2) مع وقف التنفيذ وبغرامة 5.000 أوقية لكل متهم وبرأت كلا من هيب، سيدها، ميدو، وأباي لغياب أدلة كافية.

• تعليق

أ. ترتيب المخالفات حسب العقوبات

طبقا للترتيب الكلاسيكي للمخالفات، فإن هذه الأخيرة مقسمة على أساس العقوبات إلى جرائم وجنح وخروقات. وهكذا صنف المشرع الموريتاني الجرائم على أنها كل مخالفة تعاقب بعقوبات جنائية، كما هو حال القصاص، عقوبة الإعدام، الرجم، الجلد، القطع، السجن المؤبد، الأشغال الشاقة، الحبس، والسجن لأكثر من 5 سنوات؛ والجنحة كل مخالفة تعاقب بعقوبة تأديبية، أي السجن لأكثر من شهر واحد إلى 5 سنوات فما فوقها، وأزيد من 10.000 أوقية، من الغرامة، المنع من الإقامة، والحرمان المؤقت من بعض الحقوق؛ والخروقات، كل مخالفة تعاقب بعقوبة السجن لأكثر من يوم إلى 30 يوما.

وعلى أساس هذا التقسيم الثلاثي منح الاختصاص في الجرائم للمحكمة الجنائية للبالغين أو القصر، وفي الجنح للغرفة

أدانت المحكمة، من خلال تطبيق المادة 295 من المدونة الجنائية سالسا بعقوبة الحبس 6 أشهر نافذة، مطبقة بذلك المادة 4 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، التي تنص على أن العقوبات المطبقة على البالغين تخفف للنصف

ج. الآثار القانونية للتسوية الودية أو العفو في مجال القتل
تحدد التسوية الودية أو سحب الشكوى، المنظم تارة بالمادة 280 من المدونة الجنائية وأخرى بالمواد 155، وما تلاها من منظومة الإجراءات الجنائية للأطفال، إما بخفض العقوبة وإما بوقف الإجراءات.
وفي مجال جريمة القتل مثلاً، عندما يقوم أولياء الدم بالتسوية الودية فإن مرتكب الجريمة يستفيد من العفو، أي أنه لا يعاقب بعقوبة القصاص (المادة 180 من المدونة الجنائية)، وتكون العقوبة التي يلقيها بعد العفو الممنوح من أولياء الدم هي التعزير (عقوبة تأديبية) أو عقوبة السجن التأديبي لمدة سنة واحدة على الأكثر أو الجلد 100 جلدة. في المقابل تنص الفقرة 2 من المادة 155 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، في مجال التأديب فقط، على أن «للمصلح أثر توقيف المحاكمات الجنائية، والمحاكمة والتنفيذ». وتتيح هذه الحيثية للقاصر عدم المعاناة لاحقاً من الآثار الضارة للإدانة التي قد تسجل ضمن ملفه العدلي وتقوض مستقبله بشكل خطير.

3. قضية هدار رقم 126 / 2014

• المحاكمة

تمت البت في قضية هدار رقم 126/2014 من طرف الغرفة الجنائية بمحكمة نواكشوط الغربية.

• مسائل قانونية

تتعلق المسائل القانونية التي تطرحها القضية تعريف القتل، التمييز بين القتل العمد وغير العمد، تحديد حجم عقوبة القتل غير العمد، والتسوية الودية أو الصفح في مجال القتل.

• الوقائع

أثناء تواجد الفاعل القاصر، سالسا، مودعا لدى مركز إعادة تأهيل القصر المتنازعين مع القانون بقرار من الغرفة الجنائية بمحكمة نواكشوط الغربية، تسبب في وفاة هدار، القاصر المودع، أيضا، بنفس المركز، على إثر شجار نشب بين الجاني وقاصر آخر يدعى سيدا تدخل أثناء الضحية لصالح سيدا الذي يعتبر أكثر ضعفا. وفي تلك اللحظة استخدم الجاني سلاحا أبيض (مفك) كان بحوزته وطعن الضحية به فتوفي هذا الأخير متأثرا بجراحه بعد دقائق في المستشفى الوطني بانواكشوط. ولم ينكر الجاني قط تلك الوقائع ولكنه ظل يكرر دائما أنه لم يكن ينوي القتل.

• الإجراءات

في يوم 11 فبراير 2014 أصدرت الغرفة الجنائية بمحكمة نواكشوط الجنوبية بشكل مناقض في جلسة أولية حكما بإدانة القاصر سالسا البالغ من العمر أقل من 15 سنة فهو من مواليد 1999 بنواكشوط وذو سوابق عديدة، دون تقديم توصيات أخرى، بعقوبة السجن 6 أشهر نافذة، وبتحمل التكاليف؛ وذلك بعد ما قررت إعادة تكييف الوقائع قتلا غير متعمد منصوب عليه ومعاقب بالمادتين 271، و280 من المدونة الجنائية اللتين تعتبران أنه متابع أصلا في وقائع القتل غير العمد المعاقبة بالمادة 295 من نفس المدونة، وأحالت الطرف المدني لمضمون البروتوكول الموقع بمبلغ 3.000.000 أوقية، مع ذوي المتهم وتحديد والد هذا الأخير.

• تعليق

أ. القتل

كل فعل يؤدي لموت إنسان يشكل قتلا، وهذا القتل يمكن أن يكون عمدا أو غير متعمد أو بدون نية مبيتة. وهذه المخالفة، الأخطر ضمن جرائم الدماء، يصنفها العنصر النفسي، كما أن المادة 271 من المدونة الجنائية تنص على أن القتل المرتكب عمدا يكيف جريمة قتل...، وتعاقب هذه الجريمة بالإعدام طبقا لترتيبات المادة 280 من المدونة الجنائية التي تنص على أن «القتل يستوجب عقوبة القصاص (العين، بالعين والسن بالسن) عندما يكون الجاني والضحية من نفس الديانة (مسلمان) وفي الحالات الأخرى يمكن أن يستفيد من العفو سواء مع تعويض أو مجانا من أحد أولياء دم الضحية».

ثم إن المادة 295 من المدونة الجنائية تعرف القتل غير العمد على أنه: «أي شخص يرتكب، عن خطأ، دون ضرر، إهمال أو عدم إحاطة بالنظم، بشكل غير إرادي قتلا أو تسبب فيه عن غير قصد، يدان بالدية دون الإضرار بعقوبة الحبس من 3 أشهر إلى سنة».

كيفت المحكمة جريمة القتل غير العمد على أساس «الالتباس» القائم بين الخطأ ونية الجاني تجاه القاصر بشكل عام، خاصة وأن المدونة الجنائية المنبثقة من الشريعة لا تنص على معاقبة أفعال دون نية أفضت للموت دون قصد القتل. هذا التكييف المشترك في القانون القاري الأوروبي يتناسب مع القتل العمد في الشريعة الإسلامية التي تعاقب على أساس نتائج الفعل المتعمد.

ب. تحديد حجم العقوبة

بفضل إلغاء المواد 60 - 63 من المدونة الجنائية لم يعد القصور شرطا يعفي من العقوبة لكنه يتعلق بعدم المسؤولية الجنائية ويقابل انتفاء المسؤولية نظام خاص ومستقل عن العقوبات.

هذا يعني، ضمن أمور أخرى، أن ترتيب العقوبات بالنسبة للأطفال لا يمكن ربطه بظروف إعفاء المسؤولية.

ج. ظروف الإعفاء

إنها واقعة أو سياق يسمح بانتفاء خطورة عقوبة جنائية مرتبطة بمخالفة مكيفة ضمن جريمة أو جنحة وهي تتيح إذن للقاضي تقدير العقوبة الوارد إصدارها بحرية، ليس فقط بالنظر إلى السياق الذي تم فيه ارتكاب الفعل المعاقب، وإنما أيضا بالنظر إلى صفة الشخص المعرض للإدانة.

من ضمن الحالات التي يمكن أن تظهر وتحمل القاضي على استبعاد العقوبة؛ يمكن أن نذكر سوابق المذنب، سوء تربيته، سنه، الدوافع، الهوايات، التأثير الممارس عليه من قبل شركائه، بؤسه، جهله للقانون، عدم أهمية الضرر، أمام الجنحة المستحيلة، محاولة أو فشل، الجريمة تلقائية أو غياب النية... الخ.

لقد طبقت المحكمة الجنائية عقوبات المادة 473 من المدونة الجنائية التي تسمح للقاضي بالإدانة بالعقوبات الواقعة دون الحد القانوني الأدنى، وذلك عبر البناء على ظروف الإعفاء المرتبطة بخطورة مخالفة محاولة السرقة، والظروف الاجتماعية والمادية والسن. ولذا تمت إدانة المتهمين (أ، ح، ك، وم) مثلا، بعقوبة الحبس 3 سنوات نافذة والمتهم ع بعقوبة الحبس 3 سنوات مع وقف التنفيذ تطبيقا للمادة 323 من المدونة الجنائية مع الغرامة وجبر الأضرار.

ط. تعويض الضرر

أي ضرر ناجم عن جريمة أو جنحة يجب بالضرورة جبره وتعويضه للطرف المتضرر إذا طالب بذلك، وفي هذه القضية أدانت المحكمة مرتكب المخالفة بالتعويض التضامني، تطبيقا للمادتين 10 و45 من المدونة الجنائية.

يدبرون جمعيات الأشرار.

ج. تحريض القصر على الانحراف

حاكم القاضي أيضا، السيدة اعربية على وقائع تحريض قصر على الانحراف، المجددة والمعاقبة بالحبس من شهر (1) إلى ثلاثة (3) أشهر وبغرامة من 120.000 إلى 200.000 أوقية بموجب ترتيبات المادة 46 من مدونة القصر. وقد اعترف القصر المتورطون أو المتواطئون في جمعية الأشرار، في جميع مراحل الإجراءات، بأنهم دفعوا من طرف السيدة اعربية إلى ارتكاب الجرائم المنسوبة إليهم.

د. الاعتراف القضائي

تأخذ السلطة القائمة على المتابعة أو التحقيق أو المحاكمة في الحسبان الاعترافات الحرة، الطوعية والواعية، للأشخاص الموقوفين على خلفية جرائم، جنح أو مخالفات؛ أي تلك التي يتم الحصول عليها خارج أي شكل من أشكال التعذيب، الإكراه أو العنف. فلاعترافات المأخوذ ضمن هذه الأشكال لا قيمة لها (المادة 1 من مدونة الإجراءات الجنائية الموريتانية).

وينبغي التساؤل عما إن كان بالإمكان التوصل إلى استنتاجات مختلفة إزاء القصر. ذلك أن الأطفال لديهم قدرة محدودة ويمكن أن يكونوا طيعيين أمام الضغوط من أي نوع وحتى أمام حضور شخص بالغ بوظيفة سلطة، ولذا تنص منظومة الإجراءات الجنائية في المادة 101 الفقرة 3 على أن «استجواب الطفل لا يمكن أن يتم إلا بمساعدة اجتماعية للطفل».

وفي المادة 103، الفقرة 3 «الاستماع للطفل يجب أن يتم بحضور محاميه ويجب أن يوقع هذا الأخير على المحضر ويبيدي ملاحظاته التي يتم تسجيلها للفائدة ضمن المحضر».

يمكن للانضباط الموثق أن يفتح مناقشة المبدأ القائل بأن الاعتراف قابل للاستخدام دائما.

بخصوص الأشخاص المحرومين من حريتهم، تنص المادة 53 من مدونة الإجراءات الجنائية على أنه «يمنع سوء المعاملة المعنوية والمادية للمعتقل» وهذا يعني أن الاعترافات المتحصل عليها إثر جلسات معاملة غير سليمة، بجميع أشكالها لا قيمة قانونية أو قضائية لها، وبصرف النظر عن كون المتهم بالغا أو قاصرا.

هـ انتفاء المسؤولية عندما يكون الفاعل قاصرا

نظام العقوبات للقصر بين 16 و18 سنة نظام مستقل لتحديد العقوبات التي حددها الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل في المادة 4 بالنصف. وتنص المادة 4 على أنه «عندما تكون المخالفة المرتكبة من طرف طفل عمره يزيد على خمسة عشر (15) عاما، جنحة أو مخالفة، لا يمكن للعقوبة الصادرة أن تكون أعلى من نصف تلك التي كان سيدان بهما لو كان عمره ثمانية عشر (18) عاما».

ثم تأكيد هذا المبدأ في المادة 147 التي تنص على أن المحكمة الجنائية للأطفال لا يمكنها إصدار عقوبة سالبة للحرية بحق أطفال تزيد أعمارهم على أربعة عشر عاما، تفوق نصف العقوبة الأصلية. وإذا كانت العقوبة المحكوم بها هي السجن المؤبد فلا يمكن إصدار عقوبة تزيد على 12 عاما من الحبس الجنائي».

لقد أدى اعتماد الأمر القانوني المتمن الحماية الجنائية للطفل إلى الإلغاء الجزئي الضمني للمواد 60 - 63 من المدونة الجنائية.

يتعلق الأمر بإلغاء جزئي إذ أن المشرع الموريتاني أغفل التنصيص على حيثية تؤكد بوضوح أنه منذ دخول إقرار الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، يكون نظام عقوبات القصر المنصوص عليها في المدونة الجنائية قد ألغي. يتعلق الأمر بإلغاء جزئي لأن الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، لا يحل مسألة عقوبة الإعدام المنصوص عليها في المادة 61 من المدونة الجنائية كعقوبة مطبقة أيضا على القصر بين 16 و18 سنة.

أما أمام صمت الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، بخصوص عقوبة الإعدام:

- باتباع تأويل أدبي للقانون، لا يمكن استنتاج أن المادة 61 من المدونة الجنائية تبقى نافذة فيما يخص عقوبة الإعدام وبالتالي فإن هذه العقوبة تبقى قابلة للتطبيق على القصر بين 16 و18 سنة؛
- في المقابل، فإن تأويلا توسيعيا لمنظومة الإجراءات الجنائية للأطفال يتيح لنا قراءة كاملة للنص التشريعي؛ وأخيرا، استنتاج أن فقرة المادة 61 التي تنص على عقوبة الإعدام ألغيت ضمينا بالأمر القانوني المتضمن الحماية

الجنائية في مكان ارتكاب المخالفة حتى تتم محاكمتهم طبقا للقانون.

وقد أدانت الغرفة الجنائية بولاية نواكشوط الجنوبية السيدة اعرييبة بعقوبة السجن 6 سنوات مع الأعمال الشاقة المؤقتة، والقصر «أ» و«ح» و«ك» و«ع» و«م» بعقوبة السجن 3 سنوات نافذة، والقاصر «د» بعقوبة السجن 3 سنوات مع وقف التنفيذ لنفس الوقائع المنسوبة لهؤلاء، وبغرامة 200.000 أوقية لكل مدان، وبدفع النفقات والأضرار التي لحقت بالأطراف المدنية بمبلغ 6.800.000 أوقية للسيدة عيشة و2.500.000 أوقية للسيدة مريم.

بعد ذلك راجعت الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف في نواكشوط القرار الصادر عن محكمة نواكشوط الجنوبية، وحاكمت وأدانت السيدة اعرييبة على خلفية الوقائع المنسوبة إليها بعقوبة السجن 4 سنوات نافذة، والسجن سنتين (2) نافذتين بحق القصر «أ»، «ح»، «ك»، «ع»، «م»، وأخضعت الأطراف المدنية لأداء اليمين بهدف تحديد المبالغ والممتلكات المسروقة، وأكدت الأجزاء الأخرى من منظومة الحكم الصادر عن محكمة نواكشوط الجنوبية.

وبررت محكمة الاستئناف حكمها على أساس الاعترافات التي تم الحصول عليها من المتهمين طيلة جميع مراحل الإجراءات، وخفضت العقوبة باعتبار عدم سوابق المتهمين وحدثة سنهم، وظروفهم الاجتماعية والمادية تطبيقا لترتيبات المادة 658 ومدونة الإجراءات الجنائية.

• تعليق

أ. الاختصاص

تمت محاكمة القصر، مع المتهمه البالغة أمام المحكمة الجنائية العادية وليس أمام محكمة القصر.

لم يتم التقيد بالمادة 117 التي تنص على أنه «إذا كان للطفل شركاء أو متواطئون بالغون يتم إحالة هؤلاء في حالة المحاكمة التأديبية، أمام المحكمة المختصة بالأطفال ويحاكمون وفق القانون العام، على أن يتم فصل القضية المتعلقة بالطفل ليحاكم طبقا لهذا الأجراء».

ب. تعريف جمعية الأشرار

أولا، لابد من التمييز بين جمعية الأشرار والعصابة المنظمة.

جمعية الأشرار تجمع للأفراد، مكون بهدف التقدير المستمر بواقعة أو عدة وقائع مادية لجريمة أو عدة جرائم، جنحة أو عدة جنح تعاقب بالسجن 5 سنوات على الأقل.

أما العصابة المنظمة فهي كل تجمع مكون أو تفاهم قائم بهدف التدبير المتسم بواقعة أو عدة وقائع مادية، بجريمة أو عدة جرائم، جنحة أو عدة جنح مرتبطة بمخالفات البغاء، الاتجار بالبشر، المتاجرة بالمنشطات، الإرهاب تبييض المال، تزوير العملة، أفعال التعذيب الوحشية، أخذ ممتلكات الغير، خطف واحتجاز الأشخاص، إتلاف وإفساد الممتلكات والسرقة.

يلاحظ إذن، دون عناء، أن مفهوم جمعية الأشرار له نطاق تطبيق أعم من مفهوم العصابة المنظمة، وجمعية الأشرار هي أيضا مخالفة مكتملة تكيف جريمة ضد السلم العام بينما العصابة المنظمة ظرفية تزيد خطورة المخالفات المبينة أعلاه. والعصابة المنظمة تقدم على سبق الإصرار والترصد ومرتبة هيكلية بين أعضائها.

تعرف المادة 246 من المدونة الجنائية الموريتانية جمعية الأشرار باعتبارها «كل جمعية مكونة، أيا كانت مدتها، أو عدد أعضائها، كل تفاهم قائم بهدف إعداد أو ارتكاب جرائم ضد الأشخاص أو الممتلكات، تشكل جريمة ضد السلم العام. وتعاقب ترتيبات المادة 247 من نفس المدونة جمعية الأشرار بعقوبة الحبس لكن الأشخاص المصنفين متورطين في الوقائع المصنفة جريمة جمعية يمكن إعفاؤهم من هذه العقوبة، إذا كشفوا للسلطات، قبل أي متابعة، تشكيل أو وجود جمعية.

في المقابل، تقاضي المادة 248 من المدونة الجنائية وتعاقب العصابة المنظمة التي تعتمد ظرفا يزيد الخطورة بعقوبة الأشغال الشاقة الوقتية.

من جهة أخرى طبقت المحكمة الجنائية بنواكشوط الجنوبية ترتيبات المادة 248 من المدونة الجنائية، بإدانتها السيدة اعرييبة بعقوبة الأعمال الشاقة لمدة 6 سنوات، والتي هي العقوبة القصوى المنصوص عليها بالنسبة لتحريض القصر على الانحراف علما بأن عقوبة الأشغال الشاقة المحددة زمنيا منصوص عليها في المادة 248 لمعاقبة من

2. قضية السيدة اعريبيه وآخرون

- المحاكمة
تم النظر في قضية السيدة اعريبيه وآخرين في المرحلة الابتدائية من قبل الغرفة الجنائية بمحكمة ولاية نواكشوط الجنوبية، وفي مرحلة ثانية من طرف محكمة الاستئناف بنواكشوط.
- مسائل قانونية
المسائل القانونية التي أثّرت ضمن قضية السيدة اعريبيه وآخرين هي كالتالي: (أ) تعريف جمعية الأشرار؛ (ب) تحريض القصر على الانحراف؛ (ج) الاعتراف القضائي؛ (د) انتفاء المسؤولية حين يكون الفاعل للجنة قاصرا بين 16 و18 سنة؛ (هـ) شروط الإعفاء؛ (و) جبر الضرر.
- الوقائع
شكل القصر (أ.ج. ك. ع. م. د)، بقيادة السيدة اعريبيه جمعية أشرار بهدف ارتكاب عمليات سرقة مع التهيب. وبعد التفاهم الأولي تصرفوا بشكل مشترك ونفذوا سلسلة عمليات سطو في مدينة نواكشوط ملحقين أضرارا بالعديد من المشتكين الذين تشكلوا أطرافا مدنية.
وتقتصر أعضاء الجمعية الأشرار الأدوار التالية:
- بعد ما أسست ونظمت وأدارت هذا التنظيم، شاركت السيدة اعريبيه وهي شخص بالغ، شاركت بنشاط في عمليات السرقة وتولت نقل المسروقات في سيارتها. وقد اعترفت بأنها نقلت خزنة فولاذية سرقتها الشباب من منزل يقع في حي بوحديدة حتى حائط البريد بدار النعيم، حيث فتحوا الخزنة المذكورة وتقاسموا محتواها. كما اعترفت بأنها شاركت بنشاط في سرقة أخرى تم ارتكابها مع التهيب في بقالة تقع في لكصر، أخذوا خلالها مجموعة من الملاحف. وقد استحوذت السيدة اعريبيه على كامل المسروقات بما فيها عدد من الساعات بعد تقاسم الباقي ولما تم القبض عليها كانت بحوزتها الملاحف وقطع الحلي المسروقة.
- صرح القاصر «أ» بأنه شارك في عدة عمليات سطو مع شركائه برفقة السيدة اعريبيه، خالته التي تنقل جميع المسروقات بعد كل عملية سرقة، خاصة في أعقاب تلك المرتكبة في بقالة لكصر، وفي منزلين ببوحديدة، حيث أخذوا خزنة فولاذية من إحداهما وجهاز كمبيوتر من الآخر.
- اعترف القاصر «ح» بأنه شارك في عمليات سطو معهم، تم ارتكابها بحضور السيدة اعريبيه التي كان جبرها نقل الأشياء المسروقة وبيع الملاحف، كما صرح بأنه قبض 43.000 أوقية بعد تقاسم الغنائم.
- صرح القاصر «ك» بأنه شارك في سرقة ارتكبت في بقالة ببوحديدة إلى جانب شركائه وتلقى مبلغ 7.000 أوقية من الغنائم.
- اعترف القاصر «ع» بمشاركته في عمليات سطو ارتكبتها المجموعة وفي أعقاب السرقة المنفذة في المخزن الذي تم حمل خزنة فولاذية منه تلقى نصيبا من الغنائم بلغ 43.000 أوقية؛ مضيفا أن السيدة اعريبيه استولت على الذهب الذي كان في الخزنة.
- صرح القاصر «م» بأنه حضر عمليات سرقة ارتكبت في بقات ببوحديدة، ولكصر، وفي مغسلة بعرفات.
- اعترف القاصر «د» بمشاركته النشطة في عمليات سطو ارتكبتها المجموعة التي يتبع لها، وبعد تقاسم الغنائم، حصل على ملابس وأقمشة، ويضيف أنه استدرج وجند من طرف السيدة اعريبيه وابن أختها «أ».
- الإجراءات
في أعقاب التحقيق الابتدائي، حرك وكيل النيابة في نواكشوط الجنوبية الدعوى العامة وأمر بفتح تحقيق مع السيدة اعريبيه على خلفية وقائع تحريض القصر على الانحراف والانتماء لجمعية أشرار، ومع القصر «أ» و«ح» و«ك» و«ع» و«م» و«د» بتهمة التواطؤ في جمعية أشرار بهدف ارتكاب عمليات سرقة مع التهيب، على أساس المواد 46، 61، 246، 248، 356، 357، 437، 372، من المدونة الجنائية.
- عند انتهاء التحقيق، وبعد جمع الأدلة الكافية ضد المتهمين اعتمد قاضي التحقيق أمرا قانونيا بالإحالة أمام المحكمة

المدونة الجنائية، و147 و148 من مدونة القصر، قبول الشكل ورفض المضمون إذ اعتبرت تطبيق محكمة الاستئناف لترتيبات تلك المواد صحيحا.

3- أ. عيب الصفة المثار من طرف الدفاع

لا يمكن لغير من لهم صفة القدرة على التصرف من أجل أثبات حقوقهم أن يبقوا رهن المحاكمة. ويجب أن يكون للطالب مصلحة مشروعة لممارسة تصرفه. وعند تقديم ملتمسه للطعن، يجب أن يكون المحامي مصحوبا بالتوكيل لتمثيل موكله ويوقع عريضته، وإلا تكون عرضة لكفالة ويتم رفضها بحجة عيب في الشكل. غير أن المحكمة العليا أهملت هذا الجانب المثار من قبل الدفاع. ولم تأخذه في الحسبان على الإطلاق وأعلنت ملتمس الطعن مقبولا من حيث الشكل.

3- ب. التأويل الذي خضعت له المادتان 60 و61 من المدونة الجنائية

حالات القاصر الذي تقل سنه عن 16 سنة الذي تصرف بنية أو بدونها، تحكمها المادتان 60 و61 من المدونة الجنائية. وعندما يتصرف من غير وعي يمكن تسليم القاصر في هذه الحالة لذويه أو لمواطن شريف لضمان رعايته، وتشبه هذه الحثية تلك المتضمنة في مدونة القصر. ولهذا يجوز الاعتقاد بأن المادة 60 من المدونة الجنائية تصبح متجاوزة بل لا محل لها من التطبيق من قبل القضاة. وفي المقابل حين يتصرف المعني عن وعي فإنه يواجه عقوبة مساوية، على الأكثر، لنصف العقوبة المطبقة على البالغ. وتظل هذه الحثية من المادة 61 من المدونة الجنائية مهمة للغاية لأكثر من سبب وتستحق الإبقاء عليها، حتى بعد ظهور مدونة القصر إذ تبرز عقوبة الإعدام التي هي العقوبة القصوى. ثم إن هذه العقوبة هي الناقصة في المادة 147 من مدونة الإجراءات الجنائية.

لقد أعطت المحكمة العليا تأويلا واسعا لترتيبات هاتين المادتين، حيث أعلنت أنهما تنطبقان على القصر بالمعنى الواسع، أي على من لم يبلغ 18 سنة كاملة. وهذا هو التوجيه الذي أجراه المشرع في مدونة القصر.

3. ج. الامتياز الممنوح لتطبيق المادتين 147 و148 من مدونة القصر

اعتبرت الغرفة الجنائية بالحكمة العليا في قرارها أن حكم محكمة الاستئناف مبرر، بالنظر إلى نصوص القانون التي طبقتها خاصة المادتين 147 و148 من الأمر القانوني حول الحماية الجنائية للطفل، حيث أدانت القصر بعقوبة الإعدام قصاصا؛ وهي العقوبة التي تعتبر قاسية، عدم إنسانية ومهينة أبدا غير طبيعية في حقوق القصر.

1. ج. المحاولة القابلة للعقوبة

المخالفة الموجبة للعقوبة قد تكون مكتملة أحيانا أو في طور الشروع، أو فاشلة أو مستحيلة، وتنص المادة 2 من المدونة الجنائية الموريتانية على أن محاولة الجريمة لا تعاقب بعقوبة تأديبية أو بالتعزير. وتعتمد هذه المادة مبدءا نابعا من الشريعة الإسلامية يقضي بأن الترتيبات الجنائية للشريعة الإسلامية لا تعاقب بالقصاص والحدود أو العقوبات الجنائية الموجودة في القرآن إلا إذا كانت المخالفات وقعت فعلا. في هذه القضية ارتكب المدانون الثلاثة محاولة سرقة مكيفة تجسدت في الشروع في التنفيذ وغياب التراجع الطوعي. وما دام الشيطان المبينان أعلاه مجتمعين، فإن محاولة الجريمة أو الجنحة تصبح موجبة للعقوبة.

2. قرار الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف

بموجب المادة 456 من مدونة الإجراءات الجنائية تم إعلان ملتمس الاستئناف المقدم من طرف المدان بعقوبة الإعدام، سليمان من حيث الشكل، من قبل محكمة الاستئناف بنواكشوط. خلال الجلسة، وبعد الاستماع للمتهم حول وقائع القتل، جدد ممثل الادعاء العام نفس المطالبة التي تقدم بها في المحاولة الأولى أي تلك المتعلقة بعقوبة الإعدام، لكنه في المقابل طلب في مرافعته المكتوبة من محكمة الاستئناف أن تأخذ في الحسبان قصور المدان.

طالب الدفاع، ممثلا في ذ. إشدو و ذ. جالو بتطبيق مدونة القصر بدلا من المدونة الجنائية والقيام بإعادة تكييف القتل العمد إلى قتل دون نية وإدانة المعني بدفع الدية.

بعد المداولات قررت الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف بكامل هيئتها من خمسة (5) قضاة مراجعة الحكم الصادر عن قضاة الدرجة الأولى على أساس المواد 5، 61، 449 من المدونة الجنائية، و15 من مدونة العقود والالتزامات والمادتين 147 و148 من مدونة الحماية الجنائية للقصر عقيدة القضاء الاستشاري بالقانون الإسلامي وأدانت القاصر مويس بالسجن 12 سنة نافذة.

هذا الفقه القانوني يعتبر أنه «... في حالة الاشتراك في قتل يجمع بالغا وقاصرا فإن الأول تجب إدانته بالإعدام والقاصر يدفع نصف الدية، إذ أنه غير مكتمل المسؤولية...».

2- ب. تطبيق ترتيبات مدونة القصر في هذه الحالة

قام قضاة الدرجة الثانية بالغرفة الجنائية لدى محكمة الاستئناف بتطبيق ترتيبات المادتين 147 و148 من مدونة القصر.

تنص المادة 147 من الأمر القانوني حول الحماية الجنائية للطفل، بوضوح، على أن المحكمة الجنائية للقصر لا يمكنها النطق في حق الأطفال البالغين أزيد من 15 سنة، بعقوبة سالبة للحرية تزيد على نصف العقوبة الأصلية، وإذا كانت العقوبة المحكوم بها هي السجن المؤبد فلا يمكنها إصدار عقوبة تزيد على 12 سنة من الحبس الجنائي».

وفي هذا السياق تنص المادة 18 من القانون رقم 035/2005 المتعلق بالإرهاب على أن القاصر لا يمكن إدانته بعقوبة تفوق 12 سنة سجنا بالنسبة للجرائم المرتكبة في مجال الإرهاب. والتشريع الموريتاني موحد تماما في هذا الإطار، ولهذا السبب رفضت المحكمة العليا، التي يتمثل دورها الرئيسي في توحيد القانون ملتمس الطعن الهادف إلى خفض عقوبة السجن من 12 سنة.

3. قرار الغرفة الجنائية بالمحكمة العليا

في هذه القضية تقدم محامي الدفاع عن المتهم المدعو مويس، وهو شخص قاصر، بطعن ضد الحكم رقم 2011/73 بتاريخ 011/12/12 الصادر عن الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف في نواكشوط، المنعقدة في جلسة جنائية، والذي بموجبه أدين هذا الأخير بعقوبة الحبس 12 سنة وبغرامة 120.000 أوقية. واستند دون لبس ضمن مذكراته الدفاعية الهادفة إلى إلغاء قرار محكمة الاستئناف إلى أنه ما دام المدان قاصرا فإن العقوبة كانت قاسية.

وقد طالب المدعي العام برفض شكل ملتمس الطعن وذلك بعد قراءة تقرير الاستشاري المقرر بالمحكمة المذكورة. هكذا أعلنت الغرفة الجنائية بالمحكمة العليا، بكامل تشكيلتها من خمسة (5) قضاة على أساس المادتين 60 و61 من

طعن المتهم مويس الضحية وحمله إلى مسكن أخته، بعد ذلك قدم المدعي العام طلبات النيابة الشفوية أمام الجلسة، حيث أوضح في البداية أن الأدلة الموجودة في هذا الملف دقيقة ومنسجمة تماماً ضد المتهمين، وهي براهين تثبت الاشتراك في واقعتي السرقة والقتل المنسوبتين لهم.

وقد شدد الدفاع على غياب التنظيم وسبق الإصرار بهدف ارتكاب جريمتي السرقة والقتل وعذر صفه القصور ولفت الانتباه إلى إنكار المتهمين، كما شدد لفيف المحامين على محاولة السرقة وليس السرقة بذاتها، حيث جرت بداية التنفيذ في غياب التراجع الطوعي، حسب ذ. كابر.

وطبقاً لمدونة الإجراءات الجنائية، أقرت المحكمة بعد المداولات، المسؤولية الجنائية للفاعلين بالنسبة لإحدى المخالفتين أو الأخرى، حسب الحالة، وقررت تحويل الوقائع من سرقة خطيرة تنص عليها المادة 357 من المدونة الجنائية إلى سرقة عادية أو نشل تحدده المادة 372 من نفس المدونة إلى ابتزاز بموجب المادة 437 من ذات المدونة وحول شروط الإعفاء.

وهكذا، وعلى أساس اعترافات المتهمين خلال التحقيق الأولي وشهادة المدعو جعفر، الشاهد الوحيد في هذه القضية، الذي طاردهم؛ وتصريحات الطرف المدني الذي أكد أنه وجد أقفال باب المتجر محطمة وملوية والاعترافات عند قفص الاتهام من طرف المتهم موك الذي قدم توضيحات حول ملابس السرقة والمطاردة، أدانت المحكمة في حكم أولي المدعو مويس البالغ من العمر 17 عاماً (المعطيات موجودة في السجل الوطني للسكان) بالإعدام قصاصاً (عقوبة قصوى) بتهمة القتل، والمتهمين مولود وموك بالسجن سنتين نافذتين بتهمة السرقة، مع تبرئتهما من السعي للقتل العمد الذي كانا متابعين على خلفيته. واعتبرت المحكمة أن شروط الإعفاء بالقصور، التي تنص عليها المادة 61 من المدونة الجنائية لا تنطبق إلا على القاصر.

1-أ. عدم قابلية المسؤولية عن وقائع القتل العمد

القتل العمد هو التسبب مع النية في وفاة شخص ما. ويعاقب هذا الفعل المجرم بالإعدام قصاصاً، إذا كان الضحية والجاني من نفس الديانة (مسلمان) أو الاغتتيال بمعنى القتل بملابس تزيد من الخطورة عبر الإصرار والترصد، والسرية والتعقب على أساس المادتين 272 و280 من المدونة الجنائية الموريتانية المستمدة من مصادر الشريعة الإسلامية أو التشريع الإسلامي.

ويتجلى من خلال وثائق الإجراءات في هذه القضية أن عراكا وقع بين القاصر مويس والضحية أثناء عملية الفرار. وقد وجه المتهم مويس للضحية طعنة سكين في الصدر، إثر احتجاج لاذع جراء سرقة هذا الأخير منه؛ حين أمسك بثوبه كي يخنقه بالتأكد بينما كان الجميع يفرّون.

لقد بات من الثابت أنه بموجب مكونات الملف، فإن القاصر مويس هو مرتكب القتل خاصة وأن رفاهه أدلوا بشهادات دقيقة ومتطابقة ضده. وفي استنتاج مشهور «بما أن الأدلة الموجودة في الملف الإجرائي تدعم قرار الإدانة الصادر عن قضاة الدرجة الأولى، والذي هو مجبّه يكون المتهم مويس هو من ارتكب فعل القتل ومحاولة السرقة فإن المحكمة أقرت مسؤولية المتهم بالقتل ومحاولة السرقة وطبقت العقوبة القصوى دون الأخذ في الحسبان عذر عدم المسؤولية المرتبطة بقصور هذا الأخير (المادة 147 من الأمر القاننة في المتضمن الحماية الجنائية للطفل).

1-ب. عذر عدم المسؤولية الجنائية للقاصر

يقسم الأمر القانوني رقم 2015/015 المتضمن الحماية الجنائية للطفل القصور الجنائي في موريتانيا إلى ثلاثة أقسام؛ القصر من 0 إلى 7 سنوات وهم الذين يعتبرون غير قابلين لتحميل المسؤولية، القصر من 7 إلى ما دون 15 سنة ويعتبرون مسؤولين عن أفعالهم، تمكن متابعتهم ولكن لا يمكن حبسهم (يودعون في مركز شبه مفتوح)، ثم أخيراً من 15 إلى 18 سنة مسؤولون عن أفعالهم وتمكن متابعتهم قضائياً وسجنهم وإدانتهم بعقوبة الحبس 12 سنة على الأكثر وبغرامة لا تتجاوز 120.000 أوقية، بموجب المادتين 147 و148 من الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل، المذكور أعلاه.

في المقابل، لا يمكن تطبيق المادة 4 من نفس الأمر القانوني إلا في مجال الضرر والانتهاك حيث لا تتجاوز عقوبة القاصر نصف العقوبة التي كانت تصدر بحقه لو كان قد بلغ 18 سنة، وقد طبق قضاة الدرجة الأولى ذلك على الوقائع المكيفة محاولة للسرقة تعرض للعقوبة.

1. قضية موبيس وشركاؤه

• المحكمة

أدانت الغرفة الجنائية بمحكمة الولاية المدعو موبيس، وهو شخص قاصر، بعقوبة القصاص بالإعدام؛ وبالسجن سنتين (2) نافذتين بحق المدعويين موسود وموك، وهما بالغان وتحمل التكاليف لصالح الخزينة العامة. أعادت الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف في المجال الجنائي تكييف الحكم رقم 162 بتاريخ 011/05/17 الصادر عن محكمة الولاية، جزئيا، وأدانت المتهم موبيس، القاصر باعتباره من مواليد 1992 بانواكشوط، بعقوبة السجن 12 عاما، وبغرامة 120.000 أوقية والدية المقدرة بمبلغ 3.000.000 أوقية، لصالح ورثة الضحية لعبود. أقرت الغرفة الجنائية بالمحكمة العليا قبول الطعن من حيث الشكل ورفضته من حيث المضمون.

• مسائل قانونية

شملت المسائل القانونية التي عالجتها المحكمة الجنائية عدم إمكانية التجريم بوقائع القتل العمد، إعفاء المسؤولية الجنائية للقاصر، والمحاولة القابلة للعقوبة. عالجت الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف المسائل القانونية ذات الصلة بحالة القصر من زاوية المدونة المدنية، والصفة الشخصية، والقصر، والتطبيق - في هذه الحالة - لترتيبات مدونة القصر. أثارت المحكمة العليا عبر الغرفة الجنائية المسائل القانونية المتعلقة بانعدام الصفة الذي أثاره الدفاع والتأويل الخاص بالمادتين 60، 61 من المدونة الجنائية والامتياز الممنوح لتطبيق المادتين 147 و148 من مدونة القصر.

• الوقائع

بعد أن قام موبيس، ومولود، وموك برصد الدكان الذي يعتزمون ارتكاب السرقة منه خلال الليل، توجهوا إلى عين المكان بعد ما تحققوا من أن القاصر التاجر أغلق بالفعل أبواب البقالة، حيث تقاسموا الأدوار فيما بينهم؛ فكان على القاصر موبيس أن يفتح الباب الحديدي للمتجر وبالتالي بدء التنفيذ، وبينما كان يهيم بفتح الباب، استيقظ التاجر من شدة الضجيج وتدخل شخص كان يمر قرب المكان مستقدا قطعة خشب. وعندها تفرقت العصابة، لكن أثناء فرارهم أمسك المدعو موبيس بطرف قميص الضحية، حيث دخل معه في عراك قوي تلقى الأخير خلاله طعنة سكين في صدره.

أخذ الشريكان في الجريمة، موبيس وموك وحملاه إلى بيت أخته حيث فارق الحياة بعد ذلك بلحظات متأثرا بجراحه.

• الإجراءات

اعترفا أمام الشرطة القضائية بمفوضية الميناء 1 بالوقائع المنسوبة لهما أي التهمة المتعلقة بالسرقة دون حضور عون اجتماعي أو محامي أو طبيب (المرجع: المواد 101، الفقرة 3، 102، الفقرة 1، و103 الفقرة 3). قام وكيل الجمهورية بعد إحالة القضية إليه بتحريك الدعوى العمومية، وطالب بفتح تحقيق أمام قاضي التحقيق الذي أحال القضية بعد اكتمال تحقيقاته أمام الغرفة الجنائية لتتم المحاكمة طبقا للقانون. وفي أعقاب الإدانة بالإعدام، بحكم هذه المحكمة، استأنف محامي الدفاع الحكم وقد أعادت الغرفة الجنائية بمحكمة الاستئناف تكييف قرار قضاة الدرجة الأولى. وأخيرا قام دفاع المتهمين بالطعن أمام الغرفة الجنائية بالمحكمة العليا، وقد رفضت هذه الأخيرة الالتماس من حيث المضمون.

1. حكم المحكمة الجنائية بولاية نواكشوط الغربية

خلال الجلسة التي عقدتها الغرفة الجنائية بمحكمة نواكشوط الجنوبية، في تشكيلتها العادية للبالغين، للبت الأولي مع قابلية الاستئناف في جميع المخالفات المصنفة جريمة ارتكبت في منطقة اختصاصها الترابي؛ نفى المتهم موبيس، أثناء التحقيق النهائي وعند مثوله أمام المحكمة، التهمة المتعلقة بالقتل المنسوبة إليه، مبرزا أنه لم يقتل الضحية لكنه تابع سرده للوقائع موضحا أنه حمله بين ذراعيه حتى منزل أخته رفقة أعضاء آخرين من العصابة. أما المتهم موسود، الذي نفى تهمة القتل بدوره، فأوضح أن الضحية كان مع المدعو موبيس خلال عملية الفرار، وقد وجده مع هذا الأخير جريحا إثر طعنات بسكين في الصدر.

اعترف المدعو موك بأنه، خلال ليلة السرقة، التحق برفيقه. وأثناء تنفيذ الواقعة تبعهم شخص ما، وأثناء الفرار

شكر

لا يسعني إنهاء هذه الحويلة من المنظومة القضائية، المتميزة في تاريخ القضاء موريانيا دون الإعراب عن عميق عرفاني وامتناني للسيد بروسينو ممثل TDH إيطاليا في نواكشوط ولكل من واكبوني بملاحظاتهم وتصحيحاتهم، ومقترحاتهم، في إنجاز هذه الوثيقة الرصينة التي يراد لها أن تكون آلية عمل للقضاة أو القانونيين.

تقديم

بدأت العناية الممنوحة لحماية القاصر ككائن هش ضمن المجتمع، منذ قرار الملك سليمان حيث قدم له حراس قصره الملكي اثنتين من خادmates تتنازعان أمومة طفل، تدعي كل منهما أنها أمه، وقد بت الملك لصالح الطفل حيث أمر بالاحتفاظ به بوصفه إبناً للملكة التي تحميه.

وهكذا تمنح موريتانيا، على غرار المجموعة الدولية، عناية خاصة للحماية الجنائية للطفل في حالة الخطر أو النزاع مع القانون، وطبقاً للمعاهدات الدولية والمواثيق المعمول بها في هذا المجال.

غير أن الحماية الجنائية للقاصر كانت غائبة لفترة طويلة عن الممارسة القضائية بموريتانيا فكان الفاعلون في مجال القضاء يكتفون بتطبيق بسيط للترتيبات الإجرائية أو الشكلية في المجال الجنائي، والمبعثرة هنا وهناك؛ ممثلة في المواد 60، 61، 62، 63 من المدونة الجنائية المتعلقة بالاعفاء الشرعي بالقصور، على سبيل المثال، وتوجيه دواوين التحقيق الخاصة بالقصر التي تم إنشاؤها في مطلع التسعينات تطبيق القانون العام.

وهكذا، ومنذ نحو خمسة عشر عاماً في موريتانيا، يطبق القضاء ورجال الشرطة مدونة خاصة موجهة للقصر، تستجيب للنظم الدولية يحكمها الأمر القانوني 2015/015.

خلال هذه الفترة القصيرة نسبياً، تم إصدار العديد من القرارات القضائية من طرف القضاء الجالسين المكلفين بالقصر.

وتشمل تلك القرارات المخالفات الأكثر تكراراً والتي تمس الكرامة الشخصية والبدنية والشرف والحياة والأخلاق والملكية.. غير أن المخالفات المتعلقة بالابتزاز والتحايل وخيانة الثقة والإخفاء والهدم وإلحاق الضرر والإفساد وإلحاق الأذى بطفل وانتهاك التشريع المتعلق بنفاذ الأطفال لبعض المؤسسات المنصوص عليها في المواد 80 وما يليها يتم تجاهلها تماماً من طرف السلطات المكلفة بالعقاب.

ولهذا السبب البديهي أرتأى شركاء موريتانيا في مجال حماية القصر ضرورة وضع دفتر للمنظومة القضائية للقصر من 2005 إلى 2015 من شأنها أن تشكل آلية أساسية للعمل أو التكوين الموجهة لسلك القضاء بهدف علاج الأخطاء المحتملة في تأويل تطبيقات ترتيبات الأمر القانوني المتضمن الحماية الجنائية للطفل.

يعالج دفتر المنظومة القضائية القرارات القضائية المختارة حتى وإن ظل الخيار تعسفياً بين طرفين أحدهما يجسده القصر الضحايا الفاعلون (الجزء الأول: قرارات 1 - 25) والآخر القصر الضحايا (الجزء الثاني: قرارات 26 - 40).

إعادة تأهيل ناجعة للقصر، أشاد بها المقرر الخاص للأمم المتحدة للوقاية من التعذيب باعتبارها نموذجاً في شبه المنطقة.

يضع هذا الدفتر في متناول الممارسين والباحثين تحليلاً لمنظومة الإجراءات القضائية الخاصة بالقصر ستساهم دون شك في زيادة تحسين معاملة الأطفال في حالة نزاع مع القانون، وستكون طريقة استخدامها ونشرها ضماناً لإعادة دمج الأطفال في حالة نزاع مع القانون.

البرفيسور حيمود رمضان

تمهيد

صادقت موريتانيا على الأمر القانوني رقم 2005/015 بتاريخ 5 ديسمبر 2005 المتضمن الحماية الجنائية للطفل، وهو نص أساسي في مجال قضاء القصر، يترجم حرص المشرع على توفير حماية للطفل من شأنها أن تساهم في تجسيد الحقوق الجديدة التي تقرها له النظم الدولية.

يتضمن الجزء الأول من هذا النص مدونة جنائية خاصة بالأطفال، تهدف إلى تحديد مجموع العقوبات الوارد تطبيقها من طرف قضاة الأطفال، سبيلا إلى إعادة تأهيلهم.

لذلك فهو يضم فصلا تهديدا خصص لانتفاء مسؤولية الطفل، وثلاثة مباحث يتناول أولها الجرائم والجنح ضد الأطفال، فيما يعاقب الثاني الجرائم والجنح ضد ممتلكات الطفل، أما المبحث الثالث فيشتمل على الحيثيات المشتركة بالنسبة لمجموع المخالفات المحددة في هذا الجزء.

إن إجراءات محاكمة وإيداع الطفل الجانح، مع الأخذ في الحسبان أهداف إعادة دمجها في المجتمع وهشاشته وخصوصية شخصه، موجودة في قلب المنظومة الإجرائية التي يتضمنها هذا النص. أما الجزء الثاني فهو ببساطة مدونة إجراءات جنائية تمت مواءمتها للأطفال تضم أربعة مباحث، يتناول الأول منها المتابعات والتحقيق الأولي، مع الحفاظ على الحقوق الأساسية للطفل.

وخصص المبحث الثاني لمحاكمة المخالفات التي يرتكبها الطفل عبر تحديد الإجراءات الوارد اتباعها والمحاكم المعنية التي يجب أن تضم تشكيلتها مختصين في مجال الطفولة.

المبحث الثالث يحدد إجراءات تنفيذ العقوبات المطبقة على الأطفال الجانحين مع السهر على مواءمتها مع شخصية الأطفال، بينما يعزز المبحث الرابع الترتيبات التي تحمي الطفل المودع لدى هيئات أو أشخاص يؤوون الأطفال في حالة نزاع مع القانون.

هذا النص مصحوب بمجموعة من الترتيبات التي تسهل تطبيقه، وترتبط بالمساعدة القضائية للأطفال والمحاكم الجنائية الخاصة بهم، والإجراءات البديلة عن حبسهم.

وتطبيقا للأمر القانوني المذكور آنفا، صادقت موريتانيا كذلك على المرسوم رقم 2009/069 بتاريخ 2 مارس 2009 المتضمن تحديد الإجراءات البسيطة المطبقة على القصر في حالة نزاع مع القانون. ويقر هذا النص قبل الإجراءات المطبقة من طرف النيابة العامة، فور توقيف القاصر، لوكيل الجمهورية أو قاضي التحقيق الخاص بالأطفال أو لرئيس محكمة الأطفال، إمكانية اللجوء لتسوية ودية عبر محاولة للصلح بين الضحية والقاصر المرتكب للمخالفة.

بعد عقد من التنفيذ تولدت عن هذا النص منظومة إجراءات قضائية واسعة ومتنوعة بشكل تحليلها ضرورة إلزامية لقياس مكتسبات الطفل في هذا المجال. ويستجيب دفتر الإجراءات القضائية هذا، الذي أنجزته منظمة TDH إيطاليا لهذا المطلب. وتعتبر TDH إيطاليا الشريك التاريخي لمركز لإيواء وإعادة التأهيل الاجتماعي للأطفال المتنازعين مع القانون؛ وهي تواكب من الناحية الفنية، من خلال العمل المفيد الذي تحققه لصالح الأطفال منذ إنشائها بهدف

إنجاز/ شريف محمد باري
إشراف ستيفانو بيروسينو وغوغيليموتا فيني

تم إنجاز هذا المنشور بفضل تمويل من الاتحاد الأوروبي
الآراء والتحليلات المعبر عنها في هذا الكتاب صادرة عن المؤلف
ولا تعكس بالضرورة رأي الاتحاد الأوروبي.

دفتر منظومة الاحكام القضائية حصيلة قرارات القانون الجنائي للقصر الموريتانيين